

Menace de famine en Inde et au Bangladesh

LIRE PAGE 5
L'ARTICLE DE GERARD VIRATTE

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Le lent dégel américano-cubain

La presse américaine reflète dans l'ensemble une certaine déception après la visite « privée » effectuée à La Havane par les sénateurs Jacob Javits et Claiborne Pell. Le violent réquisitoire public prononcé presque en leur présence, le 28 septembre, par M. Fidel Castro, contre la politique étrangère des États-Unis, notamment à l'égard de l'Amérique latine, a, en effet, sérieusement ébranlé les espoirs de ceux qui pensaient — à la fin du voyage des deux parlementaires et d'autres événements récents — que le rapprochement entre les deux pays était sur les rails.

C'est qu'on ne reprend pas si facilement des relations interrompues depuis treize ans sur le plan diplomatique, et donc sur le plan économique. D'autant que les États-Unis n'ont cessé de faire pression sur l'Organisation des États américains pour qu'elle endosse leur querelle et coupe tout lien avec Cuba. Le président, à l'arrière-plan du débat, de l'Union soviétique, dont l'attitude et le comportement vis-à-vis de la survie du régime de M. Castro, et qui s'imposent de plus en plus dans l'île, ne simplifient évidemment pas les choses.

En réalité, trois problèmes se mêlent dans le débat actuellement engagé. Il y a tout d'abord la levée des sanctions économiques décidées par l'O.E.A. en 1964. Après la réunion tenue il y a une dizaine de jours, à Washington, par le conseil permanent de cet organisme, la fin de l'embargo apparaît à l'horizon. Quatre pays, dont certains ont déjà rétabli des relations avec la Havane, ont fait connaître qu'ils étaient favorables à la levée des sanctions. Ceux qui y sont résolument hostiles — le Chili, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie — ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas contraints d'appliquer la décision, mais qu'ils ne l'appliqueraient pas activement.

Il y a d'autre part la question de la future place de Cuba dans le concert continental américain. M. Castro a dit et répété que l'O.E.A. était à ses yeux un « cadavre », et qu'il n'aspire donc nullement à y retrouver une place. Dans son récent discours, il a dit, tout au contraire, fait l'avocat, après d'autres responsables latino-américains, d'une association des États latino-américains où les États-Unis n'auraient pas leur place.

Vient enfin la question des relations bilatérales entre l'île et son grand voisin. En ce domaine, les deux pays sont amarrés depuis quelque temps une politique des « petits pas ». Après la signature de la convention entre les deux pays sur la piraterie aérienne, un très haut fonctionnaire de la commission des affaires étrangères du Sénat américain, M. Pat Holt, est allé dans l'île à la fin du mois de juin. Il a fait à son retour un rapport favorable. Deux ministres se sont rendus eux aussi dans l'île.

Si l'O.E.A. décide la levée de l'embargo le 5 novembre prochain, quelle sera l'attitude de M. Fidel Castro, qui a maintes fois déclaré que la levée des sanctions économiques prononcées par l'O.E.A. était, pour lui, la condition préalable à toute évolution de l'attitude de Cuba vis-à-vis des États-Unis ?

Depuis dix ans, M. Castro a appelé à passer des Américains et à contourner l'embargo. A l'heure où les États-Unis sont montrés du doigt pour leur attitude envers le régime de Salvador Allende, Cuba ne tient pas à avoir l'air de valoir à leur secours. En tout état de cause, M. Castro peut se sentir en mesure de faire monter les enchères.

LE PRÉSIDENT THIEU
RÉCLAME L'AIDE MASSIVE
DES ÉTATS-UNIS

(Lire page 6 l'article de Jean-Claude Fontenti.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

HUIT JOURS APRÈS LE VETO DU CHANCELIER SCHEIDT

Les Neuf recherchent un nouveau compromis sur les prix agricoles et l'« Europe verte »

M. Wilson repart en guerre contre le Marché commun

Les ministres des affaires étrangères et de l'agriculture des Neuf reprennent, ce mercredi 2 octobre, à Luxembourg, le dossier de l'Europe verte. Bonn, qui avait brutalement refusé d'entériner le compromis du 20 septembre, prévoyant une augmentation de 5 % des prix agricoles, pour cette fois l'accepte, pour peu que ses partenaires consentent à supprimer les aides nationales aux producteurs et à mettre à l'étude un réajustement de la politique agricole commune. Plusieurs membres du gouvernement fédéral se sont déjà employés à détendre l'atmosphère en proclamant leur attachement à la construction européenne. Au congrès du parti libéral, qui se tient à Hambourg, le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, a pris lui-même à mots couverts la

défense de la Commission des communautés, qui critique le chancelier Schmidt.

Le gouvernement français, visé au premier chef par les exigences allemandes, s'efforce de joindre la main aux bénéficiaires de la République fédérale de la politique agricole commune. Quant à M. Wilson, qui appuie la position de Bonn, il a lancé une violente attaque contre le Marché commun, comparé à un « abattoir », ou cours d'un discours électoral dans le Yorkshire. Il a promis à nouveau à ses concitoyens d'organiser un référendum pour déterminer si la Grande-Bretagne devra ou non demeurer dans la C.E.E. au vu des résultats de la « renégociation » des termes d'adhésion qu'il a demandés après son retour au pouvoir.

De notre correspondant

les augmentations à décider pour la campagne 1975-1976. Il devra être possible de leur donner satisfaction sur ce point. M. Lardinois, le commissaire européen pour les affaires agricoles, a déjà

dit, notamment devant le Parlement européen, qu'il faudrait effectivement tenir compte de la hausse consentie par l'autorité lorsqu'on arrêterait les prix de la prochaine campagne.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 36.)

Crise de l'énergie et méventes

● AUTOMOBILE : virage dangereux à l'ouverture du Salon.

(Lire page 25.)

Quatre pages seront consacrées au Salon dans notre prochain numéro

● AVIATION CIVILE : un marasme sans précédent.

(Page 13.)

LIBERTÉS 74

Donc, le nouveau président se veut libéral. Déjà diverses réformes s'inscrivent à son actif. Ou à son ordre du jour. En contraste avec le style rétro de l'époque De Gaulle-Macmillan-Royer. Rénové, une commission préparera un « code des libertés fondamentales de l'indépendance ». D'après les premières indications, ce code rassemblerait et compléterait des textes épars. Surtout pour adapter la protection de certaines libertés (secret de la correspondance, respect de l'intimité) au progrès de certaines techniques (écoutes téléphoniques, fichiers informatiques).

Tout cela est important, appréciable. Mais va-t-on s'en tenir à l'addition de mesures ponctuelles ? A un rajeunissement des libertés ? Les droits de l'homme méritent mieux qu'un simple rajeunissement. Derrière ce patchwork, il risque de masquer une réflexion globale, un plan d'ensemble. Pour promouvoir la liberté comme valeur de civilisation.

En 1974, dans une société avancée, la rédaction d'une nouvelle charte des droits de l'homme pourrait avoir une tout autre ampleur. Elle pourrait ouvrir des perspectives plus vastes, plus neuves. En fixant une « nouvelle frontière » pour la liberté. En étendant celle-ci. A de nouveaux

Par ROGER-GÉRARD SCHWARTZENBERG

groupes. A de nouvelles sphères. Il importerait, d'abord, de reconnaître la liberté ou la dignité de certains groupes, trop souvent exposés à l'aliénation. Le pouvoir a commencé de le faire, en abaisissant la majorité à dix-huit ans, en rendant enfin le suffrage universel, en tenant enfin les jeunes Français pour des citoyens à part entière.

Reste à élargir d'autres catégories. D'abord les militaires. Qu'ils appartiennent aux personnels de carrière ou au contingent. Car les appelés, désormais majeurs et citoyens, désormais plus mûrs et plus instruits, ne peuvent être traités comme par le passé. En robots voués à une activité mécanique. Le service national devrait être l'école du patriotisme et des responsabilités civiques. Il est devenu, pour beaucoup, une corvée aliénante, une sujétion rebutante.

Cela ne peut durer sans malices. On le voit bien avec l'appel des « sans », comme avec les incidents de Nîmes et de Draguignan. Certes, la défense nationale a ses impératifs. Certes, la vie militaire comporte d'inévitables contraintes. Une garnison,

ce ne peut être l'Odéon en mal 1968. Mais faut-il, pour autant, verser dans l'exotisme contraire ? Dans les pesanteurs et les archaïsmes du règlement de discipline générale, qui date de 1966 mais qui rappelle Courbet ? Dans la restriction ou le refus des droits d'information, d'expression et d'association ?

La liberté ne peut s'arrêter aux grilles des casernes. Les militaires sont aussi des citoyens. Ne peuvent, comme ailleurs, les considérer comme des « citoyens en uniforme », conservant leurs droits fondamentaux dans toute la mesure compatible avec les nécessités de service et de la discipline. En vérité, tout commande de refondre le règlement de 1966. Pour élaborer un statut démocratique du soldat. Pour instituer un « médiateur militaire », qui veille à son respect et que chacun pourrait saisir directement, sans passer par la voie hiérarchique.

(Lire la suite page 10.)

Accablés avec une certaine circonspection par les gaullistes, ces projets de transformation ne devaient toutefois plus susciter une grande passion dans les rangs de la majorité ni dans ceux de l'opposition. Obtiendront-ils pour autant ce « très large consensus » souhaité par le chef de l'État en juillet lors de sa réunion de presse ? De la réponse à cette question dépend, tout comme en 1973, la réunion du Congrès, car le Sénat et l'Assemblée nationale doivent, avant la convocation à Versailles, se prononcer séparément sur ces projets.

On reparlera aussi, au cours de cette session, de l'interruption volontaire de grossesse. En décembre 1973 les députés avaient renvoyé l'examen du projet de loi gouvernemental sur l'avortement. M. Giscard d'Estaing était intervenu auprès du groupe des républicains indépendants pour que le projet fût adopté, mais il n'avait pas été suivi. Le sera-t-il davantage cet automne après avoir soulevé, en juillet, que ce sujet soit « franchement » la fin de la présente année et « dans un sens qui soit libéral et non répressif » ?

PATRICK FRANCES.

(Lire la suite page 9.)

(1) Le Monde du 3 octobre 1973.

UN LIVRE DE MARC PAILLET

Le journalisme

Enfin ! Enfin un livre sur le journalisme qui n'est ni un manuel de théoricien sans expérience pratique ni un recueil d'anecdotes et de souvenirs plus ou moins plaisants, voire complaisants. Enfin un journaliste qui réfléchit sur son métier, sur l'information — son cheminement, son traitement, sa diffusion et sa réception — en éclairant sa démarche d'exemples concrets, d'analyses fouillées et en s'étayant de références constantes à la linguistique, à la dialectique, à l'état de la société. Enfin une étude qui, pour la première fois, intègre vraiment le problème des sources et de la création de la nouvelle, mettant à leur juste place, si importante, les agences de presse que, faute de savoir ce qu'elles sont, tant de savants spécialistes oublient tout simplement ou négligent d'examiner.

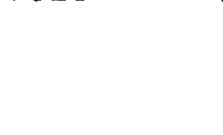
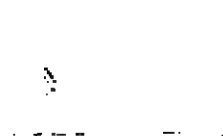
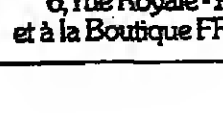
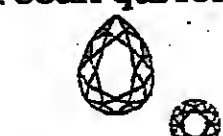
Le livre de Marc Paillet doit beaucoup à trente ans de métier et à son appartenance à l'agence France-Presse, dont il est l'un des rédacteurs en chef. Mais il est

aussi le fruit de la rare conjonction, entre cette connaissance approfondie, née d'une pratique quotidienne, des mécanismes de l'information et une pensée, une réflexion, une rigueur, qui se sont déjà manifestées dans divers essais d'économie politique et d'analyse idéologique, notamment dans « Marx contre Marx » (Denoël, 1971), mise en question de la méthodologie marxiste. Indispensable à tout journaliste ou praticien de l'information qui veut tenter d'y voir plus clair dans son travail, bien nécessaire pour tous ceux qui traitent des sciences de la communication et de l'histoire ou s'y intéressent, il s'adresse à l'honnête homme d'aujourd'hui qu'intrigue et interpelle plus que jamais ce « quatrième pouvoir » sans lequel les trois autres ne seraient pas ce qu'ils sont et pourraient même ne pas l'être.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.

(Lire la suite page 15.)

Il y a les capitaux qui dorment.
Et ceux qui font rêver les femmes.



FRED Un expert. Un ami.

Chacun de nos diamants est vendu avec un Certificat d'Expertise.

6, rue Royale - Paris 8^e - Tél. 260.30.65

et à la Boutique FRED - 84, Champs-Élysées.

AU JOUR LE JOUR

Toponymie

M. Ségaret veut changer le nom de son département, le Nord, qu'il juge chargé de connotations intolérables. Il faut pourtant se faire une raison : tout le monde ne peut pas être au Nord. R. Béron, on est capoté ou capoté — vers le haut ou vers le bas — selon qu'on est au sud ou au nord, et d'après ou d'après — devant ou derrière, — selon qu'on est à l'est ou à l'ouest. Personne ne s'en fâche, on s'en fâche. Ce sont de tels préjugés qui, en politique, créent l'encombrement du centre, où l'on s'enfante parce que la gauche envie et convoite est déjà prise et que personne ne veut être à droite. Les changements de nom ne font rien à l'affaire. M. Ségaret, bien sûr, est socialiste sur radical et réformateur sur socialiste, il ne sera jamais que ce qu'il est, plutôt d'après que d'après.

ROBERT ESCARPIT.

QUI MORT...
sur la catastrophe
mètres mettrait en cause
l'ité des contrôleurs militaires

une chaîne de télévision
n forum a idées

L'ATREIL
SA BOUTIQUE
Madame
STYLE
RIVE GAUCHE
62, rue de la Harpe

note bloqué
TE DE BANQUE
NVESTISSEMENT

EUROPE

LE SUCCÈS DES FORCES DE GAUCHE AU PORTUGAL

Les dirigeants s'efforcent de rassurer la population traumatisée par les derniers événements

Les dirigeants portugais s'efforcent désormais de rassurer une population que les événements récents, et notamment la démission du général Spínola, ont pu troubler, voire traumatiser. En particulier, ils ont renoncé à procéder à une refonte des institutions. En attendant la constitution définitive du nouveau gouvernement, ils insistent sur la continuité de leurs intentions.

Les milieux centristes et modérés du parti populaire démocratique, membre de la coalition

gouvernementale, manifestent en tout cas quelques inquiétudes sur l'évolution du régime. Le général Spínola n'a en tout cas, lors d'une conférence de presse, pas totalement écarté l'hypothèse que les élections prévues pour l'année prochaine puissent être ajournées.

Le « Diário de Notícias » du 22 octobre annonce l'arrestation de deux autres nouvelles personnalités présumées avoir participé à la préparation du « coup réactionnaire » du week-end dernier.

De notre envoyé spécial

« Uégraf » qui a servi de comparaison. Les discours et les déclarations des deux hommes élus du régime mettent en évidence leur volonté commune de continuer l'œuvre commencée le 25 avril. Les problèmes sont restés les mêmes et la tâche tient toujours en trois verbes : décoloniser, démocratiser, développer. La charte non plus n'a pas changé et l'on s'applique à dire, pour donner tort au général Spínola, que le programme du Mouvement des forces armées n'a pas subi la moindre déviation. Mais d'un autre côté, on ne peut pas s'empêcher d'ajouter le nouveau chef de l'Etat, « il ne faut pas assujettir les actes politiques à des plans rigides et préconçus ».

Décoloniser, démocratiser, développer

La décolonisation est, des trois objectifs que s'est assignés le Mouvement, le plus proche de sa réalisation. L'indépendance de la Guinée-Bissau, l'accord avec le FRELIMO au Mozambique, sont des acquis sérieux. Reste, dit-on, à négocier la libération de l'Angola. C'est peut-être sur ce point que l'éloignement du général Spínola est le plus souvent présenté comme un « fait positif ». Ne s'agit-il pas en effet de mener à bien les négociations ? « Si l'on devait continuer son plan », assure un proche conseiller du ministre des affaires étrangères, M. Mario Soares, « il faudrait suivre un long chemin parsemé d'embûches. C'est à propos des colonies qu'il a accusé le Mouvement de dévier par rapport à ses intentions. On voit où il voulait en venir ».

Même si, de cette façon, une lourde hypothèque se trouve levée, l'Angola reste évidemment un problème fort délicat pour les dirigeants de Lisbonne. Ils devront affronter la des intérêts importants du capital portugais, tenir compte des réactions violentes d'une population blanche, forte de six cent mille personnes. Et leur tâche n'est pas facilitée par la division des mouvements anticolonialistes. Négocier par l'intermédiaire du Zaïre et du Congo, qui soutiennent l'un le Front de libération nationale de l'Angola (F.L.N.A.), de M. Roberto Holden, l'autre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) de M. Agostinho Neto ? C'est une hypothèse qui a déjà été avancée. Le récent renouveau aux îles du Cap-Vert, entre le président Spínola et le président Mobutu était une amorce de solution de ce type ? Ou une manœuvre à favoriser le F.L.N.A. le seul F.L.N.A. jugé comme « pro-américain » ?

Le second pilier du programme, la démocratisation, se trouve compromis par la réaction, au sein des partis coalisés. Mais il faut, encore, dit-on souvent à Lisbonne, consolider l'assemblée, atteindre au plus vite le point de non retour vers la dictature. Il faut « épurer », répètent inlassablement la gauche et l'extrême gauche, qui valent dans la récente alerte la preuve que l'on n'est pas allé assez loin et assez fort dans la liquidation des séquelles du fascisme. La création d'une commission nationale d'enquête présidée par un juge de la Cour suprême et chargée d'instruire les dossiers des personnalités de l'ancien régime est peut-être un signe de ce que le nouveau pouvoir entend faire dans ce sens.

Le troisième pilier du programme, le développement, se trouve compromis par la réaction, au sein des partis coalisés. Mais il faut, encore, dit-on souvent à Lisbonne, consolider l'assemblée, atteindre au plus vite le point de non retour vers la dictature. Il faut « épurer », répètent inlassablement la gauche et l'extrême gauche, qui valent dans la récente alerte la preuve que l'on n'est pas allé assez loin et assez fort dans la liquidation des séquelles du fascisme. La création d'une commission nationale d'enquête présidée par un juge de la Cour suprême et chargée d'instruire les dossiers des personnalités de l'ancien régime est peut-être un signe de ce que le nouveau pouvoir entend faire dans ce sens.

La pression pour engager le pouvoir à l'action est en tout cas puissante. Ainsi les syndicats des employés de banque ont-ils décidé de geler les comptes des personnalités arrêtées au cours de la « tentative contre-révolutionnaire » et d'empêcher toute opération sur les fonds des entreprises qui leur sont liées. La direction du syndicat essaie parallèlement d'obtenir un blocage officiel de ces comptes et a déjà consulté deux ministres d'Etat qui se seraient montrés « très réceptifs » à une telle initiative.

La question essentielle reste, bien sûr, la situation économique et sociale. C'est d'ailleurs ce qui détermine l'avenir de l'expérience portugaise. C'est sur elle que pèsera de tout son poids une droite menaçante. Le Portugal est en effet sous-développé, ce qui impose à chacun de travailler le plus possible et d'éviter les revendications insouvenables. A déjà averti le général Vasco Gonçalves, militaires et dirigeants des partis de gauche connaissent la fragilité de la situation, mais ils refusent le « bilan catastrophique » que l'on en présente si complaisamment. Ils considèrent que cette présentation noire de la réalité n'est qu'une manœuvre pour déconstruire l'évolution politique en cours et rééditer, non sans raison, qu'après tout la situation n'était guère brillante avant qu'ils prennent les rênes du pouvoir. Pour « fêter la victoire » et exprimer sa foi en un avenir meilleur, le général Vasco Gonçalves a dimanche 22 octobre, ainsi que l'a demandé le premier ministre, M. Vasco Gonçalves.

DOMINIQUE POUCHIN.

Grèce

L'opinion publique tire de la crise portugaise des enseignements contradictoires

Des manifestations antiaméricaines se sont déroulées mardi 1^{er} octobre au soir à Athènes et à Salonique. A Athènes, un cortège groupait quelque dix mille personnes s'est dirigé vers l'ambassade des Etats-Unis, devant laquelle il s'est dispersé dans le calme. La foule, composée surtout d'étudiants et de lycéens, scandait des slogans tels que « Mettez le feu à l'ambassade américaine », « Kissinger, assassin ! » et « Non au néo-fascisme ». Le parti communiste avait condamné cette manifestation amoncelée comme un témoignage de solidarité aux Chypriotes grecs.

A Salonique, plusieurs centaines de manifestants ont brûlé le drapeau américain devant le cinéma où se tenait le III^e Festival international du film.

De notre correspondant

Athènes. — En Grèce, les événements au Portugal ont eu un impact considérable, car il existe plus d'une analogie entre les deux pays. Pour comme les Portugais, mais pour que la Grèce ne soit pas courtisée, les Grecs ont connu la dictature et sont passés soudainement de la tyrannie à la liberté chrétienne. Ce journal affirme qu'en Grèce « les dirigeants du pouvoir rouge veulent s'emparer du gouvernement par la force ».

La presse grecque de gauche, qui voit dans la crise portugaise un nouveau fiasco de la politique américaine, se livre à une analyse en sens inverse. Le journal « Efti » écrit : « La fuite de Spínola a été de ne pas liquider les séquelles de la dictature et de vouloir composer, ce qui est inconcevable lorsqu'un peuple qui a longtemps souffert de la tyrannie est résolu à défendre une liberté chrétienne. La fin peu glorieuse de Spínola doit servir de leçon à ceux qui veulent leur peuple et tentent par des astuces de détourner ses aspirations ».

De leur côté, les deux journaux communistes « Agghi » et « Rizospastis » insistent en réalité la victoire remportée par les forces populaires et l'armée qui, unies, ont fait échouer la tentative de putsch de la droite fasciste. Ils laissent entendre qu'il pourrait en être de même en Grèce.

Mais au Portugal, les militaires, et plus spécialement les jeunes officiers, ont fait leur jonction avec les forces démocratiques alors qu'en Grèce les généraux seraient plutôt royalistes et les jeunes officiers peu favorables au parlementarisme. Le chef de file de l'EDA (gauche démocratique unifiée, d'inspiration communiste), Ilias Iliou, a relevé cette contradiction qui continue à peser sur la vie politique grecque. Il y a quelques semaines, il s'était prononcé dans le journal « Agghi » pour une réconciliation entre le peuple et son armée, une fois les principaux responsables de la dictature chassés.

MARC MARCEAU.

L'armée et la révolution

Par MAURICE DUVERGER

L'armée a réussi quelques révolutions avant celle déclenchée à Lisbonne le 25 avril 1974 : à Ankara en 1930, au Caire en 1956, à Lima en 1968, notamment. Mais de tels exemples sont si rares qu'ils font figure d'exceptions. La règle, depuis le milieu du dix-neuvième siècle, c'est que les militaires penchent à droite, qu'ils soutiennent la droite, qu'ils établissent ou confortent des dictatures de droite. Elle apparaît plus enracinée que jamais quand la moitié au moins des nations membres de l'ONU sont dominées par des régimes autoritaires dont l'armée constitue le pilier principal, visible ou masqué. Statistiquement, les chances des officiers progressistes de Lisbonne sont beaucoup plus faibles que celles de leurs adversaires conservateurs.

Le thème de la révolution par l'armée est d'ailleurs une idée de droite : l'appel au soldat constituant le recours suprême des privilégiés pour n'être pas écartés par le nombre. Démocratique, libérale ou marxiste, les idéologies de gauche y sont tout à fait opposées.

Mais l'évolution des faits est en avance sur celle des idéologies, dans ce domaine comme dans tant d'autres.

Le sabre qui maintient les dictatures militaires est beaucoup plus efficace que tout autre moyen pour les détruire, si l'est employé à cet usage. Pourquoi ne le serait-il pas dans certaines situations ? La symbiose entre l'armée et la droite, et développée dans le sillage de la révolution, a été à certains facteurs historiques particuliers. Le corps des officiers a été le dernier refuge des aristocrates, lesquels lui ont donné des traditions antidémocratiques. La gauche socialiste est longtemps apparue comme internationaliste, ce qui l'opposait à une valeur fondamentale de l'armée : le patriotisme. Le communisme a ensuite été identifié comme l'avant-garde d'un avenir meilleur à l'Etat.

Sur tous ces points, la situation a évolué. Dans le tiers-monde,

l'armée constitue souvent la principale voie d'ascension sociale, un peu comme le clergé dans l'Europe médiévale. Issus de la petite bourgeoisie, les officiers sont portés à s'opposer aux féodaux, agraires ou industriels. Ailleurs, ils viennent maintenant des mêmes classes que les cadres civils et partagent avec eux les mêmes difficultés. D'autre part, socialistes et communistes sont ralliés aujourd'hui aux valeurs nationales, dont ils apparaissent progressivement de meilleurs défenseurs qu'une droite plus portée à soutenir les entreprises multinationales et la domination des Etats-Unis. Enfin, les principes militaires de dévouement et de sacrifice s'opposent directement à la priorité que le capitalisme donne à l'argent et au profit.

En face d'un socialisme internationaliste et d'un communisme de guerre froide, cela risque de porter les militaires vers le fascisme, dont l'anticapitalisme affiché et le révolutionnarisme verbal leur dissimulent la véritable nature. Mais l'évolution de la gauche peut conduire en sens contraire des officiers qui cherchent de plus en plus à comprendre la société où ils vivent. Si l'armée n'est plus tout à fait une grande manette, elle est encore moins une grande source et une grande aveugle, comme elle l'a été trop longtemps. Ses cadres peuvent ainsi mieux apprécier la signification de la démocratie et du socialisme, la fonction véritable des communistes en Occident et la force d'ordre qu'ils représentent, au face au gauchisme. Cette ouverture au réel porte également à se demander s'ils ne sont pas utiles à l'indépendance nationale dans les pays placés sous la zone d'influence des Etats-Unis.

Bien entendu, il ne faut pas surestimer l'influence de ces facteurs. Elle reste encore faible par rapport au poids formidable des traditions, renforcé par une structure militaire qui tend naturellement à les maintenir. La plupart des officiers sont encore plus portés vers la droite, surtout dans les vieilles générations et les hauts grades. Pour qu'ils basculent en bloc de l'autre côté, il faut que des circonstances exceptionnelles, poussent dans ce sens. Le drame de la décolonisation l'a fait au Portugal. Mais il n'aurait pas joué ce rôle si l'évolution en profondeur qu'on a décrite n'avait pas eu lieu. La preuve, c'est qu'il a fallu jeter l'ensemble des officiers français sur le bord opposé, dans les guerres d'Indochine et d'Algérie. Les mêmes causes ont produit des effets différents à vingt ans de distance, non seulement parce que les contextes nationaux étaient différents, mais parce que les forces qui poussaient les militaires vers la gauche se sont développées pendant ce temps.

Une fois que l'armée a déclenché une révolution, comme elle l'a fait à Lisbonne le 25 avril 1974, un processus est en route, dont il importe de bien comprendre la logique. D'abord, la masse des militaires hésitants — la majorité silencieuse — se trouve engagée derrière ceux qu'elle a suivis pour franchir le Rubicon. Un corps aussi structuré que l'armée, aussi dominé par la hiérarchie, aussi pénétré de son originalité, tend naturellement à maintenir son unité dans les circonstances graves. Ce mécanisme a favorisé les conservateurs dans l'Allemagne de 1930 (putsch de Kapp [1]), dans la France de 1958 (coup d'Etat d'Alger), dans le Chili de Pinochet. Au Portugal, il favorise actuellement les officiers progressistes et réduit à l'indolence les militaires de droite.

Le maintien d'une telle situation constitue la condition prioritaire du succès final de la révolution. Si paradoxal que cela puisse paraître, l'avenir de la démocratie à Lisbonne dépend avant tout de la capacité des officiers du Mouvement des forces armées à conserver le contrôle de l'ensemble de l'appareil militaire. L'appui des organisations politiques et syndicales peut aider celui-ci en cas de crise grave, comme on vient de le voir. Mais ces organisations resteront longtemps des forces d'appoint, parce qu'elles partent de zéro ou presque après plus de quarante ans d'une dictature qui a paralysé leur développement. Tant qu'elles ne seront pas assez puissantes pour prendre le relais de l'armée, celle-ci pourra seule empêcher un retour à l'ancien régime — ou le précipiter si elle basculait de l'autre côté.

Le développement de telles organisations politiques et sociales constitue donc la seconde condition du succès de l'entreprise portugaise. Sa difficulté principale tient à la nécessité d'un équilibre entre leurs forces respectives, de sorte qu'un pluralisme authentique s'établisse et qu'aucun secteur de l'opinion ne se sente frustré. A cet égard, l'évolution actuelle présente des aspects inquiétants. La croissance du parti communiste n'est pas exagérée, comme on le dit trop souvent. Un P.C. équivalent à celui d'Italie serait très utile au Portugal, qui en reste encore très loin. Le défaut tient à la croissance trop faible des autres partis, qui donne au communiste un caractère disproportionné. L'expansion d'un parti socialiste fortement structuré et solidement implanté s'impose, de même que celle de syndicats puissants qui échappent à la fois à la tutelle d'un parti et au nouage des gauchistes. Est aussi nécessaire le développement d'organisations du centre et du centre droit, susceptibles de rallier les partisans de la libre entreprise, en les attachant à la neutralité de la dictature. Tout cela est plus long et plus difficile à faire qu'à dire.

On voit se dessiner ainsi une troisième condition du rétablissement de la démocratie à Lisbonne, paradoxale elle aussi : les élections générales ne devraient intervenir qu'après une période transitoire assez longue. Sans doute, il paraît séduisant de donner vite la parole au peuple, après un si long silence. Mais le suffrage universel ne peut réellement fonctionner que si des organisations politiques assurent l'éducation des citoyens et clarifient leurs choix. Après la révolution portugaise de 1974 comme après la révolution française de 1848, des élections rapprochées risqueraient de détruire la démocratie naissante sous couvert de l'affermir, parce qu'elles la mettraient à la merci d'une masse de citoyens qu'on a maintenus longtemps dans une ignorance politique à peu près totale dont ils ne peuvent sortir par un coup de baguette magique.

Une autre condition du succès de la révolution portugaise doit être signalée, moins essentielle en apparence, mais pas négligeable. Il faut que les institutions politiques du nouveau régime soient adaptées à son niveau de développement démocratique. A cet égard, les projets envisagés avant la démission du général Spínola présentaient des aspects inquiétants, qui le sont encore plus après son départ. On comprend que l'exemple d'un général de Gaulle ait fasciné quelqu'un qui voulait l'imiter. Il est naturel, d'autre part, que l'efficacité du système français séduise ceux qui préparent la future Constitution du Portugal. Mais il faut rappeler que l'élection du président au suffrage universel est une procédure forte, qui n'est bien supportée que par des démocraties adultes, où les institutions libérales sont implantées depuis longtemps. On ne peut les introduire sans danger dans un pays où ces institutions ont disparu depuis près d'un siècle et où elles restent embryonnaires auparavant.

(1) Homme politique allemand qui prit le pouvoir à Berlin en mars 1933, avec l'appui d'une partie de l'armée, mais dut rapidement se retirer devant la grève générale.

Belgique

MORT DU COMTE CAPELLE ANCIEN SECRÉTAIRE DU ROI LÉOPOLD III

(De notre correspondant.) Bruxelles. — Le comte Capelle, ancien secrétaire du roi Léopold III, est mort à Bruxelles à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Fonctionnaire au département des affaires étrangères, au lendemain de la première guerre mondiale, le comte Capelle avait été appelé par le roi Albert pour accompagner le prince héritier Léopold dans ses voyages à l'étranger et notamment en Indonésie. A la mort du roi Albert, en février 1934, il entra au cabinet du roi Léopold et fut son principal collaborateur pendant les années de guerre quand le roi était prisonnier au château de Laeken. Il y eut beaucoup d'équivoques à cette époque : le souverain, refusant tout contact extérieur, le comte Capelle recevait ceux qui demandaient les conseils ou les ordres de la cour. Il rencontra ainsi des Belges, collaborateurs de l'occupant, qui, le lendemain des hostilités, affrontèrent avoir été obtenus la caution et l'approbation du roi.

Le roi, qui abdiqua en 1963, dut remplacer dès juin 1945 le comte Capelle par M. Pirenne. Il y eut cinq ans, le comte Capelle avait publié ses mémoires aux éditions Fayard à Paris.



SILVER MATCH

garantie illimitée en vente dans tous les tabacs conseillés

صوتك للأمل

EUROPE

ASIE

Grande-Bretagne

Affirmant que son pays est « en fête du classement » pour la lutte contre l'inflation

M. Wilson relance l'idée d'une consultation populaire sur le Marché commun

De notre correspondant

Londres. — Personne ne s'attendait que la Commission de Bruxelles voit au secours des travailleurs dans la bataille électorale. C'est pourtant ce qui vient de se produire. Avec des accents de triomphe dans la voix, M. Wilson n'a pas manqué au cours d'une réunion tenue mardi soir 1^{er} octobre, de citer, à l'appui de sa thèse, le dernier rapport de la Commission indiquant que, durant cet été, seule la Grande-Bretagne aurait vu l'inflation se ralentir quelque peu. Le rapport de la Commission précise, à cet égard, que durant les trois derniers mois, la montée des prix eût été de 1,3 % en Allemagne, de 2 % en France, M. Wilson suggère surtout qu'à l'encontre de ce qui se passe dans les autres pays, le rythme de la hausse des prix en Grande-Bretagne se serait étendu.

M. Wilson a donc jeté à la face de ses adversaires des chiffres que ceux-ci ne sauraient démentir : selon le rapport, les prix à la consommation auraient monté de 1 % en juin, de 0,9 % en juillet et de 0,1 % seulement en août. Les conservateurs, comme les libéraux, font certes observer que les statistiques citées dans ce rapport ont été fournies par le gouvernement de Londres lui-même, et que l'émotionnisme constaté sur le front des prix en Grande-Bretagne serait dû, pour une bonne part, à la réduction de l'I.V.A. décidée par le chancelier de l'Échiquier. Pour le public, l'impression n'en demeure pas moins que, selon les termes du premier ministre, le Royaume-Uni se trouverait aujourd'hui « en fête du classement » dans la lutte contre l'inflation.

« Un abattoir »

En même temps, M. Wilson a relancé la promesse d'une consultation populaire — élections ou référendum — en vue de décider, en fin de compte, si la Grande-Bretagne restera ou non dans le Marché commun. Selon un sondage effectué pour le compte du Labour, trois citoyens sur quatre souhaiteraient, en effet, pouvoir se prononcer directement sur ce problème essentiel. Bien entendu, le Premier ministre s'est montré un peu plus prudent quant au fond de l'affaire. Il a certes évoqué, une fois de plus, les « montagnes de bœuf et de beurre » pour lesquelles la Communauté serait un véritable « abattoir ». Mais, selon lui, « la seule question » pour la majorité des citoyens serait de savoir si la Grande-Bretagne peut résister à remettre les choses en ordre, grâce à la renégociation du son contrat avec les partenaires européens.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, qui parlait à Cardiff, s'est montré un peu plus précis. Il espère, en tout cas, que la réunion des ministres à Bruxelles va approuver « le paquet » des prix agricoles, contre lequel le Royaume-Uni avait élevé des objections. Mais il considère surtout que la révision, désormais probable, de la politique agricole constituera la « renégociation fondamentale » demandée par la Grande-Bretagne.

« Nous pouvons commencer », dit M. Callaghan, à dresser un bilan qui tiendra compte des réalités de la décennie 70 et non pas des théories en vigueur au milieu des années 50. Toutefois, le chef de la diplomatie britannique ne paraît pas s'aligner tout à fait sur les thèses allemandes. Selon lui, la révision devrait aboutir à formuler des « règles générales » qui laisseraient à chacun des membres de la Communauté le droit de fournir une assistance propre à son agriculture.

Le rapport de la commission bruxelloise est particulièrement utile à la cause travailliste dans la mesure où les controverses électorales sont en train de se concentrer sur une « bataille des statistiques » touchant les prix et les salaires. Le chancelier de l'Échiquier, M. Healey, avait ouvert le feu la semaine dernière en soutenant que le taux de l'inflation — généralement évalué à 20 % — aurait déjà été ramené à 14,40 %. Ce chiffre, il est vrai, n'a pas été pris au sérieux par les experts, et encore moins par les ménagères. Aussi est-il plutôt surprenant que M. Heath vienne à son tour « torturer les chiffres » pour proclamer que les hausses de salaires se poursuivraient à l'heure actuelle au rythme de 40 % par an. Il est vrai que l'extrapolation à laquelle se livre le chef conservateur n'est pas trop loin de la réalité en ce qui concerne les trois derniers mois,

durant lesquels la liberté de négociation a été rétablie pour les salaires. Face à cette situation, les dirigeants du Labour n'ont continué pas moins de proclamer qu'il ne reviendrait « en aucun cas » à une politique de blocage des salaires. De son côté, M. Heath n'entend recourir à cette arme qu'en « dernier ressort ». Les libéraux restent donc seuls à soutenir qu'au lendemain des élections n'importe quel gouvernement sera contraint, en dépit des promesses formulées, « aujourd'hui », d'imposer un coup d'arrêt très brutal à la hausse de toutes les rémunérations.

JEAN WETZ.

Allemagne fédérale

AU CONGRÈS DU PARTI LIBÉRAL A HAMBURG

M. Genscher critique discrètement la politique européenne du chancelier Schmidt

De notre envoyé spécial

Hambourg. — Le vingt-cinquième congrès du parti libéral (F.D.P.), qui devait achever ses travaux ce mercredi 2 octobre à Hambourg, a été essentiellement consacré à l'élection des instances dirigeantes. Dans son discours d'ouverture, M. Hans-Dietrich Genscher, vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, a cependant affirmé sa confiance dans la coalition libérale-socialiste, qui doit demeurer, a-t-il dit, « une longue durée » son programme de réformes « n'est pas achevé ». Il n'a pas moins tenté de démarquer son parti, aussi bien vis-à-vis de la démocratie chrétienne que de la social-démocratie. Pour s'affirmer en tant que force indépendante, le F.D.P. doit, a-t-il dit, « être le troisième parti » qui fait l'appoint pour la majorité.

M. Genscher a affirmé que la coalition libérale-socialiste à Bonn ne devait pas obliger le F.D.P. à conclure une alliance exclusive avec le parti social-démocrate dans tous les domaines de la vie politique « au moins dans la dernière instance ». Toutefois, le F.D.P. est « indépendant, mais pas infidèle », a déclaré le vice-chancelier.

Les libéraux ne parviennent cependant pas à cacher une certaine irritation vis-à-vis des socialistes-démocrates. Dans les colloques, et même à la tribune du Congrès, ils ont exprimé leur désaccord avec la manière dont M. Helmut Schmidt conduit la politique européenne. A mots couverts, M. Genscher a pris la défense de la Commission de Bruxelles, vivement critiquée par le chancelier. Beaucoup plus clairement, M. Bangemann, secrétaire général du parti, a déclaré que l'heure des « compromises » n'était pas venue, et qu'il fallait « rester ferme » sur les principes. M. Genscher a affirmé que la coalition libérale-socialiste à Bonn ne devait pas obliger le F.D.P. à

conclure une alliance exclusive avec le parti social-démocrate dans tous les domaines de la vie politique « au moins dans la dernière instance ». Toutefois, le F.D.P. est « indépendant, mais pas infidèle », a déclaré le vice-chancelier.

Comme prévu, M. Genscher a été porté à la présidence du parti libéral (en remplacement de M. Scheel), mais il n'a pas obtenu le succès qu'il espérait pour assurer l'unité du parti. Il a été élu président du F.D.P. à la suite d'un scrutin où il a obtenu 270 voix contre 269 en 1972. M. Hans Genscher, ministre de l'Économie, a devancé d'une courte tête M. Werder Maibohm, ministre de l'Intérieur (204 contre 190) pour l'une des deux vice-présidences (1). M. Maibohm a cependant été élu au présidium avec 310 voix. Les dirigeants libéraux se sont efforcés de limiter la signification politique de ce duel en affirmant que le parti n'avait pas choisi entre deux stratégies, mais seulement entre deux personnalités.

DANIEL VERNET.

(1) Les deux autres vice-présidents, Wolfgang Mielenz, chef du groupe parlementaire, et Mme Helga Baum-Bruncher, chef du groupe parlementaire en Bavière, ont été élus.

ROBERT SOLÉ.

PROCHE-ORIENT

M. Rabin se déclare prêt à restituer à la Jordanie une partie de la Cisjordanie en échange d'un accord de non-belligérance

De notre correspondant

Jérusalem. — Le titre principal des journaux israéliens de ce mercredi 3 octobre est consacré à la déclaration du premier ministre, M. Itzhak Rabin, à la chaîne de télévision américaine N.B.C., indiquant qu'Israël renoncerait à des territoires en Cisjordanie en échange d'un accord de non-belligérance avec la Jordanie.

Cette déclaration a beaucoup surpris car c'est la première fois qu'un dirigeant israélien prend publiquement position sur l'avenir de la Cisjordanie. Dans son éditorial, le journal *Haaretz* ne cache pas son étonnement devant cette initiative du premier ministre qui, selon le journal, n'aurait même pas été soumise à l'examen. Dans les milieux nationalistes, on va en effet se réjouir, comme il est aisé de le prévoir, contre une offre que M. Rabin était engagé à soumettre au préalable à l'approbation de l'ensemble de ses compatriotes par la voie d'élections générales.

Les partis modérés et même ceux qui sont représentés dans la coalition gouvernementale vont, pour leur part, demander à M. Rabin d'être opportun d'offrir à Amman de lui restituer une partie de la Cisjordanie, au moment où l'Égypte et la Syrie

viennent d'affirmer que l'Organisation de libération de la Palestine devait se voir confier la souveraineté des territoires qui seraient évacués par Israël. Cette offre de M. Rabin ne pourrait donc en rien faciliter la recherche d'un règlement avec Le Caire et Damas.

Mais il est fort possible que le chef du gouvernement de Jérusalem ait avant tout cherché à parer au plus pressé, c'est-à-dire à satisfaire aux exigences américaines, à la veille de la tournée que M. Kissinger doit effectuer, à partir du 12 octobre, dans les capitales du Proche-Orient. Le secrétaire d'État américain, qui redoute l'immobilisme, aurait poussé M. Rabin, en échange de l'aide économique et militaire américaine, à faire aussi « quelque chose » du côté de la Jordanie. Si ce « quelque chose » venait en contrepartie, en plus de l'aide américaine, d'un veto de Washington à la reconnaissance de l'O.L.P. par les Nations unies, on peut comprendre que M. Rabin se soit laissé tenter par cette opération, même si elle soulevait contre lui de nombreuses protestations.

ANDRÉ SCÉMAMA.

Chine

Les fêtes du vingt-cinquième anniversaire ont montré la stabilité de l'équipe dirigeante

De notre correspondant

Pékin. — Mis à part de magnifiques feux d'artifice qui déployaient la pleine lune un crépuscule de dentelles multicolores, la fête nationale n'aura finalement pas apporté de surprise notable. En fait, l'éditorial du *Quotidien du peuple* confirme des mots d'ordre connus. Et le liste des participants aux festivités montre que le mouvement Pi Lin Pi Kong (critique de Lin Biao et de Confucius) n'a pour l'instant, exercé aucun effet visible sur la composition de l'équipe dirigeante.

Le bureau politique était presque entièrement rassemblé dans le capital, à l'exception du vieux maréchal Liu Po-cheng — qui n'a plus d'activités publiques — et de MM. Li Teh-shang, Wei Kuo-ching, Hsu Shi-you et Seifudin, qui ont célébré la fête nationale dans leurs circonscriptions respectives. Le mot d'ordre d'unité partout proclamé se manifeste ainsi que la stabilité d'une équipe dirigeante, dont certains membres avaient subi le feu de la critique publique dans les journaux muraux de plusieurs grandes villes.

On ne saurait pourtant voir dans cette stabilité du bureau politique la preuve qu'il n'existerait aucun problème dans l'ensemble du parti. La campagne contre Lin Biao et Confucius met sur le tapis trop de problèmes pour que quelques uns ne tentent pas de la faire échouer. Et comme à l'ordinaire, la tactique des adversaires d'un mouvement est de l'approuver d'abord, de la faire dévier ensuite, bref de s'opposer sous l'apparence d'unité. La critique de Confucius ne risque-t-elle pas de prendre le pas sur celle de Lin Biao (et de ses partisans encore en vie) puis de se perdre dans les sables de la recherche historique ? Le me

ALAIN BOUC.

A PARIS

M. Giscard d'Estaing a assisté à la réception de l'ambassade

M. Giscard d'Estaing a innové en assistant en personne, mardi 1^{er} octobre, à la réception offerte par l'ambassadeur de Chine à Paris, M. Tsung Tiao, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la République populaire de Chine. Georges Pompidou, lorsqu'il était à la présidence de la République, n'est parvenu à rendre à des déjeuners ou dîners qui lui étaient offerts dans des ambassades étrangères, celles des États-Unis et de l'U.R.S.S. notamment. Mais le général de Gaulle était le seul président de la République, jusqu'à présent, à avoir assisté le 1^{er} novembre 1966 à la réception offerte par une mission diplomatique à l'occasion de sa fête nationale.

Le président de la République, à vrai dire, ne s'est pas mêlé à la foule des invités — un bon millier — qui se pressaient à l'ambassade. Accueilli à mi-hauteur de l'escalier par M. Tsung Tiao, M. Giscard d'Estaing a été aussitôt conduit vers un salon particulier où, en présence notamment de MM. René Haby, ministre de l'Éducation, Pierre Lelong, secrétaire d'État aux P.T.T., et André Bettencourt, ancien ministre, il s'est entretenu pendant un peu plus d'une demi-heure avec l'ambassadeur. Ce n'est qu'ensuite, au moment de remonter dans sa voiture, qu'il

échanges quelques mots avec les journalistes, photographes, cameramen qui avaient patiemment attendu pendant la durée de l'entretien. Il a déclaré que sa visite témoignait « de l'importance que la France a reconnue, dès l'origine, à la République populaire de Chine », dont la fondation avait été « un très grand événement, non seulement pour le peuple chinois mais pour le monde entier ».

M. Giscard d'Estaing a dit qu'il avait exprimé à M. Tsung Tiao « les vœux du peuple français pour la prospérité, le bonheur et la paix du peuple chinois, avec lequel nous entretenons des relations de confiance et d'amitié ». « Nous aurons l'occasion », assure-t-il encore, d'accueillir des personnalités chinoises sur notre sol. »

De nombreuses personnalités avaient répondu à l'invitation de l'ambassadeur de Chine, notamment MM. Courvoisier, Edgard Faure, Michel Rocard, etc. La plupart des chefs de mission diplomatiques en France étaient également présents, en particulier l'ambassadeur d'U.R.S.S. M. Tikhonov — qui célébrera dans un peu plus d'un mois la fête nationale de son propre pays, et a pu se demander si le même honneur lui serait fait, à cette occasion, par le président de la République.

Union soviétique

Selon les services de renseignements américains

LE MARÉCHAL GRETCHKO ABANDONNERAIT PROCHAINEMENT LA DIRECTION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE.

Washington (A.F.P., A.P.). — Selon les services de renseignements américains, le maréchal Gretchko, qui est âgé de soixante et onze ans, souhaiterait être déchargé de sa tâche de ministre de la Défense ; il pourrait néanmoins rester temporairement au bureau politique du parti communiste.

Les services de renseignements citent trois successeurs possibles au maréchal Gretchko, connu pour être peu favorable à la détente : — Le ministre adjoint de la Défense, Vladimir Tolubko, soixante ans, commandant des forces de missiles stratégiques soviétiques. Sa nomination soulignerait l'importance que les dirigeants soviétiques placent dans leurs forces nucléaires.

— Le général Ivan Yakubovskiy, quarante-deux ans, actuellement commandant en chef du pacte de Varsovie, partisan d'un renforcement des forces classiques soviétiques.

— Le général Viktor Konilov, chef d'état-major général.

[Le maréchal Gretchko a assisté le mardi 1^{er} octobre, à Moscou, au côté de M. Brejnev au match de hockey sur glace qui opposait les équipes soviétique et canadienne.]

PIERRE VIANSSON-PONTE

Des jours entre les jours

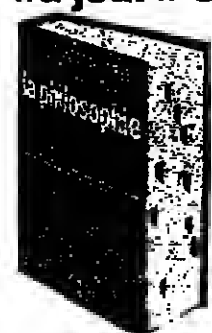
«Une ressource d'indignation, une fraîcheur de colères qui font du bien.»

CLAUDE ROY
Le Monde

Stock

ASIE

êtes-vous
«à jour» sur:



■ le marxisme
■ la phénoménologie
■ les existentialismes
■ la psychanalyse
■ l'apologisme
■ la structuralisme
■ les idées politiques, etc.

LA PHILOSOPHIE
400 mots, auteurs, écoles, idées
expliqués en détail : 544 pages,
grand format.

C'est une production de
CEPLI

rien d'autre
à acheter!

BON D'EXAMEN GRATUIT
à retourner au CEPLI
114, Champs-Élysées 75008
Paris.
Envoyez-moi en communication
gratuite « La Philosophie ».
Durant 10 jours, j'aurai tout le
loisir d'utiliser cet ouvrage.
Passé ce délai:
■ Je pourrai le garder et le payer
seulement 54 F (+ 2,75 F de
port).
■ Je pourrai le retourner sans
rien vous devoir.
Prénom
Nom
N° Rue
Code postal Ville
Signature

P.C.E.M.
Si vous voulez assurer vos chances
au concours de fin d'année, des
équipes de maîtres-étudiants suivent
les étudiants parallèlement à chaque
CHU, par groupes de 15, dans les
principales matières. Le soir.
Groupe de 15 de pro-
fesseurs, 57, rue Char-
letière. — 92 NEUILLY
722-94-94

A Paris
**M^e LONG DÉNONCE « LA
SITUATION TRAGIQUE » DANS
LAQUELLE EST PLONGÉ LE
PAYS.**

Trois anciens détenus politi-
ques sud-vietnamiens ont tenu
mardi 1^{er} octobre, à Paris, une
conférence de presse. Il s'agit de
M^{rs} Nguyen Long, l'un des princi-
paux animateurs de la troisième
force, et de M^{rs} Ton That Lap
et Vo Nhu Lanh. Ils ont obtenu
le droit d'asile politique en France.
M^{rs} Long a notamment déclaré :
« M^{rs} à part une infime mino-
rité dont nous sommes, et qui a
été remise contre son gré au
G.R.P., les prisonniers de la troi-
sième force politique demeurent
incarcérés dans les prisons de Sai-
gon. Cette sorte de « libération »
fait partie intégrante de la politi-
que de négociation de la troisième
force par le gouvernement de Sai-
gon (...), mais cette troisième
force se développe chaque jour.
(...) Indépendante des deux au-
tres parties sud-vietnamiennes,
elle lutte pour l'indépendance na-
tionale contre l'agression améri-
caine ; elle s'oppose au gouverne-
ment de la République du Viet-
nam. (...) Ce qui se passe depuis
vingt mois au Sud est contraire
aux aspirations de notre peuple.
La guerre n'a pas cessé, des cen-
taines de milliers de prisonniers
politiques demeurent en prison,
les libertés démocratiques sont
foulées au pied, la vie de la po-
pulation est de plus en plus misé-
rable. Le développement des mou-
vements de lutte pour l'oppres-
sion de l'accord de Paris, pour la
réconciliation et la concorde na-
tionales, pour la liberté de la
presse, contre la corruption et la
famine, reflète la situation tragi-
que dans laquelle est plongé le
Vietnam du Sud, tandis que
monte la colère contre l'adminis-
tration de M. Thieu. »

P.C.E.M.
Si vous voulez assurer vos chances
au concours de fin d'année, des
équipes de maîtres-étudiants suivent
les étudiants parallèlement à chaque
CHU, par groupes de 15, dans les
principales matières. Le soir.
Groupe de 15 de pro-
fesseurs, 57, rue Char-
letière. — 92 NEUILLY
722-94-94

Vietnam du Sud

REPOUSSANT LES ACCUSATIONS DE CORRUPTION

Le président Thieu réclame de façon pressante l'aide des États-Unis

Dans un discours télévisé de deux heures,
le président Thieu a lancé, mardi 1^{er} octobre,
un appel pressant aux États-Unis pour qu'ils
maintiennent leur aide au gouvernement
sud-vietnamien, faute de quoi, a-t-il déclaré,
« la situation deviendra très grave ». Reje-

tant, d'autre part, les accusations de cor-
ruption formulées contre lui, il a affirmé
qu'il n'avait « jamais accepté de pot-de-vin ».
Il a annoncé également qu'il ne briguerait
pas un troisième mandat l'année prochaine
si la population ne lui faisait pas confiance.

A Saigon, M. Clements, secrétaire adjoint
à la défense des États-Unis, devait s'entre-
tenir ce mercredi avec les personnalités gou-
vernementales de la situation militaire et
politique au Vietnam du Sud.

LES DERNIERS PIONS DU GÉNÉRAL

De notre correspondant

ment économique paraît inexis-
tant : 1975 s'annonce même déjà
comme l'année la plus pénible et
pour de nombreux observateurs,
la relance de l'agriculture politi-
que et sociale, en particulier les
attaques contre la corruption, se
griffe en grande partie sur la
base générale du niveau de vie.
On se demande même mainte-
nant quand le pont de rupture
sera atteint.

Le quadrillage des campagnes remis en cause

A plus long terme, Saigon doit
s'inquiéter également de ce qui
se passe dans les rizières et les
forêts du Sud. En raison de
coupes claires effectuées dans
l'aide militaire américaine, l'ar-
mée du président Thieu n'a plus
que des ambitions relativement
modestes. Le temps des offensives
combinées et de grande enver-
gure est révolu. Sur les mille sept
cents appareils que compte l'ar-
mée de l'air, plus d'un millier
sont bloqués au sol faute de car-
burant, d'entretien ou de pièces
de rechange. Sauf en cas
d'alarme, le temps de vol des héli-
coptères (environ sept cents ap-
pareils) a été réduit des trois
quarts, toujours pour des raisons
d'économie.

An début de septembre, l'état-
major général a décidé d'aban-
donner le quart des avant-postes
tenus par des miliciens dans le
delta du Mékong, la région agri-
cole la plus riche et la plus
peuplée du Sud. De toute façon,
faute d'un appui logistique suffi-
sant, les postes auraient vraisem-
blablement sauté les uns
après les autres. Mieux valait
regrouper les hommes et récen-
trer les armes quand il en était
encore temps. Le quadrillage des
campagnes est donc remis en
cause.

Pour limiter le gaspillage, Sai-
gon a même dû imposer un
contrôle sévère des armes légères
et des munitions distribuées à
une troupe si longtemps habituée
à ne pas compter. Sur ce point,
les ordres du général Thieu sont
formels : faute de crédits, l'ar-
mée, déjà ébranlée par la crise
économique et une corruption
envahissante, doit à tout prix en
venir à ce qui ressemble, pour
elle, à la guerre des pauvres.

Entre-temps, l'autre camp s'est
sensiblement renforcé. Sur place,
la plupart des experts militaires
pensent que les communistes ont
déjà la capacité de lancer une
offensive généralisée. S'ils ne le font pas,
c'est que leur analyse de la situa-
tion politique dans le Sud et
surtout du rapport des forces
internationales le leur déconseille.

Selon Saigon, soixante mille
cadres politiques communistes
peuvent désormais s'appuyer dans
le Sud sur une armée de deux
cent cinquante mille hommes,
dont cent cinquante mille Nord-
Vietnamiens (contre sept cent
mille soldats environ dans le
camp adverse). C'est une armée
moderne et mécanisée : six cents
blindés (contre sept cents en
face), des canons de 120 mm.,
ainsi que toute une gamme de
batteries anti-aériennes. En mal
lorsqu'ils ont attaqué Ben-Cat,
juste au nord de la capitale, les
communistes ont utilisé des blindés
et des missiles SA-7, les
sauterelles à air, des avions de
37 mm. Bref, leur dispositif mili-
taire n'a jamais été si puissant
depuis 1954 : il était plus faible
en 1968, quand ils ont lancé
en 1968, quand ils ont lancé
un demi-million de soldats au-
cun ne trouvaient au Vietnam.

Portés de ces atouts, les commu-
nistes ont d'ailleurs changé de
stratégie en avril. L'attaque de
Ben-Cat a marqué le lancement
d'une campagne dite d'« émula-
tion » (la « campagne Quyet-
Thang », ou « détermination »)
qui s'est étalée sur six
mois. Des unités plus classiques
et plus concentrées sur des objec-
tifs stratégiques (au nord de Sai-
gon d'abord, puis au sud de Da-
Nang) servent cependant les
mêmes objectifs : récupérer les
zones perdues au lendemain du
cesses-le-fen proclamé le 28 jan-
vier 1973, élargir leurs propres
zones libérées et appuyer la gué-
rilla politique dans les zones
rurales disputées.

Les communistes entendent avoir
de leur côté, à la fin de 1974, une
population civile de sept cent cin-
quante mille habitants (le Sud en
compte près de dix-neuf millions
en tout). Sur ce plan, ils semblent
déjà en passe de réussir. A Kien-
Giong et à Dinh-Trung, deux pro-
vinces libérées, puis celles comman-
dant le trafic routier entre Saigon
et le delta du Mékong, 40 % de la
population s'est retrouvée sous
contrôle à la fin de juin
1974. En 1973, 10 % seulement des
familles rurales de ces provinces
vivaient dans des zones révolu-
tionnaires, alors que les miliciens
contre les raids de l'aviation et les
tir de l'artillerie adverses.

A un rythme lent mais continu,
la situation sur le terrain se
retourne donc en faveur des
communistes. Le temps joue pour
eux, tout le monde est d'accord
sur ce point, et il ne serait pas
surprenant qu'à l'issue de la pro-
chaine saison sèche (les avril
1975) les révolutionnaires contrô-
lent les principaux axes routiers
du Sud, isolant ainsi Hué de Da-
Nang, Da-Nang de Saigon, et la
capitale de son grenier à riz.

Pour l'armée de Saigon, une telle
situation ne serait pas encore
intenable, mais il serait de plus
en plus difficile de redresser la
barre.

La hiérarchie catholique intervient

Déjà, en deux mois de combats
à Ben-Cat, la 18^e division
d'infanterie de Saigon a per-
du deux mille cinq cents hommes
(le total des tués, blessés et des
soldats portés disparus). Depuis
septembre, les fusiliers-marins ne
battent de nouveau, et seuls, au
nord de Hué, parce que les trois
brigades combattantes de para-
chutistes ont été ramassées sur
Da-Nang pour en protéger les
alentours et maintenir ouverte la
route entre ce grand port et
l'ancienne capitale impériale. Or,
fusiliers-marins et parachutistes
constituent les deux unités d'élite
de l'armée de Saigon.

Dans un tel contexte, le prési-
dent Thieu ne peut plus reporter
indéfiniment le choix entre une
retraite anticipée, un renforce-
ment bien risqué de son pouvoir
personnel et la recherche aven-
tureuse d'une ouverture. C'est
cette dernière voie qui semble le
tenir maintenant que la hiérar-
chie catholique, l'un des piliers du
régime, l'invite à réformer un
pouvoir en perte de vitesse même
s'il conserve l'appui de l'armée.

Le 28 septembre 1973, le comité
permanent de l'Assemblée des
évêques du Sud avait lancé un
premier avertissement au régime
dans une lettre pastorale adressée
à quelque deux millions de fide-
les. « La corruption est crescendo
avec les fonctions, la richesse et
la puissance (...). Elle rend ineffi-
cace tout effort de reconstruction,
soit tout programme de dévelop-
pement, trahit les sacrifices de
ceux qui se dévouent au service
du pays et fait perdre la confiance
du peuple dans les hommes au
pouvoir », écrivait-il. L'acte
d'accusation n'a, lancé par le
Père Tran Huu Thanh le 8 sep-
tembre dernier, semble refléter des
préoccupations identiques. Mais,
pour s'en être pris directement au
président Thieu et à certains
membres de sa famille, il a fait
l'effet d'un catalyseur.

Un isolement croissant

Les hommes politiques de Sai-
gon ont vite compris qu'il fallait
exploiter la brèche ainsi ouverte
par le clergé catholique. Plusieurs
comités de lutte se sont donc formés
dans la foulée : pour la liberté de la
presse, pour la réconciliation et
contre la lutte. Les milieux paci-
fistes en ont également profité
pour relancer leur campagne en
faveur d'un règlement politique
au Sud.

Le président Thieu semble avoir
été surpris, non par le remue-
ménage, mais par la virulence de
l'attaque. Selon son entourage,
il s'attendait depuis quelque temps
à voir la situation se dégrader et
c'est pourquoi il aurait décidé,
sinon de s'abandonner, du moins de
mettre en veilleuse le Dan Chu,
son parti démocratique, à la tête
duquel il comptait un jour mener
la bataille politique contre le
Front national de libération.

Depuis six mois, il aurait compris
que le « one man, one vote »
(un homme, une voix) est une
solution dépassée et que le Dan
Chu n'a plus de raison d'être.
Le président Thieu penserait
maintenant que la partie n'est
pas perdue et qu'il peut encore,
en maintenant certaines concessions,
dégeler la situation et amener
l'opposition non communiste à
faire un bout de chemin avec
lui. Il s'attendrait donc à ouvrir
des portes du gouvernement à des
membres de l'opposition et même,
si l'on en croit une source offi-
cielle, à entreprendre une refonte
radicale des structures du régime.

Dans un deuxième temps, il se
contenterait d'une réduction du
niveau des hostilités pour pro-
poser de renouer le dialogue avec
le G.R.P.

S'agit-il d'une nouvelle ma-
nœuvre ? L'expérience porterait
à le croire. Mais ce n'est pas si
sûr. D'une part, ne pouvant plus
compter que sur un engagement
minimum des États-Unis, Sai-
gon ne s'est jamais trouvé depuis
1968, date du débarquement amé-
ricain, dans une position si faible.
De l'autre, le président Thieu
passe pour être assez lucide et
nombreux sont ceux qui, mainte-
nant, même dans les conseils de
son palais, l'incitent à assouplir
son attitude. C'est d'ailleurs ce
qu'il a fait en septembre en évi-
tant une confrontation trop di-
recte entre la police et des mani-
festants venus d'horizons assez
divers.

M. Thieu peut vraisemblable-
ment compter sur l'appui renou-
velé de Washington, s'il tente de
rompre l'isolement croissant de
son régime. Après avoir déjà lâché
un peu de lest, comme il l'a fait
depuis trois semaines en tolérant
des manifestations antigouverne-
mentales, il lui est difficile de
recommencer à remplir des pri-
sons. Il reste également à savoir
dans quelle mesure il peut ouvrir
les portes sans prendre de ris-
ques (1).

Les statistiques qui tombent
maintenant chaque jour sur le
bureau du président — la perte
d'un bataillon, la dégringolade
de la plastrine, la réduction de
l'aide américaine — ne disent
pas encore qu'il n'est plus maître
du jeu. Elles invitent seulement
le joueur impatient et attentiste
à avancer plus habilement ses
derniers pions, et à le faire vite,
pour pouvoir demeurer dans la
partie. Beaucoup mieux que Ngo
Dinh Diem, il y a douze ans,
M. Thieu a senti le vent tourner.
Il a encore devant lui quelques
semaines et peut-être même plu-
sieurs mois pour manœuvrer.
Saura-t-il le faire ? De toute
façon, avec le nouveau rapport
de forces qui se dégage sur le
terrain, il serait étonnant que le
deuxième manche d'un règlement
sud-vietnamien ne soit pas im-
posée à Saigon dans les deux ou
trois ans qui viennent.

J.-C. POMONTI.
(1) Le pouvoir a cependant prévu
selon l'opposition, d'instaurer la loi
mariage et d'interdire toute con-
tention. Il n'aurait l'intention de ce
projet, mais l'opposition vient de le
rendre public. Il s'agit du « Plan
Comité », en date du 22 septembre.
— (N.D.L.R.)

NOS LECTEURS VEULENT SAVOIR AVANT DE DECIDER.

LA VIE FRANÇAISE - L'OPINION

AU SOMMAIRE CETTE SEMAINE:

- Dossier Assurance-Vie: première partie, les mérites cachés de l'assurance-décès.
- Faut-il indexer l'épargne? Interview de Michel Jobert.
- Quelles sont les garanties que vous offre votre agent de change?

Chaque jeudi chez votre marchand de journaux. 4F

LA VIE FRANÇAISE
OPINION

L'actualité complète de l'économie et des placements.

2 rue du Pont Neuf 75001 PARIS-Tél. 260.33.88

صلى الله عليه وآله وسلم

صوتيات العرب

AFRIQUE AMÉRIQUES

Éthiopie

Le Conseil militaire semble avoir surmonté ses divergences

Addis-Abeba (A.F.P., Reuters). — Réuni mardi soir 1^{er} octobre dans une atmosphère tendue, le Conseil militaire provisoire s'est séparé après avoir surmonté, au moins momentanément, les dissensions qui étaient apparues en son sein concernant les structures gouvernementales du pays.

Le Conseil, qui est composé de cent vingt membres représentant toutes les armes, et dont les grades vont de simple soldat à commandant, avait décidé de rester en place sous sa forme actuelle. Plusieurs tendances se seraient cependant affrontées. L'une d'elles souhaitait qu'un groupe de dix à quinze officiers soit désigné pour diriger le pays, le conseil actuel constituant un organisme trop lourd. Une autre réclamait la formation d'un gouvernement civil, et une troisième, apparemment la plus importante, préconisait la formation d'une équipe rassemblant des militaires et des civils.

Les tensions existant entre les tenants de ces différentes formules explosèrent dans un certain nombre de faits survenus ces derniers jours. Elles se manifestèrent notamment à l'origine de l'assassinat, lundi, des nominations de deux généraux à de nouvelles fonctions.

Une certaine agitation a été perceptible mardi dans les rues de la capitale. La garde autour des stations de radio et de certains bâtiments civils et militaires avait été renforcée, et toutes les unités de l'armée avaient été mises en état d'alerte. Dans l'après-midi, deux chasseurs à réaction ont survolé à très basse altitude le quartier général de la quatrième division. « Simple exercice d'entraînement », a affirmé un porte-parole du Conseil militaire.

La radio éthiopienne a annoncé d'autre part que des sommes totales de près d'un million de dollars avaient été découvertes en divers endroits du palais impérial.

Enfin, pour la première fois, on a pu lire dans la presse locale un article célébrant les succès du socialisme. L'éditorialiste du quotidien en langue française Addis-Sour écrivait en effet : « Il est maintenant clairement établi que notre révolution ne saurait être gagnée si notre régime économique demeure fondé sur la libre entreprise. Il nous faut chercher la voie la plus rapide pour rattraper notre retard, et cette voie, cette méthode, n'est autre que le socialisme. »

Nigéria

Le général Gowon exclut un retour prochain à un gouvernement civil

Lagos (A.F.P., A.P., Reuters). — Le général Gowon, chef de l'Etat nigérian, a annoncé, le mardi 1^{er} octobre, dans un discours prononcé à l'occasion du quatorzième anniversaire de l'indépendance du pays, qu'il revenait sur l'engagement pris il y a quatre ans de restituer le pouvoir aux civils au plus tard en 1976.

« Une telle évolution serait prématurée et risquerait de jeter le pays dans les erreurs du passé », a-t-il affirmé en précisant que, en dépit de l'état d'urgence toujours en vigueur, « des signes de vitalité politique laissent déjà leur apparition ». Et le chef de l'Etat s'en est pris, sans préciser davantage, « à un petit groupe dont les déclarations et les écrits ont pour objectif de raviver les rancœurs au sein du pays ».

Le retour à un gouvernement civil n'est pas exclu, mais il est reporté à une date indéterminée. Une commission va être chargée de rédiger un projet de Constitution qui, une fois approuvé par les autorités, sera soumis au verdict du peuple. En attendant, un nouveau cabinet, composé en majorité de militaires, sera formé le 1^{er} janvier 1975. L'une de ses tâches sera de lutter contre la corruption, largement dénoncée ces derniers temps par la presse.

NATIONS UNIES

Les débats de l'Assemblée générale

Mgr Makarios refuse de mettre en cause les États-Unis dans l'affaire chypriote

De notre correspondant

New-York. — Le discours prononcé le mardi 1^{er} octobre devant l'Assemblée générale des Nations unies par Mgr Makarios a d'abord été marqué par une violente diatribe contre la Turquie, accusée de s'être livrée à une « agression hétérodoxe ». L'archevêque ne mit en cause, toutefois, ni l'OTAN, ni les États-Unis, ni la Grande-Bretagne.

On releva également les reproches adressés aux pays non-alignés et à l'ONU : « Si Chypre était réellement membre d'une alliance, a déclaré l'archevêque, ses alliés seraient intervenus pour sa défense. Chypre a valeur de test pour le mouvement des non-alignés et pour les Nations unies. Et nous ne sommes pas les seuls à nous inquiéter de voir ce que peut faire l'Organisation pour protéger l'un de ses membres les plus faibles. »

De son côté M. Ismail Fahmi, ministre égyptien des Affaires étrangères, a répondu de manière détaillée aux discours prononcés la semaine dernière par le président Ford et M. Kissinger, qui avaient adressé une mise en garde aux pays producteurs de pétrole. M. Fahmi a soutenu que la hausse du prix du pétrole a seulement suivi celle des autres matières premières. La raison principale de l'inflation mondiale est, à ses yeux, le mauvais fonctionnement des accords de Bretton-Woods.

Le ministre égyptien a cependant insisté sur les aspects politiques de la crise du pétrole : « Cette question, a-t-il dit, ne peut être traitée en isolant ses facteurs politiques des considérations économiques. »

Evolution : au Proche-Orient, M. Fahmi a déclaré : « Nous estimons toujours que la conférence de Genève constitue la formule appropriée pour parvenir à un règlement général. Mais l'Egypte n'acceptera pas l'état de « ni guerre ni paix ». Maintenir cette situation serait une erreur grossière. »

Chili

Plusieurs personnalités accusent la junte d'avoir ordonné l'assassinat du général Prats

Après l'assassinat, le 30 septembre à Buenos-Aires, du général Carlos Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne, et de son épouse, Sofia Prats, Mme Hortensia Allende, veuve de l'ancien président de la République, a accusé le 1^{er} octobre, lors d'une conférence de presse réunie à Rome, la junte au pouvoir à Santiago d'être responsable de l'attentat. Selon d'autres Chiliens qui ont pris la parole lors de la conférence de presse, le général Prats s'apprêtait à intervenir à nouveau publiquement dans la vie politique chilienne.

Le MTR, quant à lui (Mouvement de la gauche révolutionnaire), déclare que le crime, ordonné par la junte, a été « organisé directement sur le territoire argentin par le Service militaire des renseignements (SIM) de l'armée chilienne, dont le centre opérationnel à l'étranger est l'ambassade du Chili à Buenos-Aires ».

De passage à Paris, M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste chilien, nous a remis le texte suivant, à la fois acte d'accusation et hommage posthume au général assassiné.

« Le général Prats et son épouse Sofia ont été assassinés par un groupe terroriste aux ordres de Santiago et de Washington. Nul doute que ce soit là une nouvelle action de Pinochet contre celui qui avait été son ami intime, son compagnon d'armes et son supérieur hiérarchique. »

« Carlos Prats avait lié son destin à ce vaste secteur des forces armées qui refusait de tremper ses armes dans le sang de son propre peuple. Successeur du général Schneider, assassiné en 1970 pour la même raison, il est, de toute l'histoire du Chili, le second commandant en chef qui ait péri violemment. C'est là une victime supplémentaire de la doctrine Ford (1). »

« Les États-Unis veulent des généraux qui leur fassent allégeance et qui ne défendent pas les intérêts et la dignité de leur propre pays. »

« Avec José Tobar, c'est le second vice-président de la République et ministre de la défense assassiné depuis 1972. Après le capitaine de vaisseau Arturo Araya (ancien aide de camp de Salvador Allende), le général d'aviation Bachelet, Arturo Prats nous a donné l'exemple le plus haut de la dignité de tant de nos soldats à leurs principes de vie et d'action. »

« L'attentat du 30 septembre n'est pas une simple vengeance contre l'attitude patriotique et démocratique d'Arturo Prats. C'est un acte symbolique, une forme d'esprit militaire qui est encore bien vivante dans les casernes chiliennes. Alors qu'il était commandant en chef, sa personne a été l'objet d'attaques incessantes. Il a été l'objet de plusieurs attentats. Finalement, il a succombé à un complot. »

« Exilé volontairement pour ne pas apparaître complice du régime de terreur qui s'était installé à Santiago, il avait deux préoccupations : libérer son pays et rendre à l'armée sa dignité, qui avait été souillée. Il savait que son attitude de condamnation sans nuances de ceux qui avaient réduit le Chili à merci impliquait de grands risques pour lui. Il y a des documents qui révèlent que Prats était très surveillé par la junte de Santiago et qu'il était menacé de mort. Ses parents et ses enfants étaient retenus au Chili comme otages. »

« Cet homme de courage avait eu le temps de faire savoir, peu avant sa mort, que la junte avait ordonné son élimination physique, ainsi, d'ailleurs que celle de deux importants dirigeants de la résistance. Son assassinat prouve, en réalité, la peur et la faiblesse de Pinochet et de son équipe devant la force de refus que représentait cette haute conscience. »

« En faisant disparaître le général Prats, ils croient détruire ce qu'il représentait. Ils se trompent. L'esprit de ce militaire démocrate, tout comme celui du président Allende, le leader socialiste du Chili, est un symbole qui appartient à l'histoire de notre pays. La mort les rapproche à nouveau, et les élève plus encore dans l'esprit de tout notre peuple. Et, bientôt, leur exemple provoquera la perte de leurs bourreaux. »

(1) Dans une conférence de presse, tenue le 16 septembre à Washington, le président Gerald Ford avait déclaré que l'aide fournie par les États-Unis à l'opposition au régime de M. Salvador Allende « répondait aux intérêts du peuple chilien aussi bien qu'aux intérêts américains ».

DIPLOMATIE

Au Quai d'Orsay

M. DE LA FOURNIÈRE SUCCEDE A M. LALOY

M. Martial de La Fournière, ministre plénipotentiaire hors classe, conseiller diplomatique du premier ministre depuis 1974 (gouvernements Chaban-Delmas et gouvernements Messmer), a été nommé directeur des archives et de la documentation au ministère des Affaires étrangères. Il succède à M. Lalo, ministre plénipotentiaire hors classe, qui vient d'être nommé directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay.

Tunisie

DES INSTITUTEURS TUNISIENS ENSEIGNERONT EN ALGÉRIE ET EN LIBYE

(De notre correspondant.)

Tunis. — Neuf cent mille élèves du primaire (dont cent trente mille ont franchi pour la première fois la porte d'une école) et cent quatre-vingt mille de seconde ont fait le 1^{er} octobre leur rentrée scolaire. Leur nombre total dépasse dans le million sur une population globale de moins de six millions d'habitants. Ces chiffres tendent à confirmer la politique de l'effort réalisé dans le domaine de la scolarisation.

La sphère d'activité de l'éducation nationale tunisienne débordait les frontières, puisque sept centres d'enseignement de l'arabe ont été créés en France, à Paris, Lyon et Marseille, pour répondre aux besoins des enfants de travailleurs immigrés. Dans le même esprit, une école primaire tunisienne ouvre ses portes à Tripoli, en Libye, dans le cadre de la coopération maghrébine. 600 instituteurs tunisiens vont exercer cette année en Algérie et autant en Libye.

Dans le secondaire, où 37 862 bourses ont été accordées, on note que plus d'un tiers des élèves (19 500) sont orientés vers les matières scientifiques (28 000), techniques (11 500) et l'enseignement professionnel (30 000). Cinq collèges et trois internats nouveaux entrèrent en fonction cette année.

La tunisification se poursuit. Il n'y a plus que deux cents copéants étrangers dans le secondaire, ce qui n'implique pas, comme on le croit souvent, une « arabisation », mais la poursuite d'un enseignement bilingue par des professeurs tunisiens. — M. F.

TIME

EUROPE'S BIG TWO
exclusive interviews
with
Helmut Schmidt
and
Giscard d'Estaing
This week in TIME
on radio

british show bertrand exposition complète de meubles anglais et de sièges en cuir

du 28 septembre au 12 octobre sur 1000 m²
ouvert sans interruption de 10 h 30 à 21 h, tous les jours, dimanche inclus.
65, rue Guy-Moquet - 7, rue Lacaille - Paris 17^e

Ce salon vous donnera l'atmosphère et la cordialité britannique, vous vous sentirez transporté outre-Manche.

Des meubles sélectionnés aux pures essences de bois d'if et d'acajou, de moelleux divans et de confortables sièges de cuir, ainsi que mille petits objets décoratifs, du luminaire en passant par la gravure et la porcelaine de Wedgwood ; c'est ce qui vous attend à la nouvelle exposition

des meubles **BERTRAND**, le spécialiste du meuble anglais.

Des conseils, par des décorateurs chevronnés, vous sont offerts gracieusement.

Quant aux prix, vous serez stupéfait de constater qu'ils sont étudiés et les plus compétitifs que l'importation directe puisse vous proposer pour une fabrication traditionnelle à l'anglaise.

Parking dans l'immeuble
Catalogue couleur gratuit
sur demande

BERTRAND
meubles et sièges anglais de décoration
65, rue Guy-Moquet - 7, rue Lacaille - Paris 17^e - Tél. : 229-25-36 - 228-14-50

TIMBRES POSTE ACHAT URGENT

Collection de toute importance
neuf et oblitérés - Lignes, timbres,
accablant de stock, archives,
vieux correspondances, etc.
d'urgence, expertise gratuite.

Le Collège de France et ses prix Nobel, la Sorbonne et ses thèses, Modern House et ses costumes en pure laine vierge.

modern house
15 Bd Saint Michel, Paris 5^e

Golf : Chez Tunmer, le "green" est au 1^{er} étage.

Le golf, c'est le sport en pointe de l'année. Ce n'est pas une raison pour s'équiper n'importe comment. Tunmer a sélectionné pour vous les meilleures marques mondiales de matériel en clubs, balles, sacs, chariots, chaussures, etc. Cela vaut bien un parcours au 1^{er} étage Tunmer... Vous pourrez même rentrer votre premier put.

sur un mini-green.

En plus, les spécialistes Tunmer vous conseilleront, guideront votre choix.

Pour le golf, comme pour le tennis, la chasse, l'équitation, le ski, etc. Eux aussi pratiquent ces sports.

Et entre sportifs, un service ne se refuse pas.

Un service qui, chez Tunmer, ne coûte pas plus cher.

Tunmer. Ce n'est pas plus cher.
5, Place St-Augustin - 75008 PARIS - Parking Bergson gratuit.

POLITIQUE

L'U.D.R. affecte de ne pas s'inquiéter des regroupements centristes

Le fait, pour l'U.D.R., d'être prise en sandwich par les deux opérations de regroupement qui viennent de se réaliser : celle des républicains indépendants

UNE PRÉCISION
DE M. SANGUINETTI
A PROPOS DES RÉUNIONS
DE M. JOBERT

M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., se référant à un article relatif au voyage de M. Robert dans le Var (le Monde du 2 octobre, page 7), nous écrit :

« Je n'ai jamais adressé la moindre recommandation aux militants de l'U.D.R. quant à leur participation éventuelle aux réunions organisées par l'ancien ministre des affaires étrangères. Bien au contraire, j'ai, à plusieurs reprises, déclaré que je m'opposais à toute mesure d'excitation ou à tout interdit concernant telle ou telle personne appartenant à l'U.D.R. ou s'en étant déclaré proche et qui n'approuverait pas les instances du mouvement. »

[M. Sanguinetti dément ainsi formellement les propos tenus localement par des militants et des cadres de l'U.D.R. Un communiqué signé de M. Cantaut, secrétaire fédéral U.D.R. du Var, avait indiqué : « Le comité fédéral précise que, M. Robert n'appartenant pas à l'U.D.R., sa venue dans le Var est totalement indépendante des activités du mouvement et de ses militants. » (Le Monde du 27 septembre 1974). Ce texte avait été jugé suffisamment dissuasif, puisque seul parmi les responsables U.D.R., le docteur Mattel, conseiller général, assista aux réunions de l'ancien ministre. Certains militants U.D.R. seront sans doute soulagés de recevoir ainsi du secrétaire général de leur mouvement l'autorisation implicite de se rendre impunément aux réunions de M. Robert.

Celui-ci sera le 2 octobre à Boulogne-sur-Mer, les 4 et 5 à Lyon, le 11 à Morsang-sur-Orge (Essonne), le 14 à Bordeaux et les 18 et 19 à Nice. — A. P.]

● M. Jean-Paul Passau, président de l'Union des jeunes pour le progrès (jeunes gaullistes), a indiqué, lundi 30 septembre, que le congrès national de sa formation, convoqué pour le 27 octobre, « serait placé sous le signe de l'indépendance de son mouvement envers les autres partis ou même les personnalités qui en revendiqueraient la paternité ». Il a précisé qu'il n'était pas question que l'U.J.P. prenne pour leader quelconque homme politique que ce soit même si, pour certains, la personnalité de M. Robert paraît assez séduisante.

LES CENTRISTES ET LES RÉPUBLICAINS INDÉPENDANTS CRÉENT UN GROUPE AU CONSEIL DE PARIS

Un nouveau groupe est créé au sein du Conseil de Paris : baptisé Paris-Avenir, il remplace l'ancien groupe du même nom. Vingt-trois élus y sont inscrits : les conseillers du groupe Liberté de Paris, les républicains indépendants et trois non-inscrits. « C'est une clarification et un regroupement politique », a déclaré son président, M. Jacques Dominati (R.I.). « Les partis y garderont leur personnalité et les membres seront inscrits à titre individuel », a précisé l'ancien président du Conseil de Paris.

Paris-Avenir a demandé au préfet de la capitale de lui présenter l'ensemble des études qui concernent les travaux des Halles avant de rédiger son mémoire.

● M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a déclaré mardi 1^{er} octobre, au cours du journal télévisé « Vingt-quatre heures sur la une » : « Si M. Valéry Giscard d'Estaing appelle la gauche à exercer des responsabilités gouvernementales, celle-ci ne pourra accepter que dans l'hypothèse où elle pourrait appliquer son propre programme. » A propos de la création du parti radical socialiste et réformateur, M. Robert Fabre a affirmé : « C'est une clarification qui confirme, si on pouvait encore en douter, que M. Servan-Schreiber se situe bien à droite dans la majorité présidentielle. Quant à son divorce avec M. Jean Lecanuet, nous ne voyons là aucun changement. Un peu de folklore et de cirque ne peut intéresser l'opinion. »

(PUBLIQUITE)

ÉCOLE FRANÇAISE
DES

ÉCHECS

Cours pour enfants et adultes tous niveaux. Maîtres nationaux. Renseignements : M. Panot, 539-40-50, les mercredi et samedi, 14 à 17 heures.

avec le Centre démocrate, d'une part, celle de la fondation du parti radical socialiste et réformateur, d'autre part, n'inquiète pas, officiellement, les dirigeants du parti gaulliste. Ils préfèrent affecter l'humour ou la moquerie, comme le fait M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., qui estime que les « tranches de pain de ce sandwich » sont décidément bien minces, qui brocarde la course aux présidences de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, à qui il promet, le destin d'un « président à vie », en affirmant qu'« il finira comme Bourguiba ».

Cette indifférence affectée à l'égard de ce qui ne serait, selon M. Sanguinetti, qu'une « conception d'état-major », s'explique aussi sur le fait que les membres de l'U.D.R. s'ils ne sont « ni les godailliers du président ni des cadres quinquennaux », constituent actuellement le « pilier » essentiel de la majorité.

Forté depuis mars 1973 de quelque cent quatre-vingts députés, l'U.D.R. a reçu à plusieurs reprises de M. Jacques Chirac l'assurance qu'elle retrouverait « au moins cent cinquante » sièges dans la future Assemblée nationale. Le premier ministre s'est même engagé à conduire la majorité à la bataille électorale et il a promis que le candidat de celle-ci dans chaque circonscription bénéficierait d'une investiture unique de la majorité présidentielle.

Les opérations de regroupement qui viennent d'être réalisées au centre ont peut-être ébranlé la confiance de l'U.D.R. dans son avenir, tel que lui a décrit, avec une conviction éperdue, le premier ministre. C'est pourquoi M. Claude Labbé a préféré le 1^{er} octobre s'appuyer sur des arguments plus logiques et un raisonnement plus politique en déclarant :

« S'il fallait aller à la bataille électorale dans la division de la majorité, non seulement nous perdions la majorité, mais nous perdions tout. »

la majorité elle-même y perdrait beaucoup. Il nous paraît impossible que le président de la République actuel donne son investiture à une partie seulement de la majorité, car ce serait pour lui soit un aveu d'impotence extraordinaire, celui de n'avoir pas pu mobiliser l'ensemble des formations qui le soutiennent dans un combat commun, soit alors une sorte de choix qui nous paraît irréaliste et impossible. »

C'est donc une sorte d'avertissement qu'adresse le président du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale au président de la République qu'à ses côtés, anciens ou nouveaux, de la majorité qui voudraient accroître leur représentation parlementaire au détriment du parti gaulliste.

Ces perspectives seront évoquées lors de la réunion du comité central de l'U.D.R. les 5 et 6 octobre à Paris. Conséquente depuis la campagne présidentielle de la nécessité de sa réforme, l'U.D.R. reçoit ainsi une incitation pressante et nouvelle à s'adapter à un régime qu'elle ne contrôle plus entièrement. — A. P.

● M. Jean Barbet, secrétaire général du centre indépendant, a déclaré mardi 1^{er} octobre : « En nous des accords privilégiés par-dessus la tête du premier ministre, avec le parti des princes. M. Lecanuet vient de confirmer qu'il appartient à la réaction, c'est-à-dire à l'opposé de la vocation traditionnelle de la démocratie chrétienne qu'il dit représenter. (...) Dans ces conditions, nous ne pouvons que nous féliciter de l'initiative de M. Michel Jobert. »

● M. Auguste Pinton, sénateur du Rhône (gauche démocratique), estime que le nouveau parti radical socialiste et réformateur « ne signifie rien ». « La tentation de créer une force centriste avec M. Lecanuet a déjà échoué. On peut regretter la bipolarisation de fait dont il convient de tirer les conséquences », écrit-il.

Quatre duels serrés pour le second tour des élections législatives partielles

M. Joseph Fontanet est très menacé

Un peu plus de 241 000 électeurs et électrices sont invités à se rendre aux urnes dimanche 3 octobre pour le second tour des élections législatives partielles, à la faveur desquelles quatre anciens membres des équipes gouvernementales de M. Messmer espèrent retrouver leur siège au Palais-Bourbon.

Il s'agit de M. Joseph Fontanet, C.D.P., ministre de l'Éducation nationale du 6 juillet 1973 au 27 mai 1974, dans la deuxième circonscription de Savoie ; de M. Jean-Philippe Lecat (U.D.R.), secrétaire d'État du 6 juillet 1973 au 23 octobre 1973, puis ministre de l'Information du 23 octobre 1973 au 27 mai 1974, dans la troisième circonscription de la Côte-d'Or ; de M. Yves Guéna (U.D.R.), ministre des transports du 5 avril 1973 au 27 janvier 1974, puis ministre de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat du 1^{er} mars 1974 au 27 mai 1974, dans la première circonscription de la Dordogne ; de M. Henri Torre (U.D.R.), secrétaire d'État du 12 avril 1973 au 27 mai 1974, dans la deuxième circonscription de l'Ardèche.

En vertu de l'article L. 162 du code électoral

(loi du 29 décembre 1966), nul ne peut être candidat au second tour s'il n'a obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits. De ce fait ont été éliminés treize des vingt-trois candidats du 29 septembre.

Compte tenu des déclarations de deux autres candidats qui auraient pu prétendre participer au scrutin de ballottage (M. Salniat, radical de gauche, en Dordogne, et M. Rochaix, communiste, en Savoie), il y aura donc dans chacune des quatre circonscriptions à pourvoir.

La partie est, dans l'ensemble, ouverte, plus particulièrement en Savoie, où il semble bien que M. Fontanet doive perdre son siège au profit du parti socialiste, qui avait déjà enté en mars 1973 ceux des deux autres circonscriptions législatives du département.

On s'interroge sur l'attitude des abstentionnistes du premier tour, dont la proportion avait été considérable dimanche dernier : 34,34 % en Ardèche, 41,31 % en Côte-d'Or, 34,32 % en Dordogne et 38,21 % en Savoie. — R. B.

ARDECHE (Armonay). — Sont éliminés : M. Combe, P.C. (5 026 voix), Moulin, Lutte ouvrière (758) et Lagarrigue, Front national (587).

MM. Combe et Moulin se sont désistés pour le candidat du P.S., M. Gaillard (13 897), dont le potentiel de voix pour le second tour s'élève à 19 971 voix, face à M. Torre (U.D.R.), qui en avait recueilli 20 015 le 29 septembre.

COTE-D'OR (Beaune) : sont éliminés : M. Barbelot, P.C. (3 111 voix), Maupail, sans cette (800), Silberstein, Lutte ouvrière (518) et Cottinet, Front national (343).

Bénéficiaire du désistement de M. Barbelot et du soutien de M. Silberstein, M. Charles, radical de gauche (12 708 voix) peut théoriquement compter sur 16 336 suffrages dimanche prochain. M. Demois, ancien candidat ré-

formateur de 1973, qui avait alors recueilli 5 060 suffrages, appelle au premier tour. Le tout est de savoir si l'électorat de la gauche non communiste sera discipliné et se reportera massivement sur le candidat communiste. Le Front national laisse à ses électeurs le soin de voter selon leur conscience de patriotes au deuxième tour.

SAVOIE (Albertville). — Sont éliminés MM. Denu, indépendant favorable à la majorité (1 248 voix), Calmet, Lutte ouvrière (132) et Merle, Organisation communiste internationale (116). M. Blanc, P.S. (9 221), bénéficie du désistement de M. Rochaix, P.C. (1 888), ce qui lui permet d'envisager, avec un total de 18 108 voix, de l'emporter sur M. Fontanet (11 964). Il faudrait non seulement un report total des suffrages de M. Denu, mais aussi une intense mobilisation de l'électorat modéré pour que l'ancien ministre retrouve son siège.

« LA COTE DES MINISTRES »

Les instituts de sondage s'obstinent à considérer les hommes politiques comme des chevaux de course ou des valeurs en Bourse, dont on mesure la cote de semaine en semaine, sinon de jour en jour. Le résultat est d'ailleurs aussi contradictoire que les pronostics du pape ou les aléas de la corbeille.

Pour « Interopinion » (le Quotidien de Paris), le classement est le suivant : MM. Chirac, Pompidou, Lecanuet, Mme Simone Veil, J.-P. Fourcade. Les autres ont moins de 10 % d'opinions satisfaites.

Pour Pubimétrie (l'Aurore), le classement est différent. Les deux premiers de la classe sont Mme Veil et M. Pompidou.

Vient ensuite Mme François Giroud, MM. Chirac, Lecanuet. Les sondés de Pubimétrie sont, sans doute, plus témoins que ceux d'Interopinion ? Ou les méthodes des deux instituts sont-elles à ce point différentes ? Au moins se retrouvent-ils pour placer en queue de peloton ou au fond de la classe : MM. Soufflet, Abelin, Anquet pour Pubimétrie ; MM. Abelin, Anquet, Soufflet pour Interopinion.

Ont-ils déformé à ce point ou tout simplement sont-ils moins connus que leurs collègues. Pendant les périodes électorales, les sondages sont contestables mais intéressants ; en dehors, ils ne sont que diversions.

Les Rencontres d'octobre de l'ISER

LES SYNDICALISTES ITALIENS FONT LE BILAN DE QUATORZE ANNÉES DE LUTTES

La première journée des Rencontres d'octobre, organisée par l'Institut socialiste d'études et de recherches (ISER) (1), fondé ce printemps par le parti socialiste, a été consacrée aux luttes sociales en Italie de 1960 à 1974. L'ISER avait invité des militants syndicalistes italiens de différentes tendances : MM. Piero Carniti (C.I.S.I.L.), Valentino Parlato (I.L.M.), Vito, président des Femmes socialistes, et Bruno Tassin (C.G.I.L.). Animé par M. Jean Fontanet, Gilles Martinet et Georges Sarre, la réunion a permis aux militants transalpins de faire le point de la renaissance des syndicats depuis le début des années 60.

Les invités italiens ont insisté sur les graves de ces dernières années, qui ont du souvent se poursuivre parallèlement aux négociations et même reprendre ensuite pour obtenir l'application des accords signés.

Les militants italiens ont également insisté sur le fait que le patronat noir et la classe économique du pays, alors que, malgré l'inflation, le taux de l'épargne est un des plus élevés d'Europe et que les structures économiques italiennes sont solides. « Le patronat agit ainsi, ont affirmé les syndicalistes, pour obtenir plus de souplesse dans le marché du travail. Ils essaient de reprendre ce que nous avons obtenu de haute lutte. »

(1) A la Maison internationale de la Cité universitaire, 18, boulevard Jourdan, Paris-14^e. Les suites à l'ordre du jour sont : le 3 octobre, Une

Au C.N.I.P.

M. SCHLEITER SOULAITE LE REGROUPEMENT DES MODÉRÉS

François Schleiter, député-sénateur de la Meuse, président du Centre national des indépendants et paysans, a tenu récemment une conférence de presse au cours de laquelle il a rendu compte des travaux du comité directeur de son parti, qui s'était réuni la veille. M. Schleiter a fait état de l'inquiétude des dirigeants du C.N.I.P. devant « la recrudescence de la violence et des désordres, la conjoncture économique et les menaces qui pèsent sur le plein emploi, la crise agricole aggravée par les dernières décisions de la C.E.E. ». Le comité directeur déclare qu'il fait confiance au président de la République et au premier ministre pour rendre au pays, malgré les difficultés, les sécurités qui sont de nature à le rassurer.

M. Schleiter a évoqué l'éventualité d'un rassemblement entre les deux branches de la famille indépendante, c'est-à-dire le parti et la Fédération nationale des républicains indépendants. Il doit se faire. « Le rassemblement souhaité nous unir les uns et les autres. Nous avons admis la création d'une confédération et un protocole d'accord a été mis au point peu après la dernière élection présidentielle. Cette confédération gardera ses portes ouvertes à ceux qui approuvent les idées qui nous sont communes ». M. Schleiter a indiqué qu'une délégation parlementaire constituée de membres de la F.N.R.I. et de sa propre formation avait été mise en place.

Certains Français
lisent un second quotidien
chaque jour.

(Comme le font 250.000 autres Européens avertis.)

International
Herald Tribune.

صلى الله عليه وآله وسلم

POLITIQUE

La session parlementaire d'automne mettra à l'épreuve la cohésion de la majorité

(Suite de la première page.)
Vacances sans trêve, celles de 1974 l'ont aussi été. Mais après

L'ORDRE DU JOUR

La conférence des présidents de l'Assemblée nationale a arrêté, mardi 1^{er} octobre, l'ordre du jour des huit premières semaines d'une session qui sera close le 26 décembre.

JEUDI 3 OCTOBRE : projet relatif au remboursement d'une partie de la T. V. A. aux exploitants agricoles.

VENREDI 4 : projet sur les économies d'énergie.

DU MARDI 5 AU VENDREDI 11 : projets de révision constitutionnelle examinés ensuite par le Sénat. Les nouvelles entre les deux assemblées auront lieu le jeudi 17, et le Congrès du Parlement devrait se réunir à Versailles le lundi 21 octobre.

MARDI 15 : compensation entre les différents régimes de sécurité sociale.

MERCREDI 18 : questions d'actualité.

VENDREDI 18 : commission mixte paritaire sur les économies d'énergie.

DU MARDI 22 AU JEUDI 24 : première partie du projet de loi de finances pour 1975, examen de la deuxième partie, jusqu'au 26 novembre.

Le « exercice solitaire » du changement mené par le chef de l'Etat depuis son élection on entend maintenant les réponses du chef de l'Etat. La non plus, rien de changé par rapport à 1973 si ce n'est dans la tonalité. Pour le début, les reproches et les manifestations d'ingratitude se sont peu à peu amplifiés et durcis. Si le paysage politique demeure apparemment le même depuis juillet, le climat général, lui, s'est profondément dégradé du moins modifié. On entend, on lit un peu partout, le mot « crise ».

Un budget d'austérité

Cette ingratité, les parlementaires ne peuvent pas ne pas la ressentir. Les décisions législatives partielles de dimanche ont d'ailleurs montré qu'elle pouvait avoir des conséquences très concrètes. Les élus en tiendront compte aussi lorsqu'ils examineront le projet de budget de l'Etat pour 1975. Un instrument de lutte contre l'inflation, comme l'ont présenté MM. Giscard d'Estaing et Fourcade. Un « budget d'austérité, agressif et responsable », ainsi que l'a qualifié M. Jacques Chirac.

Agressif, l'opposition de gauche le sera certainement au cours de cette session. Chaque fois que l'occasion lui en est donnée, elle réaffirme que seule une profonde réforme des structures de la société peut déamorcer la crise actuelle et elle repousse sans ambiguïté toute idée d'« union nationale » ou d'« union sacrée », ainsi qu'elle l'avait déjà fait en juillet 1973.

« Pour conduire sa politique de

changement, avait déclaré M. Giscard d'Estaing lors de sa « réunion de presse » du 25 juillet, le gouvernement dispose, à l'heure actuelle, d'une majorité large et solide ». Large, elle le demeure. Pour ce qui est de la solidité, cette session sera une épreuve significative. A l'U.D.R., on s'apprête à s'adapter au changement, mais les « yeux ouverts » et en s'efforçant de « conserver intacte sa force de proposition et de critique ». Le gouvernement doit-il alors s'attendre à voir se dresser devant lui un groupe où les Giscard prendront le pas sur les « éternels satisfaits » ?

Ce serait compter sans l'« ardent ambition » d'un premier ministre « jeune, dynamique et combatif », comme le décrivait M. Claude Labbé à Cagnes, qui entend bien imposer à ses troupes l'obligation de « résister, le moment venu, l'investiture présidentielle, élé des lendemains électoraux ».

Critique et compromis

De quel faire réfléchir les élus sujets à ce que M. Sanguinetti nommait le 29 septembre « état d'âme, troubles, anxiété et autres doutes ». Aussi faut-il s'attendre que la « logique politique », évoquée par M. Michel Debré, l'emporte finalement sur une contestation qui risquerait de prendre des allures de suicide. Savoir jusqu'où elle peut aller, voilà, pour l'U.D.R., la question : avec pour conséquence l'art de mesurer ses pas : un pas de critique, deux pas de compromis. Si l'« union sacrée » est nécessaire quelque part, c'est bien du côté de la majorité.

Pour les giscardiens, il s'agit maintenant de se constituer en parti de gouvernement et, à plus ou moins long terme, de disputer à l'U.D.R. sa suprématie parlementaire au sein de la nouvelle majorité. « Les républicains indépendants ne veulent pas être les « godolots » du nouveau régime », a affirmé à Talloires M. Jean-Claude Simon, député de la Haute-Loire. Mais ont-ils vraiment le choix, et les imagine-t-on multiplier les « oui, mais » et les « cactus » sur la route de leur ancien président ? En bonne logique politique on attend plutôt des élus giscardiens qu'ils soient les soldats de « l'ère nouvelle ». Succès oblige.

On observera enfin avec intérêt les conséquences parlementaires des initiatives prises récemment par les représentants des familles centristes : nouvelle tentative de rénovation du parti radical et protocole d'accord en-

tre les républicains indépendants et le Centre démocrate. Encore que, d'une part, l'unification, le 3 juillet, des groupes de l'Union centriste et des réformateurs, et, d'autre part, le renforcement du groupe des républicains indépendants depuis l'élection présidentielle témoignent que les familles centristes ont trouvé plus vite au niveau parlementaire qu'au niveau des partis un nouvel équilibre.

« Il faut que la France devienne un chantier de réformes », a déclaré le 25 septembre M. Giscard d'Estaing, en précisant que « de nombreuses lois vont être proposées au Parlement ». L'Assemblée nationale et le Sénat sont ainsi appelés à faire le changement en devenant, le temps d'une session, les premiers chantiers de France.

PATRICK FRANCÉS.

Au Sénat

M. CHAMPEIX ÉLU PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE

Le groupe communiste du Sénat a élu M. Jacques Duclos à sa présidence. Les socialistes ont désigné M. Marcel Champeix, sénateur de Corrèze, ancien ministre, pour succéder à la tête de leur groupe à Antoine Courrière, mort le 20 septembre.

MM. Meric, Minvielle et Georroy seront les candidats du groupe socialiste aux postes qu'ils occupaient déjà dans le bureau du Sénat, qui doit être renouvelé le 3 octobre. À savoir, respectivement : vice-président, questeur et secrétaire. M. Edgard Pisani, élu le 22 septembre sénateur de la Haute-Marne, ancien ministre, a décidé de s'apparenter au groupe socialiste.

nouvelles convergences en termes de pratique militante et de conception du rôle et du fonctionnement interne d'une organisation politique, la perspective de l'unité des socialistes pourrait apparaître comme un objectif réalisable à relativement court terme.

La Société des amis de Paul Ramadier commémorera le 13 octobre le treizième anniversaire de la disparition de l'ancien président du conseil socialiste. Le rassemblement se fera à l'entrée du cimetière de Decazeville. Un seul discours sera prononcé par M. Bouloche, député et maire de Montbéliard.

Nice Mont Boron
H. boulevard Maurice Maeterlinck
luxe résidence avec piscine

du studio au 4 pièces

vue exceptionnelle sur la Baie des Anges

Documentation et vente :
- A NICE : sur place, tél. 89.59.48
- A PARIS : 23, rue d'Autin (2^e) tél. OPE.36.80

COLLECTIONNEUR ESPAGNOL
ACHÈTE
TABLEAUX ESPAGNOLS XIX^e ET XX^e SIÈCLE

H. Anglada-Camarasa, Agramont, Arias, Baroja, Belland-Masson, Benedetti, G. Boscovich, J. Boscovich, Aurélien de Sarrasin, G. Boscovich, R. Canal, Cardenas, Calanuso y Estorch, R. Casas, Pancho-Casola, J. Cascaes, V. Calanda, U. Chaca, Chicarro, Domingo-Marquez, Domingo Muñoz, Roberto-Domingo, Ferran, Ferrandiz, B. Galofre, J. Gallaga, Garcia y Rodriguez, Garcia Ramon, Gessa, F. Gimeno, Gutierrez Solana, C. Hoes, Jimenez-Aranda, Leon y Escosura, Lizaso, Luna y Novicio, E. Lucas, Villanell, G. Perez-Villanell, R. Madrazo, F. Madrazo, Mari y Alaina, Marcelino de Urquiza, Martinez-Abados, S. Martinez-Cubelles, E. Martinez-Cubelles, Mas y Fondevila, Meltrén, J. Mir, F. Miralles, Mongrell, Matillas, Moroso-Carbonero, Muñoz-Degrada, J. Morillo, J. Navarro, Nicolas-Caballero, L. Novell, E. Ocan, Benjamins-Palencia, Palmaroli, L. Pina, C. Pla, F. Pradilla, Darío de Regoyos, J. Romero de Torres, A. Reyna, Riancho, M. Rico, Rodriguez-Acosta, S. Rualbol, C. Saez, P. Salinas, E. Sala, Sanchez-Barbudo, Sanchez-Parier, J. Maria-Seri, E. Simonet, J. Sorolla, M. Urgell, Valdeira, Ramon de Zubizarra, Valentin de Zubizarra, J. Zubizarra, Zabeleta, Zurro.

Tél. : HOTEL DE CASTELLON, 40, St-Saint-Honoré (Paris 1^{er})
265-07-50 - 265-77-80 de 8 h. 30 à 15 h.
Payé au plus haut prix

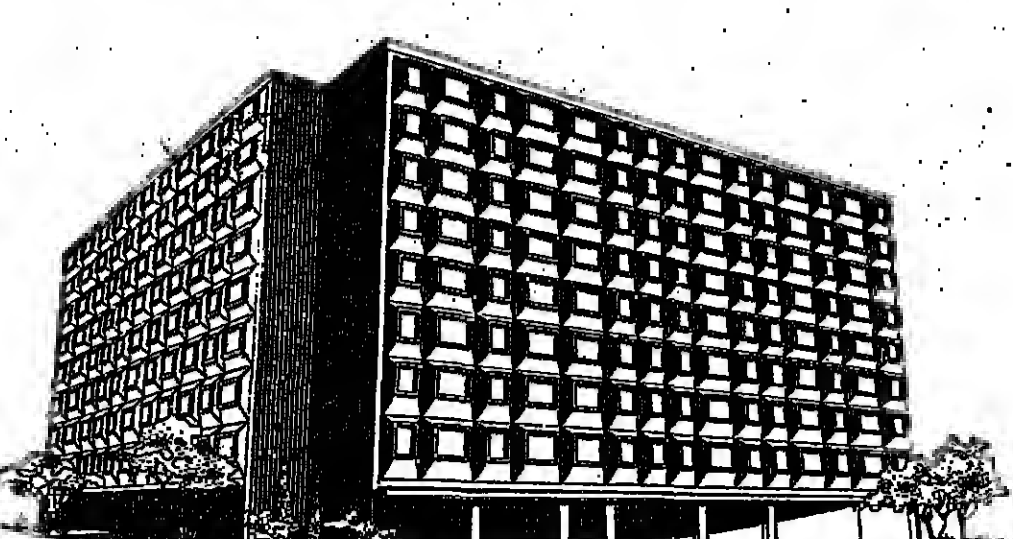
Honda ne fait pas que des bonnes motos.

Honda fait aussi une voiture « compacte » (3,54 m et 4 places), ambitieuse (60 ch pour 1169 cc), raisonnable (elle se contente d'essence ordinaire et de 6 litres à 80 km/h de moyenne), luxueuse (au dedans et au dehors), insouciance (elle ne va au garage que pour les opérations de routine) et disponible. Tout de suite. Avec une boîte mécanique ou l'automatisme.

13 490 F pour la version boîte mécanique,
14 790 F pour la version transmission automatique, + frais de transport et de mise en route.

HONDA CIVIC
HONDA FRANCE
20, rue Pierre Curie - 93170 BAGNOLET - Tél. 287.49.29

4 critères pour bien choisir vos bureaux, aujourd'hui



Maine-Pasteur, un immeuble qui répond parfaitement aux 4 critères.

- 1 Loyer et charges rigoureusement compétitifs.**
530 F le m² dans les quartiers centraux de Paris est aujourd'hui pratiquement introuvable pour des bureaux modernes, bien équipés et parfaitement desservis. C'est pourquoi que Maine-Pasteur vous propose avec un niveau de charges limité dû en particulier à la faible hauteur de l'immeuble (8 étages).
- 2 Architecture efficace.**
Le ratio m² utile de bureaux/m² construit doit être le plus élevé possible et grâce à une profondeur limitée des immeubles, toutes les surfaces de bureaux doivent être éclairées par la lumière du jour. C'est précisément ce que vous offre Maine-Pasteur.
- 3 Equipement complet et de qualité.**
Les équipements importants sont : une installation téléphonique avec de nombreuses lignes-réseau, la climatisation intégrale, des parkings, un restaurant d'entreprise, des locaux d'archives. Maine-Pasteur les offre tous et en plus, des espaces verts pour que le cadre de travail soit agréable.
- 4 Réseau dense de communications.**
La proximité de tous les moyens de transport en commun et des grands axes de circulation est essentielle. Situé à l'angle des rues Bague, Dutot et de la Procession, Maine-Pasteur est desservi par deux stations de métro (Volontaires, Pasteur), la Gare Montparnasse, 5 lignes d'autobus.

Pour tous renseignements : SARI, 22 rue Violet, 75015 Paris. Tél. 567.54.02 et 734.32.80

Maine-Pasteur / Paris 15^e

8500m² en location à partir de 240m²

OPF LBP

THE RAPIDITY OF REMOVAL

100%

100%

BON

633.73.33

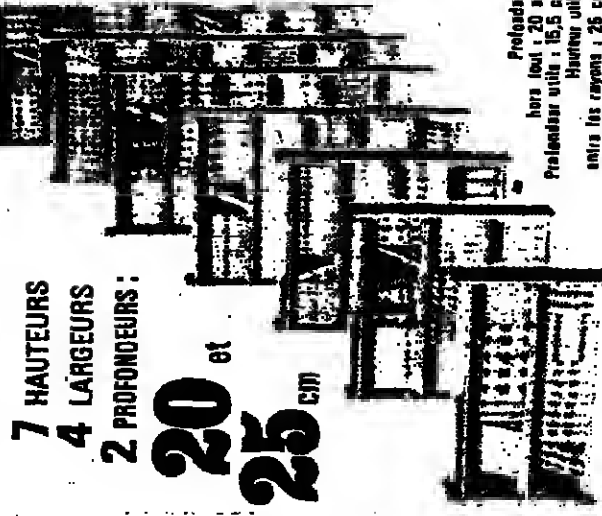
Chiffrez votre dépense et installez-vous
ULTRA-RAPIDEMENT vous-même!

AVEC NOS MEUBLES STANDARD
100 MODÈLES VITRÉS
 JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
 DÉMONTABLES - ACCORDABLES

ÉTAGERES EN MULTIPLE CHOIX. MONTANTS EN AGGLOMERÉ, PLACAGE, AÇAJOU TRAITÉ, ÉBÉNISTERIE, VERNIS
 CELLULOSIQUE SATINÉ, TEINTE AÇAJOU, MOYEN SURIMONTRANT AVEC TOUS LES STYLES - FONDUS CONTRE PLAQUE -
 GLACES CLAIRES COULISSANTES AVEC OINGLES, BORDS DOUCES.

100 combinaisons
 d'assemblage
 PAR SIMPLE POSE ET SANS FIXATION

**BIBLIOTHÈQUES
 STANDARD VITRÉES**
 JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES
 ACCORDABLES



7 HAUTEURS
 4 LARGEURS
 2 PROFONDEURS :

20 et 25 cm

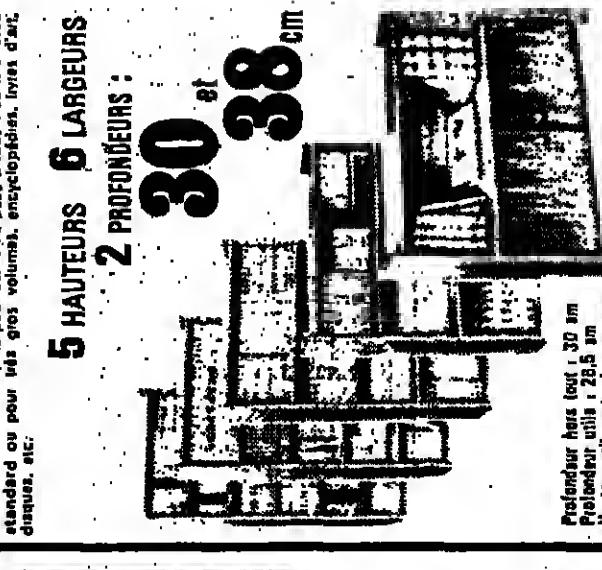
Préfabriqué
 haut : 20 m
 Profondeur utile : 16,5 cm
 Hauteur utile
 entre les rayons : 25 cm

Préfabriqué
 haut : 25 m
 Profondeur utile : 16,5 cm
 Hauteur utile
 entre les rayons : 25 cm



Comment SUPERPOSER : Tous nos modèles de
 mêmes hauteurs, de profondeurs et de largeurs diffé-
 rentes peuvent être posés l'un sur l'autre sans aucune
 fixation.

Comment JUXTAPOSER : Tous nos modèles de
 mêmes hauteurs, de profondeurs et de largeurs diffé-
 rentes peuvent être juxtaposés sans aucune
 fixation.



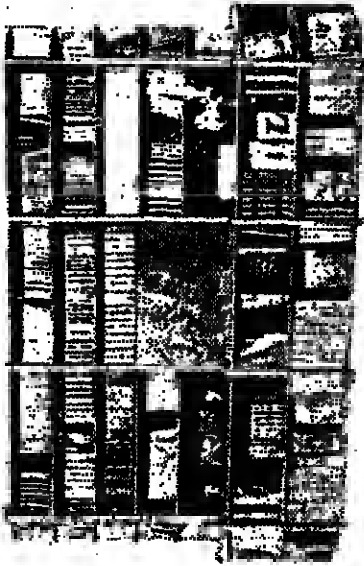
5 HAUTEURS 6 LARGEURS
 2 PROFONDEURS :

30 et 38 cm

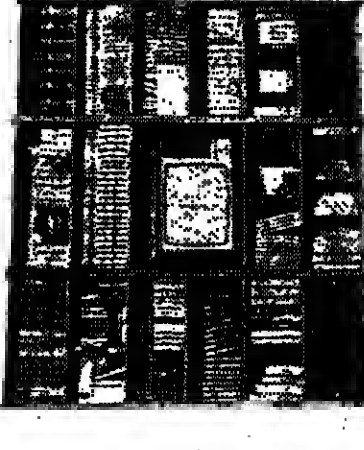
Préfabriqué
 haut : 30 m
 Profondeur utile : 25 cm
 Hauteur utile
 entre les rayons : 38 cm

Préfabriqué
 haut : 38 m
 Profondeur utile : 25 cm
 Hauteur utile
 entre les rayons : 38 cm

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE



JUXTAPOSITION
 DE 3 MODÈLES TOUS FORMATS dont 1 avec obtenteur et de 2 étagères 1/4
 de rond, sans aucune fixation par simple pose.
 Hauteur de l'ensemble 222 cm, largeur 368 cm, profondeur
 Contenance 400 volumes-états et 120 gros volumes.



JUXTAPOSITION
 DE 3 MODÈLES, PROFONDEURS 30 et 38 cm, VITRES SANS AUCUNE FIXATION
 PAR SIMPLE POSE.
 Constitué par 2 N° 378/6 équipés de portes pleines au rayon du bas, étagère
 d'arrêt 1 N° 394/6. Hauteur de l'ensemble 222 cm, largeur 250 cm, profon-
 deur 30 ou 38 cm, contenance 600 volumes environ qui peut être doublée par
 l'utilisation de 1/2 tablette à librerie X.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

LA PLUS ANCIENNE ET LA PLUS MODERNE MAISON SPÉCIALISÉE - FONDÉE EN 1924

BON POUR UN CATALOGUE GRATUIT
 Veuillez m'envoyer sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHE-
 QUES VITRÉS ET DE STYLE contenant tous détails, hauteur, largeur,
 profondeur, bords, contenance, prix, demande de devis, etc.

A LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES
 LA PLUS ANCIENNE ET LA PLUS MODERNE MAISON SPÉCIALISÉE - FONDÉE EN 1924
 61, Rue Froidevaux - 75014 PARIS

ou appelez le **633.73.33**

Mémoires ouverts tous les jours, de 8 h 30 à 19 h sans interruption, même le SAMEDI!
 Métro : Denfert-Rochereau, Gâté, Raspail, Edgar-Quinet - Autobus : 28, 38, 58, 88

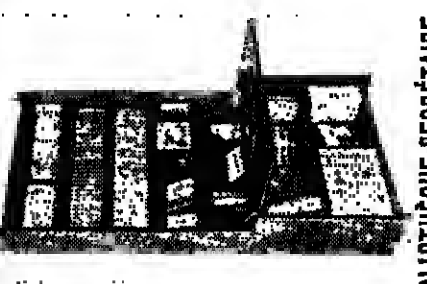
STANDARD



STANDARD 5 RAYONS
 Ht. 144 - Larg. 84 - Prof. 20



TOUS FORMATS
 Ht. 185 - Larg. 94 - Prof. 30-20

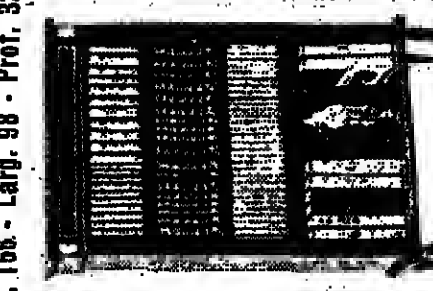


BIBLIOTHEQUE-SECRÉTAIRE
 Ht. 222 - Larg. 94 - Prof. 25-38

STYLE



RUSTIQUE
 Ht. 168 - Larg. 98 - Prof. 32



LOUIS XVI
 Ht. 140 - Larg. 78 - Prof. 32,5



REGENOY
 Ht. 140 - Larg. 82 - Prof. 35,5

DÉPARTEMENT SUR MESURES

Bois clairs, Merisier, Chêne, Acajou, Sapelli, Afro-
 masia (genre Teak), Stratifié blanc, bois brut à peindre,
 décorer ou tapisser • Bois foncés, Chêne, Acajou,
 (teinte patissandre), Sapelli, Afronasia, etc... - DEVIS
 GRATUIT RAPIDE - DÉLAIS D'EXÉCUTION RESPECTÉS -
 POSSIBILITÉ DE GRANDES INSTALLATIONS **ULTRA**
 RAPIDES AVEC NOS MODÈLES STANDARD ET DE SÉRIE.

**PARMI NOS
 DERNIÈRES RÉFÉRENCES**

UNIVERSITÉ DE PARIS - INSTITUT DES
 SCIENCES POLITIQUES - MAIRIE DE MEULAN
 AMBASSADE DE BELGIQUE - ÉCOLE SUPÉ-
 RIEURE DE GUERRE - CONSULAT GÉNÉRAL
 RÉPUBLIQUE DU VIET NAM - ÉCOLE SUPÉ-
 RIEURE DE PHYSIQUE ET CHIMIE - ÉCOLE
 POLYTECHNIQUE - MINISTÈRE DES FINAN-
 CES - I.N.S.E.E. - MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
 CENTRE NATIONAL DU COMMERCE EXTÉ-
 RIEUR.

**LIVRAISON FRANCO
 PRIX IMBATTABLES**

EXPOSITIONS

BORDEAUX 10, rue Bouffier - CLERMONT-
 FERRAND 22, rue G. Clemenceau - GRENOBLE
 59, rue St Laurent - LILLE 88, rue Equarmoise -
 LYON 9, rue de la République - MARSEILLE
 109, rue Paradis - NANTES 9, rue J.J. Rousseau -
 NICE 8, rue de la Boucherie - RENNES 18, qual
 Emile-Zola - TOULOUSE 2 et 3, quai de la Deuredé
 BRUXELLES 1000 54, rue du Midi.

سكنى فى الامم

ÉDUCATION

Le rapport de Baecque sur les carrières des universitaires

• Un statut unique pour tous les enseignants • Deux corps de fonctionnaires : les professeurs et les maîtres-assistants

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État aux universités, a décidé de rendre public le rapport que son prédécesseur, M. Joseph Fontana, avait demandé en juillet 1973 à M. Francis de Baecque.

conseiller d'État, sur la carrière des personnels de l'enseignement supérieur (1). Il a précisé que la publication de ce texte n'impliquait pas de sa part « une quelconque prise de position sur les

propositions formulées », mais qu'elle constituait une base « utile de réflexion ».

M. de Baecque préconise en particulier de simplifier la situation des différentes catégories de personnel en créant un statut unique qui tienn compte à la fois de l'ordonnance de 1958 sur le statut des fonctionnaires et de la loi de 1968 créant les universités autonomes.

« Simplification et équité », tels sont les deux grands thèmes qui ont guidé l'auteur du rapport, M. de Baecque. Celui-ci commence en effet par rappeler à quel point la situation administrative des personnels de l'enseignement supérieur est actuellement complexe : grande diversité entre les disci-

plines dans les modes de recrutement et d'avancement, incohérence des textes réglementaires quant à la définition des fonctions et des services, apparition de nombreuses pratiques non conformes au droit, déséquilibre quantitatif entre les catégories ou les régions, tendance au népotisme et, un recrutement local.

D'où la nécessité, estime le rapporteur, de créer un statut unique pour tous les enseignants. La difficulté de l'entreprise provient toutefois de ce qu'il faut tenir compte d'un certain nombre de traditions et de spécificités propres à chaque discipline, et surtout de l'autonomie accordée par la loi d'orientation de 1968 aux universités. M. de Baecque n'estime pas nécessaire, par exemple, de remettre en question les modes de recrutement propres à chaque discipline : concours d'agrégation pour le droit et les sciences économiques, listes d'aptitude pour les lettres et les sciences.

plus « la charge d'une séance par semaine de travaux pratiques ou dirigés ».

Les maîtres-assistants seraient en charge les « travaux d'application » et réaliseraient un travail de recherche « en liaison avec un professeur ».

Leur recrutement se ferait, pour toutes les disciplines, sur listes d'aptitude. Mais l'entrée sur la liste par le comité consultatif des universités serait soumise à un double rapport et chaque candidat devrait comparaître devant une commission de cinq membres.

ENGLISH
Audiovisuel
ENGLISH
Mini-groupes
ENGLISH
Stages
SEMI-INTENSIFS
ACCÉLÉRÉS
N O R M A U X
Groupes d'enfants d domicile
(7-11 ans)
CLUB INTERNATIONAL
AUDIOVISUEL
222, av. du Maine, 75014 PARIS
Métro : Alesia
734-44-28

Fixer clairement les droits et les devoirs
L'objectif principal du statut à définir serait de « fixer clairement les droits et les devoirs des membres du corps » universitaire, en particulier en évitant les inégalités, en alignant les structures, en unifiant les règles de façon à simplifier la gestion, et en « favorisant certains comportements ».

La disposition centrale du projet consiste à ramener à deux le nombre des corps de fonctionnaires titulaires : les professeurs et les maîtres-assistants. Les autres personnels seraient contractuels.

Une partie seulement des maîtres-assistants auraient accès au corps des professeurs. Des aménagements de carrière devraient être prévus pour ceux qui resteraient dans ce premier corps pour qu'ils aient accès aux rémunérations

assurées par les « échelles de lettres ».

Le conseil doit en particulier, estime M. de Baecque, veiller à affirmer son autorité par rapport aux « commissions de spécialistes », internes à chaque université, qui sont chargées de faire des propositions de recrutement. En effet, observe le rapporteur, « un organisme moins spécialisé peut plus facilement faire entrer en ligne de compte, à côté de la compétence technique de l'enseignant, des considérations de gestion, de gestionnaire, de facilité à collaborer à des tâches collectives, etc. ».

à la place clichy
93 rue d'Amsterdam, Paris



tout l'Afghanistan
parmi une prestigieuse
collection
de tapis artisanaux
d'orient et d'occident

Voilà ce que vous offre la place clichy après avoir parcouru onze pays pour y sélectionner, en spécialiste, le beau et l'authentique.

L'orgueil de cette délicate moisson est une série de tapis afghans dont la personnalité est encore intacte, brute, rayonne d'originalité et de fraîcheur.

Chacune des pièces exposées, par son origine artisanale, est une œuvre d'art véritable.

Issue de pays encore représentatifs d'une production de qualité : Cachemire, Chine, Espagne, Iran, Maroc, Népal, Pakistan, Portugal, Roumanie, Turquie... et Afghanistan.

Venez les découvrir en toute liberté pour le plaisir. Et si l'une d'elles vous séduit vous constaterez qu'elles sont d'un prix raisonnable pour un placement avantageux.

exposition-vente exceptionnelle
du 1^{er} au 31 octobre

à la place clichy, le magasin  de Paris

Ouverture et concurrence

M. de Baecque suggère, d'autre part, un certain nombre de mesures ayant pour objet d'accroître l'ouverture de l'université vers la recherche et la concurrence entre les établissements :

- Développer le recrutement de contractuels à temps partiel en provenance de la vie professionnelle pour assurer une partie des tâches effectuées actuellement par les assistants.
- Favoriser le recrutement d'enseignants associés pour une durée limitée (mais avec une possibilité d'intégration pour certains d'entre eux).
- Donner aux enseignants la possibilité d'avoir, dans leur carrière, une période de renouvellement pour faire autre chose, ou deux années de disponibilité.

« Quand je suis arrivé au secrétariat d'État aux universités, j'ai constaté l'existence d'un certain rapport de Baecque qui, paraît-il, était une bombe. On me l'a passé en regardant ce qu'il avait écrit dessus : CONFIDENTIEL », souligne-t-il. « Je me suis aperçu que les boules du rapport de Baecque commencent à circuler un peu partout. Tout le monde en parle, mais personne ne veut vraiment ce qu'il avait écrit. Alors, voilà ! Je le publie ! ».

Ainsi M. Soisson poursuit-il la politique des « cartes sur table » qu'il avait annoncée d'entrée de jeu à la Grenelle et qu'il poursuit avec bonheur depuis. Il n'ignore nullement, en effet, que le sujet abordé est tout particulièrement explosif. Si explosif que ses prédécesseurs, M.M. Guichard et Fontana, n'avaient jamais osé publier un certain rapport Grégoire, première moulture sur ce sujet. Certes, sur certains points chauds, le rapport de Baecque est moins brutal et plus enveloppé que le rapport Grégoire. Mais sur le fond il lui ressemble comme un frère. Même d'ici à cette même conclusion. Sur le premier point, les éléments du dossier sont bien connus : extraordinaire enchevêtrement de corps, catégories, sous-catégories, spécialités, « faisant fonction », contrac-

tuels de tous ordres, avec leurs complémentaires indistinctes, inflexibles, combinées, passe-droits et chasses gardées.

Cette situation, dont on s'accommodait en période d'expansion (tout particulièrement en ce qui concerne les postes), devient insupportable en cas de stagnation. La fuite en avant masque les problèmes. L'arrêt du recrutement fait apparaître brutalement des déséquilibres de situations (1). D'où le désir de simplifier et de « normaliser » : un seul statut de corps (professeurs et maîtres-assistants). Il faudra, bien sûr, créer des postes pour équilibrer les deux. Mais au moins on saura où on va.

La race hybride, remuante, maladroite des assistants est supprimée. Un contrat de quatre ou cinq ans, et puis terminés. Cela « juchera » les assistants, les professeurs (seules disciplines où il y ait des assistants titulaires), contenlera les juristes (qui actuellement ne peuvent être congédiés chaque année) et les littéraires agrégés (qui seraient, dans le nouveau régime, assimilés aux maîtres-assistants) et ne changeront pas grand-chose au sort des littéraires non agrégés. Un progrès technique, pour les futurs « salades de travaux pratiques » : des services moins lourds, et une formation pédagogique.

Une pinée sur la balance

Un point sur lequel le « de Baecque » est nettement en retrait sur le « Grégoire » : la plus brillante : le service des professeurs (les fameuses « trois heures »). Constatant qu'il y a là un problème épineux d'équité des finances, M. de Baecque ajoute une pinée sur la balance pour faire mieux peser : soit pour les trois heures de cours ! Mais rajoutons une séance de travaux dirigés. Beaucoup de professeurs qui feront déborder leur indignation ne manqueront pas de pousser méprisamment un « ouf » de soulagement. Les bruits les plus alarmistes ne circulent-ils pas ? Le rapport Grégoire avait sur ce point une position plus honnête en excluant toute notion de nombre d'heures et en indiquant que les services devraient être répartis dans chaque université en référence à un temps de travail annuel ou hebdomadaire. Trois heures de cours par semaine, cela peut être considérable ou dérisoire selon le temps réellement consacré à la recherche, à l'enseignement pédagogique, la gestion, l'aide aux étudiants. Chacun connaît l'hypocrisie du système. Qui osera s'y attaquer ?

Le recrutement du personnel. La logique de l'autonomie voudrait que les universités gèrent elles-mêmes leur personnel. Toute la tradition administrative française s'y oppose. Du moins faut-il qu'elles aient une plus grande marge d'initiative dans le choix des hommes, avec des risques croissants — les plus grands peut-être qui guettent les universités françaises : le népotisme et la localisme. D'où la nécessité de trouver un équilibre entre une initiative locale et une garantie scientifique nationale.

Pour cela, le système proposé est net : pour être nommé professeur, il faut être reconnu apte par une instance nationale et être sollicité par une université. Le rapport Grégoire allait même plus loin en donnant à l'université la possibilité de se séparer d'un enseignant qu'elle avait recruté.

M. de Baecque insiste sur le fait que la réforme qu'il propose n'est pas simplement administrative : elle veut être l'instrument d'une politique caractérisée par l'ouverture, l'autonomie et la concurrence. D'où certaines suggestions intéressantes : une large publicité des postes vacants pour assurer une réelle compétition sur le plan national, affirmation des pouvoirs du conseil d'université dans la politique de recrutement, la « rotation » obligatoire de nouveaux professeurs. On pourrait en ajouter d'autres, notamment une plus grande ouverture des organes statutaires sur le personnel des personnalités étrangères ou non universitaires.

Comme le fait très justement remarquer M. de Baecque, une réforme des statuts, en soi, n'est pas grand-chose. L'essentiel est de l'appliquer. Dans ce domaine on connaît l'insupportable inaction de l'administration pour tourner l'esprit de ses propres règlements. Le rapport de Baecque tente de mettre un peu d'ordre et de simplicité dans un système incohérent et paralysé par la centralisation bureaucratique. Mais l'autonomie recherchée n'existera que si les universités sont prêtes à s'en emparer.

FREDERIC GAUSSEN.

(1) Voir le Monde des 12, 14 et 15 février 1973 « Universitaires sans carrières ».

RADIO-TÉLÉVISION

APRÈS L'ÉCHEC DE LEUR ENTREVUE AVEC M. ROSSI

Les syndicats de l'ex-O.R.T.F. envisagent des mouvements revendicatifs pour la fin de la semaine

Des mouvements de grève semblent inévitables à l'O.R.T.F. après l'échec de l'entrevue que M. André Rossi, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, a accordée mardi aux représentants syndicaux du personnel de l'Office. Les organisations représentatives du personnel de l'O.R.T.F. devraient faire connaître vendredi les formes que pourra prendre l'action revendicative des agents de l'ex-Office.

« Une négociation globale serait contraire à la loi. » La position de M. André Rossi n'a pas tardé au cours de l'entrevue de deux heures qu'il a accordée mardi après-midi aux délégués syndicaux de l'O.R.T.F. (F.O., S.C.O.T. et Intersyndicale). « Nous nous sommes trouvés dans une situation typique », déclarait, de son côté, M. Edouard Guibert, président de l'Intersyndicale, à la sortie de l'hôtel de Clermont.

« Nous avons démontré qu'il était possible d'inscrire la négociation globale dans le cadre même de la loi. » « Nous avons proposé un cadre de négociation. A chacun de prendre ses responsabilités. Nous ne reculerons pas devant les nôtres. Il apparaît désormais, sous un échange dans les quarante-huit heures, que le conflit est inévitable, de fait, nous ne reculerons pas devant les nôtres. Il apparaît désormais, sous un échange dans les quarante-huit heures, que le conflit est inévitable, de fait, nous ne reculerons pas devant les nôtres. Il apparaît désormais, sous un échange dans les quarante-huit heures, que le conflit est inévitable, de fait, nous ne reculerons pas devant les nôtres. »

L'intersyndicale de l'O.R.T.F. avait en effet présenté l'entrevue de mardi comme l'ultime tentative de conciliation, avant une série d'actions qui pourraient mener les agents de l'Office : le personnel de Paris s'est déjà prononcé depuis quinze jours en faveur d'une grève générale. Consultés la semaine dernière, les agents des centres de province ont également voté la grève générale, et parfois, à Lyon, par exemple, à l'unanimité.

Mais l'intersyndicale ne semble pas encore prête à déclencher une action « dure ». Ce mercredi et jeudi, les syndicats ont réuni leurs bureaux et les centres de province qui n'ont pas encore été consultés : Strasbourg, Nancy et Rennes vont tenir leurs assemblées générales. Ce n'est que dans la matinée de vendredi que l'intersyndicale devrait rendre publiques ses décisions au cours d'une conférence de presse.

Déjà un comité d'action

Déjà, pourtant, aux Buttes-Chaumont et à Joinville, le personnel devance les syndicats et mène leurs propres actions. Un « Comité d'action et de propagande inter-centres O.R.T.F. » s'est formé. C'est lui qui, le jeudi 26 septembre, a manifesté au cours de l'émission en direct de Guy Lux « Défendez vos couleurs ». Pendant quelques instants les téléspéctateurs ont pu voir et entendre les slogans « O.R.T.F. ça continue ». Mardi matin, aux

Dans les nouvelles sociétés

M. MICHEL MAY DEVIENT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE DIFFUSION.

M. Jean Autin, président de l'établissement public de diffusion, a arrêté la liste de ses collaborateurs. C'est M. Michel May, actuellement directeur général adjoint de l'O.R.T.F., chargé des questions économiques — déjà désigné comme second représentant de l'Etat au conseil d'administration de la S.F. — qui devient le secrétaire général de l'organisme chargé de la diffusion. M. Claude Mercier, soixante ans, l'actuel directeur de la régie de diffusion, responsable des services techniques de l'O.R.T.F. depuis leur création en 1964, qui a présidé au développement des réseaux de diffusion de la radiotélévision (chaînes II et III, implantation de la M.F., lancement de la télé couleur), ne fait pas partie de cet organisme.

● **SECRETARIAT GÉNÉRAL** : M. Michel May sera assisté de MM. Gérard Mineur, directeur adjoint de l'O.R.T.F., et Pascal Machuat, ingénieur des télécommunications.

● **DIRECTION TECHNIQUE CENTRALE (D.T.C.)** : M. Roger Buffard, ingénieur des télécommunications.

● **DIRECTION CENTRALE DE L'ÉMISSION (D.C.E.)** : M. Bernard Gensou, ingénieur des télécommunications.

● **DIRECTION DES RELATIONS EXTERIEURES (D.R.E.)** : M. Louis Goussot, ingénieur des télécommunications.

● **SERVICE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (S.C.I.)** : M. J.-C. Michaud, adjoint au directeur des affaires extérieures et de la coopération de l'O.R.T.F.

PRESSE

Une « table ronde » sur les conseils de presse renonce à esquisser un statut modèle

Stockholm. — Une « table ronde » sur les conseils de presse vient de se tenir, fin septembre, à Stockholm, sous les auspices du gouvernement suédois, et à l'initiative de la Commission des droits de l'homme du Conseil de l'Europe et du Comité coopératif de la presse suédoise.

La composition, le fonctionnement et les compétences de ces conseils, leur contribution au respect de la liberté de l'information et à la protection des droits de l'individu, ont été largement débattus à Stockholm. Mais les rapports d'activité présentés par les délégués des conseils ont tout de suite montré qu'il ne serait pas possible — comme l'aurait certainement souhaité M. Karel Vasak, conseiller à la direction des droits de l'homme du Conseil de l'Europe — d'esquisser un statut modèle pour un conseil national.

Toutefois, cette « table ronde » a permis de l'avis général un échange de vues et d'expériences très utile. Des conseils de presse existent en Autriche, au Danemark, en République fédérale allemande, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, en Turquie et au Royaume-Uni. Ils fonctionnent de façon différente, les conditions variant d'un pays à l'autre. Mais ils ont en commun le souci de protéger la liberté de la presse contre une éventuelle ingérence du pouvoir politique et aussi d'empêcher les abus qui peuvent menacer son indépendance.

De notre correspondant

Le conseil de presse doit être un organisme indépendant en mesure aussi d'examiner d'une façon tout à fait impartiale les plaintes déposées par le public, visant des actes qui seraient contraires aux règles fondamentales de l'éthique professionnelle. L'exemple unique de l'ombudsman suédois a suscité beaucoup d'intérêt. Alors que les ombudsmen parlementaires sont des fonctionnaires publics élus par le Parlement, l'ombudsman de la presse est, lui, désigné par les organisations de presse en tant que partie du système d'autodiscipline et il ne dispose d'aucun pouvoir juridique. Mais son indépendance a été sauvegardée de différentes manières.

Il est nommé par exemple par un comité où la presse n'a pas la majorité. Depuis 1969, toutes les plaintes contre des journaux sont déférées à l'ombudsman de la presse pour enquête préliminaire. Il étudie la possibilité du droit de réponse ou d'une rectification dans le journal incriminé. Si le règlement à l'amiable s'avère impossible et s'il pense qu'il y a violation des règles déontologiques, il soumet l'affaire à la commission de bon usage devant laquelle il agit en tant que procureur. En cas de blâme, tous les journaux se sont engagés à publier le texte des arrêtés ; mais, afin de donner plus de force aux décisions, l'om-

budsman a été également autorisé à imposer des amendes administratives, qui varient entre 1 000 et 3 000 couronnes suédoises, servant à couvrir les frais du système d'autodiscipline.

Plusieurs délégués ont mis en doute l'efficacité de telles sanctions financières symboliques. Il est préférable, selon eux, que les journaux reproduisent dans leurs colonnes le texte de la réprimande pour que les usagers aient vraiment le sentiment d'être protégés. Un moyen d'établir cette confiance avec le public est aussi naturellement de lui réserver un certain nombre de sièges dans les conseils de presse, si cela n'est déjà pas le cas. En Norvège, deux des sept membres du conseil sont des « lecteurs de journaux ».

Dans son discours de clôture, M. Petráni, président du Club des publicistes suédois (qui célèbre justement cette année son centenaire), a déclaré que « la presse, pour améliorer la qualité, pour garantir sa liberté et son indépendance, doit compter sur elle-même et sur elle seule. Elle ne doit pas compter, par manque d'autodiscipline, l'occasion, cas pouvoirs publics d'exercer un contrôle sur elle et de lui imposer des règlements ».

La prochaine « table ronde » du Conseil de l'Europe sur le même sujet aura lieu probablement en 1975 au Portugal.

(Interim.)

140 de croisière sans bruit. Et sans essence.



La nouvelle Mercedes 3 litres est une Diesel, comme il n'en a jamais existé : une Diesel qui change beaucoup de choses sur le Diesel.

De 0 à 100 km/h en 19"9. Une vitesse de près de 150 à l'heure. L'absence totale de bruit et d'odeur. La nouvelle 3 litres est bel et bien la première voiture silencieuse et rapide qui ne marche pas à l'essence.

Démarrons ensemble. Le lancement du moteur se fait d'un tour de clé. Plus de starter de préchauffage. Le moteur tourne on ne l'entend pas : la 3 litres est la première voiture au monde équipée d'un moteur 5 cylindres en ligne de 3.005 cm³ développant 80 ch. Din à 4.000 tr/mn, avec un couple moteur maxi de 17,5 mkg à 2.400 tr/mn.

Perfectionnements importants : un ventilateur à visco-coupleur travaillant en fonction de la température et une régulation mécanique de la pompe d'injection (pour éviter les à-coups et l'emballement du moteur).

Et la nervosité ?

Avec le nouveau cinq cylindres, les reprises de la 3 litres sont étonnantes, supérieures même à celles de nombreuses voitures à essence. Vous pouvez vraiment dépasser facilement. Et en toute sécurité. Pour le reste (l'économie), la 3 litres est une vraie Diesel. Elle consomme 10,8 l de gas-oil aux 100 km² et cela pendant longtemps : 78 % des Mercedes Diesel vendues depuis 1949 sont encore en circulation.

La nouvelle 3 litres est évidemment confortable, spacieuse et sûre comme une Mercedes. Mais, en plus, elle est désormais équipée en série d'une direction assistée, d'un verrouillage central (un seul tour de clé ferme portes, coffre et réservoir) et d'une lunette arrière dégivrant (et bien sûr, ceintures à enrouleurs, appuie-têtes, etc...).

Combinant les performances d'un moteur à essence avec l'économie d'un Diesel, la 3 litres complète parfaitement la gamme des Diesel. (200 D, 220 D, 240 D). La Mercedes 3 litres est une découverte que vous pourrez faire demain chez votre concessionnaire Mercedes.

Mercedes-Benz France - 48, avenue de la Grande-Armée 75017 PARIS.



Mercedes 240D 3.0. la première Diesel 5 cylindres.

Mercedes-Benz, les meilleures berlines Diesel du monde.

(* Selon normes DIN 70.030)

صوتا من الامل

PRESSE

LE JOURNALISME

(Suite de la première page.)
Certes, le recours fréquent à des termes scientifiques et à des notions philosophiques, les références constantes à une vision de la société et à une démocratie de l'information rendent ce livre fascinant parfois, voire difficile. Mais il est si dense, riche et nouveau que le lecteur est largement récompensé de sa peine.
Fonctions, structures, systèmes de l'information : tels sont les trois axes de la réflexion, les bases de l'essai. La description du monde ou plutôt des mondes du journalisme, l'exposé des règles qui régissent cette profession au statut ambigu et à l'apparence mythique, si mal connue dans sa réalité, remettent en cause, et heureusement, bien des idées reçues. Les pratiques de la rédaction, du compte rendu, des risques que comporte inévitablement tout choix dans un métier où, précisé-

FAITS DIVERS

La catastrophe aérienne de Nantes

UNE MISE AU POINT DE M. CAVAILLE

Après la parution dans le Monde du 2 octobre d'un article sur la catastrophe aérienne de Nantes (soixante-huit morts, le 5 mars 1973) intitulé : « La commission d'enquête mettrait en cause la responsabilité des contrôleurs militaires », M. Marcel Cavaille, secrétaire d'Etat aux transports, a publié la mise au point ci-dessous :
« Le rapport de la commission n'existe encore qu'à l'état de projet. Toute information sur son contenu est pour le moins prématurée et nécessairement fautive, et ne peut que nuire à l'objectivité de l'information.
« Le projet de rapport a été soumis par le président de la commission aux parties directement intéressées qui doivent faire connaître leurs observations. Seule la commission d'enquête, souveraine, a qualité pour apprécier dans quelle mesure elle doit prendre ces observations en compte.
« Dans ces conditions, toute accusation contre l'une des parties en cause ne peut être fondée et, par suite, susceptible de causer un grave préjudice à ceux qui en sont l'objet. »
[Nous confirmons les informations que nous avons données sur le rapport d'enquête n'étant pas définitif, dans son état actuel, très avancé, il met notamment en cause, même si ce n'est pas de façon exclusive, le contrôle militaire. Il nous paraît toujours souhaitable que ce rapport soit, conformément à la loi, publié le plus rapidement possible. Faut-il ajouter que c'est moins la responsabilité des contrôleurs militaires qui est en cause que celle du gouvernement qui leur a confié une mission délicate pour laquelle il n'était ni équipé ni préparé. — J.-J. B.]

« Une cinquantaine d'enfants ont été pris de vomissements après leur déjeuner du 1^{er} octobre dans une cantine scolaire de Saint-Benoît (Vienne), près de Poitiers. Quatorze ont dû être hospitalisés. Deux d'entre eux sont sous perfusion ; leur état n'inspire pas cependant d'inquiétude. Les médecins en menant de ce repas seraient à l'origine de cette intoxication.

ment, tout est choix et interprétation, le recours à un langage « institutionnel », à un système de références, à des modèles critiques imposés par la collectivité, sont éblouissants. Ainsi, pour le journaliste qui « pressent l'occasion et repère l'eau qui lui coule entre les doigts », l'information traduit à chaque instant l'équilibre instable de la vie.
Dans la galaxie complexe et mouvante de la presse et de l'audiovisuel, fonction, référence, fonction expressive et fonction critique se combinent de mille façons. Conditionnée selon les destinataires visés, et donc selon les hiérarchies sociales, l'information peut emprunter à travers certains types de média le langage de l'establishment, qui aboutit à tenir à l'écart les classes populaires. Pour ces dernières, une presse « neuroleptique » (« ayant un effet sédatif sur le système nerveux ») fera l'office. Comment s'organisent les différentes fonctions du journalisme dans ces divers types de presse, comment se combinent ou s'excluent la fonction idéologique et la fonction critique, comment s'exerce la fonction politique dans la civilisation de l'audiovisuel aux conséquences proprement révolutionnaires, toutes ces questions et d'autres sont débattues, les rouges démontrent les lois énoncées. Des lors, les vieilles notions d'objectivité, d'honnêteté, de véracité se posent en termes tout à fait nouveaux : « Le fait est fils de la critique et la critique fille du fait. »
On ne résume pas un tel livre : il fait doublement honneur à une profession plus ignorée et mal comprise encore qu'injustement décriée et qui constitue cependant entre les hommes un trait d'union essentiel. Marc Paillet prend rang désormais parmi les grands polygraphes de la communication ; et, s'il poursuit et approfondit encore ses recherches, il s'alignera aisément, paroxysme et à peu près en moins aux côtés d'un Mac Luhan.

PIERRE VIANSSON-PONTÉ.
* Le journaliste, par Marc Paillet. Collection « Regards sur le monde ». Denoël, 225 pages, 30 F.

● La réforme de l'entreprise. — Le douzième groupe de travail créé au sein de la commission d'étude pour la réforme de l'entreprise (le Monde du 28 et 29 septembre), groupe qui étudiera le statut des sociétés à but non lucratif, aura deux présidents : MM. Hubert Beuve-Méry, fondateur du Monde, et Roger Grégoire, conseiller d'Etat.

Après l'article consacré à la situation des harkis et à la faim observée par six d'entre eux (le Monde des 28 et 29 septembre), M. Mohamed Laradi, président de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, fait observer que « les mesures concernant le logement et la scolarisation prises dans la circulaire du ministère du travail et de la population du 21 janvier 1974 ne s'appliquent qu'à environ vingt mille Français musulmans sur deux cent mille (un dixième) ; que celles concer-

nant les retraites sont insuffisantes et que les années de travail, notamment dans l'agriculture, antérieures à la guerre d'Algérie, devraient être prises en compte, que le centre professionnel de Charente-Maritime-Saint-Imbert est une réussite, mais qu'il ne se concerne que cent trente-cinq enfants sur plus de cent mille ».

« Il semble qu'à ce jour, conclut M. Laradi, beaucoup de décisions soient restées lettre morte. Nous espérons que le ministère du travail voudra, rapidement, nous

DIVORCE, AVORTEMENT

Les silences de M. Lecanuet

On ne saurait faire totalement grief à M. Jean Lecanuet, ministre de la Justice, du discours précautionneux qu'il a prononcé mardi 1^{er} octobre devant les premiers présidents et les procureurs généraux, chefs de cours d'appel (et dont nous avons donné de larges extraits dans le Monde du 1^{er} octobre). Il a été aussi concret qu'il était possible sans risquer d'être accusé de faiblesse.

La condition pénitentiaire, par exemple, n'appellait pas un flot nouveau de grandes idées, beaucoup ayant déjà été dit (ou plutôt rappelés) par le président de la République, ce qui n'a pas été sans effet sur son caractère de cette réforme et sur son esprit.

Il était bienvenu aussi d'annoncer un accroissement de 50 % des ressources ouvrant droit à l'aide judiciaire ou de promouvoir une augmentation de l'indemnité versée aux avocats qui y concourent.

Certes, il faut se résoudre à gérer, ce à quoi ne répugne pas le titulaire de la mairie de Rouen, charge que M. Lecanuet prend souvent pour référence. Mais qui croirait que cela justifie la moindre pause s'agissant d'une institution aussi juste, si ce n'est trop, et bien à tort, flâttée d'être immuable, quels que soient les événements survenus en dehors d'elle. Que de silences alors devant les plus utiles de ses collaborateurs. Muet sur l'avortement, il est, au mieux, imprécis sur le divorce.

Est-ce parce que l'avortement ne donne plus lieu à des manifestations publiques qu'il aurait cessé d'être chaque jour pour des milliers de femmes un insoluble problème ? Est-ce parce qu'une circulaire — ordonnant l'interruption des poursuites contre les avortées — a été signée, que seraient guéries les insuffisances (ou les excès) de la loi ? Les procureurs généraux destinataires de tels ordres, peu respectueux de la

RAPATRIÉS

La situation des harkis

faire savoir à quel degré d'exécution il en est arrivé.

Selon le comité Alexandre Parodi (comité national pour les musulmans français), il y aurait seize mille Français musulmans visés par ces mesures sur un total de cent quatre-vingt-cinq mille. D'autre part, soixante-dix mille enfants de harkis seraient nés depuis 1962 en France ; le centre de Charente-Maritime-Saint-Imbert est destiné à ceux de ces enfants qui ne peuvent suivre une scolarisation normale.

JUSTICE

Au procès de René Huriez devant les assises de l'Aisne

Justice et bonne conscience

(De notre envoyé spécial.)
Laon. — Que cherchait René Huriez lorsque, le 10 mai 1973, il pénétra dans la cour de la gendarmerie d'Eliron (Aisne) et tira six coups de fusil dans la porte de la maison de celle-ci ? « Je voulais me faire descendre », dit-il. « Il a fait une cristallisation sur les gendarmes, cause de tous ses malheurs », précise un expert psychiatrique. Pour le juge d'instruction, il avait tout simplement tenté d'assassiner, avec préméditation, les deux gendarmes qui se trouvaient dans les locaux, et le magistrat le renvoya, le 1^{er} octobre 1974, devant la cour d'assises de l'Aisne.

Paradoxe « justice » qui est à l'origine des malheurs de cet homme triste, et qui ne craint pas de le juger en grande pompe. L'origine de l'affaire ? Le 30 septembre 1973, Yvonne Huriez, la femme de René, est écrouée en exécution d'un jugement du tribunal de Paris. Elle avait oublié de faire connaître à l'Écluse de la Doune, société à laquelle elle avait loué un téléviseur, son changement d'adresse. Cette société n'avait pas réagi et, en juin, moins de 2 700 francs pour un vieux poste en noir et blanc. Non prévenue de l'audience une première fois puis, un second, Yvonne Huriez fut condamnée, le 3 octobre 1970, à quatre mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende.

Lorsqu'elle sera arrêtée, en septembre 1972, par les gendarmes d'Eliron, il y a plus d'un an que l'Écluse de la Doune a réintégré son poste de télévision. On incarne pourtant cette note de dix enfants, encadrée d'un onzième. L'un d'eux, Thierry, âgé de quatorze ans, ne supportant pas d'être traité de fils de voleuse, se suicidera le 22 novembre. Yvonne Huriez est alors relâchée, et plus tard la loi sur le jugement d'adultes défendant sans modifier. Mais, pour l'accusée, le mal est fait.

René Huriez, qui avait pris soin des enfants tant qu'il le pouvait — « Pour sûr, c'est dur de s'occuper de huit enfants » — est

Une accusation malhonnête ?

Le 10 mai 1973, René Huriez avait écrit, au trois lettres, part pour la gendarmerie d'Eliron, la même où sa femme avait été arrêtée. Six coups de fusil, quatre vides, causèrent une perte de des plaques grises de plomb ; ce sont les seuls métaux de l'inculpé. Par réflexe, les gendarmes avaient pu se méprendre à l'acte. Détenu depuis ses mois — pour la plupart du temps en hôpital psychiatrique — René Huriez a tenté quatre fois de se suicider et trois fois de s'empoisonner. Dans une telle affaire, comment l'interrogatoire ne paraîtrait-il pas indécent, l'accusation malhonnête ?

Car, pour se justifier, la « justice » doit accuser. Dès lors, tout est à charge : le président, M. Alfred Letréguilly, reproche à René Huriez son père — « la police le tient pour un méchant » — ses sœurs, épileptiques, ses trop nombreux enfants. Ce président est-il un fervent partisan de l'avortement ? Il rappelle, comme à plaisir, tous les regrets qui ont couru sur la famille Huriez, sans que l'instruction ait semblé s'en occuper. Quant à l'avocat général, M. Paul Chirac, il insiste sur l'accessoire, notamment les nombreuses infirmités portées par René Huriez à l'encontre des gendarmes, comme si tel devait être le véritable procès. Le plus inquiet n'est-il pas que M. Chirac, comme M. Letréguilly, affichent une parfaite bonne conscience ? Ils sont la Justice, il est vrai.

Après le réquisitoire et les plaidoiries, la cour d'assises de l'Aisne doit rendre son verdict dans la soirée du 2 octobre.

BRUNO DETHOMAS.

A LILLE

Polemique entre le Syndicat de la magistrature et le barreau à propos de contrôles médicaux

Après le renvoi, le 26 septembre, d'un procès opposant le Syndicat de la magistrature au barreau de Lille, la « Société Steind-Industrie », aux unions locales des syndicats C.F.D.T. et C.F.T.C. (le procès portant sur l'interprétation d'une convention collective et le contrôle médical des prescriptions d'arrêt de travail), une vive controverse est née entre l'avocat de la société, M. Eric Lewalle, et la délégation régionale du Syndicat de la magistrature.

Fournis par la société Steind-Industrie pour avoir demandé à leurs salariés de « retourner » la carte médicale à domicile exigée par l'employeur, les syndicats avaient réuni, le 14 septembre, à Lille, une conférence de presse à laquelle assistaient M. Hubert Beuve-Méry, ministre de la Justice, et M. Lecanuet, ministre de l'Intérieur.

Dans une déclaration à la presse, M. Lewalle avait observé que la présence de ce magistrat aux côtés des syndicalistes impliqués dans une affaire qui n'est pas encore jugée était une « intervention profondément choquante ». L'avocat ajoutait : « Dans l'esprit de justice, de tels faits ne peuvent être interprétés que comme le cautionnement et le soutien apportés publiquement par l'une des parties en cause, alors même qu'il n'en a pas encore été débattu devant le tribunal. Est-il besoin de préciser que cet égard que certains membres du Syndicat de la magistrature peuvent être appelés à siéger en la cause ? Que devraient être les juges si de tels faits devaient devenir habituels et si à l'avenir les justi-

ciables voyaient leurs juges, agissant par l'intermédiaire de leurs organisations professionnelles, les opposer publiquement quant aux mérites respectifs des causes qu'ils ont à juger ? »

M. Lewalle concluait : « Faut-il, pour ma part, que j'ai été mis au terme à de tels errements la justice n'y trouverait pas. »

En réponse à cette déclaration, la délégation régionale du Syndicat de la magistrature a précisé dans un communiqué : « 1) Les contrôles médicaux, depuis trois ans, des contacts avec la C.F.D.T. et que sa participation à la dernière conférence de presse est dans la ligne de cette action. 2) que, dès mai 1974, le Syndicat de la magistrature, à l'issue d'une réunion de travail avec la C.F.D.T., s'était prononcé contre le principe du contrôle médical médical. 3) que ce soutien est indépendant de l'assistance en cours et qu'il s'agit, pour le Syndicat de la magistrature, d'une position de fond, le problème des problèmes sociaux et de santé posés par ce contrôle. 4) que le Syndicat de la magistrature s'adresse au point de vue de la C.F.D.T. peut être condamné à verser des dommages et intérêts au préjudice causé par un mot d'ordre syndical, ce qui pourrait aboutir, à long terme, à l'impossibilité de ce genre d'action contre le Syndicat de la magistrature, tout comme la mise en cause de la C.F.D.T. viserait à libérer dans le cadre d'une volonté antisyndicale. »

M. Lewalle a saisi le conseil de l'ordre des avocats de Lille, qui s'est réuni le 1^{er} octobre, et devrait faire connaître prochainement son avis.

140 de croisière sans bruit. Et sans essence.

Venez l'essayer chez nos concessionnaires.

- | | | |
|--|---|--|
| PARIS 1 ^{er}
COMO AUTOMOBILES S.A.
82-84, bd Voltaire 75011
Tél. 357.04.00 et 700.88.37 | BOULOGNE-SUR-SEINE
S.O.F.D.A.
32 bis, rue de la Reine 92100
Tél. 603.50.50 | MELUN
GARAGE DUFRENEY
Avenue du Général-Faton 77007
Tél. 435.46.10 et 434.47.19 |
| PARIS 1 ^{er}
DECAEN AUTOMOBILES
83, rue Claude-Decaen 75012
Tél. 344.45.60 - 343.94.11 - 343.12.83 | CLICHY
G.P.M.S.A.
8-10, rue de Belfort 92110
Tél. 739.99.00/739.95.82 | MONTEUIL
EURO-GARAGE
73/77, avenue Aristide-Bland 92120
Tél. 735.52.20 |
| PARIS 1 ^{er}
MERCEDES-BENZ FRANCE
88, rue de Longchamp 75116
Tél. 727.60.05 et 727.19.44 | COLOMBES
HAUTE-DE-SEINE AUTOMOBILES
16, av. H. Barbusse 92700
Tél. 782.17.90/38.73/17.91 | NANTERRE
DIFFUSION OUEST-AUTOMOBILES
55-57, av. Georges-Clemenceau 92009
Tél. 304.12.05 |
| PARIS 1 ^{er}
GARAGE CONTINENTAL
16, rue Riquet 75019
Tél. 607.30.37 et 607.15.41 | LE PLESSIS-ROBINSON
GRAND GARAGE ROBINSON S.A.
36, av. Léon-Blum 92350
Tél. 660.01.09 | SAINT-DENIS
GARAGE MODERNE
16, rue de la République 93200
Tél. 732.15.36 |
| BAGNOLET
GARAGE GATIGNOL
28, av. de la République 93700
Tél. 287.83.14 et 287.65.09 | LEVALLOIS-PERRET
GARAGE DELAIZEMENT S.A.
5, rue de Bretagne 92300
Tél. 737.64.10 et 41 - 270.12.19 | BONNEUIL-SUR-MARNE
STÉ D'EXPLOITATION
DES GARAGES MATHIAULT
Zone industrielle « Les Petits-Carreaux » 94380
Tél. 898.70.11 |
| BOULOGNE-SUR-SEINE
ATELIER WATRUIN
108, rue Gallieni 92100
Tél. 825.50.30 | MEAUX
GARAGE COMPAGNON S.A.
57-59, av. de la Victoire 77022
Tél. 433.05.52 | |

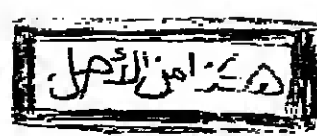
Mercedes 2400 3.0. la première Diesel 5 cylindres.

Mercedes-Benz, les meilleures berlines Diesel du monde.

Lentilles de contact miniflexibles. Encore plus petites. Plus légères. Plus douces.

A la gamme de ses lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles, YSOPTIC vient d'ajouter les miniflexibles : flexibles en raison de leur extrême minceur, ces mini-lentilles au contact très doux sont agréables à porter et totalement invisibles pour votre entourage. Si vous êtes encore réticent ou si vous avez du remède à porter d'autres modèles de lentilles, venez les essayer. Gratuitement. Il y a de grandes chances pour qu'elles vous conviennent.

Informez-vous chez :
YSOPTIC
80, Bd. Malesherbes - 75008 PARIS
Tél. : 522.15.52
Documentation et liste des correspondants Français et étrangers sur demande.



SPORTS

Du lycée aux centres d'animation : une expérience, l'Eure

Amicale laïque et patronage transformés. Deux exemples, à Evreux, des efforts considérables menés par des animateurs pour offrir à tous les moyens de faire du sport. Sans parvenir, malgré cotisations, fêtes et subventions, à satisfaire les besoins (« le Monde » des 1^{er} et 2 octobre).

La querelle entre le sport scolaire et celui que l'on appelle, par opposition, le sport civil n'est pas éteinte. Aux associations des établissements du second degré, il est reproché de maintenir l'élève dans son école, alors qu'il éprouve peut-être le besoin de s'en évader... en faisant du sport, précisément. Et puis, laisser les enfants aux mains des seuls professeurs d'éducation physique, ne serait-ce pas établir un monopole du mouvement sportif ?

Ceux qui expriment ces craintes proposent les activités du club comme alternative. On les accuse alors de n'être pas tout à fait désintéressés et de servir, peu ou prou, des buts idéologiques ou politiques.

Ce dialogue de sourds illustre des oppositions fondamentales, mais comment les concilier ? Unifier les multiples centres d'initiatives, non en les ramenant au plus petit commun dénominateur, ni en les fusionnant, mais en les orientant strictement vers la pratique du sport par le plus grand nombre ?

Les difficultés que rencontrent les centres d'animation sportive (C.A.S.), témoignent combien cet objectif apparemment simple, est dur à atteindre. Il semblait a priori intéressant de créer des centres d'animation qui seraient au pour mission de coordonner sur place les différentes activités, de veiller au plein emploi des

III. — Une idée mal employée

Par FRANÇOIS SIMON

installations, de créer de nouvelles formes de pratique sportive chaque fois qu'elles seraient manquées et dès que le besoin s'en ferait sentir. Telles n'étaient pas tout à fait les intentions du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports quand, en 1971, il institua ces C.A.S. qui sont, aujourd'hui, au nombre de quatre cents

environ. En ne voyant là qu'un moyen de compléter les heures d'éducation physique en nombre insuffisant dans les établissements scolaires, le secrétariat d'Etat créait aussi une situation ambiguë, s'efforçant tout d'abord les services de ceux qu'il souhaitait voir enlever ces centres, les professeurs d'éducation physique.

Donner et retenir

Pour ces derniers, en effet, et conformément au principe des cinq heures hebdomadaires prescrit par l'arrêté de 1969, donner et retenir ne vaut. Il leur paraît incongru de prétendre offrir à l'élève des acti-

vités physiques en dehors de l'école, alors que l'horaire réglementaire prévu pour les lycées et les collèges n'est affecté, faute de personnel, qu'à 40 %.

L'argument du « sport optionnel »

— l'élève pourrait choisir de pratiquer dans le C.A.S. le sport de son choix — leur paraît suspect : d'une part, il faudrait admettre que tous les centres d'animation soient en mesure d'offrir une gamme complète de disciplines sportives, d'autre part, il est avéré que dans les établissements où, par chance, les professeurs

sont en nombre voulu — comme au lycée d'Etat d'Evreux — les activités sont suffisamment diversifiées pour qu'il ne soit besoin d'aller chercher pâture ailleurs.

Est-ce à dire qu'il faut reléguer les C.A.S. au musée des bonnes intentions ?

Jean qui pleure et Jean qui rit

Les C.A.S. sont un fiasco pour les uns, une panacée pour les autres. La réalité est forcément plus nuancée, d'autant qu'il s'agit de préconiser de porter un jugement définitif sur une initiative qui a peine deux ans d'existence. Le département de l'Eure tend à prouver que l'entreprise est à la fois difficile et réalisable.

Le difficile, on le rencontre à Vernon. Le coordonnateur du centre, M. Cordier, se débat à peu près seul et improvise. Les professeurs d'éducation physique refusent toute collaboration : ayant chacun en moyenne la charge de trois cent dix élèves, ils attendent que l'on renforce leurs effectifs avant d'envisager la moindre coopération.

La réalisable, on la découvre à Bernay. Là, vit un coordonnateur heureux, M. Jeanne. Il ne fâche de la présence à ses côtés de huit professeurs d'éducation physique, ce qui, en effet, ne se retrouve pas partout. Dès lors, tout s'ordonne. Plus une installation qui ne soit

occupée en permanence : M. Jeanne en a les clés, et c'est lui qui, à la demande de la municipalité, établit le « planning ».

La collaboration des enseignants, des clubs et des associations sportives lui permet de réaliser ses trois objectifs : concertation, coordination, enseignement et animation. Par enseignement, il faut entendre un réseau d'écoles de sport complémentaire de celui de l'école. Car, ici, il convient de s'entendre clairement : contrairement à ce qui se passe dans d'autres départements, où les C.A.S. fonctionnent généralement, l'adhésion des professeurs aux activités du centre de Bernay n'est concevable que parce que ces activités ne sont pas prises sur le temps scolaire, ce qui reste en contradiction avec les recommandations administratives. Ce qui reviendrait à constater qu'un centre d'animation sportive fonctionne bien à partir du moment où il ne remplit pas exactement la mission qui lui est confiée !

Partir de plus bas

Si, au travers des centres d'animation sportive, le secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports cherche à faire pièce au Syndicat des professeurs d'éducation physique (SNEP), qui réclame chaque année le triple

se servir d'une idée juste à des fins moins méritoires, il faut tout mettre en œuvre pour la réussite des C.A.S.

Et ne pas craindre de partir de l'école primaire. Il se trouve, en effet, que, toujours en vertu de l'arrêté de juillet 1969, les écoles primaires sont supposées appliquer le « tiers-temps pédagogique », formule qui est censée offrir, aux enfants de ces écoles six heures d'éducation physique par semaine. L'enseignement de cette discipline étant confiée aux instituteurs, on conçoit que, depuis cinq ans, les choses n'aient guère évolué, les maîtres, dont la compétence générale n'est pas en cause, ne pouvant se transformer du jour au lendemain en professeurs d'éducation physique. De ce fait, la plupart des enfants qui arrivent dans le secondaire abordent pour la première fois la gymnastique, ou du moins n'en possèdent que des rudiments.

En s'appuyant sur l'Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP), le C.A.S. aurait un terrain d'action privilégié, que confirme son épithète à développer les écoles de sport. Celle de gymnastique, qui fonctionne à Vernon, est un exemple de la nécessité d'offrir, aux plus petits une initiation sans but compétitif. Ces écoles servent à la promotion de l'enfant et non pas à celle de l'activité en elle-même.

Certes, on trouve des initiatives analogues dans les clubs, et notamment à la Fédération sportive et gymnique du travail (F.S.G.T.), qui en a fait une application très étudiée. Mais les centres d'animation paraissent tout indiqués pour coordonner ces activités originales dont les instances sportives dans leur ensemble sont appelées à tirer profit.

Un besoin d'unification

Le moment est venu, selon le vœu de M. Pelletier, directeur départemental de l'Eure, de préciser la formule : tout commence à l'école, qui, mais à l'école primaire. Programme ambitieux, que les pouvoirs publics préconisent par voie d'arrêté, mais dont ils redoutent quelque peu la réalisation, car elle concerne des millions d'enfants. Programme indispensable cependant pour mettre fin à un émiettement des efforts.

Car, si fleurissent une grande quantité d'initiatives grâce à plusieurs centaines de milliers de bénévoles, ces initiatives sont dispersées et leurs motivations ne coïncident pas toujours avec les intérêts de l'enfant. Dans le cas des centres d'animation, leur greffure, la qualification de leurs coordonnateurs, tous formés au professorat, le fait qu'ils associent à leur action les représentants du milieu scolaire, ceux du milieu sportif et ceux des municipalités, en font le type même d'une institution ouverte.

Les réactions des professeurs d'éducation physique de l'Eure tendent à prouver que les enseignants se tiennent au bord du Rubicon, mais qu'il suffirait de peu de chose pour le leur faire franchir. Dans ce département, où chacun ne cesse de vanter leur compétence et leur conscience professionnelle, on estime à 67 % la proportion de ceux qui consacrent une partie de leurs loisirs aux clubs civils.

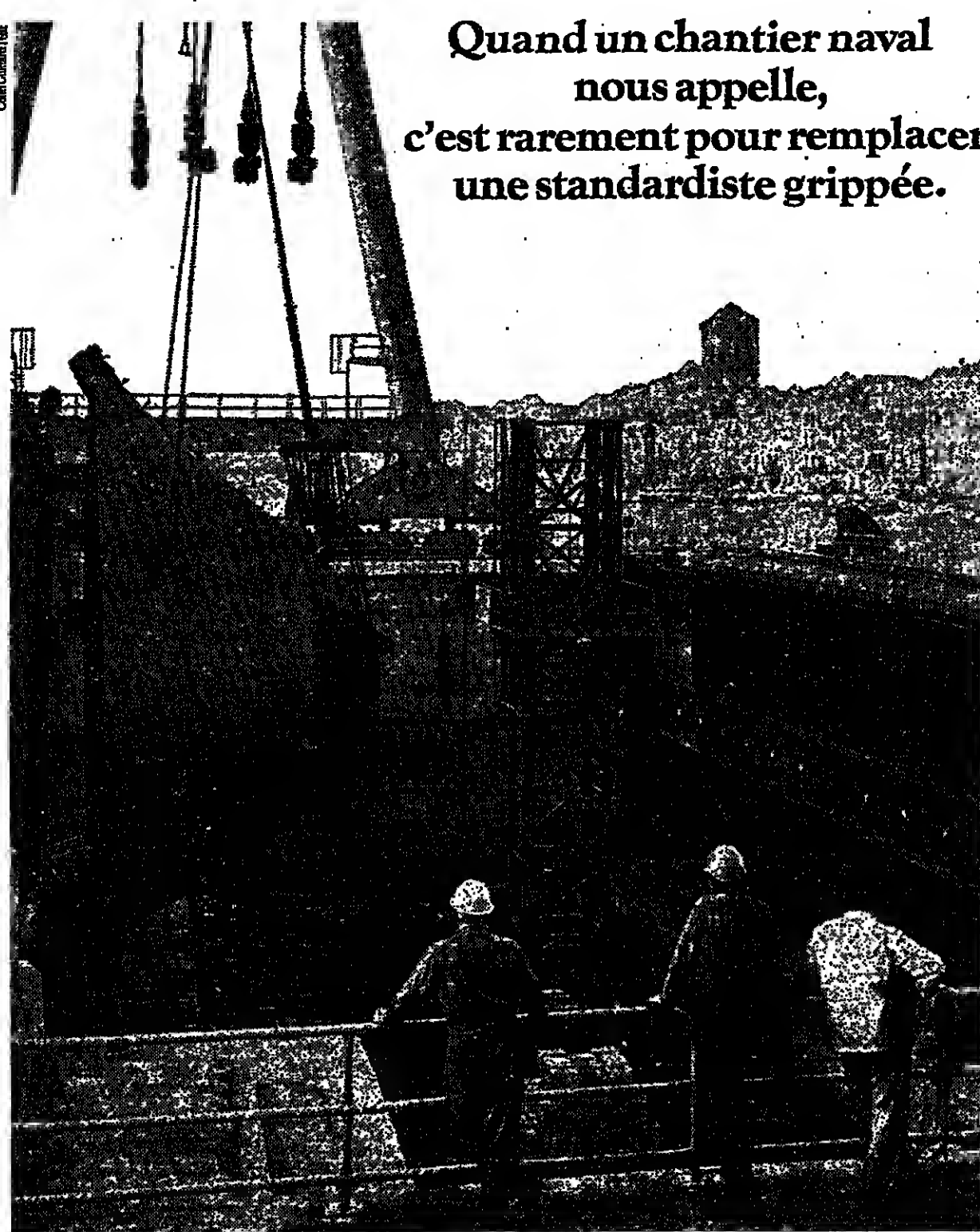
La preuve de leur dévouement paraît attestée également par le développement de l'Association sportive universitaire (ASSU) qu'ils animent et qui a vu ses effectifs doubler en

quatre ans. Si un effort légitime, puisqu'il s'agit de répondre aux intentions du ministre de l'éducation nationale, était fait dans le sens du renforcement de l'éducation physique dans le second degré, on verrait se dégrader une situation qui n'a que trop porté préjudice au mouvement sportif.

Ce faisant, on ne commettrait pas une injustice : force est de constater que l'école est un lieu idéal pour apprendre aux enfants, à tous les âges, le goût du sport. L'éducation physique et sportive y a suppléé le « gym » d'antan, et justement décrié, et les associations sportives prévues dans chaque établissement scolaire sont de nature, pour peu qu'on les y aide sérieusement, à compléter le travail fait pendant les heures réglementaires. La notion de sport pour tous y trouverait son compte autrement que par voie d'allocutions ou de séquences télévisées.

Mais ce qui retient les pouvoirs publics dans cette opération de réorientation n'est pas seulement d'ordre politique. Le ministère des finances entre pour beaucoup dans le conflit. Sans doute, parce que le caractère de rentabilité de l'éducation physique ne lui est jamais apparu, répugne-t-il à élever le budget du secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports à une proportion qui dépasserait 0,75 % de celui de l'Etat. Sans doute pense-t-il que c'est un luxe de payer pour tant de choses à la fois : l'école, les centres d'animation et les clubs. Disons simplement qu'un pays se paye les luxes qu'il veut bien se payer.

FIN



Quand un chantier naval nous appelle, c'est rarement pour remplacer une standardiste grippée.

Un jour, c'est un chantier naval qui nous confie entièrement la construction d'une gigantesque charpente métallique, puis son démontage après une interruption de trois mois.

Manpower a mené à bien cette opération en constituant, suivant un planning déterminé, une équipe nombreuse de charpentiers fer, aides-compagnons, conducteurs d'engins, etc.

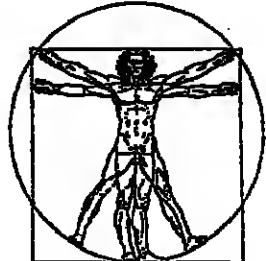
Un autre jour, une entreprise devant assurer au plus vite un contrat d'exportation de matériel ferroviaire nous demande 120 soudeurs. Une semaine plus tard, ils étaient au travail. Manpower les avait non

seulement recrutés sur toute la France, mais avait aussi réglé les problèmes d'intendance : logement, restaurant, loisirs, etc.

Où alors, c'est un magasin "grande surface" qui nous demande 110 personnes (magasiniers, manutentionnaires et agents administratifs) pour procéder en une seule nuit à l'inventaire de ses stocks.

Aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises font appel à Manpower pour nous confier des missions beaucoup plus importantes que le simple remplacement d'une secrétaire absente.

Manpower
recrute, encadre et gère
de grosses équipes
pour vos chantiers.



gement de ma part, une documentation
(e des Arts)

Une sélection

Cinéma

LANCELOT DU LAC

de Robert Bresson

Un film dur comme du granit, glacial et brûlant à la fois, d'une toute effusion est donnée et qui, pourtant, rejoint les grands mythes passionnels. Des images qui transcendent le réel pour mieux saisir dans leur vérité la rudesse et les dans mystiques du Moyen Âge. L'aboutissement des recherches esthétiques, thématiques et stylistiques de Robert Bresson. Malgré certains partis pris parfois irritants, mieux qu'un grand film, une œuvre au plein sens du terme.

KASHIMA PARADISE

de Yann Le Masson

et Bénie Deswarte

Une jeune sociologue et le meilleur cameraman français de cinéma direct partent pour le Japon filmer de qui, sur la page blanche, n'aurait pu être qu'une thèse bien documentée sur « la métamorphose des campagnes industrialisées ». Marxisés-léninistes conséquents, ils découvrent une réalité qui a aussi peu de rapports avec la Sorbonne qu'avec Jean Rouch. Devant leur caméra, les masques tombent, l'exploitation et la mort lente de la petite paysannerie chassent les fantasmes d'un Japon hiératique et familier à la fois, où survivent encore les techniques d'un atypisme n'ayant rien de « Grit » : le rituel du cadeau octroyé pour obliger et, finalement, dominer autre.

L'AMPELOPEDE

de Rachel Weinberg

Un monstre familier des forêts de Sologne devient un sujet de curiosité et

d'expérience pour technocrates et hommes d'affaires, destructeurs de la nature. Dans cette fable moderne, Rachel Weinberg, cinéaste-auteur de Pio et pic et colégram, raconte sur le mode burlesque un mal de civilisation et réinvente un folklore provincial pour exprimer ses propres hantises.

LA TERRE PROMISE

de Miguel Littin

Au début des années 30, au Chili, des chômeurs partent en commande pour la ville voisine chercher le socialisme. Ouvrage tyrique, dans la tradition des Raskins de la colère, placé sous le signe de la guerre de guérilla du « Che ». Production somptueuse en couleurs, la dernière grande œuvre terminée à la veille du coup d'Etat, témoin des contradictions de l'Unité populaire. (Prix Georges-Sadoul)

LE FANTÔME DE LA LIBERTÉ

de Luis Buñuel

Une fois de plus, Buñuel nous impose ses songes. Des songes qui ne sont qu'une autre version de la réalité, l'auteur s'amusant à décodifier les codes, à démontrer l'absurdité par l'absurde, à élever le signe des sentiments, des tabous, des censures et des rites.

LES DERNIÈRES FIANÇAILLES

de Jean-Pierre Lefebvre

Un couple de vieillards retirés à la campagne attend l'heure de la mort dans un décor stylisé. Le Québécois Jean-Pierre Lefebvre, l'auteur de Il ne faut pas mourir pour ça et de la Chambre blanche, nous donne poétiquement sa propre mort, point

d'orgue d'une vie harmonieusement construite et sanctifiée par l'union conjugale.

CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU

de Jacques Rivette

La fiction au pouvoir dans un Paris de comédie musicale... sur les traces d'une bibliothèque et d'une magicienne, aux dons très cinématographiques, dans le pays des merveilles de l'imagination.

— EXCLUSIVITÉS : Le Milieu du monde (brève rencontre en Suisse), les Guichets du Louvre (la rafle du Vel d'Hiv), la Paloma (rêve flamboyant), les Contes immoraux, Grandeur nature et les Mille et Une Nuits (érotisme au second degré).

Théâtre

DOUZE ROUGE, PAIR, MANQUE, CARRÉ, CHEVAL ET PLEIN au Biotéâtre

Une série presque silencieuse. A travers une fenêtre, le public surprend les minutages de quelques hommes qui s'amusent, jouent au casino, jouent au grenier, et se retrouvent dans un banquet tragique, après les obsèques d'un ami.

COLOMBE

de Jean Anouilh

De pièce en pièce, Anouilh jette de grandes stridences vagues, douloireuses. En 1951, « Colombe » a été créée cette année-là, son humour satirique avait encore la force de la sincérité, et il

savait déjà offrir aux acteurs des occasions de théâtre comme ils en trouvent rarement.

PHILIPPE POUCHAIN au Café d'Edgar

Un nouveau départ de la pantomime : pouchain abandonne l'imitation gestuelle, les stéréotypes, pour inventer avec le corps, mais aussi avec quelques sons adroits, des images riches, vivantes, qui donnent plusieurs faces des choses à la fois (comme le cubisme dans la peinture).

LE PÉRIL BLEU de Victor Lanoux aux Mathurins

Entre poésie et gauchisme, une fantaisie légère sur un argument grave : la naissance. Entrée dans la vie, l'audition des mots inconnus, les notes sans issue que les grandes personnes nous présentent.

Variétés

— COLUCHE, au CofCone de Paris (19 h 30 et 22 h) : Avec la force et la puissance de Fernand Raynaud, avec le geste et la grimace du mime, Coluche s'impose comme le nouveau grand comique.

— VERONIQUE HANSON, au « Musical », Olympia, 7 octobre, 21 h : Une des rares chanteuses françaises possédant le « feeling » et le « beat » des chanteuses américaines. Sans son sera accompagnée par Stephen Silla.

— MOULOUJJI, au Théâtre de la Renaissance (21 h) : Mouloudji contemporain.

Concerts

LA RENTRÉE DES DOMINICAUX

Il se disent délaissés par les pouvoirs publics ; on les croit sans cesse moribonds ; mais ils survivent et répondent tels quels à certaines demandes d'un très large public. Les concerts dominicaux de l'année 1974-1975 rassembleront donc comme les frères à ceux de 1973-1974. Gérard Denon dirigera la 1^{re} symphonie de musique russe et donnera la réplique

à Christian Ferras dans le Concerto pour violon de Tchaïkovski (Concerts Pasdeloup au Théâtre des Champs-Élysées, à 17 h 45). Pierre Dervaux et l'Orchestre des Concerts Colonne interpréteront le même jour la 5^{ème} Symphonie de Beethoven et la Symphonie fantastique de Berlioz (au Châtelet, à 18 h).

— SCHOENBERG PAR L'ENSEMBLE « KONTRAPUNKT » (suite op. 29, première symphonie de chambre, p. 9) : le 4, au Musée d'Art Moderne, à 20 h 30 : Des Viennois rendent hommage au père de l'école de Vienne.

— LE G.R.M. A LA SORBONNE : films musicaux du service de la recherche (le 4), concerts Malec-Cage, Bayle (deux programmes différents, le 7 et le 8) au Grand Amphithéâtre, à 20 h 30 : La rencontre de l'électro-acoustique et du néo-dadaïsme.

— GEORG SOLTI DIRIGE L'ORCHESTRE DE PARIS dans Salomé, de Richard Strauss, avec Grace Bumbry, Ruth Hesse, Thomas Stewart et Georg Solti au Théâtre des Champs-Élysées, le 5, à 17 h 30, et le 8, à 20 h 30 : Une

distribution spectaculaire pour un opéra chanté en oratorio.

— « UBU A L'OPERA », d'après Alfred Jarry ; musique d'Antoine Duhamel, adaptation et mise en scène de Georges Wilson. A partir du 11, au T.E.P. 20 h 30 : Sur une jauge « énigmatisme », une troupe d'acteurs explore l'expression musicale. Un « remake » d'Aragon.

— NICANOR ZABALETA joue Bach, Beethoven, Fauré, Halévy, Grandos, Albeniz, etc. Au Théâtre des Champs-Élysées, le 10, à 20 h 30 : Le virtuose de la harpe.

Musique

L'ART AU PRÉSENT à Galliera

L'an dernier, le Festival d'automne demandait à la Galerie Sonnabend d'acquiescer à Galliera un aperçu de l'art actuel. Cette année, c'est une autre galerie d'avant-garde, Daniel Templon, qui reçoit carte blanche. Vingt-trois artistes, principalement français et américains, peintres et sculpteurs, fabricants d'objets, assembleurs de mots et inventeurs d'idées, nous montrent les nouveaux matériaux de l'art du présent.

Un choix partiel et partial, comme il se doit. Éclectique aussi, car l'art d'aujourd'hui prend des apparences diverses avec Arman, Art-Language, Barre, Ben,

Burkin, Cane, Devade, Flavin, Griffin, Judd, Kelly, Kosuth, Le Gac, Martinez, Maurice, Massei, Motherwell, Noland, Olshki, Stella, Tihus-Carmel, Valensi, Venet.

KOKOSCHKA à Paris

Aquarelles, dessins et projets d'affiches d'Oskar Kokoschka au musée de la Ville de Paris. Viennois de quatre-vingt-huit ans, vivant aujourd'hui en Suisse, c'est la première manifestation dans un musée français de cette figure majeure de l'expressionnisme germanique. Il a conduit la peinture frenétique du portrait aux profondeurs de la plus pénétrante analyse psychologique. (Du 27 septembre au 17 novembre.)

CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME au Grand Palais

Il y a cent ans s'ouvrait dans l'atelier du photographe Nadar, boulevard des Capucines, la première exposition impressionniste. Pour rappeler l'événement, on a rassemblé un certain nombre de toiles, choisies parmi les plus prestigieuses, les plus proches de 1874, les plus évocatrices de la diversité des tendances et des tempéraments d'un groupe qui ne prétendit jamais à la cohérence doctrinale. Une quarantaine seulement. L'exposition n'est donc ni une rétrospective ni un essai d'analyse historique (qui reste à faire ou à compléter) — la difficulté des prêts et les prix d'assurance ne le permettent pas, — mais une évocation, une sorte de fête commé-

morative qui soutiendrait un ensemble de documents et un spectacle audio-visuel.

POUR MÉMOIRE à l'Arc 2

Berthelin, Bertrand, Boltanski, Gascon, Le Gac, Leprieux, Memory, Thémér, Thibaut : neuf artistes, neuf masques personnels. Des objets insolites, thématiques, des photos familiales, des textes, des documents, sans autre valeur qu'efféctive, récents, conservés, des peintures aussi, marquées par le jet du temps. Pour illustrer un des aspects de la création artistique d'aujourd'hui, un courant qui se nourrit de souvenirs, de temps vécu — à retrouver, — de références culturelles, littéraires surtout, du côté de chez Proust. L'exposition vient de Bordeaux, via La Rochelle.

Arts

GAUMONT COLISÉE - LE FRANÇAIS - CARAVELLE PATHE - SAINT-GERMAIN STUDIO ET VILLAGE - MONTPARNASSE PATHE
GAUMONT CONVENTION - LA FAUVETTE - GAUMONT RAMBETTA - VICTOR HUGO PATHE

VÉLIZY-TRICYCLE, ASNIÈRES - BELLE ÉPINE, THIAIS - ARTEL, NOGENT - CYRANO, VERSAILLES -
HOLLYWOOD, ENGHEN - FLANADES, SARCELLES - BUXY, VAL-D'YERRES.



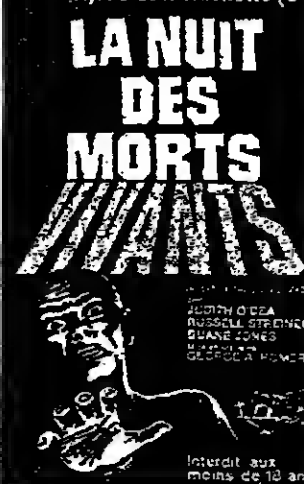
ANTONELLA LUZZI - STEPHANE AUDRAN - MARIE DUBOIS
UMBERTO ORSINI - LUDMILLA MIKAIL - CATHERINE ALLEGRET

CLAUDE NERON - JEAN-LOUP DABADIE
CLAUDE NERON - CLAUDE SAUTET
JEAN BOFFET - RALPH BARM

Seul à Paris!

au STYX V.O.

11, rue de la Huchette (5^e)



et aussi :
• CARREFOUR à Paris
• ALPHE à Argenteuil
• ARTEL à Villeneuve-St-Georges

LA PAGODE

57 bis, rue Babylon, tel. 051 12 15

Françoise Rosay
Louis Jouvet
dans

LA KERMESSE HEROÏQUE

le chef-d'œuvre de
Jacques Feyder

THEATRE DE LA RENAISSANCE

Alia Productions présente

MOULOUJJI

Location : Théâtre, Agences et par téléphone 208 18 50

CNAC, 11, rue Berryer — Paris (8^e)

CINÉMA DIFFÉRENT

du 1^{er} au 9 octobre, de 18 heures à 24 heures

50 auteurs — 90 films... (Cinéma Libre.)

Tél. : 267-46-84



allez... on se téléphone...

PREMIÈRE JEUDI 3 OCTOBRE

STUDIO DES CHAMPS ÉLYSÉES

L'EXIL

de HENRY DE MONTHERLANT

L'invité de l'Orchestre national

SERGIU CELIBIDACHE, DE DOS

Le chef d'orchestre roumain Sergiu Celibidache est depuis un an l'invité presque permanent de l'Orchestre national. Il dirige cette saison une nouvelle série de concerts, et notamment en octobre un programme Schubert-Dvorak (le concerto pour violoncelle, avec au soliste Pierre Fournier), Dutilleul, Beethoven (le 5^e concerto, avec Ar-Brahms (les 1^{er} et 3^e), puis Brahms (les 1^{er} et 3^e), enfin, le 2^e. Roussel sous Beethoven (Mitschke), Ravel et Brahms.

Lorsque Pierre Vialinsky, délégué général pour la musique dans l'ORTF, décide de faire appel à Sergiu Celibidache pour diriger l'Orchestre national, les milieux musicaux français furent surpris. Ce chef était inconnu au pays. Il est aujourd'hui également admiré et critiqué, mais personne ne conteste que l'Orchestre national ait progressé comme jamais.

Un Chinois qui devait être sage estimait qu'on ne pouvait parler musique qu'avec ceux qui ont compris le sens du monde et qu'il fallait soi-même l'avoir compris pour en parler. Une grande partie de l'humanité penserait ainsi réduite au silence.

Quand un chef d'orchestre dirige, il utilise ses mains, son corps, son visage pour se faire comprendre. Personne ne décide dans son comportement des onomatopées. Mais dès que le langage revient dans une salle de concert, la public se jette avec voracité sur des mots. Un monde pensable, dit-on, est un monde opéré. La musique court dans un vocabulaire parolisé de naissance.

Le chef d'orchestre roumain Sergiu Celibidache ressemble aux autres chefs. De dos, à entendre sa musique, on pourrait le soupçonner d'être compréhensif. Ce qui

est certain, c'est sa légende. Elle lui tient lieu de biographie : il refuse d'enregistrer des disques ; c'est un perfectionniste ; il coûte cher, il exige beaucoup de répétitions ; il travaille sans partition ; il n'a pas fait une grande carrière ; s'il était aussi génial qu'on le dit, on en aurait entendu parler depuis longtemps.

C'est un grand mystère que vous, Français, fabriquez de légendes, avec votre intelligence, votre esprit critique, vous avez occupé que s'installe la médiocratie dans votre pays. » Celibidache parle de musique. « Votre vie publique ne reflète pas les qualités du peuple. Car je ne connais pas de peuple qui ait autant de dons, mais je n'en connais pas non plus qui ait été aussi mal conduit. Il y a quelque chose de dramatique, il me semble que tout le monde attend un changement. Et rien ne se passe. En ce moment d'incertitude générale, qui peut s'intéresser à l'état musical de la France ? C'est beaucoup moins que le pétrole. »

Il dit encore : « L'ignorance en musique est ici une maladie sociale. La presse elle-même fait preuve d'un amateurisme révoltant. On ne devrait pas laisser des tribunes aussi importantes à des irresponsables. » Il faudra dans la légende de Celibidache ajouter ses tendances au mépris. On pourra dire aussi qu'il a un fils très jeune et qu'il lui consacre beaucoup de temps, qu'il ne veut plus enseigner... « Ne parlez pas de moi. Qu'est-ce que je suis ? »

Sergiu Celibidache travaille, une partition ouverte sur ses genoux. Son crayon dessine des coups d'orchestre. « L'orchestre n'est rien d'autre qu'un quatuor. » Les problèmes que doit résoudre un musicien ne sont pas d'ordre technique. Ce sont des problèmes de perception et de conscience. « Vous jouez les uns sur les autres », crie-t-il au pupitre. Il descend dans les

rangs, note des doigts, des positions. Derrière lui, les musiciens s'enlèvent de roulerades, ils deviennent bruyants. Celibidache remonte au pupitre. Il fait face, l'orchestre se tait.

Vous jouez les uns sur les autres : en d'autres termes, vous n'avez pas de conscience collective, vous ne vous entendez pas. « Tout orchestre est plus que la somme des individus. En France, il est toujours moins. »

Il faut apprendre les lois qui mettent en mouvement le son en fonction de la conscience humaine. La musique ne peut être perçue avec une conscience linéaire, un fait après l'autre. Le mouvement du son est expansion : il part de quelque chose, il s'étend et se replie sur lui-même. Ce qu'il faut développer en nous, c'est notre capacité d'établir des corrélations entre les phases de ce mouvement.

Quand Celibidache répète, il parle. Un langage empirique. Les musiciens ont un répertoire de sensations musicales acquises. Il ne peut s'exprimer différemment sous peine de n'être pas entendu. Son rêve est de faire des répétitions sans instruments. « Ce qu'on ne trouve pas dans l'étude de la technique ou dans celle de l'histoire des œuvres, il faut le chercher dans la philosophie et la phénoménologie. »

Quand Celibidache « parle musique », il joue. La musique n'a rien à faire avec les notes. Elle n'est pas la sonorité. Aussi longtemps qu'elle reste empirique, elle se confond avec la succession des perceptions. La musique transcende les sons ; elle ne s'en sert que pour les dépasser. Et s'il existe autre chose après le mouvement du son, il n'est pas définissable. Il existe et ne pourra jamais être dit. Affirmer que cette musique est belle, c'est la réduire à son niveau le plus bas. Elle est ou elle n'est pas. »

LOUIS DANDRELL

Un festival, une salle d'exclusivité

Le super-8 dans les circuits commerciaux ?

Le petit format fait son entrée parmi les grands : le super-8 tient cette semaine son premier festival officiel à Thonon-les-Bains et pénètre dans les circuits de diffusion commerciale. « Allez, on se téléphone », un long métrage de Philippe Viard, va être programmé régulièrement au Studio Jean-Cochaud, qui appartient au groupe Publicis-Parafance.

Thonon-les-Bains, sur les bords du Léman, accueille, du 3 au 11 octobre, les pionniers du super-8 : les Américains Richard Laacock, James Blue, Lenny Lipton, les Français Jean Rouch et Jean-Pierre Beauvielle. Parmi beaucoup d'autres, Thonon se veut lieu de rencontre : techniques, tendances, formats, écoles, chacun compare ses avantages et ses expériences. Dirigé par Jacques Robert, avec la collaboration du Centre national d'action audiovisuelle, le festival offrira un choix de films 8 mm, super-8 et 16, sans exclusive. Et un palmarès sera établi, avec des garanties de distribution. C'est là le fait nouveau.

Alors que nombre de tenants du super-8 s'interrogent encore sur l'utilité de diffuser commercialement ces films « hors système », Jacques Robert, soutenu par l'Association française des cinéastes d'art et d'essai (qui subventionne Thonon) a créé cette rencontre dans l'espoir qu'elle révélera de « nouveaux talents ». Un peu comme Hyères et Toulon — dont il fut naguère l'animateur.

« Le cinéma super-8, explique-t-il, permet à n'importe qui — avec un minimum d'argent — de faire un film. A Thonon, les « œuvres » présentées en compétition sont réalisées par des inconnus. C'est-à-dire qu'elles n'ont jamais été exploitées en France. C'est un festival « ouvert ».

Pensant qu'il est utile de faire connaître ces films à Paris, de façon normale, Jacques Robert a passé un accord avec la direction du cinéma Le Marais (dont il est le programmeur) afin d'assurer dans l'année la sortie de tous les films sélectionnés pour Thonon. « Il est indispensable, dit-il, que ce festival ne soit pas un cercueil. D'autre part, le Marais, qui est une « petite ville » laboratoire », possède maintenant un projecteur spécial qui permet la diffusion des films en 8 mm. Mais le ne croit pas du tout à l'utilisation du cinéma super-8 en circuit commercial. Ce type de projection demande un travail particulier. Il y a des impossibilités techniques. Les copies de films s'usent. Et en France, les salles ne sont pas équipées. »

Moins prudents, ou plus sensibles à la mode, et à l'engouement de certains jeunes pour le super-8, les animateurs de Publicis-Parafance, franchissent le pas : ils présentent Allez, on se téléphone, film d'auteur de Philippe Viard, à raison de

cinq séances par jour, au prix « normal » de 12 F.

« Ce film a coûté 60 000 F, explique un assistant d'Alain Sirtzki (responsable de Parafance Films). Il a été tourné en quatre semaines. Les producteurs y gagnent. Le coût total de cette opération est d'environ 150 000 F. Pour le prix d'un film en 35 mm, dix réalisateurs peuvent en tourner en super-8. »

Le super-8 produit nouveau ? A ce jour, aucun circuit commercial ne s'est emparé de l'« affaire ». Il est vrai que la technique n'a pas suivi l'évolution du super-8. Mais le passé de trois copies du film de Philippe Viard, et je suis sûr de ne pas avoir de difficultés. Nous en assurerons la sortie commerciale à Paris, puis éventuellement en province. Il suffit d'installer des cabines dans les deux cents salles qui nous appartiennent. »

Nous essayons de commercialiser ce système, même si, pour l'instant, nous en sommes encore au stade de l'artisanat. Mais on gagne sur le matériel, le pellicule, le développement, sur le prix de location des studios et de l'auditorium. »

Découvrir de jeunes réalisateurs, oui, mais surtout produire plus pour le moins cher possible. Une opération rentable, semble-t-il.

Ainsi, le groupe Action super-8 (Jérôme Diamant-Berger et Dimitri Davidenko), qui a organisé en décembre 1973 le premier Festival français du super-8, prépare trois manifestations. Il présente au Studio Olympique, du 5 au 18 novembre, son deuxième festival. Puis, du 19 au 30 décembre, il organise à l'Espace Cardin le premier rendez-vous international du super-8 et de la télédiffusion (1). A l'occasion de cette rencontre, à laquelle participeront toutes les télévisions par câble, aura lieu la première session des États généraux de l'audiovisuel film (EGAL). Une plate-forme d'information, où vont se retrouver « tous ceux qui cherchent à diversifier les sources de diffusion ». Ensuite, du 25 janvier au 10 février, tous ces films vus à Paris seront projetés à New-York lors du premier Festival mondial de super-8 et de vidéo. Jérôme Diamant-Berger et Dimitri Davidenko refusent la dépendance et cherchent d'abord à ce que le super-8 soit réellement un moyen d'échange personnel qui permette l'animation locale. « Le phénomène super-8 n'est intéressant, disent-ils, que s'il y a autoproducteur, puis autodiffusion. Il faut devenir producteur, distributeur, et exploiter, afin d'assurer une autogestion et trouver une homogénéité. » A partir de février, le premier centre technique et d'accueil international sera créé dans un local cédé par Frédéric Mitterrand, le propriétaire des salles Olympique.

M.-F. L.

André Engel met en scène des questions angoissantes sur Trotsky

Le Théâtre Mécanique s'installe dans un ancien théâtre, le Mouge-Palace, et y accueille jusqu'au 9 octobre Trotsky à Cayoacán, de Hartmut Lange. A nouvelle salle nouvel auteur : c'est la première fois que Lange est joué en France. Hartmut Lange est né en 1937 dans l'actuelle R.D.A. Il milite dans les Jeunesses communistes et devient dramaturge au Deutsches Theater en 1963 ; sa première pièce n'est pas jouée. En 1966, il passe en Allemagne de l'Ouest et se fait pendant trois ans. Ensuite, il écrit une série de pièces qui tournent autour de deux thèmes : le déclin de l'idéologie dominante et l'histoire du parti communiste de l'Union soviétique. Il présente son travail comme une tentative pour « révéler deux consciences sociales : d'une part, la politique culturelle stalinienne ; d'autre part, l'existentialisme bourgeois. Et il place Trotsky à Cayoacán, dans la perspective de ce qu'il appelle « le chant du cygne du marxisme classique ».

C'est André Engel qui met en scène Trotsky à Cayoacán au Mouge-Palace, dans l'adaptation de Sylvie Müller et Jean Jourdeuil. Dominique Muller assure la dramaturgie. Tous se connaissent ; ils appartiennent à la compagnie Vincent-Jourdeuil. André Engel a collaboré à la mise en scène de la Jungle des villes ; il a participé, tant que comédien et dramaturge à la seconde version de la Noce chez les petits-pouspous ; il a joué les Don Juan et Fédor, de Gorboune, en cassant le troisième concubinage du texte, et le traduisant dans le langage du burlesque et de l'ironie.

« La mise en scène de Trotsky à Cayoacán ne refusait pas l'ironie, bien au contraire, mais ce n'est pas elle qui donnera le ton, et le ton, sera certainement dur, amer, dit-il. Si le marxisme est la raison pratique de l'histoire dans l'histoire, alors, aussi Staline, c'est l'irrationnel qui s'empare de l'histoire, le dialectique qui s'effondre, la vérité qui se transforme en mensonge. Mensonge qui, par raison d'Etat, devient valeur absolue parce que la démocratie devient une partie jouée. »

« La question que pose Lange est celle-ci : « Trotsky représentait-il une alternative réelle face au stalinisme et au nazisme ? » Il ne montre pas Trotsky en action sur le front rouge, mais là, à Cayoacán, enfermé dans une maison cernée par un univers dangereux, inquiet, Enfermé avec des personnes subissant les pressions extérieures, ne participant plus à l'action. Ils sont réunis, ils débattent et se débattent. »

« Trotsky, isolé à Cayoacán, comme l'irrationnel qui s'empare de l'histoire, Trotsky, comme un manque de pratique politique en affirmant avec force sa foi dans la raison, sa foi dans la classe ouvrière. Parce que la situation est désespérée, elle est désespérée et le désespoir est entré en nous. »

« Le texte possède une qualité importante : il représente une tentative pour garder politiquement de l'histoire. Depuis les Grecs et les Latins, depuis Shakespeare, on n'a écrit plus d'histoire. De plus, il offre un spectacle susceptible d'être traité de diverses manières, tout aussi efficaces. Il peut

contenir une dimension tragique, et je la mets en avant. »

« Nous voulons rompre avec le travail brechtien qui a été le nôtre jusqu'ici. Nous ne mettons pas l'accent sur la fable, la démonstration. Nous essayons d'établir une psychologie de situation, de fouler la vérité humaine des personnages, leur épaisseur. La question, pour les comédiens, est de trouver comment les prendre en charge sans avoir peur de « jouer », de jouer les sentiments. Nous faisons un certain travail sur la naturalité. Non pas dans le domaine décoratif, et d'ailleurs nous n'en avons pas les moyens, mais dans celui de l'expression dramatique. Nous cherchons une base de jeu naturaliste, détonnée, déséquilibrée par des données hétérogènes qui interviennent comme éléments critiques. »

La mise en scène de Trotsky à Cayoacán représente une étape dans l'itinéraire personnel d'André Engel. Lange pose des questions angoissantes avec un cynisme anglois. L'intention d'Engel est de provoquer la malaise.

« Il faut provoquer le malaise, dit-il, même si le malaise à toutes les chances de se rétablir spontanément contre celui qui arrive violemment les spectateurs à leur insu, c'est-à-dire à leur sommeil. »

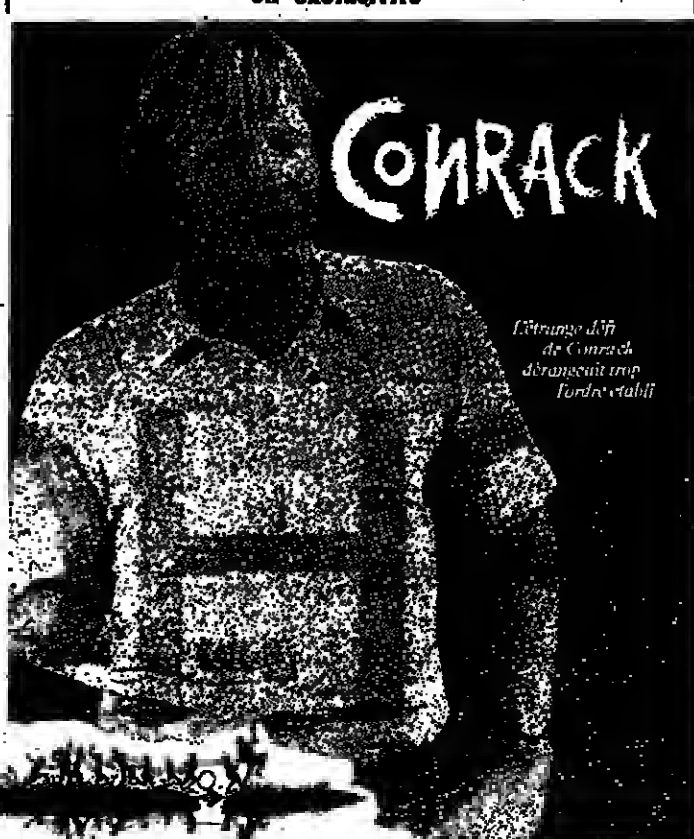
Ce qui signifie que le spectacle risque de déclencher des débats, des attaques, des réponses passionnées.

COLETTE GODARD.

« Au Mouge-Palace (Théâtre Mécanique) à partir du 9. »

ACTION CHRISTINE

4, RUE CHRISTINE - PARIS (6^e) - 325-85-78 en exclusivité



A cette occasion, journées Martin RITT, les 2 et 3 octobre, à l'Action LA FAYETTE, 9, rue Buffault, TRU. 80-50 - 7 Films

THEATRE MONTPARNASSE

LAUSCHWITZ
ANNIE GIRARDOT



le milieu du monde

un film de ALAIN TANNER
...le chef-d'œuvre de cette semaine Réino Forleni (R.T.L.)

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

FRAGS (Crapauds)

Film de Georges DE COWAN (V.O.) avec Ray MILLAND

Elysees Point Show (Tél. 225.67.29)
Séances à 20 et 22 h.

A DIFFERENT

se téléphone

EXIL DE MONTHERLÉ

Concerts

CHANTS
ARMÉNIENS

Vieille terre où la musique est née il y a près de quatre mille cinq cents ans et n'a cessé de s'affiner au contact des cultures asiatiques et européennes. L'Arménie est un pays de musiciens et de mélomanes d'une sensibilité particulière. Il n'est donc pas étonnant que la musique soit un lieu de rencontre privilégié pour les Arméniens de Paris. Depuis trois ans la Quatra (association d'action artistique arménienne, 3, square Claude-Debussy, Paris-17^e) a organisé au musée Guimet vingt-sept concerts gratuits, où ont été données vingt-quatre premières auditions de compositeurs arméniens.

Le premier concert de la saison, vendredi dernier, a permis d'apprécier, dans des œuvres d'Aibloni, de Vivaldi et de Bach, le jeune ensemble de la Quatra, au lyrisme plein de verve, de sel et d'entrain, sous la direction vigoureuse de Cyril Djedrich, ainsi que le violoniste iranien Heratch Manoukian, dont la sonorité ample et sombre navigue parfois malheureusement aux limites de la justesse.

J. L.

Exposition

RÉTROSPECTIVE
J.-M. SERREAU
AU THÉÂTRE
D'ORSAY

« Le metteur en scène reste un intermédiaire empirique qui met en œuvre et transforme en événements les idées du poète. » Et peu de metteurs en scène découvrent autant de poètes que Jean-Marie Serreau, mort l'an dernier.

Chez Jean-Louis Barrault et Madeleine Renaud, une trentaine de panneaux avec photos et commentaires retracent son itinéraire, ses rencontres et ses créations. Présentation en noir et blanc, un peu ternie et froide, pour ceux qui ne connaissent pas Jean-Marie Serreau, mais qui permet de suivre fidèlement son évolution, des théâtres d'art et d'essai de la rive gauche aux expéditions du « globe-theater » à la Martinique, au Canada, à Venise, Baalbeck, Alger, Salambour, Milan, Dakar.

Nous le voyons en compagnie de « ses auteurs » : Vian, Brecht, Beckett, Ionesco, Genet, en compagnie de ses acteurs et actrices, Toto Bissainthe et Danièle Vanderheyck dans le rôle des « bonnes », moines de Genet, qui racontaient la détresse du tiers-monde. Il aimait être

EN
BREF

le compagnon et le porte-parole fraternel, car « toute culture qui ne se méprise pas est vouée à la lettre morte ». C'est ainsi que plusieurs photos le présentent en train de monter *Arctique* pour un Occident chrétien, du Halibut René Despreux. Les autres redoublent de férocité, de l'Algérien Kateb Yacine, et la Tragédie du roi Christophe, du Martiniquais Aimé Césaire.

Ces panneaux trop bien alignés illustrent une quête incessante que résume cette phrase de Jean-Marie Serreau : « Il y a du nouveau à trouver, ou plutôt à chercher, que ce soit dans le monde capitaliste ou socialiste : la place réelle du poète. »

Musique

L'ORCHESTRE
DE PARIS RÉPOND
À L'INTERVIEW
DE GEORG SOLTI

À la suite de l'interview de Georg Solti parue dans la revue *Harmonie* (le Monde du 12 septembre), le comité d'entreprise de l'Orchestre de Paris déclare, notamment, dans une lettre à cette revue :

« Nous aurions voulu travailler plus souvent et d'une manière moins décousue avec maître Solti, et c'est pourquoi nous déplorons qu'il n'ait pu ou

eu le temps de le faire. »

Théâtre

« BAAL »

UNE JEUNE
TROUPE POUR
LE JEUNE BRECHT

Le Chantier-Théâtre, dirigé par François Joxe, présente, à partir du 4 octobre, au Théâtre de la Plaine, Baal, la première pièce de Brecht. François Joxe la définit comme une pièce « romantique, exaltée, nihiliste ». C'est l'histoire d'un individu-lutte forcené, de son impossibilité à vivre, à nier les contradictions sociales, à s'échapper, c'est l'histoire de sa déchéance. « Et, ajoute François Joxe, c'est un grand thème contemporain, éternel. »

« Baal est une œuvre délibérément poétique, très lourde à monter. Il y a vingt-cinq comédiens, mais j'aime les distributions nombreuses et j'aime la difficulté. Pour la mise en scène, je ne prends aucune position par rapport à Brecht. Ma position est de ne pas en avoir. Je ne tiens pas compte de ses écrits théoriques, qui sont ultérieurs. Pour moi, dans Baal se retrouve surtout l'influence de Rimbaud, et la pièce évoque autant le Claudel de Tête d'Or que le Brecht de la maturité. Alors que toutes ses autres œuvres ont un caractère essentiellement moral, celle-ci est dominée par une angoisse métaphysique. »

« Nous essayons de la jouer le plus « vrai » possible, c'est-à-dire que je m'appuie sur la personnalité des comédiens pour tirer les personnages à eux. Mais toutes ces paroles sont bien théoriques. En fait, je choisis les acteurs, non pas en fonction de leur habileté, mais de leur personnalité, de la manière dont elles se confrontent, dont elles se conjuguent. On met beaucoup de temps à se choisir. L'essentiel est de former une équipe à toute épreuve. »

François Joxe a travaillé au Théâtre du Soleil et voudrait retrouver la même communauté d'esprit, la même unité. Il a une subvention de 40 000 F, et il veut nier la pauvreté : « On monte Baal comme si on en avait les moyens. J'aurais 100 millions, la mise en scène ne serait pas différente. C'est une question de courage et d'ingénierie. On parcourt la France pour se faire donner les costumes, on répète pendant des mois, avec comme seul espoir les recettes que l'on va se partager. C'est une question de confiance. »

C. G.

Villes

LES

« QUATRE SAISONS »
DE CHICAGO

Chicago a inauguré la grande mosaïque murale de Mark Chagall qui décorera une des rares places de la ville. C'est une œuvre monumentale qu'un mécène et le peintre dédient au « peuple de Chicago ». Une manifestation solennelle, suivie d'un concert de Beethoven, ont marqué cette première du peintre dans la grande cité du Middle-West.

Le mur de Chagall porte le titre d'un morceau de musique : les *Quatre Saisons*. Ce sont les quatre saisons de la couleur. Le peintre est joué comme un musicien, car pour lui, la couleur, c'est de la musique, toujours saturée d'étranges sonorités joyeuses et plaintives à la fois. Cette fois, l'instrument du peintre est la pierre taillée au sol. Elle est recouverte de mosaïque transparente faite de petits carrés baroques mis bout à bout pour déployer un grand « tissu » de couleurs recouvrant les quatre côtés d'un mur de 21 mètres de long et 5 de haut. Des rouges de toutes les nuances, des bleus et des verts chagalliens qui s'épousent et se repoussent.

Cette mosaïque est la troisième œuvre monumentale que s'offre Chicago pour « humaniser » l'espace devant ses grands bâtiments neutres. C'est Picasso qui en avait inauguré la série. Il y a sept ans avec une sculpture à tête de cheval, sorte d'hippocampe royal et grotesque agrandi à l'échelle monumentale pour répondre ironiquement au Federal et au Civic Center, tout proches. Puis c'était le tour de Calder avec un énorme stable cambré, planté parmi les architectures carrées comme un brontosaure du pliocène. Le mur de Chagall, lui, ne fait peur à personne. Il est là pour mettre en joie des passants dont les pas seront dorénavant accompagnés, en toutes saisons, par la « petite musique » du peintre-enfant.

J. M.

Studiode LA HARPE 13 rue St-Séverin ODE 34-83

le nouveau film de RENÉ VAUTIER

LA FOLLE DE TOUJARE

ou comment on devient un ennemi de l'intérieur

UN FILM
MILITANT
MAIS
QUI GARDE
LA TÊTE FROIDE

STUDIO ALPHA / 25, rue de la Harpe

KASHIMA
PARADISE

de YANN LE MASSON et BENIE DESWARTE

CHAQUE JOUR,

SEANCE DE 22 H

EN PRESENCE DES AUTEURS

PROJECTION SUIVIE D'UN DEBAT

LE MARAIS

HUSSENOT
THORENTL'ESCADRON
VOLAPUKCouture de René GILSON
COULEURS CHATAGNÉES

STAGE

avec Bob WILSON

« le Regard du sourd »

12 et 13 octobre - Initiation

au théâtre d'avant-garde

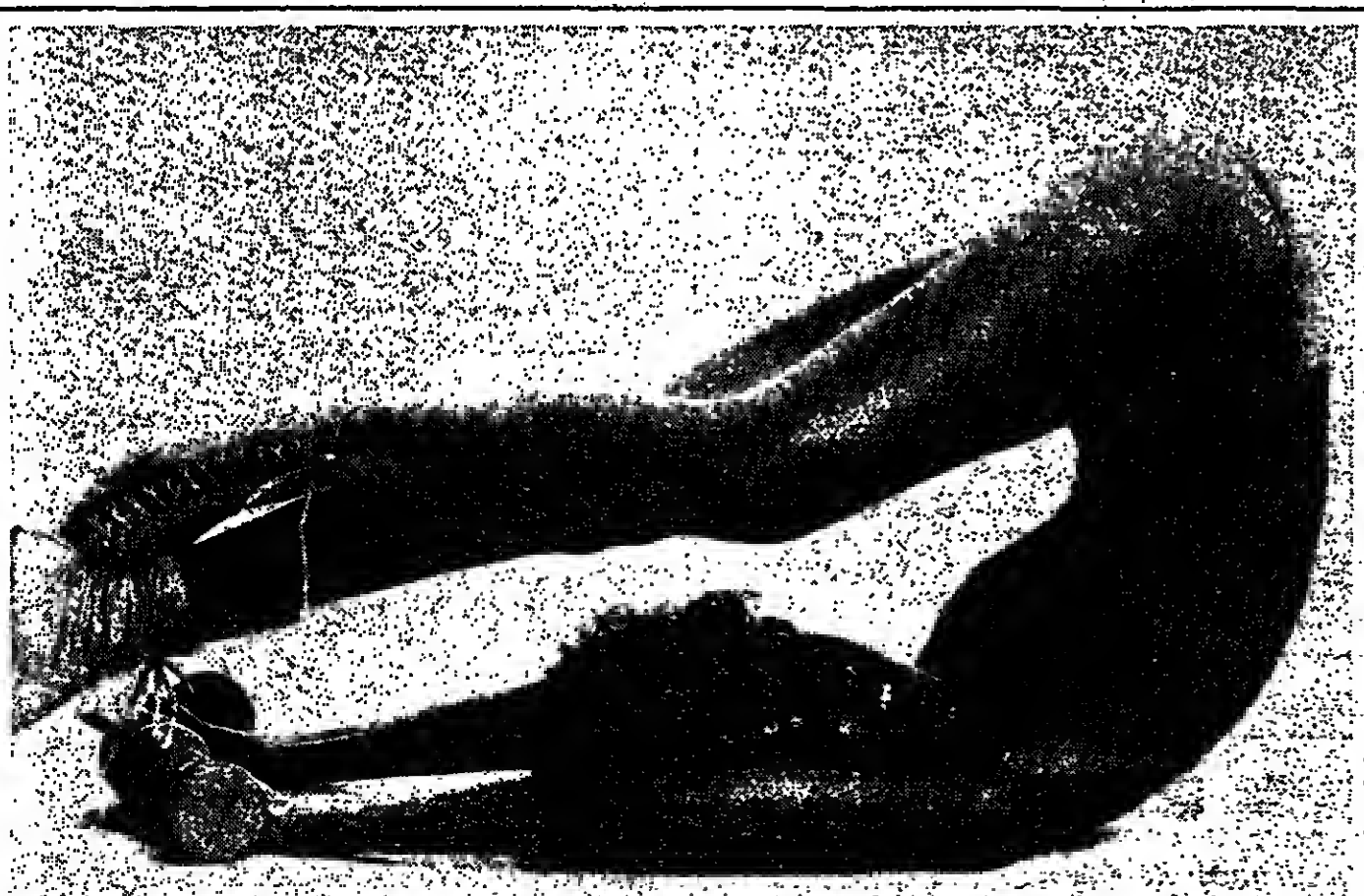
Danse, expression corporelle,

improvisation - Ouvert à tous

Séminaire : Centre ARIANA

58, rue Notre-Dame-de-Lorette

75009 Paris, 01-45-84-14 (14 à 19 h).



PHOTO

Le plus grand magazine européen de l'image,

qui publie un numéro spécial PHOTOKINA de 148 pages, est une source

précieuse d'information. Il montre et explique les plus belles images des meilleurs photographes

contemporains. Il met les professionnels au service des amateurs.

GAL. CLAUDE JORY

222, Fr-Saint-Honoré, Paris-8^e

01-42-42

A. HUBERT

JACQUES MASSOL

12, rue La Boétie - Paris

TAKAO MATSUMOTO

3 au 19 octobre 1974

BRUNO MARTIN-CAILLE

34, Fr-Saint-Honoré (8^e) - 01-42-42

AMEGLIO

(1897 - 1970)

1^{er} - 22 octobre

COLETTE DUBOIS

352, rue Saint-Honoré (1^{er}) - 01-42-42

Pierre Palué

1^{er} - 19 octobre

GALERIE ARIEL

140, bd Haussmann (8^e) - 01-42-42

DESTARAC

« Cartes peintes »

25 septembre - 12 octobre

Centre
Culturel
Suédois
11, r. Feytaud
Paris-8^ePEINTRES NAIFS
SUÉDOIS

de 1850 à nos jours

Tous les jours, de 14 h. à 18 h.

jusqu'en 11 novembre

GAL. DES 4 MOUVEMENTS

40, r. de l'Université - 01-45-85-93

MATTIA

Peintures égyptiennes

1937 - 1959

Françoise Tournié

10, r. du Bot-de-Nicelle-4^e - 01-42-13-12ASPECTS
DU
SURREALISME

6-29 octobre

MONTANIER

Musée des Beaux-Arts

LE HAVRE

Du 25 sept. au 28 oct.

Expositions d'arrière-saison dans le quadrilatère de l'Italie du Nord

Par
ANDRÉ
CHASTEL

La tendance à invaser les perspectives, à explorer les zones méprisées, à redécouvrir les artistes de second ou de troisième rang, à remettre en évidence ce qui avait été dévalorisés par le goût « moderne », n'est pas une nouveauté en Italie ou en France. Les expositions revêtent ainsi un double caractère de découverte d'œuvres et de réhabilitation d'artistes. C'est comme cela. Les bénéfices sont, naturellement, les peintres de l'âge académique par excellence qui est le dix-neuvième siècle, et ceux de l'âge qui a cru en hériter légitimement, le dix-neuvième. Un tableau des rétrospectives ou des panoramas historiques présentés dans les galeries publiques ou privées d'Europe, serait révélateur de ces nouvelles curiosités que stimulent à la fois l'intérêt légitime mais « pervers » (au sens britannique) pour les manières d'un tout genre, le besoin naturel de tout explorer et l'incitation du marché. Il n'y a plus de périodes creuses : les victimes du changement de goût qui avait fait préférer les « primitifs » aux peintres trop savants, les modernes purs, eux artistes de l'école, reparaissent et sont — avec ou sans réserves — offerts à

Le mouvement prend toutefois en Italie comme en France, mais plus nettement encore qu'en France, un double caractère. Et d'abord il bénéficie de l'ardeur de la conscience régionale, de l'éurole du terroir.

A Vérone, un travail considérable a été accompli pour dégager du purgatoire tiède de l'histoire une demi-douzaine de peintres actifs autour de 1600, dont le souvenir n'avait jamais été perdu sur place, dans une sorte de protestation locale contre le prestige trop exalté des Vénitiens.

De même à Mantoue, sous le titre un peu trompeur de Trésors d'art de la ville de Mantoue, ce sont les pièces les plus nobles d'architecture et de sculpture des églises de la province qui sont regroupées dans le «château et commentées avec l'attachement qu'on peut avoir pour des objets familiers. A Bergame, c'est au peintre romantique et sentimental du milieu du siècle dernier, Carmovali, attribué du surnom attendrissant du «Picolo» (le Petit-Père), que la foule des dimanches é voltait à travers la vieille ville va rendre visite, comme à un parent sympathique et aimé.

L'autre trait, que tous les voyageurs d'Italie connaissent bien, est l'habileté des organisateurs à tirer parti des édifices anciens. A Vérone, l'histoire nous apprend que, pendant la Guerre, devant les aérons, retenu pour le commodité de l'immense foule, on avait installé un musée en un parcours gradué. A Mantoue, c'est au-delà de l'extradordinaire cour à torades de la Cavalerizza que les salles du palais-labyrinthe ont été utilisées avec leurs retours et leurs profondeurs de stuc pour l'exposition l'art sacré ancien. Dans les deux cas, le « style » général de l'exposition était celui de la « mode » des années cinquante, avec ses supports et comme fond; les grands tableaux d'autel de Mantoue, décadents, raïsèrent comme nus sur ces panneaux non élaborés, les sculptures et les reliquaires mantouans sont valorisés par le contraste. A Bergame, au cœur de la cittadella, l'intérieur du merveilleux Palazzo delle Regioni, l'ancien palais de son fong coquet, a été découpé avec assaisse à l'aide des panneaux et des motifs de la tréteaux les plus riches, ce catalogue élaboré, solide et complet, celui de Vérone étant le plus novateur.



Marcantonio Berretti : « le Serment d'airain »

Verone 1600

VÉRONE possède un charme propre à il n'y a pas ce que l'italien dit "charme". La situation n'y démontre pourtant pas la continuité et la force soutenus des grands centres voisins. Entre Lombardie et Vénétie règne une sorte d'intermédiaire curieuse, et facile, véritable "quasi-marche" de la culture aristocratique, avec ses autres pointes à la fois plus élevées et plus basses : les influences étrangères, les singularités sont multiples. On se surprendrait impression que le département de Bassano del Grappa, qui prendra le nom de "Veronese" en 1962, soit issu de celui de Ligurie, par exemple, ou de la ville de l'Adige) au lieu d'être mille années choisies entre les deux.

En 1807, Napoléon a fait de Vérone capitale de la XVII^e région. Il semblait probable que ne pas réduire les grandes villes dites "barbares" s'était abondamment les sénateurs.

Une vaste exploration a été conduite en 1966 du côté sud-est du village, sous la direction de M. L. Magnagoli (1). L'histoire du monument à parler. On a peu à peu redécouvert un milieu informel, que domine une « Accademia Filarmónica » capable de soutenir un peintre comme Melchior Bossesort autant que les musiciens, les Brusseaux avec ses compositions orchestrales, ses chorales, ses ballets, ses opéras, ses spectacles, ses films, ses peintures qui s'exprime affirmativement grâce à l'exposition. On a observé la multiplication des ordres religieux à Véronne, et donc des commandes massives de peinture sur bois. Vers 1580, puis vers 1615-1620, la plus remarquable étant les trois « pale » (tableaux d'autel) pour l'église de Saint-Sébastien, par les trois artistes, dont le second mourut et doit maintenant rester républicain : Bossesort, autour des *Cinq églises partys*, avec l'effet bizarre et frappant des mètres d'arcade peints aux brèches d'or et aux notes bleues : P. Ottino, dont le *Massacre des innocents*, aux *Sept heures*, et le *Christ mort*, sur effigie à un saut quelle résonance prépondérante : Turchi enfin avec la toile des

Quarante martyrs, encombrée de corps
sunnites et de trans d'ombre.

Rien ne montre mieux que ces œuvres, qu'ils comment la peinture s'est enrichie, alors aux agréments du XVI^e siècle finissant. Tout est plus trouble et plus fort. Autour de ces maîtres ouvrages, beaucoup d'autres ont été regroupés. Les carreaux se sont redressés. Et finalement une campagne intense de restauration a permis de présenter un ensemble cohérent d'avant, d'après, d'imitation dans son antipathie et dans son équilibre. Car il s'agit bien d'une rhétorique religieuse, concentrant chaque thème sur une situation parlante : une torpide nuit, une figure qui monte, un emmêlement de gestes. Pas de paysages, des actions vénémeuses, des étreintes et du terre. Ces peintres ont cherché appel et côté, les Lombards ont cherché l'écoulement, les romains c'est à Rome que les Lombards exercent maintenant leur maîtrise et qu'il fallait aller interroger les nouveautés du théocisme, et on n'est pas surpris d'apprendre que le trio de Santo Stefano se trouvait précisément à Rome, auprès de Saraceni, héraut plus ou moins légitime du Canavese. Peut-être, un de leurs collègues, Pietro Bernardi, presque un inconnu, qui s'insurge faiblement de la disposition des figures, des attitudes pathétiques, les vases d'argent, les

En tout cas, pour tous ces Vénéziens et les comparses mineurs qu'il faut leur adjoindre, la fluidité du discours est ce qui importe. Aussi ont-ils laissé d'intéressants dessins, dont la vivacité et la fermeté ajoutent un élément convaincant de plus à la réunion.

Un petit romantique bergamasque

La révision du dix-neuvième siècle porte avant tout sur l'art de tradition. En France et dans les autres pays. Le cas de l'Italie est à part, car c'est la première fois depuis cinq siècles qu'elle n'a plus le foyer direct ou indirect des

grands styles. Une figure très touchante, celle du Puccio, né près de Luzzino (Bergame) en 1804, mort, noyé à soixante-dix ans, illustre les faiblesses et les velléités du romantisme méridional, à partir d'un incontestable talent qui a fait de lui, comme de tant d'autres enfants du Sud, une sorte d'enfant prodige, mais s'est peu à peu usé dans la timidité de l'imagination et le repliement provincial : il s'est fini très tôt, dans la misère.

L'exposition de Bergame (2), bien préparée, montre d'abord la force du portraitiste dans la bonne tradition de Fra Galgario : le portrait de la comtesse Spini (vers 1940) est précis et féroce au possible, d'autres plus tendres à mesure que la palette s'éclaircit dans les gris. Il était évidemment né pour ce travail artisanal. Mais il y a ce que révélient les autoportraits, où l'on suit, comme dans le *Journal d'Anki*, l'obsession de son destin marqué dans un ohinement finalement douloureux et bizarre. Il ne compte pas le succès mais fut aliné d'un complot.

Son tourment est la grande composition. Il travaille, comme s'il était Titien, à faire un grand d'autel : une fois sur le thème de Vermeer, il peint l'Église d'Alassio — qu'il vivait en 1869... et en même temps à une Vierge et à une Mort de Virgile ; le même mouvement en S, accablée par les remous des vêtements, s'impose chaque fois, cet élan puissant, mais les corps sont étirés dans une sorte de langage baroque mais sourd, caractéristique du style d'*Alessandro*, le souvenir de Corrége y flotte plus que l'exemple des Venitiens, et on se parfois l'impression d'un tardif Jean de Flandre qui n'aurait pas osé. Quelques petits thèmes érotiques reviennent en effet avec insistance comme pour confirmer l'importance des sujets que traite littéralement le maître ferrarois.

Ligne, les traits : beaux et précis, ils

croient aussi des lignes d'effort peu concipables. Il fit, en 1831 un voyage géochronologique à Rome : qu'allait-il interroger là-bas ? Plombé Raphaël qu'on ne trouve, comme je le prouve trop de figures d'expression x. En 1845, il partit à pied : oui, à pied, avec un ami.

pour Paris ; il semble avoir alors découvert Delacroix : un petit frémissement de plus, une certaine animation de la couleur, après cette date, le donnent à penser. Mais il est vraiment difficile de poursuivre sérieusement, comme on l'a fait parfois en Italie, le parallèle et de faire du « petit a, qui aurait pu peut-être être un véritable portrait à la Courbet, un écho italien du maître de Sardanapale et des Odalisques.

A Mantoue :
l'art sacré ancien

Il n'y a guère plus d'un siècle (1866) que Mantoux est entré définitivement dans le royaume d'histoire. Il avait gardé, sous la domination babylonico-égyptienne, qui ne l'épargne guère, une sorte d'identité, et ce n'est pas un enfantillage que de l'appeler la terre des Gnomes, comme le fait l'exposition d'art sacré qui vient de s'ouvrir dans le château célèbre, si vaste et si étrangement distribué. Il reste que précisément les trésors du palais n'ont pas résisté aux malheurs de la tyrannie : c'est à la suite des ventes fameuses et des pillages du dix-septième siècle que le Louvre, à sa décadence, des peintures, des bronzes, des bijoux, des objets d'art, des

Ce serait un travail fastidieux et même insupportable que de réinventer méthodiquement les collections de la maison, dix-huitième siècle au début du dix-neuvième siècle, ou elle fut brisée. L'exposition (3) est tout simplement un rassemblement des orfèvres et des objets liturgiques du diocèse, excellent exemple de ces opérations « grenier », qui s'appliquent tel aux sacristies et aux nefs; un extrait, nettoie, valorise des pièces anciennes, souvent prélorées, chargées d'histoire, pour qui l'imagination des fidèles et du clergé est encore plus troublante que l'appât des « brigands ».

Il y a une belle vitrine et symphonique présentation d'édifices, reliques, des plats, calices, statues, chandeliers, reliquaires de la province. On commence par la basilique ducale de Santa-Barbara et on arrive aux tables de village le

long du Po. Le catalogue prend ainsi un caractère d'inventaire, et chaque visiteur, selon ses préoccupations, ses souvenirs, trouve son intérêt. Quelques pièces hors pair, comme la reliquaire de la sainte Croix, creusée en cristal de roche et argent doré à l'intérieur des petites pièces de bois sont tenues par des plaques d'émail cloisonné byzantines), et l'urne fastueuse, en ébène, quartz et argent, du précieux Sang, sous deux ouvrages du seizième siècle, qui attestent l'étonnante importance du culte des reliques dans cette région. Une disposition thématique aurait pu montrer les développements profonds de cette dévotion au sang du Christ, particulièrement chère aux Gonaugues.

Le visiteur français est naturellement attiré par la Vierge gothique en argent de la cathédrale, donnée par le prince à celle-ci en 1597 : elle offre une analogie frappante dans l'inflexion et dans les plis avec la Vierge de Jeanne d'Evreux au Louvre. Le gothique manoussien est favorable aux formes robustes et solides, sensibles dans les tables et secrétaires de noyer, les pieds des calices, etc. Parmi les curiosités, une chaise du XVIII^e siècle, dite de la reine, est d'une exécution si délicate que le chancelier et des éléments du fameux décor d'armures de l'église Sainte-Marie-des-Grâces, représentant de la plaine, qui est devenue une sorte de musée Grévin.

De la région d'Asola, sont venues des scènes du bois, appartenant à des groupes pathétiques de *Deposition*, courants en France vers 1500, et plutôt dérivés, ici, de Niccolò dell'Arca. De Pégase de Modène, on a tiré la grande toile importante et discutée de l'« Apparition du Christ ressuscité à Marie » (1587), où le récent nettoyage permet d'apprécier la part du Titien.

(1) Cinquante ans de peinture veroneses : 1850-1890, peintures et dessins, 210 numéros, catalogue sous la direction de L. Magnagnoto, Palais de la Gran Guardia (jusqu'au 4 novembre).

(2) Il Piccolo, 148 numéros, introduction de Marco Valsecchi, catalogue F. Bossi et B. Lorenzelli (jusqu'au 10 novembre).

(3) L'Arte e la Scienza, 190 numéros, 304 numéros, introduction par C. Franzini, sessa di L. Bosio, G. Guidotti, etc. (jusqu'au 15 novembre).

Galerie
ENTREMONDE
80, rue Mazarine, PARIS (6^e)
TEL. : 033-90-94

LYDIE CHANTRELL

Œuvres récentes

Du 17 septembre au 8 octobre
(Tous les jours et dim. et lundi)

MARIAN-PAUPARD

ALBERT PILOT



Art. 100. rne. F. 100. C. 100.
septembre. an. 13 octobre.

FERNAND LÉGER
peinture - architecture
CEŒUR D'ART INTERNATIONAL
60 Bd Raspail, PARIS (6^e)
Tous les jours sauf le lundi

CATHERINE VAL
Le bois de
Vernières
1-31 octobre
chez Simone Badier
15 rue Quinquand, Paris

CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME
GRAND PALAIS
tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 20 heures.

MERCREDI
et
 VENDREDI

de 10 à 22 h.

GALERIE PHILIPPE REICHENBACH
15, avenue de Moulins (8^e). — Tél. : 766-15-21

DOVA

Du 3 au 25 octobre

Wally Findlay.
Galleries International.
new york - london - paris, brussels - Beverly Hills
SY exposition
Louis Fabien
"Promenade à St-Tropez"
20 sept. - 15 oct.
- en exclusivité
30 peintures contemporaines
BARTHE - GARNIER - KLUGE
MICHÈLE BERRY - SEIGNE - AUGÉ
www.wallyfindlay.com

Wally Findlay George V
JEAN
LAREUSE
1 oct. - 5 nov.
Hôtel George V - 225.35.30
31, av. George V - Paris 8^e
tous les jours - 10 h - 21 h
dimanches - 10 h - 21 h

GALERIE VENDÔME
12, r. de la Paix, Paris-2^e, 073-84-77

JEF FRIBOULET

Du 1^{er} au 31 octobre

GALERIE CHARDIN
36, rue de Seine (6^e). - 326-99-36
MANAS MERCADER
Émaux
Jusqu'au 9 octobre

D'HORLOGERIE ANCIENNE

X ENCHÈRES

GENÈVE

h. à 12 h. 30 et dès 14 h., d'une

LECTION DE MONTRES

ES ANCIENNES

8-10, rue A.-Fabri - Genève

octobre 1974, de 11 h. à 21 h.

ur demande à :

TIN, huissier judiciaire,

1287 Genève - Tél. (022) 36.59.28

C.P. 12-4746 - Banque U.B.S. Genève

HOLST
orfèvre et sculpteur
EXPOSE
ses sculptures en argent,
laiton et cuivre vert de style
à

FORMES DANOISES
142, avenue des Champs-Élysées
75008 PARIS
227-02-92
1^{er} octobre - 19 octobre
de 9 h. 30 à 19 heures
tous les jours sauf dimanche et lundi

CENTENAIRE DE L'IMPRESSIONNISME
GRAND PALAIS
Tous les jours sauf mardi, de 10 heures à 20 heures.

MERCREDI
et
VENREDI

de 10 à 22 h.

Fabien
 "Promenade à St-Tropez"
 20 sept. - 15 oct.
 en exclusivité
 30 peintures contemporaines
 de — BARTHE — ALGUE
 MICHEL BERRY — SEUR — ALGUE
 impressionnistes,
 post impressionnistes
 2, av. Mafignon - Paris 8°
 Tel. 225.70.74
 Lundi-mardi 10-18 h

Wally Findlay George V
**JEAN
 LAREUSE**
 1 oct. - 5 nov.
 Hôtel George V - 225.35.30
 21, av. George V - Paris 8°
 tous les jours - 10 h - 21 h
 dimanches - 10 h - 21 h

GALERIE GENEVOISE

VENTE AU
A G

Mardi 8 octobre 1974 de 10

IMPORTANTE COL
ET PENDUL

A l'Hôtel Richemond -

Exposition : Les 6 et 7 o

Catalogue et renseignements s

M^{re} Jean CHRIST

8, place des Raux-Vives -

Prix du catalogue : 20 F - C.

D'HORLOGERIE ANCIENNE

X ENCHÈRES

GENÈVE

h. à 12 h. 30 et dès 14 h., d'une

LECTION DE MONTRES

ES ANCIENNES

8-10, rue A.-Fabri - Genève

octobre 1974, de 11 h. à 21 h.

ur demande à :

TIN, huissier judiciaire,

1287 Genève - Tél. (022) 34.59.28

C.P. 12-4746 - Banque U.B.S. Genève

Les salles subventionnées

Les autres salles

Les cafés-théâtres

Les chansonniers

Les cabarets

Le music-hall

**SALLES CLASSÉES
CINÉMAS d'ART
et d'ESSAI**
(A.C.A.E.)

LE SEINE Cinéma
8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99
A 12 heures
A 14 h. 15 h. 30, 17 h. 18 h. 30
LA CHINE
DE MAC LAREN
A PETER FOLDES
A 20 h. : OUT 1 : SPECTRE

LE SEINE Studio
8, rue Frédéric-Sauton. — 325-95-99
A 12 h. 15 h. 30
UN HOMME QUI DORT
(en 6 vol.) **PRIX JEAN VIGO 1974**
A 14 h. 15 h. 16 h. 15, 18 h. 15
20 h. 15
et 22 h. 15 **LES NOCES**

STUDIO ALPHA 25, rue de la Harpe
TEL. 1. ODE. 39-47
KASHIMA PARADISE
PRIX GÉRONDE SAQUIN, 1973

ST. BERTRAND 29, rue du Général-Bertrand
TEL. 1. SURF. 64-66
A CHAQUE SÉANCE - 20 h. 30 :
TEMOIN A CHARGE
d'ALAN MITCHELL
LA PRIVE
de ROBERT ALTMAN

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 1
30, rue Saint-André-des-Arts — 326-49-18
de 14 HEURES à 24 HEURES :
GÉNÉRALISTE AMIN DADA
de ROBERT SCHRÖDER
A 12 h. 15 - LE SAUVEUR
24 h. : MARIAGE À LA MODE
de MICHEL MARCOWITZ

ST. SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS 2
30, rue Saint-André-des-Arts — 326-49-18
de 14 HEURES à 24 HEURES :
LA COUSINE ANGILOUE
de CARLOS SAURA
A 12 HEURES ET 24 HEURES :
PIERROT LE FOU
de JEAN-LOUIS GODARD

Aujourd'hui

toute ressemblance avec des espions existants serait pure coïncidence

LE TANDEM DE
M*A*S*H
DONALD SUTHERLAND ET GOULD
S*P*Y*S

SUTHERLAND ET GOULD, "SPY'S" ZOU ZOU

XAVIER GELIN - JOSS ACKLAND - BEN WINNER - JOHN CASSIDY

REX V.F. • ELYSEES CINEMA V.D. • NAPOLEON V.F.
MIRAMAR V.F. • MISTRAL V.F. • CLUNY ECOLES V.D. • ARTEL ROBERT • PARLY 2 • ALPHA ARGENTEUIL • C21 SAINT-GERMAIN

Expositions

CENTENAIRE DE L'IMPRESSION-NISMES. Grand Palais, entrée avenue du Général Eisenhower (301-51-24). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 8 F. (gratuite le 31 octobre). Jusqu'au 31 novembre.

CEZANNE DANS LES MUSÉES NATIONAUX. Musée de l'Orangerie des Tuileries (07-00-45). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 8 F. (gratuite le 31 octobre). Jusqu'au 14 octobre.

LES PRIMITIFS DE L'ÉCOLE DE COLOGNE. Musée du Louvre, entrée porte Juillard (20-20-30). Sauf le mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 3 F. ; gratuite le dimanche (le ticket d'entrée au musée donne accès à l'exposition). Jusqu'au 14 octobre.

LE MUSÉE DU JOYEUXBOURG EN 1874 (Catalan). Grand Palais, entrée Clémenceau (231-5124). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi : 8 F. (gratuite le 31 octobre). Jusqu'au 13 octobre.

Œuvre au musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 13 octobre.

POUR MÉMOIRES : BERNARDIN HUITLAND, BOLANSKI, GASTO, ROYAKI, LA GAC, LEROUX, MOORE, THOMAS, THOMAS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (53-43-30). Sauf mardi et mercredi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

LYONNISE ET SON MUSEUM. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

KONSCHE, aquaristes, gravures, sculptures. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

ART/VOIX, sculptures, gravures, peintures. 11, rue de Valenciennes (20-20-30). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 14 octobre.

Œuvre au musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson (53-43-30). Sauf mardi et mercredi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

Musique

Les concerts

MERCREDI 2
SALLE PLEYEL, 20 h. 30 : English Chamber Orchestra et Daniel Barenboim (Mozart).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h. 30 : Orchestre National, Dir. : S. Calhache (Rachini, Dvorak, Dutilleul, Ravel).

JEUDI 3
MUSEUM D'ART MODERNE, 20 h. 30 : Ensemble Kontrapunkte de Vienne. Dir. : F. Kerschbaum (Schoenberg).

ABBAYE DE ROYAUMONT, 20 h. 15 : Trio Baroque Français et A. Dany (violin) (Chabou, Bach).

OPÉRA (studio 100), 18 h. : même programme que le 2 au Théâtre des Champs-Élysées.

DIMANCHE 5
SALLE PLEYEL, 17 h. : Orchestre de jeunes de la Schola Cantorum.

LYNDY 7
CENTRE CULTUREL SUÉDOIS, 11, rue Payenne, 20 h. 30 : Quintette à vent de la Philharmonique de Stockholm (Rimsky, Carlstedt, Nilsson, Vigen, Poulenc).

L'OPÉRA, 18 h. 30 : Ensemble R. Kervil et Martine Gellies.

MARDI 6
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h. 30 : Alexandre Lagoya (guitare).

PALAIS DES CONGRÈS, 20 h. 30 : Orchestre de Paris, Dir. : G. Schi (Strauss : « Salomé »).

Le jazz
SALLE PLEYEL, 222, Faubourg Saint-Jacques, 17h. (227-06-30), le 4 à 19 h. 30 et 22 h. 30 : Osmi Basi et Oscar Peterson trio.

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h. 30 : Ensemble Montaigne, 20h. 30 (227-44-30), le 3 à 21 h. : The Pointer Sisters.

Les opérettes
BOBINO, 20, rue de la Galté, 14 (226-63-70) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Il était une fois l'opéra.

CHATELAIN, place du Châtelet, 14 (221-44-40) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 14 h. 30 : Les Trois Mousquetaires.

Les comédies musicales
EUROPEAN, 7, rue Blot, 17h. (387-80-14) (L.), 21 h. mat. dim. à 15 h. : Gomme (à partir du 7, à bur. ferm. le 8).

THÉÂTRE DE PARIS, 15, rue Blanche, 8 (274-20-44) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : Les Aventures de Tom Jones.

REMY-YAENA-MOGADOR, 35, rue de Mogador, 8 (285-22-30) (D.), 20 h. 45, mat. dim. à 14 h. 30 : La Révolution française.

La danse
Voir Festival d'automne.

PALAIS DES CONGRÈS, porte Maillot, 17h. (147-27-78) (L.), 7 et 8 à 20 h. 45, mat. dim. à 17 h. 15 h. à 15 h. et 18 h. : Ensemble National de Hongrie.

PALAIS DES CONGRÈS, porte de Valenciennes, 15h. (250-79-80) (D., soir. L.), 21 h. mat. dim. à 16 h. et 19 h. 30 : Ensemble polonais Masovian.

Festival

FESTIVAL D'AUTOMNE (Rég. et loc. : 246-52-31).

Œuvre au musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson (53-43-30). Sauf mardi et mercredi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

Œuvre au musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson (53-43-30). Sauf mardi et mercredi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

Œuvre au musée d'art moderne de la Ville de Paris. 11, avenue du Président-Wilson (53-43-30). Sauf mardi et mercredi, de 10 h. à 18 h. le samedi : 8 F. (gratuite le dimanche). Jusqu'au 27 octobre.

SANLÉOU
CORREY, ESSONNES. — Sérigraphes d'artistes contemporains. (Centre culturel, Pablo-Verdà, 22, rue Marcel-Cashin. Jusqu'au 31 novembre).

MONTAIGNE (Oise). — Di Martine, sculptures (Petit château du centre culturel communal. Jusqu'au 30 octobre).

VILLERARIS. — Vaharkey, sculptures. (Galerie du centre culturel municipal, 114, avenue Amédée-Croizat (421-07-80). Mercredi et samedi de 14 h. à 18 h. ; dimanche, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 18 h. Jusqu'au 31 octobre).

BANKTON. — Les artistes de Bankton. (Salle des fêtes. Jusqu'au 21 octobre).

BESIERES. — Donation Florence Martini. (Musée des Beaux-arts, place de la Révolution).

SEBAN. — Yves Sotin et Angelo Cataldo (Châteaufort). (Châteaufort, 15, rue de la Gravelle. Jusqu'au 27 octobre). Gaïa : gravures, eaux-fortes, peintures. (Châteaufort. Jusqu'au 20 octobre).

AU PALAIS DES CONGRÈS
CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS - PORTE MAILLOT

Les 100 plus prestigieux antiquaires d'Europe

"les plus rares bijoux du Monde"

HARRY WINSTON
de NEW-YORK
dont la devise est :
DE LA MINE A L'ECRIN...
...SANS INTERMÉDIAIRES

présentera dans le cadre de la
Biennale des Antiquaires
du 3 au 20 Octobre
au Palais des Congrès

UNE GAMME COMPLÈTE DE JOAILLERIE DE TRES GRANDE QUALITE
HARRY WINSTON Stand

VII^e BIENNALE INTERNATIONALE DES ANTIQUAIRES
du 3 au 20 octobre
tous les jours de 11 h à 23 h
dimanche de 10 h à 20 h - entrée 10 f
parking illimité

ELYSEES LINCOLN / HAUTEFEUILLE / DRAGON
film : 14 H - 17 H 25 - 20 H 50 / film : 11 H 30 - 14 H 55 - 18 H 20 - 21 H 50 / film : 14 H 15 - 17 H 30 - 20 H 50

Céline

LE MONDE - Jean de Baroncelli
Une explosion de jeunesse, de gaieté et de poésie qui nous enchante.
Il ne reste au critique qu'à parler de son plaisir.
Avec l'espoir que beaucoup le partageront.

FRANCE SOIR - Robert Chazal
Une des œuvres qui marqueront le plus profondément l'année 74.
Un film drôle dont les trois heures passent vite, vite...

QUOTIDIEN DE PARIS - Henry Chapier
Un miracle étonnant.
Une explosion de drôlerie, de gaieté et d'amour fou de la vie.
Prodige d'un cinéma tout à fait nouveau.

L'EXPRESS - Gilles Jacob
A la fois très amusant, très astucieux, très fort.
4 actrices exceptionnelles.

& Julie

NOUVELLES LITTÉRAIRES - Guy Braucourt
Exceptionnelle réussite d'un film qui ne ressemble à aucun autre.
Rivette n'est-il pas notre plus grand cinéaste en activité.

L'AURORA - Guy Teissière
Une réussite.
La performance de Dominique Labourier justifierait à elle seule le déplacement.

L'HUMANITE - François Maurin
Le résultat est d'une drôlerie sans égale.
Céline et Julie est mieux qu'un simple divertissement : un véritable festival d'imagination et d'humour, une cure de désintoxication.

ELLE
On ne saurait se dispenser d'assister au pari le plus surprenant du cinéma français.
Enfin un film qui sort de l'ordinaire et captive tout au long.

LA CROIX - Henry Rabine
Moi j'aime énormément.
Ces demoiselles sont é-pous-tou-flan-tes !
Je pèse mon mot : quand ils atteignent à cette qualité, le naturel et la fantaisie relèvent carrément des beaux-arts. Bravo !

PARIS MATCH - Nicolas de Ribaudo
Cette fantaisie féérique qui ne ressemble à aucune autre est jouée par un quatuor éblouissant de jeunes comédiennes.

L'HUMANITE DIMANCHE - Samuel Lachize
Dans Céline et Julie, il n'y a pas un seul moment d'ennui ou de lassitude. Plof ! Ça vous tombe sur la figure comme une belle joie.
C'est un tel plaisir qu'il n'y a aucune raison de s'en priver.

en bateau

LE POINT - Michel Flacon
Label qualité. Une croisière au "pays des merveilles" incarnée avec un brio étourdissant par deux comédiennes déchainées.

JOURNAL DU DIMANCHE - Pierre Billard
Un nouveau style de cinéma. L'irrationnel s'allie à l'humour pour permettre à J. Rivette de nous offrir son chef-d'œuvre.

NOUVEL OBSERVATEUR - Pierre Ajama
Le dernier film de J. Rivette est, d'abord, révolutionnaire. Cette fois-ci, tous devront convenir que le cinéma de Rivette, ça existe bigrement.

mise en scène JACQUES RIVETTE
avec JULIET BERTO • DOMINIQUE LABOURIER • BULLE OGIER • MARIE-FRANCE PISIER
BARBET SCHROEDER • PHILIPPE CLEVENOT
scénario de BERTO • LABOURIER • OGIER • PISIER • RIVETTE / dialogues avec EDOUARDO DE GREGORIO
producteur délégué FILMS DU LOSANGE NEF, DIFFUSION

AUTOMOBILE

VIRAGES DANGEREUX

Marchés persans et bric-à-brac

A Turin, chaque mercredi matin, Umberto Agnelli, administrateur-délégué général de la FIAT, réunit ses dix principaux collaborateurs. La discussion dure trois heures. La gestion du premier constructeur automobile européen est passée au crible. Commentaire de Sandro Doglio, porte-parole de la société : « Avant la crise, Fiat, comme les autres constructeurs, était mené avec une certaine largesse. Cette réunion n'avait lieu qu'épisodiquement. Aujourd'hui, chaque détail de la politique quotidienne est discuté. »

L'industrie automobile européenne vit à l'heure de l'austérité et de la réflexion. Pour la première fois depuis quinze ans, cet empire doute de son invincibilité. « La guerre du pétrole a été le pavé dans la fourmière », commente un expert qui ajoute : « D'abord les sociétés se sont occupées de l'idée que les États-Unis remettaient ou pas les pays arabes et que le boom de l'auto-

mobile se poursuivrait, à peine atténué. Depuis juin, c'est le douche froid. » Diagnostic qui confirme un des dirigeants de Renault : « On ne pensait pas que la chute serait aussi forte. »

Au premier semestre, l'activité des constructeurs français n'a fléchi que de 5 %. Résultat consolant si on le compare aux pertes de 10 à 15 % de la plupart des autres sociétés européennes et les géants américains. Mais, pour les quatre constructeurs français, ce n'était qu'un répit : depuis juin, par rapport à l'année précédente, leurs ventes d'automobiles ont en recul de 20 % sur le marché national, ainsi que de plusieurs points à l'exportation. Sans doute aucun, l'hiver sera aussi mauvais. Moins 20 %, voire 30 %, pour les trois gros modèles (D.S., Chrysler) ; et moins 25 % sur les R16, R12, 504, 304, 204, Simca-1100.

Seules, les petites voitures - mer-

chant - bien. « Hales ! », crient les constructeurs, car, si les modèles de faible cylindrée représentent près de 60 % des débouchés actuels, les plus vieux d'entre eux - 2 CV, Dyane, R4, R6, Simca-1000 - ne laissent qu'une courte marge bénéficiaire, « quand ce n'est pas une perte ». La plus souvent, ces voitures sont produites avec des techniques et des outillages obsolètes ; et leurs prix avaient été écartés de la concurrence au niveau le plus bas pour donner avant leur retrait du marché un dernier élan aux ventes. Il n'y a plus en ce moment que deux « bonnes affaires » : la Peugeot-104 et surtout la Renault-5. Plus d'une voiture sur dix vendue aujourd'hui en France est une R5. Résultat exceptionnel qui n'avait plus été atteint par aucun constructeur depuis le lancement de la R4.

Un bon modèle ne fait pas le printemps. Renault, comme les autres européens, va devoir cet automne diminuer l'investissement en production. Chez Volkswagen, on a déjà observé sept périodes de chômage partiel, et la direction en annonce une huitième. Elle s'apprêterait aussi à ramener le nombre des employés à 100 000 personnes, contre 119 000 au début de l'année.

Chez Fiat, le stock d'inventures s'élève à 200 000 automobiles, soit le cinquième des ventes annuelles, et une immobilisation de 300 milliards de lires. Aussi, la direction cherche-t-elle avec les syndicats les moyens « les moins douloureux » de réduire ses fabrications de 200 000 unités d'ici à février. Le constructeur turinois prévoit de produire 1 300 000 véhicules en 1974 et 1 350 000 en 1975, contre 1 500 000 en 1973. Les deux frères Agnelli s'attendent peut-être à l'été 1975, à un premier lien entre Peugeot et Renault. « Les chiffres de 1975 seront sans doute encore inférieurs à ceux de 1974 », dit-on à la Régie. Alors, est-ce la grande crise ?

La fin du miracle

« Pour l'avenir à long terme, toutes les études préparent une reprise modérée de notre industrie », tranche un expert de la chambre syndicale des constructeurs. « Il n'y aura pas de « démolition » des Français », assure un adjoint de Pierre Dreyfus qui « n'imaginerait pas une société où les besoins de circulation soient en nette décroissance ». Acte de foi ? Les constructeurs préparent pourtant pour l'automobile l'avenir d'un optimisme sur le fait que depuis un an tout s'est réglé contre cette dernière et qu'à l'avenir « ce ne pourra qu'être mieux ». Il y a eu en même temps, observent-ils, renchérissement brutal (à cause de l'essence) des coûts d'utilisation de la voiture : + 20 % en 1974 malgré la réduction du kilométrage parcouru par le Français moyen ; étranglement du crédit alors qu'on y recourait pour la moitié des achats ; début de crise économique. Or toute réduction de 1 % du revenu entraîne une diminution de 2 % des dépenses pour l'automobile ; et enfin « culpabilisation » du conducteur qui aura entraîné un transfert de dépenses de la voiture vers d'autres biens : « On achète aujourd'hui une chaîne haute fidélité ou une saute à manger au lieu de changer son automobile. »

Bref l'industrie automobile aurait-elle déjà reçu tous les coups durs ? D'où l'espoir d'une reprise - sans catastrophe économique générale - espoir que les constructeurs européens - et français en particulier - pourraient saisir d'autant plus vite qu'ils en ont moins abusé que d'au-

trée de la situation précédente. En fait, selon les experts, l'industrie de l'après-crise ne sera plus celle du « miracle » ou du « boom ». En particulier son taux d'expansion tomberait à 3 % contre 10 % auparavant ; mais, pour avoir été moins loin que leurs concurrents américains dans le domaine du gaspillage et de l'opulence, les européens devraient mieux résister à leur conversion.

On vendra tous des « coquilles »

« Ce n'est pas être trop optimiste que de prévoir pour 1978-1980 un taux de progression de 3 % et 4 % du marché occidental », observe M. Francis Rougé, président du directoire de Peugeot-Automobiles, qui continue : « À quel point s'ajoute une augmentation de 8 % à 10 % de nos ventes par la grande exportation : pays africains et surtout arabes, etc. » Déjà, en 1974, le marché algérien de Peugeot est passé de deux mille à vingt mille voitures. Et la « grande exportation » représente 80 % des ventes à l'étranger de la firme de Sochaux contre 40 % en 1973. Les autres constructeurs, moins bien représentés jusqu'ici sur les « marchés persans », s'apprêtent, eux aussi, à y faire un grand effort. Il faut prévoir aussi une offensive en règle de l'industrie européenne sur le marché américain, où le programme sur la sécurité et la pollution a été mis en veilleuse. Fiat, pendant le premier semestre, vendra 4 % des voitures immatriculées aux États-Unis. Et Peugeot parle d'y quadrupler ses exportations en deux ans.

En attendant, il faut « gérer la crise », comme dit M. Agnelli. Et en premier lieu réduire les investissements. Chez les constructeurs les plus touchés - les deux ou trois européens dont l'indépendance ou l'existence en jeu - on n'entreprend plus « aucune dépense qui ne pourra être rentabilisée en deux ans, et on chipote sur le nombre de machines à écrire et de stylos feutres ». Chez les autres, on a réduit les programmes d'extension ou de modernisation. Peugeot et Renault ont économisé 15 % et 20 % leurs prévisions d'engagements. Fiat a renvoyé aux calendes grecques la construction de deux usines d'assemblage prévues près de Rome et de Naples. En revanche, les Agnelli maintiennent leurs projets d'expansion au Brésil et en Argentine, de même que Peugeot achève son usine du Nigeria et songe à monter une petite chaîne d'assemblage en Iran, en liaison avec Chrysler. Tierce-monde d'abord.

Deuxième changement : pour l'Europe, les constructeurs se hâtent de préparer des voitures nouvelles d'après-crise « qui ressembleront beaucoup, à les en croire, aux modèles « actuels ». On a toujours cherché à faire des voitures économiques. Il n'y aura pas de changement majeur », s'indigne-t-on à la

Régie Renault. Les constructeurs avaient tout de même eu l'idée d'étudier de certains modèles et de leur contraire écologiquement la préparation d'autres. « Nous avons demandé beaucoup de choses à nos bureaux d'études, raconte M. Rougé de chez Peugeot. Sur la réduction de la consommation d'essence, sur l'extension de l'emploi du carburant ordinaire, sur les moteurs Diesel, sur des recherches de standardisation, et de simplification des gammes. Les priorités de l'investissement ont été revues. Nous avons changé les critères de charge. Mais je le confirme : pas de révolution fondamentale. »

Autrement dit, les constructeurs continuent à parler sur la voiture moyenne. Ils se contenteront de faire bon gré mal gré des automobiles plus robustes d'une durée de vie moyenne de douze ans, comme autrefois, au lieu de dix, plus sobres, moins luxueuses et surtout d'un entretien plus aisé, car si elles « durent » davantage elles iront souvent au garage ; or il y a pénurie de bons mécaniciens. « La crise a changé le système de valeurs », observe M. Sandro Doglio de chez Fiat. On ne propose plus la rapidité mais de l'économie, de la sécurité. La cinquième vitesse sera vendue comme un moyen de réduire la consommation. La ligne aura moins d'importance. On vendra tous des « coquilles ».

Polyculture

Des « coquilles » mais aussi des machines-outils, des bulldozers, des voyages, des hôpitaux, clés en main, de la viande, du bric-à-brac. Totalement retournée de la crise, les constructeurs européens se hâtent de devenir « polyculteurs ». Peugeot étant l'exception qui confirme la règle, sans doute parce que trop occupé aujourd'hui à gérer Citroën. Mais les autres ? Renault, Fiat, et même Citroën jetant un regard attendri sur le développement de leurs filiales « véhicules utilitaires ». Berliet va peut-être mieux que Citroën, qui ne pourrait - il est vrai - aller plus mal. Le groupe « poids lourds » Fiat-O.M.-Unic, bientôt contrôlé par l'absorption de la société allemande K.H.D. - Magirus, augmentera cette année ses ventes de 40 %. Aussi s'est-il taillé la part du lion dans les investissements de la Fiat (+ 125 % de progression en 1974 contre 25 % en moyenne pour le groupe).

Fiat, encore, par la fusion de sa

branche matériel de travaux publics avec l'Américain Allis-Chalmers, est en passe de devenir le seconde affaire mondiale du secteur, derrière Caterpillar. Objectif : la même que pour les véhicules industriels, c'est-à-dire conquérir le fabuleux marché de la construction et des grands chantiers dans les pays nouveaux riches du Proche-Orient. Renault, acquiesçant des Constructions de Clichy, et Fiat se retrouvent en concurrence dans la « machine-outil » avec pour ambition, une fois encore, de vendre des usines clés en main et des outillages dans le tiers-monde. La Régie a aussi apporté de gros moyens à Europcar, sa filiale pour la location de voitures. Elle se lance dans l'affrètement maritime et possède... un bateau. « Ne le dites pas trop haut. On va nous coller le France sur le dos », ironise un de ses dirigeants. Volkswagen s'essaye à l'élevage bovin au Brésil et Fiat prend une série d'initiatives dans des secteurs extérieurs aux transports : énergie nucléaire, infrastructure routière, constructions d'hôtels, recherches biologiques.

« La Fiat a un tel bagage général qu'elle peut faire à peu près n'importe quoi », dit M. Doglio, en rappelant le pari des Agnelli de grossir d'ici à 1980 les activités étrangères de l'automobile jusqu'au niveau de 50 % du chiffre d'affaires de leur société contre 33 % actuellement. Objectif qui partage Renault si l'on considère l'exportation tendue au début de 1974, par M. Pierre Dreyfus, à ses collaborateurs : « Il faut, aurait-il dit, que la Régie garde à l'avenir un taux de croissance aussi fort que par le passé, et qu'elle conserve sa place de première société française. » En clair, Renault cherche déjà ailleurs que dans les voitures le meilleur de son expansion. L'industrie automobile est morte. Vive la polyculture automobile !

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

Comment vendre sans clients ?

« Les concessionnaires ont servi de tampon entre la chute des ventes et la production. Nous avons fait de gros efforts, mais nous ne les avons plus. L'clair, sec et délimité, M. Datoia, président de la branche concessionnaire de la C.S.N.C.R.A. (Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile), n'a pas de mots assez forts pour traduire le « rogne » de ses adhérents.

Les concessionnaires, face à la crise de l'automobile, sont « plus pessimistes que le roi ». Les constructeurs pensent leurs plaies en sourdine ; eux les étalent avec fracas. En contact permanent avec la clientèle, ils mesurent mieux que quiconque le « désenchantement », le « désempolement », le « climat de suspicion » des acheteurs vis-à-vis de l'automobile. Et ils accusent le gouvernement d'« avoir tout ce qu'il peut pour dissuader le public d'acheter ou d'utiliser des voitures », et d'avoir créé une « crise artificielle », à coups de limitation de vitesse, de hausse des prix du carburant et de déclarations alarmistes : « Un ministre des finances qui profite d'un congrès pour lancer la bombe des tickets de rationnement, pensez donc ! » Ils accusent aussi, en termes moins violents, les constructeurs, qui ont « tenté de camoufler la crise et leur ont imposé des stocks insupportables ».

Réaction excessive ? La situation des concessionnaires est sans doute moins dramatique qu'ils ne veulent le faire accroître, et les constructeurs n'ont pas toujours eu une attitude intransigente à leur égard. Il reste que la chute des ventes, le gonflement des stocks, la limitation du crédit ont rogné leurs marges et rendu leur trésorerie plus précaire que jamais.

Le ton est cependant différent d'une concession à l'autre, reflétant la situation respective des firmes qu'elles représentent. La relative sérénité de Renault contraste avec l'angoisse de Simca-Chrysler.

Les « ficelles »

Pour tous, cependant, la « crise » a commencé, dès janvier, avec la réduction brutale des salaires de commandes pour les modèles puissants. Les concessionnaires sont liés aux constructeurs par des contrats annuels de livraison fixés sur la base de leurs ventes des années précédentes. Contraints de respecter leurs engagements, ils ont donc accumulé des stocks importants de grosses voitures. Leur financement a pesé d'autant plus lourd que jusqu'alors les concessionnaires étaient accoutumés à ne recevoir, dans leurs garages, que des véhicules

déjà vendus. « J'évalue à six mois d'avance en commandes, explique l'un d'eux ; maintenant, je n'ai plus de carnet de commandes du tout et le paie des voitures avant de les avoir vendues. » Certains constructeurs (Simca-Chrysler notamment) ont, en fait, transféré leurs stocks, bourrant de voitures les magasins de leurs concessionnaires et accordant à ceux-ci, incapables de régler le montant des livraisons, des facilités de paiement exceptionnelles.

L'écoulement des modèles devant de plus en plus difficile, les concessionnaires se sont livrés à une véritable « course aux immatriculations », où tous les coups étaient permis. Certains d'entre eux ont aussi immatriculé des véhicules au nom de M. X..., les ont fait rouler pendant une centaine de kilomètres, puis les ont vendus en « fausse occasion », ce qui leur permettait de bénéficier de conditions de crédit et de la consommation plus favorables sur le marché des véhicules d'occasion que sur celui des automobiles neuves. Conséquences : les sociétés de crédit sont devenues de plus en plus réticentes pour accorder des prêts, que la voiture considérée soit neuve ou non.

La chute des masques

Autre « ficelle » : la location. Nombreux sont les concessionnaires (chez Renault notamment) à s'être tournés vers ce « créneau ». Les véhicules sont, dans ce cas, immatriculés à leur propre nom, loués pour des périodes qui peuvent atteindre deux ans, puis revendus, encore en « occasion ».

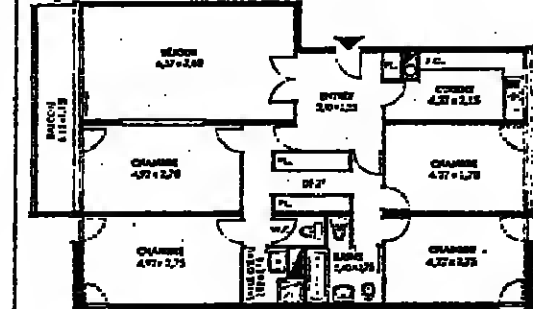
Ces pratiques ont faussé les chiffres d'immatriculation et contribué à engorger le marché des voitures d'occasion. Elles ont, en outre, renforcé l'hésitation des automobilistes à changer leurs véhicules dans le mesure où le montant des « reprises » s'effondre.

Les « efforts » des concessionnaires se sont ainsi soldés par des difficultés croissantes. Les professionnels en retrouvent à présent encombrés de voitures puissantes (neuves ou non) qu'ils ne peuvent vendre. Ce qui les contraint à des acrobaties financières auxquelles ils n'étaient pas accoutumés. Nos efforts ont permis aux constructeurs de garder haut le masque pendant un certain temps. Il leur était facile de dire fin juillet que la production n'avait pas chuté ; mais combien restait-il alors de voitures chez nous ? A présent, c'est fini. Nous ne pouvons plus respecter nos contrats. La production souffrira aussi... »

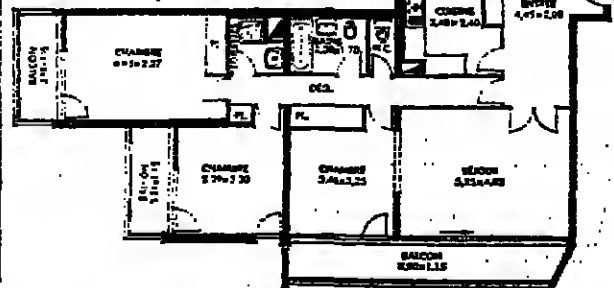
VERONIQUE MAURIS.

● Nouveau président de la General Motors, M. Thomas Murphy, cinquante-huit ans, a été élu président de la première société mondiale en remplacement de M. Richard Gerstemberg, qui prendra sa retraite le 1^{er} décembre. M. Elliott Estes a été élu directeur général à la place de M. Edward Cole. M. Murphy a passé trente-deux ans dans les services financiers de General Motors. Il en était le vice-président depuis 1972.

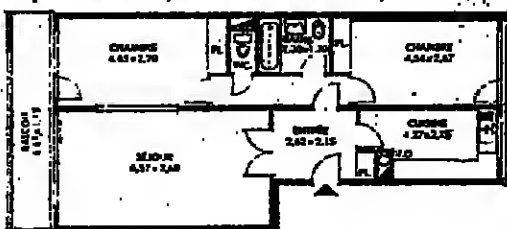
5 pièces : 110 m² + balcon 7,50 m²



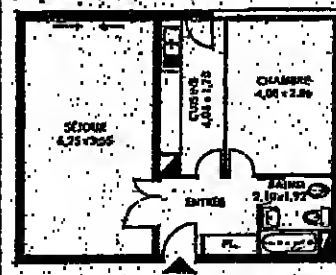
4 pièces : 97,30 m² + balcon 17,14 m²



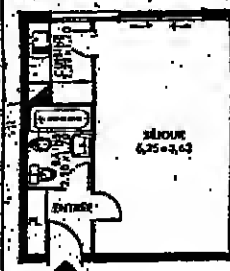
3 pièces : 73,60 m² + balcon 7,50 m²



2 pièces : 49 m²



studio : 32,20 m²



SEFRI-CIME
225 92 92

A Barrault 69, il y a vraiment l'embarras du choix : aux 5 plans ci-contre, s'ajoutent 27 plans différents pour des types d'appartements allant du studio au 5 pièces. Il est vraiment impossible que vous ne trouviez pas exactement la superficie et la disposition que vous recherchez. Et Barrault 69 est situé dans le vrai 13^e. Pas celui des tours. Le 13^e au charme préservé, délibérément à l'écart du quartier en rénovation. Avec des squares paisibles et de nombreux petits commerçants. Au 69 de la rue Barrault, le confort de demain n'exclut pas les plaisirs d'une vraie vie de quartier.

Renseignements et vente : sur place, 69 rue Barrault, Paris 13^e et 61 avenue Franklin Roosevelt, Paris 8^e

Barrault 69

aux Galeries Lafayette

3, 4 et 5 octobre

3J

**3 jours pas comme les autres,
des achats exclusifs, des prix 3J dans tous les rayons!**

		baisse			baisse
Manteau daim ou cuir, intérieur fourrure, col renard ou loup	2800 1950 f	30 %	Pantalon enfant, velours côtelé Absorba, le 8 ans	103 68 f	34 %
Pantalon de femme gabardine, 5 coloris	135 60 f	55 %	Drap pastel, 1 personne	56 35 f	36 %
Costume droit pour homme, 2 boutons	575 395 f	31 %	Téléviseur noir et blanc Continental Edison	1325 950 f	28 %
Chaussures homme tout cuir, avec boucle	220 130 f	40 %	Rocking-chair, noyer ou blanc	220 160 f	28 %
			Cuisinière Arthur-Martin, 5 feux, tout gaz	1305 995 f	24 %
			Perceuse Black et Decker	321 241 f	25 %

et 20 % d'escompte sur toute la librairie, sur tous les bijoux en or, sur tous les tapis d'Orient, tapis en fourrure et copies d'Orient, sur les marques d'éclairage, de canapés et de meubles.
Exemple : Petit Larousse 1975, 46,10 f au lieu de 57,60 f.

prix barrés précédemment pratiqués dans nos rayons • offre valable jusqu'à épuisement des stocks

galeries lafayette
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

مكتبة الامم

CARNET

Naissances

M. Serge Allain et Mme. née Chantal Rabin, laissent à Henri-Serge la joie d'annoncer la naissance, le 28 septembre 1974, de sa petite sœur Laure.

M. et Mme. Etienne Leduc sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils, Charles.

M. et Mme. Philippe Marquant sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille, Anne et Hélène.

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de Claire de Laborde, fille de M. François de Laborde, ambassadeur de France au Japon, et de Mme. née Archambault de Vienne, avec Jean-Louis de Montaigne de Fennec.

Le colonel et Mme. Jean Nagels, M. et Mme. Albert Nourissier, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Sophie et Christian.

Décès

Mme. Edmond Ardoin, M. et Mme. Jean Rognon, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme. Françoise Brumet, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme. André Morin, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme. André Ardoin et leurs enfants.

Le docteur et Mme. Pierre Ardoin et leurs enfants, M. et Mme. Albert Ardoin et leur famille, Mme. Henri Thérèse et sa famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Edmond ARDOIN.

officier de la Légion d'honneur, survenu à Paris le 28 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-cinquième année. La cérémonie religieuse aura lieu à l'église de la Madeleine, à Paris, le lundi 24, rue de la Vierge, 75004 Paris.

On apprend la mort de l'auteur dramatique André BRABEAU, décédé lundi à Monaco. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

[Avec Babette d'Orléans, qui fit les beaux jours de Comédie-Française, « le Cœur sur la main », « Un sabbat de soleil », qui fut porté à l'écran, « Fleur d'acier » et « Dame Margot », André Brabeau a écrit une soixantaine de comédies, de romans et de poèmes.]

L'IMPERIAL PULLMAN
ET TOUTE LA GAMME DES LITIERES
TRECA
SONT EXPOSÉS CHEZ
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Av. de la République - PARIS XI^e
Métro PARIENIER
Tél. 357.48.35

avec les trans-europ-express

PARIS-BRUXELLES
en 2 h 20
DE CENTRE A CENTRE

au 29 septembre 1974

6 TEE
dans chaque sens
dont
2 nouveaux
"MEMLING" et "RUBENS"

MEMLING RUBENS		RUBENS MEMMLING	
6.45	18.45	PARIS NORD	9.05
9.05	21.05	BRUXELLES MIDJ	18.40

* sauf samedis, dimanches et fêtes.

renseignements: gares,
bureaux de tourisme SNCF et agences de voyages

SNCF

On nous prie d'annoncer le décès de M. Marcel DAVENAT, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, chevalier de l'Ordre équestre de Saint-Étienne-de-Juvençaux, industriel, et administrateur de sociétés, survenu le 28 septembre 1974 à son domicile du Val-d'Ajol, suivi des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 octobre 1974, à 10 heures, en l'église du Val-d'Ajol. L'inhumation aura lieu à Besançon le jour même.

De la part de : La marquise de Buyer-Mimure, son époux ; Le comte et la comtesse Arnaud de Buyer-Mimure et leurs enfants, M. et Mme Hervé de Segogne et leurs enfants.

Le comte Hervé de Buyer-Mimure, Le comte et la comtesse Thibaud de Buyer-Mimure et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants ; Mmes Marianne et Marie-Thérèse de Buyer-Mimure, M. et Mme René de Suras, ses époux et beau-frère, 88 340 Le Val-d'Ajol.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Robert Clark, M. et Mme Michel Clark et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme Madeleine CLARK, survenue le 29 septembre 1974, à 2, boulevard Ferey, Paris-17^e.

Mme. Margot DAVENAT, M. et Mme. Richard DAVENAT, M. et Mme. Jean-Paul Agnès, M. et Mme. Philippe Agnès, Mlle. Hélène DAVENAT, M. Louis Fiehon, M. et Mme. Patrick Brachot et leurs enfants, M. et Mme. Jean-Pierre Tomat et leurs enfants, Mlle. Yolande Collored, Les 14 filles : Moreau, Cholet, Agnès, Marthe, Collet, Michèle, Kapoukine, Budin, et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel DAVENAT.

chevalier de la Légion d'honneur, leur époux, père, grand-père, beau-frère, oncle, cousin et ami, survenu le 29 septembre 1974 à Saint-Benoît-Honoré (Yvelines), à l'âge de soixante-trois ans, suivi des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 3 octobre 1974, en l'église de Saint-Benoît-Honoré (Yvelines), où l'on se réunira, à 10 h. 45, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de la commune.

Le président et les membres du comité d'administration, les membres du conseil de direction et le personnel du Cercle de l'Industrie et du Commerce, 2, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris-8^e, font part du décès de M. Marcel DAVENAT, président du comité de direction.

La direction et les employés du Cercle central des lettres et des arts, Association de l'Institut des boulangers, 4, boulevard-Montmartre, Paris-2^e, font part du décès de M. Marcel DAVENAT, président en comité d'administration.

M. et Mme. Gilbert Rabate, M. et Mme. Nicolas Kavanakis, M. et Mme. Georges Kavanakis, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de Mme. Jeanne KAVANAKIS, le 28 septembre, à Paris.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité le 30 septembre, à 18 heures, en l'église de la Madeleine, 75001 Paris. Les funérailles, rue Raymond-Croissant, 33 Fontenay-aux-Roses, 92, rue Lafayette, 75010 Paris.

On nous prie d'annoncer le décès de Mme. Lucienne LANGLET, survenue le 30 septembre 1974 à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 3 octobre 1974 à 11 heures, en l'église de la Vierge (Yonne), où le corps sera inhumé.

Mme. Langlet suivra de l'inhumation dans le caveau de famille, où repose M. Maurice Langlet, son époux, secrétaire général de l'Union nationale des fédérations d'organismes d'ELM, décédé le 3 décembre 1973, pour qui une pieuse pensée se demande à ceux qui gardent son fidèle souvenir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et Mme. Marc Leroy ont la douleur de faire part du décès de leur fils, HENRI ROY, survenu à Paris, hôpital Saint-Louis, le 28 septembre 1974.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, 3, place Charles-Fillion, Paris-17^e.

Les Pères de la Compagnie de Jésus, M. et Mme. Georges de Mascot et leurs enfants, le comte Paul Niel et ses enfants, font part du décès de M. Jean de MACHADO S.J., le 29 septembre 1974.

Les obsèques auront lieu le 3 octobre, à 10 h. 30, en la chapelle Saint-Jean, 38, rue de Sévres. Elles seront suivies de l'inhumation au cimetière de Montmartre (boulevard de Cligny, avenue Rachel).

21 fleurs ni couronnes : la Mission invite à faire offrir des messes pour le repos de son âme. Cet avis tient lieu de faire-part.

Des familles Vassal, Demay, Blamont, 22, rue du Capitaine-Dugues, 178, rue Nationale, 92 400 La Chapelle.

ont la douleur de faire part du décès de M. Henri SCHMIDT, grand officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, 1939-1945, T.O.E., officier de cavalerie, survenu dans sa quatre-vingt-quatrième année, suivi des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 4 octobre, à 15 heures, en l'église Notre-Dame d'Acacias-la-Bataille (75008).

21 fleurs ni couronnes. Messes et prières. Cet avis tient lieu de faire-part.

On nous prie de faire part du décès de M. Pierre VASSEL, rappelé à Dieu le 22 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Salon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, l'église du Magny (Oise), le 24 septembre.

De la part de : Mmes Vassel, son épouse ; M. et Mme. Gaston Moreau, M. et Mme. Bernard Moreau, M. et Mme. Jacques Moreau, Mlle. Solange Moreau, ses enfants et petits-enfants ; Stéphane et Marc, ses arrière-petits-enfants ; Des familles Vassel, Demay, Blamont, 22, rue du Capitaine-Dugues, 178, rue Nationale, 92 400 La Chapelle.

Le colonel et Mme. Jean Nagels, M. et Mme. Albert Nourissier, sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants, Sophie et Christian.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

Le lieutenant-colonel (R.E.), M. et Mme. Roger et leurs enfants, M. et Mme. Yvonne Marcelle et leurs enfants, M. et Mme. Philippe Schmelts et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Olivier PICARD, survenu à Bruxelles le samedi 28 septembre 1974.

M. et Mme. Michel Wazma, M. et Mme. Daniel Malignac, M. et Mme. Dominique Thierry et leurs enfants, Philippe et Corinne Malignac, Mme. Jacques Wazma, ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et belle-fille ; Les familles Robin et Garon, ont la douleur de faire part du décès de Mme. veuve Lucien WARME, survenue à Neuilly le 27 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Tourneboussau, 91 100 Reims, 11, rue de l'Eglise, 92 200 Neuilly-sur-Seine.

Remerciements

Mme. Victor L. Tappé, M. et Mme. Joseph J.J., Le vicomte et la vicomtesse Charles de la Roche, Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

Ceux qui pensent SCHWEPPESS pensent à Indian Tonic + Peuses aussi SCHWEPPESS Bitter Lemon.

Anniversaires

Pour le centenaire anniversaire du décès subit de Boris LESBOVIC, une pensée est demandée à tous ses amis.

Une cérémonie aura lieu au cimetière du camp de Vernier d'Arège le 6 octobre, à 11 heures, pour commémorer le centenaire anniversaire des départs des convois de résistants vers l'île d'Argay et le camp de Dachau, devant les cent quatre-vingt-trois tombes de déportés.

Messes anniversaires

Une messe sera célébrée à la mémoire de M. Robert LARRE, décédé le 27 août 1974, en l'église de la Madeleine, place de la Madeleine, à Paris, le lundi 14 octobre, à 18 h. 30.

De la part de : Mme. Robert Labbé, Ses enfants, M. et Mme. a.s.société-gérante de M.M. Worms et C^{ie}.

MSL
73, Bd HAUSMANN 75006 PARIS. Tél. 265-37-00
11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON. Tél. (78) 62-08-33

DIRECTEUR TECHNIQUE
Télécommunications
Outre-Mer

Un groupe mondial, leader dans le domaine des télécommunications, des produits de communication durables, renommé pour la rigueur de sa gestion et son agilité commerciale, recherche le directeur technique de l'une de ses sociétés outre-mer. La fonction consistera à diriger l'ensemble de la production d'une unité de fabrication et d'assemblage d'équipements téléphoniques ainsi que les services suivants : installation, entretien, dépannage. Le directeur technique recherché veillera aux coûts, délais, qualité des fabrications et des prestations, ainsi qu'à la formation et à l'entretien du personnel. Il interviendra comme expert lors de projets d'extension technique destinés à une clientèle appartenant au secteur public et privé. Après 30 ans minimum, ingénieur diplômé (X, ECP, IEG, Télécommunications, ESE), il aura dirigé pendant quelques années une unité de fabrication et de ce fait apportera une expérience complète du manufacturing. Des connaissances approfondies en téléphonie seraient appréciées. Anglais souhaité. Résidence dans une ville d'un pays touristique. Compte-tenu de l'importance du poste, le poste doit normalement débiter vers une carrière internationale. La rémunération offerte tiendra largement compte des qualifications et de l'expérience acquise. Indemnités d'expatriation. Ecrire à Ph. Vinet, réf. B.4441.

DIRECTEUR DE LA DIVISION ACIERIE
130.000 F + avantages
NORD

Filiale d'un groupe américain de taille mondiale, une société française dont l'activité est diversifiée, recherche le directeur de sa division acierie. Chiffre d'affaires 50 millions de francs, taux d'expansion prévu pour 1975 : 40 %. Sous l'autorité directe du président directeur général, il dirigera l'usine (500 personnes), sera qualitativement et quantitativement responsable de la production. Il supervisera l'entretien et les achats et assumera la responsabilité de la gestion en liaison avec les services administratifs et financiers. Le poste conviendrait à un ingénieur (Centrale, AM), âgé de 36 ans au moins. Diplômé si possible de l'Ecole Supérieure de Fonderie, il aura par une expérience de cinq ans au moins à un poste de responsabilité acquis une connaissance approfondie de la production et de la gestion ainsi que la pratique du commandement dans une fonderie (si possible d'acier ou en tous cas de métaux ferreux) employant des effectifs supérieurs à 200 personnes. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3717.

DIRECTEUR D'USINE
100.000 F + avantages
Mécanique-Hydraulique
REGION NORD

Filiale d'un groupe multinational dont l'activité est très diversifiée, une société française, chiffre d'affaires de 65 millions de francs, recherche le directeur de l'une de ses usines spécialisées dans la fabrication de composants et de sous-ensembles. Sous l'autorité directe du Président Directeur Général il aura lui-même autorité sur tous les services de l'usine et sera quantitativement et qualitativement responsable de la production. Travaillant dans le cadre d'un budget il assurera la gestion de son unité. Il établira la liaison avec les représentants du personnel et entretiendra les relations publiques et professionnelles locales de la société. Le candidat retenu âgé de 32 ans au moins sera de préférence un ingénieur ayant si possible de solides connaissances en électrohydraulique. Il justifiera, en tous cas, d'une expérience réussie de plusieurs années de la direction et de la gestion d'une unité de fabrication mécanique. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3716.

DIRECTEUR REGIONAL
100.000 F + Second oeuvre bâtiment
FRANCE SUD

Filiale d'un groupe à vocation européenne, une société française spécialisée dans les installations de chauffage, conditionnement d'air et sanitaires, emploie plus de 400 personnes et fait un C.A. supérieur à 40 Millions F. pour faire face à son expansion elle crée deux postes de Directeurs Régionaux et cherche à pourvoir celui de la zone Sud. Le titulaire, directement rattaché au Président Directeur Général et pouvant devenir membre du comité de Direction, assistera et contribuera les Chefs d'Agence dans le domaine de la gestion ainsi que sur le plan commercial. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins et connaissant très bien l'anglais aura acquis une expérience professionnelle de plusieurs années dans une entreprise de second oeuvre en bâtiment. Il y aura assumé la responsabilité d'un centre de profit et aura acquis une connaissance des us et coutumes de la profession. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3720.

CHEF COMPTABLE
70/80.000 F.
Prestation de Services
Proche Banlieue
Ouest Paris

La filiale française (effectif 300 personnes - C.A. 22 millions de Francs) d'un groupe industriel britannique, spécialisée dans la prestation de services (Transit - Logement - Magasinage - Transports spéciaux...) recherche un Chef Comptable. Membre du Comité de Direction, dépendant directement du Président Directeur Général de la Société et assisté de six collaborateurs, il se verra confier l'ensemble des responsabilités propres à cette fonction (Comptabilité Générale et Analytique - Fiscalité - Comptabilité Budgétaire et Prévisionnelle...). Il sera également chargé des rapports avec les banques. Le candidat retenu, âgé de au moins 35 ans, de formation supérieure (DECS - ESC option Finance - Comptabilité, niveau Expertise Comptable) aura une dizaine d'années d'expérience comptable dont quelques années en qualité de Chef Comptable. Il possèdera de bonnes connaissances en Informatique et des notions d'anglais. Ecrire à J. Blin, réf. B.5.555.

ANALYSTE
Gestion-Télétraitement
REGION BOIS-D'ARCY

Filiale d'un groupe américain, une société française (C.A. 100 millions F.) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits pharmaceutiques, crée dans le cadre de sa réorganisation actuelle et pour faire face à son expansion un poste d'anal

La ligne La ligne T.R.

DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,88
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

La ligne La ligne T.R.

IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

emploi régionaux

psychotechniciens

Pour ses Unités de Fabrication de Haute Normandie (DIEPPE) la Société Française des Téléphones ERICSSON crée de nouveaux postes de psychotechniciens.

Les candidats, hommes dégoûtés des C.A.M., titulaires du B.C., B.T., B.T.S., D.U.T., ou d'un équivalent, posséderont une première expérience des problèmes de recrutement ou seront désireux d'en acquérir la formation en milieu industriel. Les postes seront centrés sur les recrutements et les études concernant le Personnel Ouvrier et Technicien.

Les candidats intéressés adresseront C.V. détaillé, photo et prétentions au Service Psychologie Industrielle

ericsson 76260 EU ou au Siège Social 36 Boulevard de la Finlande 92700 COLOMBES.

adjoint au responsable du personnel

Pour mener de front son développement économique et celui des hommes au travail, une importante entreprise de l'industrie micro-électronique recherche un homme dynamique de réelle qualité d'animateur et d'organisateur.

Sous l'autorité du Chef du Service du Personnel, il veillera personnellement à la marche interne du service ; cette responsabilité lui permettra d'intervenir dans tous les domaines de la fonction.

Il aura en outre une assistance technique à jouer lors des négociations avec les partenaires sociaux.

Ce poste est à pourvoir dans une grande ville du Centre-Est, au sein d'un établissement de 700 personnes ; il implique un cadre de formation supérieure ayant plusieurs années d'expérience dans la fonction.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous la réf. 54 889 à l'Agence Contact 155, Bd Haussmann 75008 Paris.

deux jeunes ingénieurs

Etudes Prototypes.

Quelques années d'expérience ou même débutants, 45 à 55.000 FIAN, A.M. ou équivalent, pour concevoir, étudier et réaliser nos nouveaux produits en liaison avec les méthodes et la fabrication.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations Carrière SVP 11.11 et 9h à 18h qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Réf. 308, 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

RESPONSABLE DU CONTROLE QUALITE

Placé sous l'autorité du Directeur Usine, le titulaire sera chargé :

- de l'étude et mise en place du contrôle statistique des fabrications ;
- d'être le porteur de la Société dans les réunions professionnelles de normalisation et de spécification ;
- de développer les contacts techniques avec la clientèle.

La personnalité que nous recherchons, de 30 ans minimum, de formation technique supérieure (grandes écoles ou universitaires), sera rompue à l'utilisation de calcul statistique.

Une expérience de l'entreprise, si possible au sein d'un service identique, est nécessaire.

Les candidatures seront adressées à : M. le Directeur des VERRERIES DU PUY-DE-DOME 63200 PUY-GUILLOT.

INGENIEUR

Un important Groupe de Distribution grande consommation recherche le cadre du développement de sa fonction logistique.

CHARGE D'ETUDES LOGISTIQUES

Il concevra et mettra en place les circuits de distribution en fonction des besoins techniques, économiques et commerciaux.

Une expérience d'environ 3 ans, si possible en stockage, approvisionnement, transport, manutention, sera appréciée.

Résidence Lyon.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et rémunération actuelle à PUBLICITE MARTIN, service P.A., 35, rue Alexis-Carrel, 69009 LYON, qui transmettra.

UN INGENIEUR DIPLOME GRANDS ECOLES (Miner, E.C.P., etc.)

Quelques années d'expérience des problèmes techniques seraient appréciées.

Envoyer C.V., manuscrit, détaillé avec photo et prétentions à M. RICHARD, Société KALKA, 10 rue de la République, 92000 NANTERRE, qui transmettra.

INGENIEURS TECHNIQUE-COCHIAUX

Nous vous offrons :

- Un travail stable, varié ;
- Une grande indépendance ;
- Un salaire élevé (13 mois) ;
- Une voiture ;
- Des possibilités de promotion.

Pour un entretien, téléphonez à R. L. GONNARD - FRANCE S.A., 93 avenue de Strasbourg, 92015 NOISY-LE-SEC. Tél. : 843-44-44 ou 843-01-44.

INGENIEUR

Très important Groupe de Distribution recherche :

- Un Ingénieur pour poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE DU PERSONNEL ;
- Un Ingénieur pour poste d'ADJOINT CHEF DE SERVICE ETUDES ECONOMIQUES.

Ecrire sous réf. 54 889 à l'Agence Contact 155, Bd Haussmann 75008 Paris.

emplois féminins

« L'Aide aux Mères de Famille » de Nice recrute Directrices formation, B.A.S.E. ou équivalent, pour travailler sur les problèmes d'organisation d'entreprises. Ecoles industrielles ou universitaires. Ecrire sous réf. 7297 à l'Agence Contact 155, Bd Haussmann 75008 Paris, qui transmettra.

ECOLE TOULOUSE

demande prof. J.P. B.T.S., expérience professionnelle technique. Tél. : 167 89-82.

offres d'emploi

Nous sommes un très gros utilisateur télétraitement d'IMS en France.

Nous disposons du matériel IBM suivant :

- 1 x 370/168 - 3.000 K
- 2 x 370/158 - 2.000 K

dont l'un sera bientôt remplacé par un deuxième 370/168 de 3.000 K

- 300 terminaux téléprocessing à ce jour.

Vous êtes :

chefs de projet analystes ingénieurs système programmeurs

Vous êtes intéressés par les bases de données et le téléprocessing.

NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

Ecrivez-nous !

G.I.E. Service du Personnel (sous réf. 5613 M) Tour Franklin - Cédex 11 92081 - PARIS LA DEFENSE

Cie FRANCAISE D'ENTREPRISES METALLIQUES

recherche **INGENIEUR GRANDE ECOLE**

Expérience confirmée en vue d'occuper dans les deux années à venir le poste de :

CHEF DU SERVICE ELECTROMECHANIQUE

Ce service est chargé du commercial, des études, de la définition des achats, des mises au point lors du montage pour des réalisations mécaniques importantes, notamment : ponts roulants en portiques de grande capacité, machines de chargement, mécanismes d'ouvrages mobiles (portes d'édifices, vannes de barrage, ponts tournants basculants ou levants), matériel d'off-shore.

La perspective est de doubler le chiffre d'affaires du service.

Missions :

- réaliser en accord avec la Direction une politique commerciale bien élaborée ;
- négocier à un niveau élevé ;
- animer une équipe technique très compétente ;
- assurer la bonne gestion des affaires traitées par le service.

Des connaissances techniques dans le domaine concerné et une expérience de la négociation sont demandées. La connaissance de langues étrangères est une plus-value.

La rémunération est fonction des responsabilités impliquées par le poste.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. 127.284 30, rue de Mogador 75009 PARIS.

GROUPE INTERNATIONAL de Sociétés de SERVICES DE PREMIER PLAN

recherche son futur

CHEF COMPTABLE

Placé initialement auprès du Chef des Services Administratifs du Groupe, il sera appelé à en diriger la comptabilité et à prendre en charge les données statistiques sur ordinateur.

Le candidat idéal est un comptable confirmé qui a des idées à en informatique et de bonnes notions d'anglais et souhaite participer à la mise en place d'une organisation qui réponde au développement rapide du groupe.

Les hommes d'expérience que ce poste intéresse sont priés d'adresser CV et prétentions, avec photo si possible, sous No 2082. (discrétion assurée)

PARFRANCE Publicité 4, rue Robert Estienne 75008 PARIS qui transmettra

AU MAROC

importante société de FILATURES et de TEXTILES recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Formation : Ingénieur d'une grande école de Textiles.

Age minimum : 35 ans.

Expérience : 5 ans au moins d'exercice dans un poste similaire. Connaissance approfondie des problèmes de production, d'organisation, de contrôle et de maintenance de matériel.

Ecr. en env. C.V. et prétent. à : UNIVAS MAROC, 61, avenue des F.A.R. - CASABLANCA No 8140.

adjoint au responsable du personnel

PARIS.

De formation supérieure, il assistera le responsable du personnel dans l'ensemble de ses tâches.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Informations Carrière SVP 11.11 et 9h à 18h qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.

Référence 408, 37, rue du Général Foy 75008 Paris.

ingénieur système

Société Paris, recherche **INGENIEUR SYSTEME**

- 30 ans minimum ;
- formation technique supérieure ;
- ayant expérience confirmée en série 800/600 HONEYWELL.

Ecrire avec C.V. dét. sous réf. 714/M, à

guillon sélection 21, av. de Livry 92340 LE HANNOY

GRENOBLE INGENIEUR ORGANISATION INDUSTRIELLE

La Société d'Etudes mixte : Icare Société d'organisation et d'informatique travaillant pour les collectivités urbaines de la région Rhône-Alpes, recherche un ingénieur pour prendre en charge des actions d'organisation dans les services techniques de cette ville, au sein d'une équipe d'organismes et d'ingénieurs-analystes déjà constituée.

Le candidat retenu aura au minimum 3 ans d'expérience en organisation industrielle, comptant d'une expérience en organisation administrative.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à M. RICHARD, Société KALKA, 10 rue de la République, 92000 NANTERRE, qui transmettra.

études marketing

La S.E.I. recherche Société du Groupe S.E.I. : S.E.I. - 17501 - OLERON C.A. 1 allée de la République un Adjoint au Responsable des Etudes Marketing.

Il devra assurer, diriger et coordonner les études en liaison avec les Directions du Marketing et des Ventes et les Chefs de Produits.

La poste s'adresse à un candidat(e) de formation E.C. ou Sciences Eco ayant au moins 2 ans d'expérience de Marketing grande consommation au sein d'une société d'études.

La société est située près de Oleron.

La rémunération se fera sur indiciaire à 60.000 F.

Ecrire sous réf. 72.82004, à l'Agence qui transmettra.

Les candidatures seront traitées confidentiellement par un consultant.

ICA International Classified Advertising 3, rue d'Hauteville - 75010 PARIS

SOCIÉTÉ DE PÉTROLE

recrute pour le NORD de la FRANCE

UN INGENIEUR

spécialisé dans les domaines de l'instrumentation et de l'électricité

Cette personne, qui aura rapidement un commandement important, sera responsable du fonctionnement de l'ensemble de l'instrumentation des automatisations et du matériel électrique.

Un début d'expérience professionnelle est indispensable.

Env. C.V., photo et salaire actuel, sous no 74.538, CONTESSE Publi. 21, av. Opéra, 75004 Paris-1^{re}, Cédex 01, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.S.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	35,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.S.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	29,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	25,83
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	63,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,83

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

GAZ INDUSTRIELS IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

recherche pour son service
APPLICATIONS

JEUNES INGÉNIEURS ou Techniciens MÉTALLURGISTES

ayant de préférence une connaissance
des problèmes de combustion
ou de traitements thermiques.

CHARGÉS DE DÉVELOPPER L'UTILISATION
DE NOS PRODUITS DANS LES DOMAINES DES
ATMOSPHÈRES CONTRÔLÉES ET DE LA FUSION.
Les postes offerts demandent une expérience
approfondie des problèmes techniques et com-
merciaux.

Nous offrons la sécurité d'un groupe important
et des salaires en rapport avec la valeur des
candidats.

Une bonne connaissance de la langue anglaise
sera appréciée.

Ecrire et envoyer curr. vitae sous le n° 203 à
PUB. RB-IDEES, 18, rue Fourcroy,
75017 PARIS, qui transmettra.

CISI

COMPAGNIE INTERNATIONALE
DE SERVICES EN INFORMATIQUE

nous avons de l'ambition

La fusion CISI-SIA, c'est :

- 850 personnes,
- des services spécialisés de qualité, tant en informatique de gestion qu'en informatique scientifique et technique,
- 6 centres équipés d'ordinateurs CDC, CII et IBM interconnectés en réseau.

et vous?

Poursuivant la politique d'expansion de notre réseau et de développement de nos
activités, nous recherchons pour PARIS, la RÉGION PARISIENNE et la PROVINCE :

Ingénieurs commerciaux (Réf. FVP)

confirmés dans la vente de services informatiques.

Ingénieurs technico-commerciaux (Réf. AT)

possédant quelques années d'expérience et connaissant si possible les matériels
IBM, CDC, CII.

Ingénieurs débutants (Réf. DE)

diplômés de l'enseignement supérieur (de préférence Grande Ecole option informa-
tique ou maîtrise d'informatique) capables d'assumer, après une période de
formation complémentaire, la responsabilité de postes commerciaux de technico-
commerciaux.

Il sera répondu à toutes les candidatures adressées avec C.V., prétentions et
références à :
CISI/SIA, 35, boulevard Brune, 75680 PARIS, Cédex 14.

Très importante société française de produits
alimentaires de grande consommation,
membre d'un groupe multinational, recherche
pour PARIS (proche banlieue Sud-Ouest)
dans le cadre de sa forte expansion :

assistant du directeur de la distribution physique

dont la fonction conçue dans un sens large et
moderne, est :

- de définir et de gérer tous les mouvements
physiques des produits - des usines aux
points de vente - en vue de placer ces derniers
au bon endroit, au bon moment et en quantité
suffisante, au meilleur coût pour l'entreprise
et ses clients ;
- d'assurer la gestion des dépôts et des
transports ;
- de participer à l'élaboration des politiques
notamment en matière de stocks et de
conditionnement en liaison avec :
- les services de la distribution (notamment
les dépôts),
- le marketing, les ventes et la clientèle,
- la production, l'ordonnement,
- le contrôle de gestion, l'informatique...

L'assistant recherché aura pour mission d'inten-
sifier dans les principaux aspects de la fonction
ci-dessus avec le principal souci de développer
LE SERVICE À LA CLIENTÈLE.

- formation universitaire souhaitable (sup. de co,
école d'ingénieurs...);
- quelques années d'expérience de la grande
distribution alimentaire seraient vivement
appréciées.

Ecrire avec CV détaillé, photo, salaire actuel
et prétentions au Service 5600 M

plein emploi 113 n° 14 rue Paris 2
qui transmettra

Ingénieurs- Analystes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
(Siège PARIS) recherche pour sa
Direction de l'organisation et de
l'informatique :

INGÉNIEURS ANALYSTES diplômés de
l'Enseignement Supérieur, ayant ou mini-
mum deux ans d'expérience dans l'orga-
nisation, la conception et la réalisation de
systèmes informatiques de gestion.

ILS AURONT LA RESPONSABILITÉ DU
DÉVELOPPEMENT DE PROJETS DE GES-
TION INDUSTRIELLE ET ADMINISTRA-
TIVE ORIENTÉS BASES DE DONNÉES
ET TÉLÉTRAIEMENT ET DONNANT
UNE GRANDE IMPORTANCE AUX PRO-
BLÈMES D'ORGANISATION.

Adresser C.V. sous référence BENOIT A :

EMPLOIS et CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Afrique Occidentale francophone

DIRECTEUR DE FILIALE

Un groupe industriel français, leader mondial dans
son secteur alimentaire et hautement performant
- taux d'expansion, rentabilité - cherche un
successeur au Directeur d'une des filiales afri-
caines, promu au Siège.
Cette filiale réalise un C.A. de 2 milliards 5 CFA,
avec 250 personnes dont 7 cadres. Une nouvelle
unité de production, opérationnelle début 1975
répondra aux besoins de marché pour les pro-
duits actuels. Des développements considérables
sont possibles par le lancement de produits nou-
veaux.

Cette situation d'un avenir certain en Afrique à
moyen terme, éventuellement ailleurs dans le
groupe-ensemble, convient à un dirigeant de forma-
tion supérieure et de profil commercial, gestion-
naire, confirmé par l'expérience.

Rémunération : 8 millions 5 CFA/an + villa +
voiture + frais. Retour chaque année : congés
de deux mois.

Séle
CEGOS

garantit une totale discrétion à
l'issue de votre dossier sous
référence B. 22.349
35, rue Gallieni, 92135 Suresnes

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche pour son Département Micrographique
dans le cadre de la diffusion de son système
COMPUTER OUTPUT MICROFILM

un VENDEUR haut niveau

possédant une bonne expérience dans l'informatique.

Référence M1

un TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une solide expérience d'un ou plusieurs systèmes
et de l'analyse fonctionnelle pour la recherche et la mise
au point des applications du système COM.

Référence M2

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Connaissances obligatoires : a) Assembleur IBM,
b) langages COBOL et/ou PLI, c) systèmes DOS et/ou OS;
et connaissance de l'anglais souhaitées.

Référence M3

un TECHNICO-COMMERCIAL

qui sera chargé d'assister l'équipe commerciale pour le
suivi de nos clients et de la promotion de nos produits
COM. Connaissances des techniques photographiques souh.

Référence M4

• Notre siège se trouve dans le banlieue Ouest de Paris.
• Conditions générales : fixe x 13 + prime d'objectif +
frais - voiture fournie après période d'essai.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo en rap-
pelant la référence du poste sous n° 74235 à CONTEXTE
Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.
discrétion et réponse assurées.

IBM EUROPE

recherche pour
ses services financiers

UN ANALYSTE

EN TRAITEMENT INFORMATIQUE

qui sera chargé de l'étude des procédures des
départements comptabilité, paye et budget.
Le candidat devra avoir une expérience de 2
à 3 ans en traitement de l'informatique et une
excellente connaissance de l'anglais.

Adresser C.V. au service 1154 - 8-10, cité du Relais,
PARIS-8^e.

Pour son Département de Ventes

REPROGRAPHIE

Gamme de copieurs XERO et papier libre
Importante Société en expansion, membre d'un
groupe multinational
recherche pour PARIS

INSPECTEUR DES VENTES

MISSION :
management d'un groupe de vente de 6/7 repré-
sentants.

REMUNERATION :
sera liée aux résultats obtenus et ne sera pas
inférieure au départ à
30.000 FRANCS PAR AN

L'expérience de la branche serait un avantage.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae à
HAVAS CONTACT, 104, boulevard Haussmann,
75008 PARIS, sous référence 3491.

(Nos collaborateurs sont informés de cette annonce)

SOCIÉTÉ APPAREILLAGE POUR RESEAUX ET
INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES INDUSTRIELLES
PARIS proche banlieue Sud

recherche

DIRECTEUR EXPORTATION

30 ans minimum, formation supérieure, expérience
confirmée vente produits techniques. Français
courante Anglais, Allemand indispensables.

L'entreprise - effectif 120 - en croissance sou-
tenue, leader dans sa spécialité, a acquis en peu
d'années une solide position export (un tiers du
C.A.) essentiellement en Europe, mais débute positi-
vement dans le reste du Monde.

Concessionnaires distributeurs dans les principaux
pays industriels.

Sous l'autorité de la Direction Générale, le
Directeur export aura en charge le fonctionnement
général et les relations courantes Clients et Agents
ainsi que le développement des marchés et la
recherche de débouchés nouveaux.

Déplacements assez nombreux mais espacés, l'acti-
vité largement prépondérante demeurant au Siège.

Ce poste exige une personnalité de premier plan
avec formation de haut niveau technique, soit comme
ingénieur, soit comme ingénieur de commerce, soit
comme ingénieur de production, mais avec une solide
expérience de travail, mémoire et facilité d'adap-
tation, aisance des contacts, dynamisme élevé.

Rémunération importante et situation d'avenir.

Ecrire avec C.V. et prétentions à n° 8762,
Publicités Économiques, 112, bd Voltaire, 75001 Paris.

PHARMACOLOGUE

Nous sommes l'un des plus importants Laboratoires
pharmaceutiques français

Dans le cadre de l'expansion de notre Département
"Recherche et Développement" nous créons un poste de
Pharmacologue.

Il (ou elle) sera chargé(e) de la Coordination et de la Plani-
fication des études pharmacologiques et biologiques
nécessaires au Développement International des produits
issus de notre Centre de Recherches.

Quelques années d'expérience en laboratoire sont vivement
souhaitées.

- Un esprit d'analyse • Une aisance dans les contacts
- Une excellente connaissance de l'anglais
- Un goût affirmé pour la rédaction scientifique, sont des
atouts indispensables pour réussir dans ce poste.

Adresser lettre manuscrite et c.v. sous réf. 34500
à Havas Contact 156 bd Haussmann, 75008 Paris,
qui transmettra.

MANAGER FOR INTERNATIONAL TURNKEY PROJECTS

Switzerland's largest firm of consulting engineers,
whose operations are rapidly going international,
is seeking an outstanding manager to organize
the diversification of its international services
to include turnkey projects overseas. Main fields of ac-
tivity are energy supply and distribution, industry
and building.

This is a new position. The appointee will work
directly with the Managing Director for Interna-
tional Operations and will be based in Geneva.
The post requires a man of stature and crea-
tivity, with considerable experience in managing
and organizing turnkey projects overseas. Evidence
of success in assembling package deals and carry-
ing out top level contractual negotiations is
indispensable.

Professional qualification to an engineering dis-
cipline, finance or law would be an advantage, but a
history of achievement and results is more impor-
tant. Reasonably the multilingual but fluency in
English is necessary. French, German or Spanish
would be assets. Remuneration is fully open to
discussion.

Every application will be treated in absolute
confidence and will receive a prompt reply.
Please write, including curriculum vitae, to :
Publicitas n° D 18-112990
CH 1211 Geneva Switzerland.

Société Internationale de Parfumerie

cherche

pour sa Filiale française un

Directeur Général

La rémunération sera de l'ordre de 150.000/180.000 F

La société de notre client se trouve près de Paris, faisant un C.A. de
40 millions de francs.

Le candidat retenu, âgé de 37 ans ou moins et de formation supérieure,
doit avoir une expérience de plusieurs années dans le domaine de
MARKETING et une connaissance approfondie de ce secteur français,
comme Directeur Général Adjoint ou Directeur de Marketing d'une société
bien placée sur le marché national. Une connaissance de l'anglais sera
très appréciée.

Bull
Holmes

Ecrire avec C.V. à Hugo Holmes, Directeur
Général, Bull, Holmes Limited, 45, Albemarle
Street, London, W1X 3FE, Angleterre. Aucune
information ne sera transmise à notre client
sans votre autorisation, donnée ou cours d'un
entretien personnel avec M. Holmes à Paris.

صلى الله عليه وسلم

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,30
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés"		
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat - Vente - Location	24,00	28,02
AUTOS - BATEAUX	22,00	26,68
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	26,68

offres d'emploi

Assistant du directeur de la distribution physique

... (text continues) ...

Société en développement

sopalin Kleenex

Kate Freedom

recherche pour son usine de **ROUEN**

Département Engineering

UN INGÉNIEUR

SES OBJECTIFS :

- Gérer des équipements (machines de transformation et conditionnement) dans des usines.
- Assurer la promotion technique des sociétés.
- Développer, en liaison avec le marketing, les produits.
- Assister la fabrication.
- Définir les règles d'entretien.

CE POSTE REQUISSE :

- Une expérience industrielle (2 ans minimum) et la maîtrise de l'anglais.

Envoyer C.V., photo et références à : **Société SOPALIN - François ROBERT**, 4, avenue de la Colline (92) SAINT-CLLOUD (disponibilité et réponse de rigueur), ou lui téléphoner au 802-35-00.

TOTAL

Compagnie Française des Pétroles

La Direction Economique de notre Groupe propose à un

JEUNE ÉCONOMISTE

de l'intégrer dans l'une de ses équipes.

Il sera chargé de la recherche, de l'analyse et du traitement des informations et participera à la rédaction des études.

Il lui est demandé une solide formation en Sciences Économiques (D.E.S. ou Doctorat).

Des qualités de rédaction.

Si possible la connaissance de l'anglais.

Envoyez votre curriculum vitae avec photo sous réf. 74.023 à

C.F.P. - SERVICE RECRUTEMENT, 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS CEDEX 16.

DROIT DES SOCIÉTÉS

Au sein d'une équipe de spécialistes, notre prochain

COLLABORATEUR JURIDIQUE

aura à rechercher les solutions aux problèmes posés par l'application du droit des sociétés, et d'en gérer les dossiers, problèmes à la taille de notre Groupe multinational, 3.000 personnes en France. Chargé également des questions immobilières, il devra pouvoir s'orienter à moyen terme vers d'autres aspects du droit dans l'entreprise.

Ce qui lui permettra de réussir ?

Plus son expérience pratique en cabinet ou en entreprise (Assistant de conseil juridique, Responsable de la gestion des dossiers de société, ...) que sa formation de base (niveau licence ou minimum capacité ou équivalent).

Votre C.V. et photo, adressés à Jacques FAURE, CIRA-GEORGES, 8, rue Léon-Turney, 95000 ROUILLY-MALMAISON, nous permettra de vous répondre sous huitaine en toute discrétion.

Tout grand groupe français d'INGÉNIEURS

ingénieurs

Grandes Ecoles

ANGLAIS

Ayant plusieurs années de pratique dans le domaine des études ou de la réalisation d'installations industrielles complètes pour les spécialistes dans une discipline donnée et évolutive.

"Quality Assurance"

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière **SVP.11.11** de 9h à 19h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés, téléphone 401 37, rue de Valenciennes 75008 PARIS

CEGEFRA

Société de Services

Filière d'un Groupe Financier Important

recherche

Ingénieur Commercial de haut niveau

— l'objet de la Société est d'intervenir comme promoteur et conseiller pour le rapprochement d'industries européennes et américaines sur la base d'un transfert de technologie;

— le candidat, âgé de 30 ans au moins, devra avoir 3 ans d'expérience dans l'industrie et aura pour mission de prospecter, négocier et étudier les projets;

— la rémunération de départ, intéressante, évoluera en fonction des résultats.

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo, sous la réf. **C.F. : CÉCATIONS DAUFREUX**, 41, av. de Friedland, PARIS (8), qui transmettra.

BASF

recherche

TECHNICIEN SPÉCIALISTE DES EAUX PROPRES ET USÉES

Appuyé par une puissante infrastructure de recherche, le titulaire de ce nouveau poste sera chargé de faire connaître nos produits de traitement des eaux aux marchés professionnels français.

Outre une spécialisation technique, ce poste exige une très bonne connaissance de la langue allemande, la possibilité de contacts et une grande disponibilité. (Déplacements fréquents en France et en Allemagne.)

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et références, Service du Personnel de la **COMPAGNIE FRANÇAISE BASF**, 140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS.

JEUNES INGÉNIEURS TRAVAUX

VOUS avez une formation Grandes Ecoles (X, ECP, ENPC, ESTP, etc.). VOUS recherchez un poste dans lequel, au-delà de vos connaissances techniques, vous pourrez faire la preuve de vos qualités de gestionnaire.

NOUS vous proposons un poste impliquant la responsabilité technique et financière d'importants chantiers de bâtiment.

NOTRE Entreprise occupe un rôle de leader dans le secteur de la construction par son dynamisme et ses innovations techniques. SON expansion continue garantit votre évolution ultérieure.

Les postes sont à pourvoir à PARIS et en PROVINCE.

Pour un premier contact, adressez C.V. et photo sous la réf. **0.157**, à **ORGANISATION ET PUBLIUTÉ**, 2, rue de Marigny, 75001 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRAVAUX PUBLICS

Recherche

Attaché de Direction administrative et financière

HOMME diplômé Grande Ecole ou Licencié, possédant quelques années d'expérience dans la branche.

Le poste comporte la prise en charge de sujets très divers et nécessite une polyvalence certaine.

Frequents déplacements de courte durée en province.

Situation d'avenir dans le cadre d'un des premiers Groupes de la Profession.

Adresser C.V., photo et références à : **LEVI-TOURNAY**, 3, cité Pigalle, 75008 PARIS, sous référence 4720.

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL DE FORMATION

recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

pour PARIS et AIX-EN-PROVENCE

Formation supér. A et M, C.N.A.M. ou équivalent

Les candidats doivent avoir :

- 30 ans minimum;
- une expérience industrielle confirmée;
- une aptitude à s'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire.

ILS SERONT CHARGÉS D'ASSURER DES ACTIONS DE FORMATION portant entre autres sur :

- LES PROBLÈMES D'ORGANISATION DU TRAVAIL;
- LA GESTION DE LA PRODUCTION AU NIVEAU CADRES et MATRIÈRE.

Ces postes impliquent des déplacements de courte durée.

Si vous êtes intéressés et que vous répondez à ces critères adressez à :

C.A.P.I.C., 14, rue Voltaire, PARIS (20), sous la réf. **74.101**, un curriculum vitae, références et photographies.

HONEYWELL AUTOMATION

poursuit son développement et recherche plusieurs

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

POUR SA DIVISION SYSTEMES DE REGULATION INDUSTRIELLE

Ces postes offrent une activité de promotion et de vente de matériels sophistiqués impliquant des contacts et négociations à niveau élevé.

Les salaires sont attractifs, une voiture est fournie. Remboursements sur frais réels.

Prise d'adresse C.V., photo et références à : **HONEYWELL - DIRECTION DU PERSONNEL**, 12, rue Avalée - 92 MALAKOFF.

VOUS

- Consultant de empresas para la Formacion y las Ciencias Humanas con mas de 5 años de experiencia;
- Bilingüe español-francés;
- Dispuesto a vivir por lo menos 2 años en España y tener éxito en un puesto autónomo con iniciativa y responsabilidad.

Envie por favor, su C.V. en francés y foto a :

quaternaire éducation

34, rue de Liège. — 75008 PARIS

Un Laboratoire Pharmaceutique Français (C.A. 30 M) recherche un

chef du personnel

PARIS 100 000 F

Le poste situé au sein de la Direction Administrative et Financière, exige une personnalité de haut niveau, apte à assurer la fonction et structurer le service, à organiser les relations humaines efficaces, à résoudre les problèmes à l'usage du corps... et les résoudre, à donner la compétence solide en gestion, recrutement, formation, salaires, législation sociale et droit du travail.

Adresser C.V., photo et références à : **EL. LE BAUT** sous référence 6704, à **BOSSARD SELECTION**, 12, rue Jean-Jaures - 93009 PUTEAUX (Membre de SYNTHEC et de P.A.C.E.P.)

KNOLL INTERNATIONAL FRANCE

(Représentant de meubles et sièges)

recherche pour son siège de **SAINT-QUENTIN-VALENTIN (50)**

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

de fabrication ou AGENT DE METHODES CONFIRME

LIBRE RAPIDEMENT

TEL. : 02 22 00 00 - 44 00 00

Organisation de l'entreprise

recherche

EMPLOYÉ SERVICE ACHAT

Compétences, courtoisie, tous courants d'achat, bâtiment, agro-alimentaire, textile, habillement, etc. (surtout pour l'équipement et la vérification de l'état de matériel et de contrôle des prix).

Adresser C.V., photo et références à : **C.C.C.A.**, Service de Personnel, 7, rue de Douai - 59000 LILLE

SURVEILLANTS (matin, midi, soir)

Société Industrielle recherche **COMPTABLES COMPTABLES** pour son siège de **SAINT-QUENTIN-VALENTIN (50)**

une première expérience de comptable dans la fonction d'une entreprise lui permettant d'acquiescer la responsabilité :

- tenue de la comptabilité;
- établissement de bilan;
- situation de gestion;
- coordination de la comptabilité analytique et générale.

Adresser C.V., photo et références à : **C.C.C.A.**, 5, rue de Douai - 59000 LILLE

RECHERCHE 1 secrétaire direction pour Neuilly, connaissant les produits de laboratoire agro-alimentaire, habillement, etc. **SERIEUSES REPER. SOUS 24H**

Tout poste de distribution, de vente, de conseil, de gestion

REVISEURS COMPTABLES

né. D.E.S. min. avec plusieurs années de pratique de la comptabilité et de la révision pour sociétés provinciales.

Position cadre, statut d'avenir, libre rapidement si possible.

Env. C.V. et photo à : **S.E.C.**, 12, rue du Rocher, PARIS-8.

ECOLE PRIVEE, PARIS-3

recherche pour son siège de **SAINT-QUENTIN-VALENTIN (50)**

1 TECHNICIEN SUPERIEUR

de fabrication ou AGENT DE METHODES CONFIRME

LIBRE RAPIDEMENT

TEL. : 02 22 00 00 - 44 00 00

Organisation de l'entreprise

recherche

EMPLOYÉ SERVICE ACHAT

Compétences, courtoisie, tous courants d'achat, bâtiment, agro-alimentaire, textile, habillement, etc. (surtout pour l'équipement et la vérification de l'état de matériel et de contrôle des prix).

Adresser C.V., photo et références à : **C.C.C.A.**, Service de Personnel, 7, rue de Douai - 59000 LILLE

SURVEILLANTS (matin, midi, soir)

Société Industrielle recherche **COMPTABLES COMPTABLES** pour son siège de **SAINT-QUENTIN-VALENTIN (50)**

une première expérience de comptable dans la fonction d'une entreprise lui permettant d'acquiescer la responsabilité :

- tenue de la comptabilité;
- établissement de bilan;
- situation de gestion;
- coordination de la comptabilité analytique et générale.

Adresser C.V., photo et références à : **C.C.C.A.**, 5, rue de Douai - 59000 LILLE

RECHERCHE 1 secrétaire direction pour Neuilly, connaissant les produits de laboratoire agro-alimentaire, habillement, etc. **SERIEUSES REPER. SOUS 24H**

Tout poste de distribution, de vente, de conseil, de gestion

REVISEURS COMPTABLES

né. D.E.S. min. avec plusieurs années de pratique de la comptabilité et de la révision pour sociétés provinciales.

Position cadre, statut d'avenir, libre rapidement si possible.

Env. C.V. et photo à : **S.E.C.**, 12, rue du Rocher, PARIS-8.

SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES, BANLIEUE SUD PARIS

Recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

R.S.E. - E.N.S.I.

pour Service Technique, applications servo-mécanismes et variations de vitesse.

JEUNES INGÉNIEURS

R.S.E. - E.N.S.I.

très bonne formation technique pour études réalisations et mises en œuvre de systèmes industriels à base de calculateur.

TECHNICIENS

D.U.T. INFORMATIQUE

pour participation à études du logiciel de systèmes industriels à base de calculateur.

Adresser curriculum vitae détaillé à : **0.620**, SPERAR, 18, champs-Myrées, PARIS (8), qui transmettra.

PARIDOC (SUMA, MAMMOTH)

Premier Groupe de Distribution Français dans le cadre de son expansion de nouvelles possibilités de carrière à de

JEUNES DIPLOMÉS grandes écoles

REC - ESSEC - SUP - CO - REC JF - SC. PO. acceptant formation progressive.

Envoyer lettre manuscrite, photo et curriculum vitae à Direction du Personnel - **PARIDOC**, 82, rue de Cléry - 75442 PARIS, CEDEX 09.

CHEF DE PRODUITS

Pour Société de PARFUMS ET COSMÉTIQUES

Diplômé B.E.C. - I.E.P. - E.S.E.C. ou LICENCE SCIENCES - ECO

Age minimum 26 ans

2 à 3 ans d'expérience chez annonceurs - Cabinets

Tous les aspects du service informatique vivement appréciés.

Tous les aspects de la gestion des produits, il devra : collecter, centraliser et interpréter les informations sur les produits.

Établir et mettre en œuvre les recommandations d'un plan marketing.

Excellentes connaissances en anglais et allemand exigées.

Appointements suivant expérience.

Résidence PARIS puis ORLÉANS à partir de juillet 1975

Adresser C.V., photo et références à : **0.73486** à **CONTESSE Publ.**, 20, av. Opéra, PARIS (20), qui transmettra.

ANALYSTE-PROGRAMM.

PROGRAMMEUR PL.1 - O.S.

Formation universitaire souhaitée.

0.660. 75-25-25

Pour T.V. Éducative Algérie rechercheurs urgent

INGÉNIEUR TECHNIC.

ou SUPERIEUR VIDEO

Expér. min. 5 ans

Télécom. M. STRAM, AUBERVILLE, 95-14-28

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

COMPTABLE HOMME

35 ans minimum.

Chief section comptabilité facturation, codification, statistiques.

Env. lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo sous réf. **0.1515** **PUBLICIS ROGER ELBY**, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX

travaillant pour l'industrie du pétrole

recherche

INGÉNIEUR Électricité - Régulation

Pour prendre en charge les études faites par la Société dans ces domaines et assurer leur coordination avec les Sociétés clientes, sous-traitantes et fournisseurs de Matériel.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Le poste à pourvoir est à Paris avec déplacements assez fréquents en France et en Europe.

Env. lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo sous réf. **0.1515** **PUBLICIS ROGER ELBY**, 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

maisons de

MAISON CAMPAGNE
PIERRES DU PAYS
Appartements
Montagne Bourbonnaise
de commune, side cheminées,
vires apparents, 3 ch., premier.
100 m² terrain environ, EOF
branchée, eau sur place.
PRIX 42.000 F
EGECO, 20, r. Source-Hôpital,
43200 VICHY. Tél. 16-70-98-
70, même dimanche sur rendez-
vous. (fermé le mercredi).

[illegible]

CHATEAU 3 R.E.C.
vill. revale, 6 Pans, 11 Costi,
gdn, verger, Ptx : 330.000 F.
N. LE CLAIR, 65 av. Fach
CHATOU, • TEL : 77-30-02.

10

PARIS.

Les industriels créant des entreprises en Irlande n'y paient aucun impôt pendant 15 ans sur leurs bénéfices à l'exportation. Accès en franchise intégrale sur la marché britannique, et, à partir de 1977, dans tout le Marché Commun.

Subventions non remboursables pour l'achat du terrain, des bâtiments, des machines, la formation du personnel.

Pour en savoir plus sur les avantages offerts par l'Irlande aux industries étrangères, appelez M. Niall Mooney à Paris, tél. 359.77.67, ou écrivez à IDA Irlande, 45, rue Pierre Charron, 75008 PARIS.

IDA Irlande

OFFICE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Bureau Central : Lansdowne House, Dublin 4, Irlande. France : 45, rue
Pierre Charron, 75008 Paris. Belgique : 74, rue Joseph II, Bruxelles.
Danemark : Nyropsgade 47, 1302 Copenhagen V, Angleterre : 28 Strutton
Lane W1, Aldenham 15, Kiln Aldenham St., Ipswich Industrial 13,
Essex. Suisse : 11, rue de la Gare, 1001 Yverdon. Suède : 10, rue de la

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

URBANISME

CENT VILLES A PROTÉGER

M. Guy manque d'hommes pour appliquer sa politique

En décidant d'intervenir dans le destin des villes ordinaires, en souhaitant être « éverté », des décisions qui s'y préparent, en sortant du carcan « vieilles pierres » ou « villes d'art », M. Michel Guy se veut « ministre de l'urbanisme », au même titre que l'est le ministre de l'équipement.

Si le secrétaire d'Etat à la culture comptait sur les seules forces de ses services pour mener à bien cette politique, il n'aurait pas très loin. Il faudrait encore deux ans pour que le ministère dispose, par exemple, d'un représentant par département. Dix postes

d'architectes des bâtiments — ces fonctionnaires à qui les décisions de M. Guy vont donner un surcroît de travail —. Alors que, face à eux, la moindre direction départementale de l'équipement (D.D.E.) dispose de sept ou huit architectes pour examiner les permis de construire.

Pour faire passer dans la réalité son souci que les centres des villes soient préservés des changements trop brutaux, des périodes assassines et des « rénovations » intempestives, M. Guy devra compter aussi sur les fonctionnaires du ministère de

l'équipement eux-mêmes. Du haut en bas de la hiérarchie, de Paris vers les D.D.E., un nouvel état d'esprit se dessine. Ceux qui voient les villes transformées en vastes échangeurs, qui rêvent de plans de circulation, oublient les bâtiments qui bordent les rues et envoient en enfer l'âme des villes, devant se recycler. Penser à la ville et non plus aux routes qui la traversent, comme par exemple les responsables de l'aménagement du territoire et de l'équipement ont commencé à le faire, en lançant avec les affaires culturelles la stratégie des villes moyennes. — M. Ch.

LES PROPOSITIONS DE L'ADMINISTRATION

Les nouveaux sites

Voici la liste des sites parisiens que M. Guy souhaite inscrire à l'inventaire et la liste des cent villes auxquelles il propose de délimiter un « site inscrit » dans leur centre historique.

Dans un site inscrit, les demandes de permis de construire doivent être soumises pour avis à l'architecte des Bâtiments de France, qui a deux mois pour refuser ou accepter le projet ou encore proposer des modifications.

● A PARIS : quatre arrondissements de la rive droite.

M. Guy propose d'inscrire à l'inventaire les huitième, neuvième, dixième et dix-septième arrondissements, et de compléter la protection des sept premiers arrondissements qui l'étaient déjà presque entièrement. D'autres sites, plus restreints, seront délimités : autour du canal Saint-Martin (dixième et onzième), un îlot du début du vingtième siècle, pris de la gare de Lyon (dixième), un ensemble de villas, rue Mouzalla (dix-neuvième), et l'ancien village de Charonne (vingtième).

● EN PROVINCE : le centre historique de cent villes.

Agon, Ajaccio, Alençon, Angers, Angoulême, Annecy, Arras, Auch, Aurillac, Autun (1), Avignon (1), Bastia, Bayonne, Beauvais, Belfort, Bergerac, Besançon (1), Béziers, Blois (1), Bourges (1), Bourges-en-Bresse, Bourges (1), Brive-la-Gaillarde, Cannes, Carcassonne, Carpentras, Castres, Chalon-sur-Marne, Chambéry, Charleville-Mézières, Charenton, Châtelleraut, Chau-

LES NOUVEAUX MONUMENTS

D'autre part, M. Guy va proposer à la commission supérieure des monuments historiques d'inscrire au titre de monuments historiques les édifices postérieurs à 1918. Le propriétaire d'un monument inscrit à l'inventaire doit assurer l'entretien des bâtiments de France des travaux, voire de la démolition, qu'il envisage. Le fonctionnaire a deux mois pour dire s'il accepte ou refuse les modifications prévues. A la limite, il peut, pour empêcher la démolition, proposer le classement de l'édifice. Cette mesure, qui nécessite l'accord du propriétaire ou l'intervention du Conseil d'Etat, est beaucoup plus rigoureuse. Aucune modification ne peut être faite sans l'accord du ministère. Des subventions compensent cette contrainte.

Voici la liste des nouveaux monuments situés à Paris :

- I^{er} arr. — Bourse du commerce, par Blondel, Moitte, 11, boulevard de la Madeleine, par Mallet-Stevens ; immeuble moresque, 38, rue de Richelieu.
- II^e arr. — Salle de lecture de la Bibliothèque nationale, par Labrousse.
- IV^e arr. — Hôtel de Ville, extérieur et décor.
- V^e arr. — Immeuble, 34, rue de Valenciennes ; immeuble, 140 bis, rue de Bennes, par Autier, 194.
- VII^e arr. — Immeuble, 3, square Rapp, par Lavitrotte ; immeuble, 18, rue de Valenciennes, par Lavitrotte.
- VIII^e arr. — Église Saint-Augustin, par Ballard ; Église Saint-Paul, Grand Palais.
- IX^e arr. — Église Saint-Eugène, par Ballard ; immeuble du Palais, boulevard Haussmann, par Seillière ; magasin Galeries Lafayette, grand hall et temple.
- X^e arr. — Hôpital Lariboisière ; gare du Nord, par Hittorf.
- XI^e arr. — Ateliers Eclaire, 78, avenue Philippe-Auguste, par Perret ; Église Saint-Crispote de Jand.
- XII^e arr. — Cité refuge de l'Armée du Salut, 12, rue Cantagrel, par Le Corbusier.
- XIII^e arr. — Atelier Braque, rue du Douai, par Perret ; maison Guignebert, angle rue du Douai et Némoury, par Louis, maison Comte, 33, avenue de la République, par Guignebert ; hôtel particulier, 1, 3, 4, 8, 9, 11, rue de Valenciennes, par Guignebert ; hôtel de la Ville, 59, rue de Valenciennes.
- XIV^e arr. — Hôtel, 4, 6, 7, 10 et 12, rue de Valenciennes, par Seillière ; immeuble, 17, 19 et 21, rue de Valenciennes, par Guignebert ; hôtel, 43, rue de Valenciennes, par Guignebert ; hôtel, 65, rue de Valenciennes, par Guignebert.
- XV^e arr. — Maison de Tristan Tzara, 15, avenue Junot, par Louis.

TRANSPORTS

A BORD DU «FRANCE»

Les volontaires décidés à «se battre jusqu'au bout» sont invités à s'y engager par écrit

« Nous allons vers un développement de l'équipement. Tel est le sentiment exprimé mardi soir 1^{er} octobre par le comité de coordination à bord du France, après la réunion du Conseil supérieur de la marine marchande. Pour beaucoup de marins, cette réunion semblait constituer l'ultime espoir. Mais, étant donné son échec sur la question du paquebot, les responsables du mouvement n'attendent pas « une fin rapide du conseil ».

An cours d'une réunion à bord, l'un des animateurs du comité a déclaré : « Nous sommes déterminés à ne pas accepter le « dilatoire » du gouvernement concernant un retour du navire au Havre sous certaines conditions que nous jugeons inacceptables et nous sommes résolus à poursuivre l'occupation du navire telle qu'elle se déroule actuellement ».

Le France est toujours ancré au large de Saint-Vaast-la-Hougue et tous les membres de l'équipage décidés à « se battre jus-

qu'au bout » ont été invités à s'engager par écrit.

En prévision d'un probable prolongement de la grève, des dispositions ont été prises par le commandant Christian Pettit pour assurer le réapprovisionnement de son navire en masout. Une barge chargée de 2 500 tonnes est attendue prochainement.

D'autre part, le plan de croisière de la marine marchande, qui était examiné mardi au Conseil supérieur, a été approuvé par tous les membres du conseil, sauf par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., qui se sont abstenus.

Pour M. Louis Copin, président de la fédération C.F.D.T. des gens de mer, il s'agit d'un plan « qui oublie le cabotage, les questions de formation professionnelle et la part du trafic français sur les lignes de la Manche ». Pour M. Augustin Gruenais, secrétaire de la fédération des marins C.G.T. « le plan est vague et les transports de passagers sont passés sous silence ».

En Italie : un trou de 900 millions de francs

De notre correspondant

Rome. — L'affaire du paquebot France est suivie en Italie avec un intérêt grandissant. Car un problème si complexe, et à une plus grande échelle que les milieux maritimes. Un projet de loi, qui doit être soumis prochainement au Parlement, prévoit, en effet, le désarmement des grands transatlantiques appartenant à l'Etat et l'abandon progressif des croisières internationales d'ici à 1977-1978. Il ne restera plus en activité que quelques navires de moindre importance, affectés aux circuits courts et reliant les îles. Mais on craint une flotte marchande très importante, qui permettra à l'Italie de ne plus confier 80 % de ses produits d'importation et d'exportation à des navires battant pavillon étranger.

Les mesures projetées concernant la Flamm, société financière qui regroupe les quatre compagnies de navigation à capital public : l'Italia (possédant notamment le Raffaello et le Michelangelo), l'Adriatica la Tyrénia et la Lyod Tristino. Comme en France, elles s'expliquent par des raisons simples et chiffrées : en 1962, 68 % des voyageurs franchissaient l'Atlantique nord par bateau ; la proportion n'était plus dix ans plus tard, que de 2,5 % à cause du développement des moyens de transport aériens. Les paquebots de la Flamm — parmi lesquels vingt-deux « géants », ont coûté à l'Etat italien 70 milliards de lire en 1971, 90 milliards de lire en 1972 et 120 milliards de lire en 1973 (près de 900 millions de francs). Le déficit prévu pour les années à venir est tel qu'on a préféré en rester là. Deux solutions ont été envisagées : la vente des navires (à une société libérale par exemple, qui voudrait les utiliser pour des croisières en Afrique) ; la conversion du Raffaello et du Michelangelo (25 milliards de lire de déficit à eux seuls en 1974), en auberge flottante pour les ouvriers et techniciens italiens, qui construisent une scierie dans le golfe Persique ; enfin le désarmement.

C'est cette dernière solution qui a été choisie et les syndicats ont dû s'y résigner. Mais ils ont demandé de ne pas faire payer aux seize mille employés de la Flamm les erreurs d'une politique de prestige, commises pendant les années 60, alors que la crise était déjà prévisible. Reclamant un étalonnage des mesures de désarmement — cinq ans au lieu de trois — les syndicats se montrent particulièrement inquiets, quant au sort réservé aux quelques quatre mille membres du personnel hôtelier de bord. — R. S.

CORRESPONDANCE

Passagers sans bagages

M. Serge Doubrovsky, professeur à l'université de New-York, nous écrit :

Je me permets de vous écrire pour exprimer ma surprise et mon désarroi devant l'« oûhi » ou ont sombré, les passagers du France. S'il est question, comme il se doit, des gigantesques problèmes (à la taille du navire, en somme) posés au gouvernement et à l'armateur, d'une part, et à l'équipage, de l'autre, il est rarement fait état de ceux qui se situent entre ces deux positions, c'est-à-dire, pour l'heure, dans un vide de jour en jour plus inconfortable.

Certes, passagers et bagages de cabine ont été transbordés à quai le 11 septembre dernier. Mais une cinquantaine de voitures et de nombreux bagages de cabine n'ont pas été débarqués. Comme M. Augustin Gruenais, secrétaire général des marins C.G.T., le relevait dans vos colonnes, tous les passagers du France, de loin en loin, ne sont pas des milliardaires. Il y a, surtout en cette saison, beaucoup de professeurs et d'étudiants, venus passer l'année dans nos universités et lycées. Pour ces personnes, dont le sal, il devient chaque jour plus difficile de se vêtir, d'exercer leur profession, avec leurs instruments de travail en large, et tout simplement, de vivre. Il y a des cas de détresse véritable. Pour certains de leurs propriétaires, leurs voitures, qui ne sont ni des Mercedes ni des Cadillac, étaient un moyen de se rendre en leurs lieux de travail, qui en Iran, qui en Suède, qui en Yougoslavie, et des familles entières se trouvent jetées à terre, démunies de leurs possessions terrestres.

A PROPOS DE...

La modification des circonscriptions administratives

REDESSINER LA FRANCE

Alors que les remous provoqués par le projet du gouvernement de transférer à l'Etat la préfecture du Var continuent à agiter les milieux politiques et économiques de ce département provençal, le conseil des ministres du mercredi 2 octobre devait adopter des mesures d'équipement en faveur de la Corse et décider d'engager la procédure permettant d'aboutir à la division de l'île en deux départements : et en deux conseils généraux.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat et ministre de l'Intérieur, a une opération « coup de poing ». Et pas seulement pour ce qui concerne la sécurité des citoyens. On l'a bien vu avec l'annonce surprise, il y a une semaine, du projet de déposer l'Oraniquan de sa préfecture au profit du port et de la ville industrielle de Toulon. Servant de la l'optique de rattachement une fois la région de Draguignan aux Alpes-Maritimes ? En tout cas, ce fut une bombe, et les protestations se multiplièrent. Non sans raison. Plusieurs observateurs remarquent que le projet était manifestement contradictoire avec l'optique d'aménagement du territoire — dont le ministre d'Etat est responsable et qui consiste, officiellement, à tout faire pour réunir les régions rurales, notamment en mettant un terme aux fermures de services publics (écoles, perceptions, postes, votes, etc.).

En revanche, on est en droit de penser que c'est ce souci qui anime le ministre d'Etat pour ce qui concerne l'île de Beauté. Après son royaume en Corse, en mars dernier, M. Pierre Messmer, alors premier ministre, avait promis un renforcement des structures administratives et d'urgence de pouvoirs et de responsabilités aux fonctionnaires régionaux de l'île. Minutiers ou créés davantage de services publics auprès des habitants dans une région où les montagnes rendent difficiles les communications, c'est une intention qu'on ne peut qu'approuver. Mais la nouvelle « opération Corse » projetée par les pouvoirs publics est ressentie dans l'île comme une affaire purement politique. Il s'agit de remettre à la majorité présidentielle, représentée par le député U.D.R. M. Jean-Louis Roca, de ne pas renforcer par la présence d'un député supplémentaire à Ajaccio. On aboutirait à une coupure de l'île, le nord penchant vers la gauche, le sud étant plus favorable à l'oc-

tuelle majorité. Mais ce projet, s'il est engagé, risque de déclencher une nouvelle tempête de protestations de Bastia à Bonifacio. Puisque M. Poniatowski prend des initiatives de géographie administrative, on est tenté de lui suggérer de regarder vers le département du Nord. L'arrondissement de Valenciennes, à l'est (330 000 habitants), est plus peuplé que chacun des quarante-trois derniers départements français et que la seule région de Corse. L'idée, audacieuse, rigoureuse, depuis plusieurs années par les clubs (généralistes, Perspectives et Réalités) serait de créer un nouveau département du Hainaut rassemblant les arrondissements de Cambrai et d'Avoyenne, avec, au total, 300 000 habitants. A Valenciennes, en effet, on supporte mal « le monopole de la métropole » lilloise. Comme le disent rétrospectivement les responsables de cette ville, « au moment où on veut favoriser les cités moyennes, cette omnipotence exercée de plus en plus comme de l'incroyance ».

Et puisque M. Poniatowski réunit sous sa tutelle la réforme régionale, on espère qu'il essaiera, sans attendre, de mettre un terme à certaines querelles de limites régionales. Et aussi qu'il favorisera la réunification de la Haute et de la Basse-Normandie. La chose ne devrait pas être trop difficile depuis que M. André Heisencourt (r.p.i.) a remplacé à la présidence de l'Assemblée de Haute-Normandie M. Jean Lecanuet, gardé des secrets, maître de Rouen, qui exerce jusqu'à maintenant l'idée que la préfecture de la nouvelle région pourrait être installée ailleurs qu'à Rouen.

Aménager le territoire c'est peut-être d'abord redessiner les régions et les départements. Du coup, les impétuosité économiques ne peuvent être dissociées des préoccupations sociologiques et politiques. FRANÇOIS GROSCHARD.

Ricardo Bofil
l'homme du «taller» de Barcelone

Un architecte de talent, habité par le feu sacré. Le regard intense, la silhouette élancée. Simple, Modeste, presque. La sens des formes et de leurs valeurs symboliques, aimant les idées générales et générales. Ricardo Bofil est l'architecte qu'a choisi M. Michel Guy, secrétaire d'Etat aux affaires culturelles, pour diriger le Centre de réflexion sur l'architecture. Il n'a pas l'allure de l'architecte-homme d'affaires ni de l'architecte-technocrate qui manipule des opérations complexes. Au contraire, c'est un poète qui n'est sûr de rien. La recherche inquiète est son domaine. Des architectes de cette trempe, on en trouve partout. Ce sont des architectes de vocation. Mais ce n'est pas la genre qu'on poussait il y a encore peu, en France, où l'industrialisation a conduit l'architecture dans une phase fonctionnaliste stérile.

Le « taller », l'atelier de Ricardo Bofil, de Barcelone, ville d'un autre architecte génial et fou celui-là, Gaudí, n'a pas tenté de rassembler à une entreprise moderne — comme c'est le cas en France. C'est une organisation artisanale, dont le capitol est le maître gris, l'imaginaire et l'intuition, la capacité d'intégrer les rêves des gens pour leur donner forme.

Des « ateliers d'architecture », il en existe en France. Ils additionnent les connaissances d'architectes, d'ingénieurs, de sociologues, de décorateurs, etc. Mais le « taller » de Barcelone associe, lui, depuis une dizaine d'années, les architectes aux poètes, écrivains, peintres, philosophes. Tous hommes d'intuition et tous choisis pour leur complémentarité, capables de rêver pour les autres et d'interpréter le rêve des autres. Ils font du « marketing », mais au second degré, par une approche poétique qui tente de déboucher les désirs profonds des gens pour les réaliser ici dans un ensemble de

JACQUES MICHEL.

PREMIÈRES RÉACTIONS DES ÉLUS DE LA BANLIEUE :
DES CONTRÔLES SUPPLÉMENTAIRES

Les responsables des communes de la banlieue parisienne dont les centres historiques vont être inscrits à l'inventaire des sites ont accueilli cette nouvelle avec perplexité.

A Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), on s'interroge sur la signification du terme « centre historique ». Est-ce la rue du centre ville, ou les abords des monuments comme la mairie ou l'ancienne porte du château ? Dans le premier cas, les édiles souhaiteraient pouvoir rénover totalement ce qui ne leur permet pas la proximité de l'aéroport du Bourget ; dans le second, ils réclameraient des crédits pour restaurer les vieilles pierres.

A Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), on cherche à quel centre ville le secrétariat d'Etat à la culture peut se référer, car la commune en possède quatre, autant que de stations du métro

express régional. Les monuments historiques, comme l'église Saint-Nicolas, le square de l'Abbaye et la tour « Babylone » présentent la caractéristique de ne pas se trouver dans l'un de ces centres.

A Reuil-Malmaison (Hauts-de-Seine) et à Charenton (Val-de-Marne), on craint que des contrôles supplémentaires ne viennent compliquer les rénovations en cours. M. Alain Griotte, maire républicain indépendant de Charenton, nous a déclaré à ce sujet : « J'espère que la nouvelle réglementation me facilitera la tâche. Mais si c'est un contrôle de plus, c'est une erreur. Car, on discute à présent d'un étage d'un bâtiment et par ailleurs, on laisse joindre, comme à l'ordinaire, on construit une cheminée hétéroclite en face de la mairie qui est classée ».

une adresse :
c'est comme une carte de visite
3.600 m² de bureaux à louer (total ou divisibles)
31-37 AVENUE DE WAGRAM
JONES LANG
80 AVENUE MARCEAU PARIS 8^e - 720-21-23

سكاي نيوز

LA VIE ÉCONOMIQUE

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU FONDS MONÉTAIRE

N'y a pas d'effondrement à craindre sur les marchés financiers déclare le secrétaire américain au Trésor

De notre envoyé spécial

Washington. — C'est devant une salle comble que M. William Simon, secrétaire américain au Trésor, a assuré mardi que les marchés financiers continueraient à répondre raisonnablement bien aux exigences de la situation présente et qu'il n'y avait pas de danger de crise de confiance de ce côté-là. (Voir les extraits ci-dessous de la déclaration de M. Simon.)

Bien qu'elle s'adressât, en principe, aux cent vingt-cinq autres délégations présentes, l'allocution de M. Simon paraissait au moins autant destinée au public américain qu'il s'agit de convaincre — au moment où l'administration républicaine met la dernière main à son programme

anti-inflationniste — que l'inflation est l'ennemi n° 1 à combattre, et non pas le marasme économique. Que l'inflation soit le plus grave, sinon l'unique, danger qui courrait actuellement l'humanité, c'est ce qu'a proclamé avec plus de conviction que quiconque, dès sa première phrase, le ministre américain des Finances, M. Hans Ael. Il a été le seul à affirmer cette évidence qu'il n'y a aucun besoin d'une augmentation générale des liquidités internationales et que le Fonds, en tant que gardien du système monétaire international, ne devrait pas, de son propre chef, engendrer de nouvelles pressions inflationnistes.

Pour ou contre de nouvelles « facilités » monétaires

Bien que M. Ael ne s'opposât pas (comment le pourrait-il tout seul ou presque ?) à ce que le F.M.I. explore et utilise « d'autres formules de recyclage », il préférait que l'argent des pays producteurs de pétrole serve à financer non pas les importations courantes des pays déficitaires, mais des investissements à long terme, notamment dans les pays pauvres. Comme s'il y avait un début de solidarité entre les pays riches, l'Allemagne fédérale s'est montrée soucieuse de voir augmenter l'influence des pays producteurs de pétrole au sein du F.M.I. et de la Banque mondiale.

C'est une tout autre chanson qu'on entendue du côté italien : M. Emilio Colombo, ministre du Trésor du gouvernement de Rome, a demandé une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux. De même, du côté britannique, M. Healey, a affirmé que la hausse du prix du pétrole avait des effets au moins autant déflationnistes — parce qu'elle induit une baisse de la consommation — qu'inflationnistes. Si M. Fourcade voit dans cette diminution de l'utilisation du pétrole une incitation pour changer de modèle de société, elle n'est pas du tout la préoccupation du chancelier de l'Échiquier, qui cherche à promouvoir des mé-

canismes permanents de financement des déficits auxquels il ne semble pas envisager la possibilité (il peut-être le désirable) de mettre un jour fin.

Enfin, qu'il n'ait pas été de chiffres pour la nouvelle « facilité » (c'est le mot employé, et il est bien trouvé de crédit, qu'il préconise de créer au sein du F.M.I. pour « recycler » les capitaux arabes ou iraniens en faveur, cette fois-ci, des pays industrialisés, il semble que M. Healey pense que 10 milliards de dollars seraient un minimum pour la première année (1975). C'est sans doute pour calmer cette ardeur que M. William Simon, dont le pays n'aura probablement pas besoin des services du Fonds pour continuer à attirer chez lui les capitaux arabes, iraniens ou vénézuéliens, a cru bon de préciser qu'aucun mécanisme de recyclage ne donnera à chaque pays l'assurance qu'il pourra emprunter des sommes illimitées.

En l'absence jusqu'à ce jour d'intervention de la part des gouvernements des pays producteurs d'hydrocarbures (la plupart des ministères arabes sont restés chez eux par le Ramadan), le discours prononcé mardi après-midi par le ministre des affaires économiques et financières

de l'Iran, M. Hushang Ansary, a fait sensation, même s'il reprenait, avec une vigueur et un talent particuliers, les arguments des pays de l'OPEP. L'inflation prédomine au rattachement des produits pétroliers, a rappelé M. Ansary, et la responsabilité en incombe aux pays industrialisés. Quant à l'indexation, elle jouerait plutôt comme un frein à l'inflation en encourageant justement les pays consommateurs à lutter plus sérieusement contre elle.

La proposition intéressante : la machine à fabriquer des institutions issues des accords d'Atlanta de Bretton-Woods continuait sa difficile et coûteuse marche : la réunion de l'assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale représente chaque année une dépense de plusieurs dizaines de millions de dollars. Certains pensent donc qu'il serait déraisonnable de la réunir seulement une fois tous les deux ans. Mercredi et jeudi, les deux comités nouvellement créés, l'un pour suivre le fonctionnement de ce

qui subsiste du système monétaire international (le comité intermédiaire) et l'autre (le conseil d'administration du Fonds et de la Banque) pour étudier les moyens de transférer des ressources réelles vers les pays en voie de développement, tiendront leur première séance de travail.

La question du transfert, si sérieuse soit-elle, rendait surtout l'attention des observateurs, parce qu'elle demeure l'une des rares occasions de faire apparaître la traditionnelle opposition entre les « États-Unis et le monde », sans risque ni pour l'un ni pour l'autre des protagonistes. Les Américains s'opposent à ce qu'un « lien » soit établi entre, d'une part, l'émission des droits de tirage spéciaux et, d'autre part, l'aide aux pays pauvres (même les consentant désemparés que le sujet soit étudié).

La France est au contraire devenue un chaud partisan de cette méthode pour le moins contestable, qui revient à reconnaître ouvertement que l'émission monétaire est un moyen institutionnel de redistribution des revenus.

Le pécule du F.M.I.

Les Américains poussent une idée à peu près aussi scabreuse et qui, du reste, n'a pratiquement pas de chance d'être jamais appliquée : la vente sur le marché par le F.M.I. de l'or qu'il détient (plus de 6 milliards de dollars, au prix actuel de 422 dollars l'once). Pour la France et beaucoup d'autres pays européens, le F.M.I. n'aura pas trop de tout son or, révalué au prix du marché (la revalorisation de l'or est déjà derrière nous, dit-on dans l'entourage de M. Fourcade) pour servir de contrepartie à l'énorme déficit de crédit qu'il est en train de s'édifier au-dessus de l'imposante masse déjà existante.

De toute façon, la question n'est pas près d'être tranchée, et les menaces américaines continuent d'avoir un effet plutôt contraire sur les spéculateurs, comme semble l'attester le fléchissement des cours constaté depuis le début de la semaine. Les affaires monétaires de ce monde

ayant cessé d'être « conduites », comme le prouve, d'ailleurs, la réunion de Washington. Elles sont livrées aux forces et aux faiblesses du marché.

Il a été procédé dans la journée de mardi à l'élection des quinze administrateurs élus des conseils d'administration du F.M.I. et de la Banque. Chacun des membres élus représente un groupe de pays. Aucun des groupes n'a voulu accepter en son sein l'Afrique du Sud (représentée par l'Australie jusqu'à la victoire des travaillistes dans ce pays). Prétorisait donc plus de porte-parole officiel ni le F.M.I. ni la Banque.

PAUL FABRA.

● M. SIMON : le F.M.I. devrait pouvoir vendre l'or.

Dans son discours devant les assemblées générales du F.M.I. et de la Banque mondiale, M. Simon, secrétaire américain au Trésor, a rappelé que les États-Unis entendaient tirer les conséquences de l'élimination de l'or du système monétaire international. Cela suppose notamment que le F.M.I. puisse vendre sur le marché libre une part de son stock d'or, a dit M. Simon, qui soulève une question que le F.M.I. ne se sent pas tenu de payer en or le quart de leur valeur au Fonds, comme le prévoient les statuts de 1946.

« Je ne crois pas que le monde soit sur le point de glisser vers une récession cumulative, bien que nous devions être sur la qui-vive et prêts à agir avec rapidité », a-t-il ajouté. « Je ne crois pas que les marchés financiers internationaux soient au bord de l'effondrement. »

En apparence, les relations économiques entre les pays industrialisés, M. Simon a rappelé que les restrictions décidées par les producteurs d'hydrocarbures tendent à se relâcher. Il a renouveau l'offre de coopération faite la semaine dernière par les dirigeants américains pour trouver des solutions orientées dans le sens du marché, équitables et bénéfiques pour tous.

En revanche, le secrétaire au Trésor estime que le besoin de créer de nouvelles institutions pour redistribuer les revenus des producteurs de pétrole n'apparaît pas clairement pour l'instant, et il a mis en garde certains pays contre l'illusion de « pouvoir emprunter en quantités illimitées ». Jusqu'ici, le système financier international s'est réajusté à la mesure de la tâche, notamment le système bancaire américain, qui a repris depuis le début de l'année 15 milliards de dollars à des pays étrangers.

● M. ANSARY : le niveau de vie des pays riches est trop élevé.

M. Hushang Ansary, ministre iranien des affaires économiques et des finances, a déclaré de son côté que la hausse des prix du pétrole n'était pas le facteur le plus important de l'inflation mondiale. Sur un taux d'inflation avoisinant les 14 % en 1974 dans les principaux pays industrialisés, la part du pétrole ne dépassait pas une moyenne de 1,4 %.

Après avoir, M. Ansary avait rappelé les « déséquilibres et les faiblesses » qui existent dans les relations économiques internationales après la deuxième guerre mondiale, au détriment des pays en voie de développement. Selon le ministre, les pays industrialisés doivent procéder à un ajustement de leur « style de vie » pour réduire leurs « consommations excessives », l'ère du pétrole et des matières premières à bon marché étant terminée.

ÉNERGIE

UNE CAMPAGNE D'INFORMATION SUR LES ÉCONOMIES EST LANCÉE PAR LES POUVOIRS PUBLICS.

Une campagne d'information sur les économies d'énergie, d'une durée de six à huit mois, a été lancée par les pouvoirs publics la semaine dernière.

« Cette campagne », a expliqué M. Denis Baudouin, délégué général à l'information, « a pour but d'obtenir une économie de 15 % de la consommation énergétique par la sensibilisation de l'opinion à la lutte contre le gaspillage. »

Il n'y a pas de pénurie, a indiqué M. Baudouin, nous pouvons disposer de pétrole. Mais il est cher. Il faut que les Français en prennent conscience et fassent un effort pour éviter les gaspillages.

En accord avec les principaux distributeurs d'énergie, la délégation à l'information va s'efforcer de donner des renseignements et des conseils — tant au public qu'aux industriels — sur les moyens de réaliser des économies d'énergie.

En Belgique LE GOUVERNEMENT ÉTEINT LES LUMIÈRES SUR LES AUTOROUTES

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — Le gouvernement belge accorde son attention à la vie chère et à la lutte contre le gaspillage. Depuis le 15 septembre, toutes les lampes ont été éteintes sur les autoroutes belges, considérées jusqu'à présent comme les mieux éclairées d'Europe.

Au Cercle républicain

M. FRANÇOIS CEYRAC SOUHAITE LA MISE EN PLACE D'UNE POLITIQUE NOUVELLE DE L'ÉNERGIE

M. François Ceyrac, président du Conseil national du patronat français, a évoqué mardi 1^{er} octobre, devant un groupe d'industriels français réunis au Cercle républicain, les perspectives de l'économie française. Il a proposé que l'on mette en place une politique nouvelle de l'énergie et que l'on donne aux industriels français les moyens de réaliser les investissements nouveaux nécessaires aux économies d'énergie et de matières premières.

En ce qui concerne la réévaluation de la balance commerciale, le président du C.N.P.F. a souligné que les entreprises ont moins besoin d'exporter et qu'elles persuaderont les Français que leur production est aussi bonne dans bien des domaines que celle des autres pays.

« Il n'est pas question, a ajouté M. Ceyrac, de recourir à une politique isolationniste ou de remettre en cause les bases du marché commun, mais de faire usage de bon sens. »

● EN GRANDE-BRETAGNE. — Diminution du déficit de la balance commerciale : 310 millions de livres en août, contre 177 millions de livres en juillet (11,2 francs). En juillet, les exportations ont atteint 1270 millions, en augmentation de 8,8 %, et les importations 1388 millions, en diminution de 5,8 %.

(PUBLI-TEX)

REPUBLIC OF TURKEY

MINISTRY OF ENERGY AND NATURAL RESOURCES
GENERAL DIRECTORATE OF STATE HYDRAULIC WORKS
CONSTRUCTION OF OYMAPINAR DAM AND HYDROELECTRIC POWER-PLANT
ANKARA - TURKEY

The General Directorate of State Hydraulic Works of the Republic of Turkey hereby invites local and foreign contractors with extensive experience to submit bids for the construction of OYMAPINAR hydro-electric project in Antalya region of Turkey.

Principal Features of the Project

- 1) Dam: Double curvature thin arch 185 meters high and 360 meters in crest length.
- 2) Powerhouse: Underground type with 4 x 135 MW units, underground transformer hall and 120 meters long horse-shoe type tailrace tunnel of 12.5 x 8 m in section.
- 3) Diversion: Single tunnel 375 meters long, horse-shoe section of 10.0 m. inner diameter (subject to separate contract and to be delivered to the main dam and powerhouse during his move-in).
- 4) Spillway: Two gated horse-shoe section tunnels of 11.5 meters inner diameter, each 350 meters long with chute and ski-jump bucket.
- 5) Silt-excluder: Concrete type, comprising an arch of about 200 x 225 m. with two incoming and five outgoing lines of 300 kV.
- 6) Auxiliary dam: Two concrete arch dams of constant radius of curvature of 120 m. in left abutment about 55 m. high and one abutment about 40 m. high.
- 7) Grout curtains: One under the main dam, and another on the east flank intercepting transversely limestone.

MAIN WORKS ITEMS

- a) About 650,000 cu. m. foundation excavation in rock for dam;
- b) About 550,000 cu. m. dam concrete;
- c) About 250,000 cu. m. structural concrete;
- d) About 10,000 cu. m. cofferdam construction (earth and rock);
- e) About 320,000 cu. m. of underground excavation;
- f) About 500,000 m. of aluminium grout curtain or concrete pile curtain;
- g) About 150,000 m. of drilling (for grouting and drainage);
- h) About 3,000 tons of penstock;
- i) About 500 tons metallic items such as gates, trashrack, travelling crane, etc.

Foreign companies will be required to associate with local contractors and submit a joint declaration for prequalification. The General Directorate of State Hydraulic Works reserves the right to prequalify and select among the applicants those who will be invited to present bids for construction works, in accordance with the standards and bidding procedures of the General Directorate.

Foreign companies not registered in the Turkish Registry of Contractors that wish to participate, must present:

- a) Certificate of balance sheet of its general financial statement corresponding to the last fiscal year;
- b) Letters of reference from banks or other commercial and financial institutions;
- c) List of similar projects in which the company has participated, in participating or has been contracted for, alone or as partnership with other contracting companies;
- d) Any other documents or information which the company may consider convenient.

Turkish firms, associate or partners must present the following:

- a) Certificate for Contractors issued by the Ministry of Public Works;
- b) Name and contract cost of major construction works completed or under way; date of completion if completed, main characteristics of the work and the name of the Owner;
- c) Experience of key personnel of the contractor;
- d) The capital of the firm, annual turnover, balance sheet for the last five years and latest 48 reference from banks;
- e) Present equipment park of the contractor (type, number and working condition);
- f) Any other document or information which the company may consider convenient.

Grouting works are an essential part of the project and only contractors with high experience in the field of grouting treatment in concrete areas or having for subcontractor a specialized firm in this kind of work will be considered. Presentation of sufficient evidence to demonstrate contractor's ability in the above-mentioned field is essential.

Joint-Venture: Companies interested in this bid may associate among themselves and jointly propose. However, in such a case, they are obliged to apply jointly for prequalification and submit a declaration for joint-venture filed in a form to be obtained from the Owner.

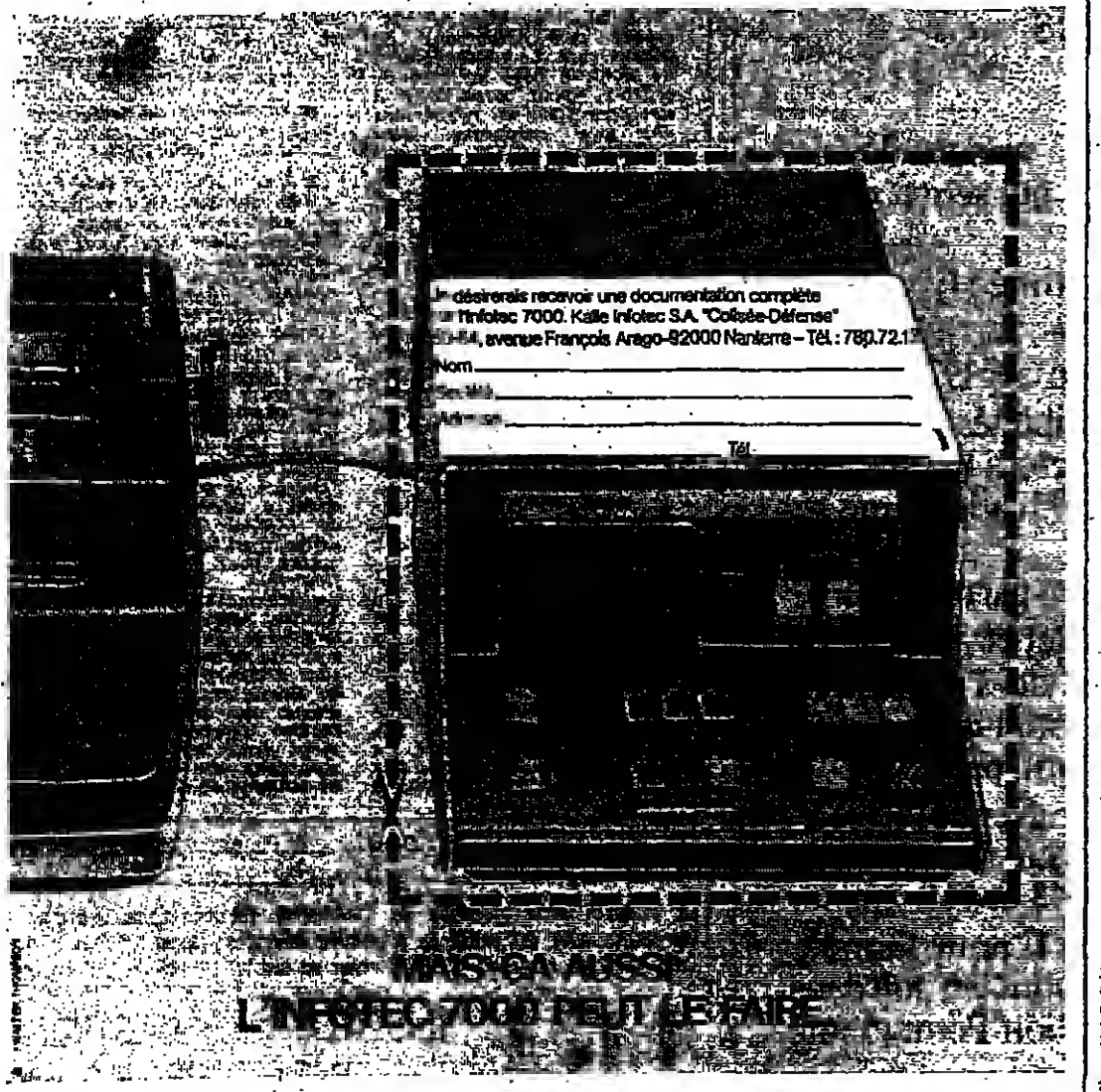
Each Joint-Venture Must Present:

- a) The name of the Pilot Company of the Joint-Venture;
- b) The documents required for the companies interested in participating in this bid, for each company, of the Joint-Venture;
- c) A document establishing the solidary responsibility of the companies of the Joint-Venture and in which they agree to constitute it. All documentation must be presented in Turkish or English language, duly legalized where required, by the Turkish consulates and/or local chambers and must be delivered to the address given below not later than Friday, November 15, 1974 at 12.00 a.m. Duty to delivery of mail, for whatever reason it might be, shall not be accepted.

A brochure has been prepared giving more information about the project characteristics. This brochure can be obtained free of charge from the address given below or from the consulting engineer Coyne et Bellier, Bureau d'Ingénierie Conseils, 19, rue Alphonse-de-Neuville, 75017 Paris in France.

Mailing Address:
DEVLET SU ISLERI GENEL MUDURLUGU
BARAJLAR VE H. SANTRALLAR BAKSANTLIGI
YUCETERE, ISKENT INONU BULVARI
ANKARA - TURKEY

C'EST TOUJOURS UN QUART D'HEURE AVANT LE DEPART DU COURRIER, QU'IL FAUDRAIT RAJOUTER UN PARAGRAPHE AU MILIEU D'UN RAPPORT DE SIX PAGES.



C'est toujours un quart d'heure avant le départ du courrier qu'il faudrait apporter une ou deux modifications essentielles à deux ou trois lettres importantes. C'est parce que ce genre de chose arrive tous les jours que Kalle Infotec a conçu l'Infotec 7000.

L'Infotec 7000 : c'est une console qui donne la mémoire à une machine à écrire à sphaère. Cette mémoire enregistre la trace sur cassette magnétique. Ceci permet à votre secrétaire d'apporter des corrections ou des modifications de texte à tout moment, au lieu de gommer ou d'arracher les feuilles de sa machine. L'Infotec 7000 se charge de restituer le texte modifié à la vitesse de 900 frappes/minute.

L'Infotec 7000 offre de multiples applications comme, par exemple, la frappe automatique du courrier répété ou de textes à partir d'éléments pré-enregistrés. Vous aurez ainsi un courrier à l'image de votre société.

● Agence LITEL 39-38, rue de l'Hôtel de Ville - 95000 LILLE
Tél. (20) 57.70.77 ● Agence LYON : Le Marais, 90-94, rue Servant - 69003 Lyon - Tél. (78) 62.58.57 ● Succursale Paris : 41-45, rue Galvée - 75118 Paris - Tél. 720.11.45
● Agence STRASBOURG : 1, quai de Paris - 67000 Strasbourg.

KALLE infotec

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

UN INDUSTRIEL DE LA CHAUS-
SURE PROPOSE UNE SOLUTION
POUR LES TANNERIES
D'ANNONAY.

Un fabricant de chaussures de la région lyonnaise, M. Racou, se propose d'installer dans l'une des deux usines des Tanneries françaises rénovées d'Annonay une fabrique de chaussures de sécurité. Il emploierait, dès le printemps 1975, quatre-vingt-dix personnes, puis, dans un second temps, environ cent soixante-dix.

Il a exposé, le 1^{er} octobre, sa solution aux travailleurs des T.F.R., qui occupent les locaux de la firme depuis le 12 juillet. Il a également présenté sa proposition à l'administrateur provisoire, M. Chassagnon, ainsi qu'aux pouvoirs publics qui examinent son dossier. M. Racou doit rencontrer ce mercredi 2 octobre les responsables de l'administration et les organismes bancaires afin de mettre sur pied la participation financière qui serait nécessaire pour la reprise de l'usine (il demande un prêt, à moyen et long terme, de 2 millions de francs).

Cette solution, si elle était adoptée, ne réglerait cependant pas le problème de l'ensemble du groupe T.F.R. Pour les usines du Fay et de Bort-l'Orgue, trois propositions sont actuellement examinées par les pouvoirs publics : celle du groupe anglais Barrow Haigh, associé à deux tanneurs français ; celle d'une firme hollandaise ; celle d'un groupe de professionnels de l'élevage, qui ferait intervenir la caisse de solidarité des éleveurs et des dévaloirs (Unigrain).

● **RACHAT DE POINTS DE RETRAITE POUR LES ARTISANS ET COMMERÇANTS.** — Deux arrêtés, publiés au Journal officiel du 3 octobre, précisent les modalités de rachat de points de retraite

CONSTRUCTION

LES AGENTS IMMOBILIERS SOU-
LIGNENT UN RALENTISSEMENT
DES VENTES D'APPARTEMENTS
NEUFS.

La « rentrée » immobilière s'annonce, comme prévu, relativement effrénée. Dans sa dernière note de conjoncture, la Chambre syndicale parisienne des agents immobiliers constate un ralentissement des ventes d'appartements neufs, un arrêt des achats de terrains à bâtir et un report des basculements d'opérations. Cette situation a incité à proposer une réduction grave de l'offre, bien qu'un contrat d'investisseurs se manifeste.

Dans le secteur des appartements anciens, les demandes sont, selon les professionnels, nombreuses, mais les transactions difficiles. Les prix semblent stabilisés pour l'instant. La Chambre syndicale indique aussi que, dans le domaine locatif, le marché est très actif et qu'il y a un certain renouveau de transactions portant sur les bureaux.

offertes aux artisans et commerçants. Elles visent, d'une part, ceux qui bénéficient de « l'aide compensatrice » créée par la loi Royer, et, d'autre part, la poursuite des contrats de rachat déjà souscrits.

LES « NEUF » RECHERCHENT UN NOUVEAU COMPROMIS

(Suite de la première page.)

Comment seraient fixés ces prix ? Si l'on se réfère à l'accord du 20 septembre, on tiendrait compte de l'augmentation des coûts de production subis par les agriculteurs en 1973 et 1974. (Habituellement, la période de référence prise en considération était plus longue, quatre années, et par conséquent moins avancée pour les producteurs.) Toutefois, on décalerait ensuite, au moins en partie, la hausse de prix consentie en octobre. Il reste à savoir, et ce schéma est effectivement retenu, ce que les agriculteurs et leurs organisations professionnelles penseront de ce « correctif négatif » qui atténuerait l'intérêt de fixer les prix 1975-1976 en tenant compte, plus que par le passé, des effets de l'inflation. En outre, l'accord sur les 5 % de hausse pourrait être lié à la suppression des subventions nationales, « au moins pour l'instant ».

● **La suppression des aides nationales.** — Les Allemands demandent précisément que les pays membres qui accordent des aides nationales contraignent la réglementation communautaire les suppriment. Sont ainsi visées les aides directes aux producteurs, telles que la prime à la vache ou à la truie accordée par la France en juillet. En Belgique, le dispositif juridique rendant possible dans la pratique l'octroi de ces aides a été mis en place ; mais, pour éviter les foudres de la Commission de Bruxelles, le gouvernement en est jusqu'à présent resté à : les subventions n'ont pas été effectivement accordées. On peut penser que M. Ertl réclamera le démantèlement du dispositif juridique encore existant.

La « cas » française se présente sous un jour différent, car les

altes ont bel et bien été versées aux éleveurs. Il ne peut être question d'envisager leur remboursement. Il semble peu probable que les Allemands se contentent d'une déclaration d'intention par laquelle les gouvernements s'engageraient à se montrer désormais plus respectueux des règles et contraintes de la Communauté. M. Ertl et M. Genscher, le ministre des affaires étrangères, — qui a lui-même adressé une lettre à ses collègues pour leur faire part de ses préoccupations, à la suite des décisions d'aides nationales prises dans certaines capitales — voudront sans doute que l'infraction française soit condamnée ou, pour le moins, que la situation juridique, au regard de ces aides françaises, soit éclaircie.

La France reconnaîtra-t-elle
ses torts ?

En effet, pour essayer d'« éteindre » cette affaire désagréable et d'interrompre la procédure d'infraction déclenchée par la Commission, la délégation française s'était livrée le 18 septembre à un habile tour de passe-passe juridique : M. Achar, qui conduisait la délégation française, tandis que M. Bonnet présidait les débats, avait demandé au conseil de déclarer les aides accordées compatibles avec le traité, en mettant l'accent sur leur caractère exceptionnel. C'était évidemment exiger beaucoup des Allemands, alors que le texte de la lettre de M. Genscher condamnait ces aides, était à peine sèche. Le conseil n'ayant pris aucune décision, la procédure d'infraction déclenchée par la Commission a été suspendue pour trois mois.

Un tel répit, sans l'écueil du gouvernement fédéral, pourrait

laisser espérer à Paris que le litige serait finalement oublié. M. Genscher et Ertl, soucieux que les Français ne s'en tirent pas à si bon compte, demanderont donc probablement que les torts français soient nettement reconnus.

● **L'importance de la politique agricole commune.** — On ignore encore ce que veulent exactement les Allemands. Les Français, ils l'ont déjà dit, peuvent parfaitement accepter que le conseil et la Commission s'emploient à dresser un bilan du Marché commun agricole, autrement dit à en identifier les défaillances, et même — ce qui serait pourtant peu conforme à l'esprit du traité de Rome — à évaluer les avantages et les inconvénients du marché commun pour chacun des États membres. La France se dérobera d'autant moins qu'elle est persuadée que cet inventaire apparaîtra finalement comme très positif, y compris pour l'Allemagne fédérale.

Du bilan à ses conséquences

Les premières recherches statistiques effectuées par les services de la Commission lui donnent parfaitement raison : entre 1962 et 1974, le solde débiteur de la R.F.A. à l'égard du budget agricole commun a été de 1 011 millions d'unités de compte (5,61 milliards de francs) ; en revanche, en s'approvisionnant en blé et en sucre au cours européen, l'Allemagne a économisé 1 milliard d'unités de compte (5,55 milliards de francs). En bref, une seule campagne a suffi à l'Allemagne pour récupérer la quasi-totalité de ses contributions au budget agricole européen.

Toutefois, compte tenu de ce que l'on peut deviner des intentions allemandes — une réforme profonde du Marché commun agricole risquant de porter atteinte à l'essentiel, à savoir à la préférence communautaire et à la solidarité financière, — « l'opération bilan » ne va pas sans risque. L'important pour la France est d'éviter que la conclusion de ces travaux d'inventaire ne devienne une condition préalable à toute décision agricole importante, bête, de faire en sorte que l'effort de réflexion et de réforme, réclamé par Bonn, n'affecte pas le fonctionnement

normal du Marché commun agricole.

La réunion de Luxembourg d'aurait permis d'en connaître davantage sur les intentions du gouvernement fédéral, puisque note adressée le 25 septembre à autres États membres indique la volonté de ce dernier de « se tenir des propositions sur la base du traité de Rome ». Cette formulation a provoqué pas mal de spéculations sur les arrière-pensées des auteurs de ce programme. L'Allemagne s'apprête-t-elle à présenter aux pays membres un mémorandum où elle décrirait les aménagements qu'elle souhaite voir entreprendre ? U telle formule, au reste parfaitement conforme aux habitudes bruxelloises, serait très bien accueillie par la Commission, qui toujours appelé de ses vœux critiques et contributions constructives. Cependant, attention : ce que la demande allemande n'implique pas une remise en cause du droit d'initiative du législateur bruxellois, les milieux communautaires soulignent que ce dernier est habilité par le traité de Rome à soumettre pour approbation des propositions en bon et due forme au conseil d'administrateurs.

PHILIPPE LEMAITRE.

Aux Etats-Unis

LES PRIX AGRICOLES
ONT BAISSÉ EN AOÛT
MAIS LA RÉCOLTE DE SOJA
EST MENACÉE

Les prix agricoles américains baissent au mois d'août (- 2 %), la première baisse depuis le printemps dernier, et se retrouvent à un niveau inférieur de 1 % à celui de l'automne dernier. Le gouvernement prévoit néanmoins que les prix de détail, produits alimentaires continuent d'augmenter jusqu'à la fin de l'année, la hausse devant atteindre 13 à 17 % pour l'année 1974.

De plus, la récolte de soja apparaît gravement menacée par les gelées qui ont affecté les régions du Midwest. Certains experts prévoient une réduction de 23 % des tonnages obtenus en 1974.

La R.F.A. alloue des aides importantes
à ses agriculteurs

La République fédérale allemande fait campagne contre les aides nationales à l'agriculture qui sont contraires aux principes du Marché commun agricole, car elles créent des distorsions de concurrence. Le gouvernement de Bonn a posé la levée de celles-ci pour conditions de son accord sur un relèvement des prix européens. Mais l'Allemagne ne voit-elle pas la paille dans l'œil de ses partenaires alors qu'elle y a elle-même une poutre ? C'est la question qui se pose au vu d'un rapide bilan des aides nationales allouées par la R.F.A.

Depuis le début de l'Europe verte, Bonn a accordé pratiquement chaque année des aides à ses cultivateurs, note-t-on dans certains milieux communautaires. Pour ne prendre que la période la plus récente, on constate que les paysans allemands ont bénéficié pendant quatre ans, de 1969 à 1973, des subventions pour compenser la réévaluation du deutchemerk pour les agriculteurs de leur prix. Ces aides ont été de l'ordre de 3 milliards de deutchemarks au total. En outre, les paysans allemands, qui ne sont pas assujettis au régime de la T.V.A., ont bénéficié annuellement d'un crédit d'impôt qui représentait 5 % de leur chiffre d'affaires. Ce pourcentage a été porté à 8 % en 1974, ce qui correspond à

une ressource globale de 1 à 1,2 milliard de deutchemarks (1,9 à 2,2 milliards de francs) en 1974.

Épisodiquement, la R.F.A. a consenti à certains secteurs en difficulté, du fait notamment des aides monétaires, des aides exceptionnelles :

● 40 millions de deutchemarks en 1970 pour les horticulteurs et l'arboriculture ;

● Une avance sans intérêts et remboursable de 4 millions de deutchemarks pour la mise en place des fonds de stabilisation des cours et des volatiles, ainsi qu'une bonification supplémentaire des prêts contractés par quelque 350 000 exploitants ;

● Des subventions analogues, de l'ordre de 50 millions de deutchemarks ont été allouées en 1972 et 1973. Cette année, pour aider les branches touchées par la crise de l'énergie, le gouvernement fédéral a accordé 23 millions de deutchemarks pour les serres, 5 millions de deutchemarks pour le séchage des fourrages, 10 millions de deutchemarks pour l'emploi d'autres sources d'énergie que le pétrole. Enfin, l'Allemagne a décidé de mettre en vigueur, sans attendre le « feu vert » de Bruxelles, son programme d'aide aux agriculteurs des régions défavorisées, notamment pour les élevages de montagne, qui se montent à 66 millions de deutchemarks.

(Publité)
Le contact socio-technique de l'entreprise est en pleine évolution. Les responsables des unités de production doivent s'y adapter. Cette situation a conduit l'I.F.G. à créer un Institut spécialisé :

I.G.I. INSTITUT DE GESTION
INDUSTRIELLE

De la conception des produits et des processus aux problèmes de pilotage des opérations de production et de livraison, l'I.G.I. :
● apporte une aptitude à concevoir et à piloter de grands projets ;
● propose des méthodes concrètes d'analyse et de synthèse ;
● permet une approche pluridisciplinaire pour résoudre les problèmes industriels ;
Durée : 30 jours répartis sur 18 mois, 3 jours par mois.
Début des sessions : novembre 1974.
Pour tous renseignements, s'adresser :

I.G.I., 63, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. : 267-36-14
* I.F.G. - Institut Français de Gestion (nouvelle dénomination de l'I.C.G.).

Formation Permanente

ICI

Institut de Commerce International
Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur reconnu par l'Etat.

PROMOTION 1975
45 candidatures seront retenues
Peut-être la vôtre si...

...vous exercez des responsabilités dans le domaine des affaires internationales

...vous avez une bonne culture générale, économique et financière, (tant mieux pour vous si vous possédez déjà des diplômes ou des titres qui en attestent)

...vous avez 28 ans au moins, c'est-à-dire déjà une certaine expérience des échanges internationaux au sein d'une Entreprise

...you speak english fluently, and you have a good knowledge of another foreign language

...vous êtes, enfin, décidé à prendre sur votre temps personnel pour apprendre et participer avec vos collègues « étudiants » à un enseignement supérieur qui à la ferme volonté de rester pragmatique

...vous prenez contact avec nous dès maintenant, les candidatures seront

examinées au fur et à mesure des demandes d'inscriptions qui seront closes le 15 Octobre 1974.

Durée des études : 1 année (janvier 75 à décembre 75).

Début des cours : 6 janvier 1975.

Horaires : Deux possibilités :

a) lundi, mardi, mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 - samedi de 9 h à 18 h une semaine sur deux ;

b) 3 journées complètes par mois (2+1).

Interruption : En Juillet et Août.

Diplôme : Diplôme de l'Institut du Commerce International d'Enseignement Supérieur reconnu par l'Etat.

Inscriptions : A.P.I.C.I., 5 avenue Pierre-1^{er} de Serbie, Paris 16^e. Sur rendez-vous, tél. 525.51.00 postes 443 et 444.

Frais d'études : 6.500 F pour l'année. Inscriptions soit individuelles soit dans le cadre de la Formation Permanente (Loi du 16.7.71).

ICI

Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur reconnu par l'Etat.

5, avenue Pierre 1^{er} de Serbie
75016 PARIS
Tél. 525.51.00

525.51.00

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

EAU COMPROMIS

CONJONCTURE

Le ministère de l'Industrie élabore un « plan papier »

Pour tenter de réduire le déficit commercial de ce secteur

Le ministère de l'Industrie et de la recherche, M. d'Ornano, devrait rendre publics prochainement les grandes lignes d'un « plan papier » pour tenter de réduire le déficit commercial de ce secteur, et à plus long terme, d'assurer l'indépendance matérielle de la France en matière de structures industrielles mieux adaptées.

Par bien des côtés, la conjoncture dans le secteur du papier ressemble à celle que connaît la France en matière d'énergie, de pétrole, de papier, de papier, de papier... Le papier, plus lourd que le pétrole, est en crise depuis 1973 et en 1974 a été en pointe de la dépendance excessive de la France.

Pour les six premiers mois de l'année, le solde de nos échanges en bois, pâte et papier-carton fait apparaître un déficit de 1 511 millions de francs. Pour la période correspondante de 1973, il n'était que de 1 145 millions. Pour l'ensemble de l'année 1974, on s'attend à un « trou » de 3 milliards de francs.

L'accroissement des importations en valeur est surtout sensible pour les papiers et les cartons (1 130 millions de francs au premier semestre 1974 contre 688 pour le premier semestre de 1973), et pour les papiers-cartons non transformés (1 430 millions contre 935).

L'aggravation de la situation est due essentiellement à la diminution progressive de la part de la production française dans la consommation et à la forte hausse des prix sur le marché international.

Il y a plusieurs mois que les organisations professionnelles, les syndicats ouvriers, les utilisateurs, ont tiré la sonnette d'alarme. On s'est rendu compte un peu tard que la politique menée depuis une dizaine d'années (abandon de certaines productions jugées non rentables au profit des importations), provoquait une hémorragie de devises qu'il faut aujourd'hui enrégimer.

Quatre propositions

Un « plan papier » a été élaboré par le cabinet de M. d'Ornano, les professionnels s'opposent d'ailleurs à ce qu'il soit rendu public. Ce plan définit : à partir de l'analyse de la situation, présente, des objectifs à long terme et un certain nombre d'actions qui peuvent être menées dans l'immédiat. Les propositions s'orientent autour de quatre directions :

● ACCROÎTRE LE RECYCLAGE DES VIEUX PAPIERS.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Affrontement à Lorient entre un patron chrétien et un prêtre-ouvrier C. G. T.

De notre correspondant

Lorient. — Douze cents ouvriers de la métallurgie lorientaise ont débrayé pendant deux heures lundi 30 septembre pour soutenir l'action d'un prêtre-ouvrier menacé de licenciement pour avoir créé une section syndicale C.G.T. dans son entreprise. Le conflit a surgi dans les ateliers de M. Le Béon, qui emploie au port de pêche une centaine d'ouvriers à la production de pièces forgées. Jusqu'à ces dernières semaines, aucun des salariés de cette entreprise n'avait adhéré à un syndicat. Parmi les salariés figuraient depuis un an M. Michel Guillaume, précédemment vicar, dans une paroisse ouvrière de la ville, n'était syndiqué. Est-ce en raison du niveau relativement élevé des salaires (payés en partie en fonction du rendement) ?

Toujours est-il qu'en septembre pour répondre, dit-il, à l'attente d'un certain nombre de jeunes ouvriers qui supportaient mal l'autoritarisme de leur employeur, l'abbé Guillaume se porta volontaire avec un militant communiste pour créer une section syndicale C.G.T. Une quarantaine de cartes étaient prêtes et une liste constituée (avec le prêtre-ouvrier comme délégué titulaire) en vue des élections de délégués du personnel quand la colère de M. Le Béon éclata.

Le chef d'entreprise, connu comme un patron chrétien, trouva des alliés dans le personnel de maîtrise et toutes les cartes furent finalement rendues à la C.G.T. Il y eut même une réaction en sens inverse, traduite par

la création d'un syndicat autonome, et le vendredi 27 septembre une partie du personnel débraya... pour exiger le licenciement de l'abbé Guillaume. Celui-ci a reçu une lettre de licenciement, mais l'inspecteur du travail n'a pas validé cette mesure.

Après un premier débrayage lundi, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont décidé de mener une action interprofessionnelle à Lorient pour « imposer la liberté syndicale » aux ateliers de M. Le Béon.

● A l'usine de Senones (Vosges) de la S.A. Coty, second producteur français de bas et collants, où la direction annonce de 30 août dernier sa décision de licencier trois cents personnes, les délégués F.O. ont occupé lundi 30 septembre le bureau du directeur technique qu'ils ont retenu et dont ils contrôlent l'activité. — (Corresp.)

● Une usine de disquettes est occupée. — Les cent trente-trois salariés de l'usine de disquettes de la ville de Lorient (Vosges) ont décidé l'occupation de locaux jusqu'au 15 octobre, date annoncée pour la fermeture définitive de l'entreprise.

DANS LE CADRE DE LA FORMATION PERMANENTE DEVENIR TÉLÉXISTES PROFESSIONNELS (L.E.S.) Institut de Formation Téléx 5, rue d'Amboise - 75002 PARIS Téléphone : 742-50-83

CADRES

UNANIMES A CRITIQUER LE GOUVERNEMENT

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T.

affichent des points de vue discordants

Tout à l'heure, plusieurs organisations de cadres viennent de mettre au point la politique économique et sociale du gouvernement. Toutefois, unanimes dans l'approbation, les syndicalistes se sont moins sur la stratégie à développer.

M. Le Guen, secrétaire général de l'UGICT, secrétaire des ingénieurs, cadres et techniciens C.G.T., a haussé le ton devant la presse, mardi 1^{er} octobre. Si le Giscard d'Estaing a prouvé à une couche sociale des promesses et des encouragements, a-t-il rappelé, c'est bien au personnel d'encadrement. Or, constate le syndicaliste, les cadres sont non seulement comme l'ensemble de la population, « soumis à l'agression de leur pouvoir d'achat », mais ont aussi subi l'agression d'une action de culpabilisation quant à leurs « avantages » et « privilèges ».

An lieu de s'attaquer aux causes réelles de l'inflation, le pouvoir s'efforce de faire croire que les cadres, s'en prenant à la hiérarchie des salaires, à la sécurité sociale, à la fiscalité, l'affaire du quotidien familial illustre la volonté provocatrice du gouvernement qui cherche à dresser les ouvriers contre les cadres et ces derniers contre les travailleurs non salariés. Or, prétend, en demandant un sacrifice temporaire aux salariés, arrêter l'inflation, « qui serait la maladie d'une société caractérisée comme inégalitaire ».

Certes, poursuit M. Le Guen, la société est inégalitaire si l'on considère les patrimoines, le rôle, la place de chacun dans la gestion économique, l'absence de démocratie économique et politique. « Les prix montent parce qu'on jette l'argent par les fenêtres ».

On avance l'idée que les augmentations de salaires au titre du maintien du pouvoir d'achat devraient varier selon les catégories socio-professionnelles, mais cette « méthode généraliste » ne conduit qu'à diviser les travailleurs, démolir la grille unique des rémunérations pour peser plus efficacement sur l'ensemble des salaires. L'UGICT s'y oppose fermement.

Lutte contre la spéculation et le gaspillage, développement des investissements productifs et collectifs, indexation de l'épargne sont les têtes de chapitre des mesures proposées par les cadres cégétistes. Quant à la réforme de l'entreprise, une information objective et une structure permettant aux cadres d'apporter leur contribution spécifique dans les comités d'entreprise, et à condition que les jeunes ingénieurs aient le pouvoir de contrôle de la gestion reconnus.

La déclaration C.N.P.F.-C.G.C.

Car, poursuit M. Le Guen, la déclaration C.N.P.F.-C.G.C. de ces derniers jours, la déclaration n'est qu'une fausse solution destinée à saper l'autorité des syndicats et le rôle des comités d'entreprise. Pourtant, après avoir jeté l'anathème sur l'entreprise conclue entre M.M. Malherre et Ceyrac, les dirigeants de l'UGICT ont reversés à plus de sérénité. C'est un accident de parcours, a dit le secrétaire général. Le projet de protocole élaboré avec la C.G.C. est fin prêt. Chacun le garde dans son tiroir. M. Le Guen attend sans impatience apparente le moment où ses partenaires finiront par le rendre public.

L'instinct d'après M. Le Guen, la déclaration d'ailleurs montre qu'il ne réserve pas à la seule centrale de M. Malherre l'adhésion des ouvriers et des francs-maçons de son côté. En marge de l'accord solennellement signé, en juin dernier, entre M.M. Edmond Mager et Georges Ségué, l'UGICT a renoué les contacts avec son homologue cégétiste, l'Union des cadres U.C.C. Cette dernière avait, au début de cette semaine, proposé à toutes les organisations de cadres d'entamer avec le gouvernement une négociation sur le dépassement progressif des salaires soumis à cotisation pour la Sécurité sociale, assorti de diverses garanties (Le Monde du 2 octobre), Le « non » de M. Le

Le pouvoir d'achat des cadres

Par exemple, selon M. Faist, le pouvoir d'achat des cadres du secteur privé s'est maintenu, alors qu'il est en perte de 1 % à 2 % selon M. Le Guen. — Mais, en matière de progression de ce pouvoir d'achat, est beaucoup plus proche de M. Malherre, partisan d'une hiérarchisation quasi totale que de la C.F.D.T., ouverte à une forte différenciation au profit des catégories modestes.

Les cadres cégétistes exigent la connaissance des revenus et des rémunérations, 3 congrès dans l'entreprise, alors que les cégétistes n'y voient que sources de querelles stériles, masquant les vrais problèmes. A la C.F.D.T., on s'agitait à ce tiers des gens actifs : commerçants, artisans, professions libérales, qui échappent à la déclaration exacte de leurs revenus. « Les uns et les autres sont victimes du capitalisme », répliquent-ils à la C.G.T.

Si le cheur des mécontents est parfois discordant, il reste que la grande majorité des ingénieurs et cadres demeurent muets. Les syndicats n'en regrettent que 15 % si l'on s'en tient à une évaluation, sans doute optimiste, de la C.F.D.T. La moitié de ce pourcentage est recrutée dans le secteur nationalisé, qui, pourtant, ne représente que les trois dixièmes des effectifs totaux. Selon les cégétistes, sur dix cadres, un peu plus de quatre adhèrent à la C.G.C. et un à la C.F.D.T. Cette dernière proportion tient un peu plus forte pour la C.G.T. et sensiblement moins pour F.O. Le reste s'éparpille dans les syndicats autonomes.

JOANINE ROY.

EMPLOI

Les syndicats de Metalinox à Marseille dénoncent le « démantèlement » de l'industrie nucléaire

De notre correspondant

Marseille. — Les représentants de l'entreprise Metalinox-Losai-Babcock — qui participe à la construction de centrales nucléaires — ont dénoncé, mardi 1^{er} octobre, la décision de fermeture qui frappe leur usine de Marseille (cent vingt ouvriers) et à brève échéance, celle de Vitrolles (trois cent trente ouvriers).

« Cette décision, annoncée sans que le personnel ait été consulté, est le début d'un processus de démantèlement de notre industrie nucléaire au profit des grands monopoles multinationaux », ont déclaré les syndicalistes. Il est vraisemblable que les prochaines centrales nucléaires commandées par l'E.D.F. seront construites sous licence américaine.

Toujours selon les syndicats, les centres de Cadarache, Marcoule et Pierrelatte, tous trois créés pour exploiter les grandes filières françaises, seraient bientôt « durement touchés par cette politique d'abandon ».

De son côté, le personnel de « BATIR » FERME SON USINE DE SEQUEDIN PRÈS DE LILLE

(De notre correspondant) Lille. — A la suite d'un comité central d'entreprise, qui s'est tenu à Paris, le mardi 1^{er} octobre (Le Monde du 2 octobre), la société Batir, spécialisée dans la construction de maisons individuelles, qui emploie actuellement deux mille quatre cents personnes, a décidé de fermer son usine de préfabrication de Sequedin, près de Lille.

Ouverte en mars 1974, cette usine occupait deux cents personnes. Sa capacité de production peut atteindre trente maisons par mois. Mais, ces derniers mois, « du fait de la conjoncture générale économique », précise le communiqué de la direction générale, et en particulier de la rareté et du coût du crédit pour les acquéreurs de maisons, la vente de celles-ci était inférieure à la capacité de production de l'ensemble de l'entreprise. Il en résulte la nécessité de réduire cette production par la fermeture d'une usine et par l'allègement corrélatif de certains services de la société. Selon la direction, ces mesures s'ajoutent à celles qui ont entraîné le licenciement collectif de trois cent cinquante personnes.

Les Entreprises familiales peuvent-elles, en 1974, faire une publicité efficace ?

C'est la question que se posent leurs responsables.

La meilleure réponse que nous puissions faire à cette question fondamentale est de citer quelques exemples choisis parmi des affaires familiales clientes de M.E.P., dont le développement important se constate chaque année.

Dans la branche Habillement, le chiffre d'affaires d'un de nos clients a progressé, en 7 ans, de 700 millions d'A.F. à 3,3 milliards d'A.F. dans le cadre d'un budget publicitaire passé progressivement de 20 à 90 millions d'A.F.

Avec un budget de 20 millions d'A.F., une Société d'Electro-Ménager implantée en 4 mois un produit nouveau dans 2.000 points de vente.

Pour du matériel de Bureau, une première série d'annonces a entraîné directement plusieurs centaines de ventes. L'opération largement rentabilisée a permis l'introduction chez de nouveaux clients de l'intensification de l'action.

UNE METHODE PARTICULIERE Ces rendements publicitaires sont dus à l'exploitation des méthodes particulières que M.E.P. a mises au point dans leurs détails.

Nous pourrions citer beaucoup d'autres exemples d'affaires familiales ayant obtenu des résultats importants dans les branches de l'alimentation, des biens d'équipement, de la parfumerie, etc.

Dans votre branche, il est probable que nous puissions vous détailler une expérience vécue ; pour cela précisez bien votre activité sur le bulletin-réponse ci-joint.

Je souhaiterais recevoir, sans engagement, des précisions sur des expériences concernant ma branche professionnelle.

M. _____
Titre _____
Ets _____
Activité _____
Adresse _____
Téléphone _____

M.E.P. - Marketing et Publicité, 15, rue du Rocher, 75008 PARIS. Tél. : 292-01-01 et 397-21-93 +.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NAPHTACHIMIE

L'insertion publiée dans notre numéro du 1^{er} octobre 1974 n'étant pas compréhensible de fait d'erreurs typographiques, nous reproduisons ci-dessous le texte intégral du communiqué.

Pour répondre au développement du marché, Naphtachimie vient de décider la construction d'un nouvel atelier de polypropylène de 500 tonnes/an portant ainsi à 1 500 tonnes/an la capacité totale de ses ateliers de polyéthylène à Laval. Le démarrage est prévu pour la mi-1976.

Naphtachimie est filiale commune de Rhône-Poulenc (57,20 %) du groupe Rhône-Poulenc et de la Société Française des Péroles S.F.P. (42,80 %).

GRUPE SEPA

Société d'études et de production d'appareils de levage
SEPA - LEVAGE
S.A. au capital de 1 000 000 de F
Siège social : 12, rue de Valenciennes, 92300 AUBERVILLIERS

Société d'études et de production d'appareils de manutention
SEPA - MANUTENTION
S.A. au capital de 1 000 000 de F
Siège social : 30 rue Industrielle, 92300 AUBERVILLIERS

Communiquant qu'elle ne détient pas de participations avec SEPA : Société d'Etudes et de Production d'Automatisme, siège social : 2, rue de Valenciennes, 92300 AUBERVILLIERS, qui a été déclarée en état de régie judiciaire par jugement du 28 août 1974.

Le groupe SEPA (Levage et Manutention), quant à lui, continue son expansion, et a été, en 1973, avec un fort accroissement de ses exportations.

Cette croissance est rendue possible grâce à la mise en service en 1973 d'une deuxième usine de 3000 POSTES-ET-COULEURS-DE-RECORDS.

Le C.A. du groupe a atteint 30 millions d'F, dont 7 millions à l'exportation, contre 24, dont 2,5 à l'exportation l'année précédente. Carnet de commandes au 31-8-74 : 29 millions, dont 6,5 à l'export.

ENOS
Ecole Nlle d'Org. Eco. et Soc.
Et. Privé d'Engt Techn. et Sup.
Préparation reconnue par l'Etat à l'EXPERTISE COMPTABLE
FORMATION A LA GESTION
D'ENTREPRISE
82 Rue de Miramont
75008 PARIS 161, 822.15.07

CADRES

Désirez de changer ou améliorer votre situation

G F C

Groupement Français de CONSEILS EN CARRIÈRES
vous aide efficacement à chercher et trouver un poste à votre mesure

Très nombreuses références
Premier entret. sur R.V. et sans engagement.

G F C S.A.

103, rue de la Pompe
PARIS XVI
553.89.29 et 87.55.

Notre Cabinet n'est pas un bureau de placement

LE TAUX D'INTERÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 heures	10 1/2	11 1/2	9 3/4
1 mois	11 1/8	11 5/8	9 7/8
3 mois	11 3/8	12 1/8	9 7/8
6 mois	11 5/8	12 1/8	9 7/8

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 1^{er} OCTOBRE

prise en cours de séance

Le marché a repris son rythme plus modéré que la veille. Aux industriels, I.C.I. et Bechem gagnent quelques points. Les pétroliers sont bien orientés. Les mines d'or, en revanche, fléchissent quelque peu. Reprise d'Union Corporation. Léger tassement des fonds d'Etat.

Sur le marché des actions, les valeurs étrangères ont progressé, ont regagné terrain perdu au départ, espérant que d'autres, et non des moindres, se hausseront très nettement au-dessus de leurs niveaux actuels.

Les gains enregistrés sur une semaine de titres ont soulevé l'attention et portés même dénotés. L'on a, en particulier, remarqué la fermeté de certaines valeurs (Agip, C.F.P.) et la baisse des autres (Lafayette, L'Oréal, S.A. de France).

Sur le marché des obligations, les valeurs étrangères ont progressé, ont regagné terrain perdu au départ, espérant que d'autres, et non des moindres, se hausseront très nettement au-dessus de leurs niveaux actuels.

Les gains enregistrés sur une semaine de titres ont soulevé l'attention et portés même dénotés. L'on a, en particulier, remarqué la fermeté de certaines valeurs (Agip, C.F.P.) et la baisse des autres (Lafayette, L'Oréal, S.A. de France).

LONDRES

Le marché poursuit son avance marquée à l'ouverture, mais à un rythme plus modéré que la veille.

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 £ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 £ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

NEW YORK

Le marché poursuit son avance marquée à l'ouverture, mais à un rythme plus modéré que la veille.

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

MARCHÉ MONÉTAIRE

Le marché poursuit son avance marquée à l'ouverture, mais à un rythme plus modéré que la veille.

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

BOURSE DE PARIS - 1^{er} OCTOBRE - COMPTANT

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

MARCHÉ A TERME

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

COTE DES CHANGES

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

BOURSE DE PARIS - 1^{er} OCTOBRE - COMPTANT

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

MARCHÉ A TERME

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

COTE DES CHANGES

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

SALEURS	CLÔTURE	COURS
100 \$ 3 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 4 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 5 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 6 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 7 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 8 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 9 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 10 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 11 1/2 %	24 1/2	24 1/2
100 \$ 12 1/2 %	24 1/2	24 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. EUROPE

— **PORTUGAL** : les dirigeants s'efforcent de rassurer la population traumatisée par les derniers événements.
— **ITALIE** : une nouvelle crise menace la coalition centre-gauche présidée par M. Rumor.

3. PROCHE-ORIENT

— **ISRAËL** : M. Rabin se déclare prêt à restituer à la Jordanie une partie de la Cisjordanie, en échange d'un accord de non-agression.

3-6. ASIE

— **CHINE** : « La nouvelle Longue Marche » (III), par Jean Houdart ; M. Giscard d'Estaing à l'ambassade de Chine à Paris.
— **VIETNAM DU SUD** : le président Thieu réclame de façon pressante l'aide des États-Unis.

7. AMÉRIQUES

— **CHILI** : plusieurs personnalités accusent le junte d'avoir ordonné l'assassinat du général Prats.

7. AFRIQUE

— **ÉTHIOPIE** : le Conseil militaire semble avoir surmonté ses divergences.

7. NATIONS UNIES

— A l'occasion des débats de l'Assemblée générale, Mgr Makarios refuse de mettre en cause les États-Unis dans l'affaire chypriote.

8-10. POLITIQUE

— La préparation des élections législatives.
— Vers la constitution d'un parti nationaliste.

10. DÉFENSE

— Un article du général de Boissieu dans la revue Défense nationale sur le service militaire.

10. PROTECTION CIVILE

— Les pompiers de Paris envisagent de se doter d'un ordinateur d'alerte.

12. ÉDUCATION

— Deux propositions pour modifier le statut des enseignants du supérieur.

15. JUSTICE

— René Huxier devant les assises de l'Aisne : justice et bonne conscience.

16. SPORTS

— De l'éducation physique aux centres d'animation (III), par François Simon.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

PAGES 17 A 24.

— **PEINTURE** : Rencontre avec Dali ; Expositions en Italie.
— **THÉÂTRE** : Entretiens avec François Périer ; Troisième au Théâtre de la Ville.
— **CINÉMA** : Le Super-8 dans les circuits commerciaux.

25. AUTOMOBILE

— Marchés persans et bric-à-brac : comment vendre sans clients.

28. RELIGION

— Les travaux du synode à Rome.

34. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

— **URBANISME** : les premières réductions après les mesures proposées par le secrétaire d'État à la culture.

35-38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

— Une politique de la femme (II), par Jean-Jacques Dupeyron.
— **POINT DE VUE** : « Improvisation et complot », par Michel Rabin.
— L'Assemblée générale du Fonds monétaire.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (28 à 33) ; Carnet (27) ; Informations pratiques (28) ; « Journal officiel » (29) ; Médiologie (29) ; Mois croisés (28) ; Finances (28).

Votre voiture immobilisée ?

— Lisez en un clin d'œil l'Européen. Pour réserver : 545.21.25

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1974 a été tiré à 549 550 exemplaires.

A B C D F G H

LE PRIX NOBEL SERA DÉCERNÉ LE 3 OCTOBRE

Deux écrivains suédois « favoris »

Il semble désormais acquis que deux écrivains suédois, Eyvind Johnson et Harry Martinson, se partageront le prix Nobel 1974 de littérature. Et l'on attend à Stockholm à ce que cette décision soit annoncée officiellement dès jeudi prochain 3 octobre, à l'issue de la séance hebdomadaire de l'Académie suédoise. Le prix étant, en principe, attribué le troisième jeudi d'octobre, en révisant les noms des lauréats des semaines plus tôt, l'Académie veut probablement couper court à toutes les rumeurs qui commencent à circuler, comme chaque année à la même époque. On parlait, cette fois, du romancier de la Trinité, V. S. Naipaul, et d'un autre Suédois, Wilhelm Moberg.

A vrai dire, le choix d'Eyvind Johnson et de Harry Martinson ne surprend pas. Ces deux écrivains ont figuré depuis plusieurs années déjà sur la liste des lauréats possibles. Mais l'Académie suédoise a toujours hésité à désigner un des siens, pour

ne pas susciter de critique à l'égard de la liste des grands auteurs suédois sont souvent peu connus, voire inconnus. Cependant, il y a un an, presque jour pour jour, Lars Gyllenstein, romancier et critique littéraire, commentait la publication des œuvres d'Eyvind Johnson en anglais en ces termes : « Eyvind Johnson est aujourd'hui l'écrivain suédois qui jouit de la meilleure réputation au-delà de nos frontières. »

Il ne faut pas de doute non plus que l'Académie suédoise tienne à honorer un chapitre de l'histoire du prix Nobel : elle a décerné ces dernières années, avec l'auteur de l'Archipel du Canal de Gibraltair, le 10 décembre, pour récompenser enfin son prix, et l'on dit ici que c'est peut-être par politesse envers lui que le choix se porte cette année sur deux auteurs suédois.

AVANT L'OUVERTURE DU SALON

Le P.D.G. de Renault met en garde le gouvernement contre des mesures qui toucheraient l'automobile

Dans la conférence de presse qu'il a donnée ce mercredi 2 octobre, comme chaque année à la veille de l'ouverture du Salon de l'automobile, M. Pierre Dreyfus, président-directeur général de la région Renault, a sévèrement mis en garde les pouvoirs publics contre la tentation de « prendre des mesures sporadiques qui toucheraient l'automobile ».

« Nous sommes dans une crise conjoncturelle d'adaptation, a-t-il déclaré. Il ne faut pas se laisser entraîner par une crise psychologique qui accentuerait la crise. »

« Si certains voulaient prendre, pour frapper l'opinion — des mesures qui toucheraient l'automobile, il est à craindre que les résultats ne dépassent leurs intentions. S'il y avait des dizaines de milliers de chômeurs dans l'automobile, l'impression obtenue serait en effet très profonde. »

M. Dreyfus précise ensuite que la région Renault fait de grands efforts de gestion pour maintenir malgré tout les investissements à un niveau élevé. « Il s'agit de préparer l'avenir car je ne crois pas à une crise structurelle de l'automobile. Je ne crois absolu-

ment pas à une vision d'Apocalypse, telle qu'on nous la présente à droite ou à gauche. »

En réponse aux rumeurs ayant circulé ces derniers temps, M. Dreyfus a indiqué qu'il gardait jusqu'à la fin de 1975 la direction de la région Renault. (Voir nos autres informations page 25.)

Un sondage incomplet sur l'affaire de La Haye

La SFORSE a posé pour le IFRA la question suivante au sujet de l'affaire de La Haye :

« Dans les cas de ce genre, face au chantage exercé par les terroristes, il y a en gros deux attitudes : ou bien céder aux exigences des terroristes pour sauver la vie des otages, ou bien refuser le chantage pour décourager ceux qui tentent de recourir à ces procédés. Laquelle de ces deux attitudes vous semble la meilleure ? »

Cinquante pour cent des personnes ont répondu qu'il fallait céder au chantage (et 50 % qu'il fallait céder aux exigences).

Mais 45 % estiment que la façon dont s'est terminée l'affaire de La Haye a été « plutôt un succès ».

Qu'a-t-on fait cependant à La Haye pour que, quelques jours plus tard, on ait pu céder aux exigences ?

Il est vrai que les sondages ne sont pas à une contradiction près et perdent ainsi beaucoup de leur signification. Mais il y a plus grave.

La question suivante a été posée :

M. KISSINGER SE PRÉPARE À UNE SÉRIE DE VOYAGES

Le programme des déplacements de M. Henry Kissinger à l'étranger pour les mois à venir semble s'établir de jour en jour. En 1974, le secrétaire d'État doit se rendre au Proche-Orient, puis, le 23 octobre, à Moscou pour quatre jours d'entretiens bilatéraux. De l'U.R.S.S., M. Kissinger effectuera une tournée dans le sous-continent asiatique, s'arrêtant au Bangladesh, en Inde et en Iran.

D'ici la fin de l'année, M. Kissinger se rendra également à Pékin, Hanoï et Taipei, mais les dates de ces voyages ne sont pas encore indiquées.

LE SÉNAT AMÉRICAIN BLOQUE L'AIDE MILITAIRE AU CHILI ET À LA TURQUIE

Par cinquante-neuf voix contre vingt-neuf, le Sénat des États-Unis, passant outre aux appels des leaders et de la majorité et de la minorité, a confirmé son refus de reconstruire l'aide militaire à la Turquie au niveau du budget précédent.

Le blocage de ce « domaine » provient d'un vote en dépit d'un message du président Ford demandant aux sénateurs de ne pas retirer par ce geste brutal la marge de manœuvre dont la diplomatie américaine a besoin en Méditerranée. Il a fait savoir que, de toute façon, il opposerait son veto à cette mesure si le Sénat ne se prêtait pas à un compromis.

Cette mesure n'a pas empêché les sénateurs d'adopter par quarante-sept voix contre quarante et une un amendement, déposé par le sénateur Edward Kennedy, et visant également les crédits militaires au Chili.

Le Conseil des ministres examine les propositions de Mme Françoise Girod

Une grande partie du conseil des ministres de ce mercredi 2 octobre devait être consacrée à l'exposé, par Mme Françoise Girod, d'un ensemble de mesures visant à l'amélioration de la condition féminine en France. Les attributions de Mme Girod et l'ampleur des domaines qui de près ou de loin — influent sur le sort des femmes expliquent le caractère apparemment disparate des réformes proposées par le secrétaire d'État à la condition féminine et proposées à l'approbation du gouvernement. Mesures sociales, juridiques ou fiscales, les projets de Mme Girod sont autant de réformes ponctuelles dont aucune n'est très spectaculaire.

Le dossier — que Mme Girod devait commenter et détailler l'après-midi au cours d'une conférence de presse puis, le soir, à la télévision — a été préparé par de nombreuses réunions interministérielles qui n'ont pas toujours permis à ses idées de triompher. En l'occurrence le nombre des départements ministériels concernés par ces projets et surtout l'intégral intérêt des ministères à l'égard des initiatives de Mme Girod ont suscité des difficultés qui ont conduit à renoncer à certaines propositions. C'est ainsi que, pour des raisons financières, l'effort projeté dans le domaine des allocations de chômage

semble abandonné, tandis que les autres questions dont la compétence paraît échapper ou se situer d'un peu à la condition féminine, il faut signaler le problème de l'avortement à propos duquel Mme Simone Veil prépare un nouveau projet de libéralisation. Sur le divorce, le rôle de Mme Girod se borne à émettre, auprès du garde des Sceaux, des souhaits à propos du recouvrement des pensions alimentaires.

Les mesures que devait approuver le conseil des ministres portent notamment sur les points suivants :

- **Information** — Chaque soir, la télévision diffuserait à une heure de grande écoute de courtes émissions destinées à faire connaître aux femmes leurs droits et les possibilités qui s'offrent à elles pour régler leurs problèmes de mères ou de travailleuses. D'autre part, les chargées de mission auprès des préfets de région devraient lancer des enquêtes pour mieux connaître les besoins des femmes.
- **Fiscalité** — Le principe de la double signature des déclarations de revenus sera encouragé par le ministère des finances. Le sort des femmes divorcées serait — du point de vue fiscal — aligné sur celui des veuves.
- **Travail** — Mme Girod a

développé à plusieurs reprises sa hostilité au travail à temps partiel, dont elle estime qu'il « dévalorise » les femmes au travail, notamment en leur barrant l'accès à certains postes. En revanche, elle propose diverses mesures visant à la « flexibilité » pour tous — des horaires au travail.

La législation du travail devra être modifiée de manière à réajuster les refus d'embauche motif seulement par l'appartenance d'un sexe ou par la situation familiale du demandeur (par exemple, les mères célibataires), il faut pas attendre, toutefois, l'extension « antixéniste » de la loi antixéniste du 1^{er} juillet 1972. Certaines associations s'efforcent d'obtenir le droit de psc suivre devant les tribunaux ou nom des femmes — ceux provoquant la discrimination diffèrent le sexe féminin, exemple, par voie d'affiches bilingues.

Toute discrimination des sexes dans la fonction publique sera éliminée. D'autre part, dans le domaine de la formation continue, un effort sera demandé pour que les femmes cessent d'être de « victimes ».

● **Droits sociaux** — Les femmes veuves ou divorcées auront droit à une prolongation pour d'années du bénéfice de l'assurance maladie.

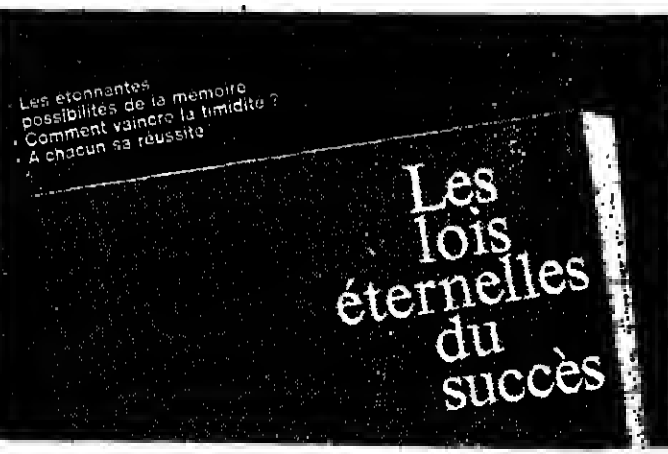
● **Contraception** — Le projet de loi libéralisant la contraception devrait être approuvé par le Sénat. Mme Girod proposera des mesures sur le plan de l'information.

● **Éducation** — Malgré réserves, semble-t-il, du ministre de l'éducation, une commission pourrait être chargée de réviser le contenu des manuels scolaires et d'en bannir tout ce qui donne de la femme une image trop étroite ou trop traditionnelle. D'autre part, les comités d'aggrégation pourraient tous venir à Paris.

● **Congés de maternité** — Les congés sont actuellement de six semaines avant l'accouchement et de huit semaines après. Mme Girod propose d'ajouter une semaine à la première partie de congé. Quant au congé de paternité — actuellement trois jours — elle souhaite pouvoir l'allonger sensiblement dans le but de favoriser l'accueil de l'enfant par le couple et non par la seule mère.

Une dizaine de groupes de travail seront assez rapidement mis en place afin d'étudier les conditions d'application des mesures retenues. — Br. F.

(Voir l'article de Jean-Jacques DUPEYRON page 38.)



Les lois éternelles du succès

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se tuer à la tâche ; que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de tous ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'ont pas le centième de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enfonçons dans nos tabous, nos habitudes de pensée dévies, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Ainsi, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment la conquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de Borg : « Les lois éternelles du succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue G.K. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

BON GRATUIT
pour recevoir « LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS »
Découpez ou recopiez ce bon et envoyez-le à :
G.K. BORG, chez AUBANEL, 5, place St-Pierre, 84028 Avignon
Vous recevrez le livre sous pli fermé et sans aucun engagement d'aucune sorte.

NOM _____

RUE _____ N° _____

VILLE _____

AGE _____ PROFESSION _____

UNE AUTRE MANIÈRE DE VIVRE

par le contrôle de la RESPIRATION

la pratique du HATA-YOGA

la prise de conscience du HARA TANDEN

et la RELAXATION ACTIVE

au CENTRE DE CULTURE PSYCHOSOMATIQUE

Albert Léon MEYER

UN « LIEU » DES « MOYENS » à la disposition de L'HOMME

soucieux de son équilibre et de son capital

FORCE-VITAL-ÉNERGIE-SANTÉ

Pour entretiens de contact et d'informations, téléphoner à 245-20-50, 2, rue d'Anjou, PARIS (9^e).

YVONNE DE BREMOND DARS

achète pour collectionneurs et tous beaux meubles anciens, tapisseries, tableaux de maîtres

20, FAUBOURG SAINT-HONORE - PARIS 8^e - 265.11.03

Avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

encore à partir de 595 F

dans un choix de 3.000 draperies

PARDESSUS : 545 F

LEGRAND TAILLEUR

27, rue du 4-Septembre, PARIS (9^e)

45 nouvelles calculatrices

« Duriez consultez bien »

en discount chez Duriez

DURIEZ connaît toutes les calculatrices électroniques ou mécaniques : mini de poche à opérations, imprimantes ou non, avec ou sans constante, virgule flottante, arrondi, %, radices, trig, exposants, mémoires, etc.

Duriez, 132, bd Saint-Germain (33-45-31), vous dit tout sur tout et pratique les prix les plus bas de France : à partir de 188 F t.t.c. Aussi : machines à écrire, matériel de bureau. Tout en discount.

Le numéro du « Monde » daté 2 octobre 1974 a été tiré à 549 550 exemplaires.

A B C D F G H